

UNIVERSITÉ DE PARIS. - FACULTÉ DE DROIT

LA
PRODUCTION SIDÉRURGIQUE
DE L'EUROPE CONTINENTALE
ET
L'ENTENTE INTERNATIONALE
DE L'ACIER

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Droit public et Économie politique)

Présentée et soutenue le Mercredi 13 Mars 1929, à 14 heures

PAR

C. NATTAN-LARRIER

MEMBRES DU JURY :

Président : M. AFTALION.

Suffragants { M. LESCURE, Professeur,
M. PIROU, Professeur.

— PARIS —

LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU

ROUSSEAU & Cie, ÉDITEURS

14, RUE SOUFFLOT, 14 (V^e)

— 1929 —

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.**

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA
PRODUCTION SIDÉRURGIQUE
DE L'EUROPE CONTINENTALE
ET
L'ENTENTE INTERNATIONALE
DE L'ACIER

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Droit public et Économie politique)

Présentée et soutenue le Mercredi 13 Mars 1929, à 14 heures

PAR

C. NATTAN-LARRIER

MEMBRES DU JURY :

Président : M. AFTALION.

Suffragants { M. LESCURE, Professeur.
M. PIROU, Professeur.

— PARIS —

LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU

ROUSSEAU & Cie, ÉDITEURS

14, RUE SOUFFLOT, 14 (V°)

— 1929 —



AVANT - PROPOS

Nous nous proposons d'étudier l'évolution de la sidérurgie des trois principaux pays producteurs de l'Europe continentale : la France, l'Allemagne et la Belgique, depuis 1913.

Après avoir rappelé les conditions générales de cette industrie dans le monde avant la guerre, à l'aide d'un exposé plus détaillé nous les envisagerons dans les Etats qui nous intéressent particulièrement.

Nous examinerons ensuite quelle influence ont exercée en ce domaine la guerre et les traités qui y mirent fin.

Les crises consécutives, la réorganisation de la production et l'état actuel du marché retiendront enfin notre attention.

Nous nous serons ainsi efforcés, par une étude appuyée principalement sur des statistiques établies, sauf exception, par le Comité des Forges de France, de démontrer les transformations dont a été l'objet l'une des plus importantes branches de l'industrie au cours de ces dernières années.

INTRODUCTION

L'industrie sidérurgique

§ 1. — DÉFINITION. — « La métallurgie », suivant la définition du lieutenant-colonel ANGLÈS D'AURIAC dans ses Leçons de sidérurgie, « est l'art d'extraire industriellement les métaux de leurs minerais (ou, plus généralement, de leurs combinaisons) et de leur donner la forme et les propriétés convenables pour leurs emplois industriels ».

L'industrie sidérurgique est ainsi l'application de l'art métallurgique à la fabrication du fer et de ses divers alliages, notamment la fonte et l'acier.

Son évolution, sous l'influence des découvertes scientifiques, est une des plus remarquables de l'industrie moderne.

Nous ne saurions en faire ici, quelque intérêt qu'il présente, l'historique. Notre dessein est seulement d'indiquer, par quelques chiffres, l'importance que la sidérurgie avait atteinte au moment de la guerre.

§ 2. — IMPORTANCE DE L'INDUSTRIE SIDÉRURGIQUE. — Voici, tout d'abord, quelques chiffres qui montrent les

progrès réalisés, en quarante ans, dans le perfectionnement de l'outillage. Ils ont trait à la production annuelle par ouvrier :

Années	Fonte	Fer et acier ouvré
1873	95 tonnes	26 tonnes
1893	200 »	30 »
1913	255 »	30 »

Grâce à ces perfectionnements, de 1873 à 1913, la production globale de fonte, de fer et d'acier avait crû de 260 % et le nombre d'ouvriers de 26 % seulement.

Voici quelques chiffres concernant les accroissements réalisés par la métallurgie des divers pays, entre 1903 et 1913, dernière année normale de la production avant la guerre :

Période 1903-1913	Accroissement de production :	
	Fonte	Acier
Belgique	104 %	154 %
France	87 %	152 %
Allemagne	92 %	118 %
Etats-Unis d'Amérique	72 %	115 %
Autriche-Hongrie	71 %	97 %
Russie	80 %	100 %
Angleterre	14 %	52 %

Nous étudierons, plus loin, en détail la production de quelques-uns de ces pays. Aussi, présentons-nous seulement, ici, un tableau de la production en acier du Monde et des cinq premiers pays producteurs en 1913 :

Pays	1913
Etats-Unis	31.801.688 tonnes
Allemagne	18.954.080 »
Grande-Bretagne	7.786.498 »
France	4.686.619 »
Belgique	2.466.499 »
Monde	75.553.000 »

Les chiffres ci-dessous donneront une idée de la concentration vers laquelle évoluait l'industrie sidérurgique. Ils indiquent, pour la France, pays de moyenne concentration, le nombre des usines et le tonnage des minerais qui y étaient transformés en 1864 et 1912 :

Années	Nombre d'usines	Tonnes de minerais
1864	1.017	3.993.000
1912	208	19.160.000

C'est là un résultat de l'évolution technique et l'explication de cette diminution du nombre des usines, accompagnant un accroissement de matières transformées, se trouve dans des faits comme ceux-ci :

La production moyenne annuelle des hauts fourneaux Français était estimée, en 1864, à 2.800 tonnes et, en 1913, à 42.700 tonnes, ce qui avait permis de réduire de 430 à 126 leur nombre, pendant la même période.

En même temps, des perfectionnements, concernant le chauffage, l'utilisation des gaz, le chargement avaient été réalisés et le prix de la tonne de fonte, entre 1860 et 1911, avait baissé de 121 frs à 77 frs. Par suite de ce développement intense, la métallurgie utilisait une

quantité énorme de matières premières. La production métallurgique, en 1912, nécessitait 158 millions de tonnes de minerai, dont la plus grande partie, en définitive, entrait dans la fabrication de l'acier. Pour ce qui est du combustible, la métallurgie et les usines affiliées d'Europe, seulement, utilisaient, en 1913, 190 millions de tonnes de houille, soit 35 % de la consommation totale de houille européenne.

Si l'on admet que le prix moyen de la tonne de houille était alors de 12 francs, l'on constate qu'à lui seul l'approvisionnement en combustible représentait quelque deux milliards de francs. Or, c'est environ la moitié du prix de revient du métal brut que constitue, la plupart du temps, la dépense de combustible. On peut donc dire, approximativement, que le seul prix de revient de la production brute de la sidérurgie s'élevait à plus de 4 milliards de francs pour l'Europe et à une dizaine pour le monde entier.

Quel était maintenant le rôle joué par la production sidérurgique dans le commerce extérieur des différents pays ? Il était essentiellement variable, suivant ces pays, et la France, par exemple, qui occupait le quatrième rang dans le classement des pays producteurs d'acier, avait un chiffre d'exportation restreint, alors que la Belgique, dont la production était moitié moindre environ, effectuait des échanges métallurgiques importants. Les rapports de la sidérurgie et du commerce extérieur touchent de trop près l'essentiel même de cette étude, pour que, dans cette introduction, dont le seul but est de situer l'industrie sidérurgique, nous y insis-

tions davantage, sans risquer de trop nombreuses répétitions.

L'importance de la métallurgie tient encore à d'autres facteurs, facteurs extérieurs, pourrions-nous dire : à la place occupée par les grandes industries consommatrices de ses produits.

Voici quelques-unes des principales d'entre ces industries :

- 1° Matériel de guerre.
- 2° Construction navale.
- 3° Construction du matériel de chemins de fer.
- 4° Construction automobile.
- 5° Construction métallique

{	a) Charpentes métalliques
	du bâtiment.
{	b) Ponts métalliques.
- 6° Industrie textile.

C'est là, à l'exception de l'industrie chimique, une énumération presque complète des grandes industries modernes. L'industrie sidérurgique est donc véritablement une industrie-clef, indispensable à l'existence des autres fabrications. Son développement, sa prospérité important au premier chef à la puissance d'un pays, à son indépendance.

Un pays tributaire de l'étranger, dans ce domaine, peut bien difficilement conserver son entière liberté politique. S'il achète à l'extérieur la majeure partie des produits qui sont à la base de l'activité et de la prospérité de l'industrie moderne, ses vendeurs peuvent paralyser une part importante de sa vie nationale.

L'industrie sidérurgique mérite donc d'être l'objet de

soins attentifs de la part des gouvernants et ceci explique la nervosité de certains grands Etats, dont la production métallurgique est menacée par la concurrence victorieuse de leurs rivaux.

Les principes mêmes des économistes les plus résolument libre-échangistes ont fléchi ici et le terme d'industrie-clef, dont nous nous servions tout à l'heure, ils l'ont créé pour justifier l'abandon de leur politique économique traditionnelle, commis en admettant qu'un Etat puisse conquérir, à l'abri de tarifs douaniers protecteurs, une industrie sidérurgique qui lui assure son indépendance. Le lieu n'est point ici de discuter de ce fléchissement. Cependant, il semble bien que l'intervention de l'Etat soit presque admissible, pourvu qu'elle soit exercée avec modération et cesse dès que, par suite de ses efforts, le pays est à même de marcher de l'avant seul, sans le secours de mesures artificielles qui, si souvent, encouragent la nonchalance et écartent l'initiative heureuse.

§ 3. ORGANISATION DE L'INDUSTRIE SIDÉRURGIQUE. —

Après avoir établi l'importance prépondérante de la métallurgie du fer, qui en fait une des assises de la civilisation moderne, il nous reste à parler de son organisation.

L'industrie sidérurgique offre un terrain particulièrement favorable à la concentration industrielle et à l'intégration. Les procédés modernes de la fabrication de l'acier comportent l'utilisation de moyens de production très puissants : un seul haut-fourneau moderne est, à lui

seul, déjà une concentration véritable par rapport aux fours anciens. L'intégration, dans l'industrie sidérurgique, est également une nécessité technique. La récupération des gaz des hauts-fournaux, par exemple, permet le fonctionnement de moteurs, qui peuvent distribuer l'énergie nécessaire à la fabrication de produits demi-finis ou finis.

En outre, les matières premières utilisées, houille, coke et minerai, sont d'un déplacement coûteux, comme aussi les produits métallurgiques. Toute réduction des transports permet alors de grosses économies. L'intégration présente donc, ici, toute une série d'avantages : utilisation des sous-produits, absence de manipulations et de trajets coûteux et longs. Elle s'y développe avec une vigueur toute particulière, réunissant sous une même direction et groupant, autant que possible, géographiquement, mines, cokeries, haut-fourneaux, aciéries, laminaires, fabriques de produits demi-finis, etc..

L'industrie métallurgique, ainsi concentrée et intégrée, offre un terrain très favorable aux ententes de producteurs. Moins nombreuses, en effet, sont les entreprises, et plus l'accord est facile pour éviter une surproduction, ici spécialement menaçante, malgré des débouchés considérables et le frein que constitue le difficile recrutement de la main-d'œuvre. Aussi est-ce une organisation commerciale particulièrement accentuée qui existe dans la sidérurgie.

Nous aurons à l'étudier en détail dans les différents grands pays producteurs d'Europe, sauf l'Angleterre ; nous

n'insisterons donc pas ici et nous nous bornerons à quelques indications concernant les Etats-Unis et l'Angleterre.

1° ETATS-UNIS. — Aux Etats-Unis, le Steel Trust est l'exemple typique des grands organismes d'intégration et de concentration de ce pays.

Mais il représente actuellement une part plus modeste que jadis dans la production métallurgique américaine, quoi qu'il ait grandi en importance absolue (1).

La voici pour quelques années :

Années	Minerais	Fonte	Acier
1908	46,3 %	43 %	57 %
1916	41 %	44,6 %	50 %
1919	42 %	44 %	50,3 %
1927	41,3 %	37,7 %	42,4 %

Elle a donc sensiblement déchu. Elle constitue néanmoins encore 40 à 50 % de la puissance de production sidérurgique des Etats-Unis.

En ce qui concerne le commerce extérieur, le Steel Trust effectue la majorité des exportations métallurgiques.

Voici les tonnages réalisés par lui :

Années	Exportat. du Trust	Exportat. des Etats-Unis
1912	2.233.570 tonnes	2.268.575 tonnes
1927	1.286.096 »	2.180.969 »

Il doit cette situation prépondérante au fait qu'il est le seul équipé pour s'assurer une place sur les marchés

(1) Voir Annexe, tableaux 1, 2 et 3.

extérieurs, grâce à sa puissance industrielle qui lui permet d'accepter les plus grosses commandes, à sa direction unique, à sa puissance financière qui se caractérise non seulement par un capital de 1 milliard et demi de dollars, mais encore par la possibilité de consentir des crédits extérieurs de l'ordre de plus de 20 millions de dollars.

Il a récemment étendu ses opérations au marché européen. C'est ainsi qu'il a fondé en Allemagne, après la guerre, l'Amstea (American Steel Engineering and Automotive Products Cy), qui constitue à la fois un office d'exportation et un bureau de renseignements. C'est une filiale de l'American Steel Export Company de New-York et des succursales ont été établies à Hambourg, Brême, Dresde, Cologne, Munich, Dantzig, Essen, Vienne, Varsovie, Reval et Helsingfors.

Au début de 1921, les dirigeants du Trust, et notamment son président, le juge GARY, avaient songé à convoquer une conférence mondiale pour renforcer les liens d'amitié entre sidérurgistes européens et américains. Le projet n'aboutit pas ; d'ailleurs, le protectionnisme américain paraît incompatible avec l'existence d'une entente internationale de l'acier comprenant les Etats-Unis. Or, il ne semble pas que ceux-ci songent pour l'instant à modifier un régime douanier, dont les résultats leur paraissent excellents. En fait, en ce qui concerne l'industrie sidérurgique, il faut dire que, si le Trust, par exemple, réussit à maintenir ses prix à peu près au niveau de ceux du vieux monde, tout en payant des salaires plus élevés, il semble que ce soit bien moins là une

conséquence des tarifs douaniers que de l'excellence des méthodes de production. C'est l'intensité de la concentration industrielle et du travail mécanique qui lui permettent d'atteindre pleinement son but, l'abaissement du prix de revient.

2° GRANDE-BRETAGNE. — Pour bien saisir l'état de l'organisation commerciale du marché sidérurgique anglais, il est nécessaire de connaître les principaux traits de la production minière et métallurgique du pays (1).

L'extraction de minerai de fer, tout d'abord, est insuffisante pour satisfaire aux besoins de l'industrie et, par ailleurs, en décroissance. Avant la guerre, une importation annuelle de 6 à 7 millions de tonnes était nécessaire, dont les deux tiers environ provenaient d'Espagne (Bilbao) (2).

Ce chiffre se maintint à peu près le même pendant la guerre pour descendre à 1,8 million dans l'année de crise 1921, revenir à 3,4 en 1922, et être de 5.165.121 tonnes en 1927.

En ce qui concerne la production sidérurgique proprement dite, qui a subi l'évolution suivante :

Années	Fonte	Lingots et moulages d'acier
1913	10.260.300 tonnes	7.663.900 tonnes
1924	7.307.400 »	8.201.200 »
1925	6.261.700 »	7.385.400 »
1927	7.292.900 »	9.097.100 »
1928		
(6 premiers mois)	3.422.200 »	4.289.700 »

(1) Voir Annexe, tableau 4.

(2) Il s'agit de tonnes de 1.016 kilos.

le commerce extérieur a atteint les tonnages ci-dessous .

Années	Importations	Exportations
1913	2.231.000	4.969.200
1924	2.429.400	3.851.400
1925	2.719.800	3.731.400
1927	4.406.100	4.197.756
1928		
(4 premiers mois)	1.095.000	1.402.800

En ce qui concerne la fonte brute en particulier, les exportations furent de :

1913	945.300 tonnes
1924	485.200 »
1925	467.600 »
1927	455.498 »

Ainsi, en face d'une production en décroissance pour la fonte, en croissance très nette pour l'acier, les exportations de fonte ont un rythme de déclin très supérieur à celui de la production et celles d'acier se maintiennent à peu près à leur tonnage de 1913, c'est-à-dire qu'elles n'ont pas suivi le rythme de la production. Les résultats des premiers mois de 1928 sont d'ailleurs plus encourageants, mais il faut noter l'accroissement toujours considérable des importations par rapport à 1913, et, en définitive, la balance de 1928 sera peut-être encore négative.

Toutefois les exportations jouent encore un rôle de premier plan dans le commerce de l'acier, puisqu'en 1927, sur une production de 9.097.100 tonnes, il a été vendu à l'extérieur 3.744.237 tonnes.

Il faut dire que l'industrie anglaise est localisée de telle façon que les possibilités d'exportation sont particulièrement importantes : 64 % de la production du minerai de fer proviennent de gisements placés auprès de la mer ; la situation est à peu près la même pour la houille. Les hauts fourneaux, établis tout auprès, sont au nombre de 286 contre 214 à l'intérieur, c'est-à-dire que 60 % d'entre eux sont dans les meilleures conditions pour les importations, la production et les exportations, alors que les autres ne sont jamais à plus de 100 kilomètres de côtes.

Le caractère dominant de la sidérurgie anglaise est donc encore l'extrême importance des exportations. Celles-ci lui assurent une souplesse particulière, car les crises de sous-consommation atteignent exceptionnellement, à la fois, tous les pays si divers qui constituent pour l'acier des débouchés de taille presque égale à celle du marché intérieur.

Il est donc naturel de constater que des liens étroits et durables ne les unissent pas malgré une concentration industrielle très forte, de nature à en faciliter la constitution. Le phénomène de la concentration commerciale est très atténué et présente le plus souvent seulement un caractère local, spécial et temporaire.

Sans doute les propriétaires de hauts fourneaux se groupent-ils dans la British Iron Trade Association, pour défendre leurs intérêts communs. Mais aucune limitation à la production n'est fixée par cet organisme.

Seules, les ententes régionales ou les ententes dans des fabrications de détail sont assez nombreuses.

Une tentative cependant fut faite en 1917 pour créer après la guerre, un syndicat national de l'acier, en vue de conserver aux exportations leur place, malgré les moyens de production accrus. Elle n'aboutit pas en raison sans doute des crises consécutives qui ont retardé l'imminence du péril. Aucune nécessité absolue n'étant venue atténuer la répugnance des sidérurgistes anglais à se lier, l'indépendance conserva sa vigueur.

Aujourd'hui les sidérurgistes anglais unis aux transformateurs ont trouvé un terrain d'entente dans la campagne qu'ils mènent de front pour obtenir une protection douanière plus efficace, en face des importations étrangères qui, à cause des salaires élevés de l'Angleterre, menacent leur marché intérieur. L'exportation est aussi devenue, pour cette même raison, moins certaine que jadis, et si aucun organisme à notre connaissance ne poursuit encore le contingentement de la production, il faut noter la vigoureuse « National Federation of Iron and Steel Manufacturers ». Celles-ci s'efforce d'obtenir de l'opinion publique, un appui en faveur du « safeguarding of Industry », qui, en réservant le marché national à la production nationale, permettrait à celle-ci de croître, par suite de baisser ses prix et conquérir de nouveaux débouchés extérieurs.

Si cette campagne, comme il semble possible, aboutit, il n'y aurait rien d'étonnant à ce que, pour maintenir les prix sur le marché intérieur isolé et permettre des sacrifices sur les prix consentis à l'exportation, un contingentement de la production soit fixé.

Il ne s'agirait plus alors seulement d'ententes sem-

blables à celles qui ont déjà uni, en Angleterre, producteurs et clientèle pour lutter contre la concurrence étrangère et aux termes desquelles la clientèle s'engageait, contre des ristournes, à donner aux métallurgistes associés toutes ses commandes pendant un certain temps, suivant une pratique analogue à celle des armateurs et chargeurs des lignes régulières anglaises de navigation.

On rencontrerait de véritables ententes semblables à celles du continent européen et usant des mêmes moyens pour atteindre le même but.

D'un autre côté, il se poursuit en Angleterre, au sein des diverses entreprises, de vigoureux efforts en vue de la rationalisation.

La grève de 1926 et le chômage chronique qui subsiste font croire à beaucoup de dirigeants des milieux industriels britanniques qu'il serait bon de procéder à une rénovation des sources de production, pour permettre un abaissement de certains des frais et compenser ainsi les hauts salaires accordés aux ouvriers.

L'aboutissement de pareille politique serait la constitution de trusts, à la suite, par exemple, de fusions d'entreprises. Il serait alors procédé à la fermeture des usines vieillies. Grâce aux économies réalisées par semblable concentration, les prix de vente pourraient être abaissés, la pleine capacité atteinte par la production. L'installation d'outillages modernes nouveaux assurerait du travail à nombre de chômeurs.

Déjà certaines entreprises se sont unies, par exemple, les firmes Armstrong et Vickers, et il semble que le mouvement doive prendre une plus grande ampleur.

Le marasme actuel est peut être dû, en grande partie, à la survivance trop fréquente d'installations désuètes et à un défaut de cohésion nuisible à tous les intérêts dans une période aussi difficile : on ne peut conserver les forêts en santé sans couper le bois mort.

D'ailleurs, les deux orientations sont non seulement compatibles, mais encore susceptibles de se compléter heureusement.

L'organisation britannique ressemblerait alors quelque peu, malgré l'absence d'une discipline qui continuerait certainement à répugner aux Anglais, à l'organisation allemande.

Quant aux ententes internationales, qui ont pu unir jadis ou qui unissent aujourd'hui, les producteurs de certains articles sidérurgiques, elles seront étudiées plus loin en même temps que l'Entente internationale de l'acier.

De cette sorte, l'évolution, qui s'est produite dans ce domaine, apparaîtra mieux.

ANNEXE

TABLEAU I

UNITED STATES STEEL CORPORATION (1)

Marche des Usines..... 78,9 %

(1) Rapport sur les résultats de l'exercice 1927.

Production 1927

Minerais	25.528.462 tonnes
Houille	27.430.329 »
Coke	14.506.980 »
Fonte	13.631.498 »
Acier	18.486.444 »
Demi-produits.....	758.847 »
Produits finis	12.220.435 »

Part de production par rapport aux Etats-Unis :

Minerai de fer.....	41,30 %
Fonte et ferros.....	37,7 %
Acier en lingots.....	42,4 %
Exportation 1927	1.286.096 tonnes
Chiffre d'affaires 1927.....	\$ 1.310.392.86
Main d'œuvre 1927.....	231.549 ouvriers

Moyens de production

133 usines.
109 hauts fourneaux.
32 convertisseurs Bessemer.
21 fonderies.
325 fours Martin et électriques.
571 laminaires.
125 mines de fer.
99 mines de houille.
49 cokeries.
1.800 kil. voies ferrées.
1.410 locomotives.
62.083 wagons.
34 navires de haute mer.
90 navires et 460 chalands pour la navigation sur les lacs et les rivières.

TABLEAU II
ETATS-UNIS D'AMERIQUE

(en tonnes de 1.016 kgs)

Production

	1913	1927
Houille et Anthracite (1).....	569.960.219	600.514.000
Coke (1)	46.299.530	50.925.000
Minerai	61.980.437	61.778.000
Fonte	30.966.152	36.565.645
Acier	31.300.874	44.935.185
Produits finis	24.791.243	32.879.031

Capacité de production totale en acier (1927)

Des Etats-Unis	59.435.000 tonnes
United States Steel Corporation.....	23.046.000 »

Capacité de production totale en fonte (1927)

Des Etats-Unis	49.808.000 tonnes
United States Steel Corporation.....	18.483.000 »

TABLEAU III
ETATS-UNIS D'AMERIQUE

Commerce extérieur 1927 des produits sidérurgiques

1° Importations

Importations totales	747.486 tonnes
Fonte	133.068 »

(1) En tonnes de 907 kilos.

Barres d'acier	91.497	»
Profilés	161.848	»
Tuyaux en fonte	81.769	»
Tubes et autres tuyaux.....	50.088	»

Principales sources de provenance

France	131.946 tonnes
Allemagne	129.412 »
Belgique	200.257 »

2° Exportations

Exportations totales	2.180.969 tonnes
à destination de :	
Amérique Centrale et du Nord.....	1.088.577 »
Amérique du Sud.....	348.899 »
Asie et Océanie	526.268 »
Afrique	19.899 »
Europe	197.326 »

TABLEAU IV

GRANDE-BRETAGNE

(en tonnes de 1.016 kil.)

Production	1927	1928 (1 ^{er} semestre)
Minerai de fer.....	11.206.601	»
Houille et Anthracite.....	251.232.000	121.123
Coke	11.837.135	»
Fonte	7.292.900	3.422.200
Acier	9.097.100	4.289.700

Commerce extérieur 1927	Importations	Exportations
Minerai de fer.....	5.165.121	»
Charbons	»	51.149.193
Fonte	672.848	455.498
Acier	3.733.277	3.744.237

Produits sidérurgiques :

1927

	Importations	Exportations
Luxembourg	406.125	Total : 4.197.756
Belgique	2.310.163	A destination des Colo-
France	767.091	nies : 2.500.000
Allemagne	416.385	

CHAPITRE I

L'Industrie sidérurgique avant la guerre en France, Allemagne et Belgique

Dans l'étude de l'industrie sidérurgique, des trois principaux pays producteurs de l'Europe Continentale, la France, l'Allemagne et la Belgique, nous nous proposons de porter notre attention, à l'égard de chacun d'entre eux, sur les questions suivantes : Matières premières, Répartition des centres de production, Chiffres de production, Débouchés, Commerce extérieur, Politique douanière en matière sidérurgique, Organisation syndicale de la production.

Nous serons ainsi à même d'étudier, plus tard, les modifications apportées à l'industrie sidérurgique par la guerre et les traités de paix, qui ont rompu tout l'état de choses précédent, et les efforts vers l'équilibre qui leur ont succédé.

SECTION I :

L'INDUSTRIE SIDERURGIQUE EN FRANCE

AVANT LA GUERRE

§ 1. MATIÈRES PREMIÈRES

A) Les Minerais

La production française de minerai de fer s'élevait, en 1913, à 21.918.000 tonnes. Elle occupait le troisième rang de la production mondiale, qui évoluait aux environs de 166 millions de tonnes, et avait sensiblement dépassé la production anglaise, après lui avoir été équivalente dans les cinq années précédentes.

La même année, la production des Etats-Unis était d'environ 60 millions de tonnes et celle de l'Union Douanière, Allemagne-Luxembourg, d'environ 35 millions de tonnes.

L'extraction française était en très rapide voie de progression, surtout depuis la découverte du bassin de Briey, en 1894, comme le prouve le tableau suivant où nous avons placé, à côté de la production globale française, celle du département de Meurthe-et-Moselle, et les pourcentages à l'ensemble, réalisés par ce dernier, montrant ainsi la concentration intense de l'industrie minière française.

Années	Production totale de la France	Production Meurthe-et-Moselle	Pourcen- tage
1870-74..	2.563.000 tonnes	984.000 tonnes	38,4 %
1875-79..	2.413.000 »	1.160.000 »	48,1 %
1880-84..	3.129.000 »	1.947.000 »	62,2 %
1895-99..	4.408.000 »	3.664.000 »	83,1 %
1912	19.160.000 »	17.371.000 »	90,7 %
1913	21.900.000 »	19.978.000 »	89,6 %

A l'intérieur même du Bassin de Meurthe-et-Moselle, l'extraction était très concentrée dans le Bassin de Briey, comme le montre le tableau ci-dessous, qui intéresse l'année 1913 :

Production :

Meurthe-et-Moselle	19.978.000 tonnes
Bassin de Briey	15.107.000 »
Bassin de Longwy	2.904.000 »
Bassin de Nancy	1.917.000 »

Le restant de la production française se répartissait ainsi :

Bassin Normand-Angevin-Breton :

Calvados	388.000 tonnes
Orne	362.000 »
Maine-et-Loire	130.000 »
Loire-Inférieure	134.000 »
Ille-et-Vilaine	132.000 »

Gisement des Pyrénées :

Pyrénées-Orientales	333.000 »
Ariège	36.000 »

Région du Sud-Ouest :

Aveyron	50.000	»
Lot	134.000	»
Lot-et-Garonne	33.000	»
Tarn	11.000	»

Région du Midi :

Gard	31.000	»
Ardèche	26.000	»

Divers :

Haute-Marne	57.000	»
Indre	27.000	»

Le commerce extérieur de la France, pour ses minerais, avait pris une grande extension. Il était en pleine progression, comme le montre le tableau ci-dessous :

Années	Exportations	Importations	Rapport des exportations à la production
1901..	259.000 t.	1.663.000 t.	5,4 %
1913..	9.746.000 t.	1.417.000 t.	48 %

et la balance en devenait sans cesse plus favorable à la France.

Les acheteurs de ce minerai français étaient la Belgique pour 5 millions de tonnes environ, le Zollverein pour 3 millions environ, les Pays-Bas pour 600.000 tonnes environ, la Grande-Bretagne pour 200.000 tonnes environ.

Cette progression de nos exportations de minerai était

principalement due à l'accroissement des expéditions de la Lorraine Française, qui s'établissaient ainsi :

Années	PAYS DE DESTINATION	
	Belgique	Zollverein
1901	49.313 t.	24.723 t.
1913	4.687.164 t.	3.179.001 t.

A elle seule, la Lorraine Française assurait environ 70 % des importations belges de minerai et 20 % de celles du Zollverein.

Les minerais de Briey étaient particulièrement recherchés, car ils étaient plus riches que ceux de la Lorraine annexée et du Luxembourg. 45 % environ en étaient vendus à l'étranger.

Le bassin de Nancy exportait 14 à 17 % de sa production.

Quant au bassin de Longwy, en 1913, ses exportations se répartirent comme suit :

Lorraine-Sarre.....	271.000 tonnes
Belgique	175.000 »
Luxembourg	58.000 »

Le gisement normand exportait 60 % de sa production : en 1913, 348.281 tonnes furent dirigées sur l'Allemagne, et 145.409 sur l'Angleterre.

Enfin, le gisement angevin-breton effectuait aussi quelques expéditions vers l'Angleterre et l'Allemagne.

Pourquoi, dans ces conditions, était-il nécessaire d'importer des minerais en France et, notamment, en 1913,

d'en importer 1.417.000 tonnes ? Pour différentes raisons : 1 million de tonnes environ étaient importées annuellement du Zollverein, avec une tendance à la décroissance, depuis l'exploitation du bassin de Briey. Ces minerais étaient extraits de concessions appartenant à des usines françaises ou achetés, en raison de leur composition chimique particulière, siliceuse, par exemple, par des entreprises n'en trouvant pas de semblables en France.

Quant aux 250.000 à 500.000 tonnes achetées en Espagne, elles étaient importées soit par des usines littorales, soit par des usines du Nord et du Pas-de-Calais, produisant des fontes fines et hématites, affinées suivant le procédé Martin, pour la production desquelles ces minerais étaient avantageux.

Les minerais importés de Suède étaient destinés à la production de la fonte Thomas, en raison de leur haute teneur en fer.

Les quelque 40.000 tonnes, importées d'Algérie, l'étaient à destination des usines de la vallée du Rhône et de Firminy.

Enfin, 200.000 tonnes environ étaient importées de Russie, des Indes Anglaises et du Brésil. Il s'agissait de minerais contenant du manganèse, nécessaires à certaines fabrications.

Avant de clore ce paragraphe nous devons indiquer que dans le bassin de Briey, tout particulièrement, et dans les autres bassins lorrains, les mines étaient presque toutes intégrées aux usines métallurgiques.

B) *Les combustibles*

La situation de la métallurgie française, en ce qui concerne les combustibles, était tout autre.

La production de charbon s'était élevée, en France, en 1913, à 41.000.000 de tonnes environ, soit 3 % de la production mondiale, ayant atteint la même année 1.340.000 tonnes.

Le taux d'accroissement moyen annuel de la production française ressortait à 1,39 %, alors que le taux mondial moyen était de 4,27 % environ.

Ce qui était particulièrement grave, en outre, était le prix très élevé de la tonne de houille, en France, par rapport à son prix dans les autres pays. Voici un tableau comparatif des prix moyens dans la période 1908-1913 :

France	15,47	Francs
Belgique	15,28	»
Angleterre	10,04	»
Allemagne	12,67	»
Autriche	10,99	»
Etats-Unis	7,03	»

Le haut prix français était dû en partie au coût moyen de 25 fr. 75 de la houille importée, vendue très cher par certains fournisseurs, comme l'Allemagne, et grevée, en outre, de lourds frais de transport. D'autres causes y contribuaient encore : le manque de main-d'œuvre par suite du lent développement de la population, la décroissance du rendement ouvrier, la pauvreté des gisements, aux

veines peu épaisses et très tourmentées. Aussi, la France était-elle le pays industriel, dont l'approvisionnement en combustible était le plus précaire.

La production française se répartissait ainsi :

MILLIERS DE TONNES POURCÉNTAGE

France entière	40.922	
Nord	6.854	16,7 %
Pas-de-Calais	20.647	50,5 %
Loire	3.791	9,3 %
Gard	2.135	5,2 %
Bourgogne-Nivernais	2.415	5,9 %
Autres bassins (Tarn, Aveyron, Massif Central)....	5.080	12,4 %

Ainsi estimée, la production française représentait

7,9 %	de la production des Etats-Unis (513.000.000 tonnes)
14,1 %	— du Royaume-Uni (290.000.000 tonnes)
17,2 %	— de l'Allemagne (235.000.000 tonnes)

Aux ressources françaises, on peut ajouter les 450.000 tonnes environ extraites d'Indo-Chine, mais il y a lieu de dire que le chiffre global indiqué comprend 793.000 tonnes de lignite, dont le pouvoir calorifique est la moitié de celui de la houille.

La consommation française de 1913 ressortait à 64 millions de tonnes, avec une production en représentant 60 % environ.

En 1913, les importations s'étaient élevées à 25 millions de tonnes, représentant une valeur de 583 millions de francs ; les exportations, de 1.500.000 tonnes et d'une valeur de 47 millions de francs, étaient diri-

gées vers la Belgique, la Suisse, ou effectuées au moyen de chargements de navires étrangers.

En définitive, l'excédent des importations en 1913 représentait 23.500.000 tonnes, dont 48 % venaient d'Angleterre, 20,9 % de Belgique, 28,8 % d'Allemagne. Stationnaires en ce qui concerne les importations belges, les importations en provenance d'Angleterre et d'Allemagne croissaient.

Pour ce qui est du coke métallurgique, la situation, en 1913, était la suivante :

Production	3.667.000 tonnes
Importations	3.070.000 »
Exportations	231.000 »

Le prix d'une tonne de coke équivalait alors au prix de 1,33 tonne de houille, plus une majoration de 2,50 à 3 francs.

Dans ces conditions, le déficit français de coke était important en valeur, puisque la France importait 40 % de ses besoins.

Comme la consommation du coke suit la production de la fonte, les importations tendaient très nettement à s'en accroître. En 1913, 78 % d'entre elles, soit 2.393.000 tonnes, provenaient d'Allemagne, le reste, soit 500.000 tonnes, était importé de Belgique.

La consommation de houille de l'ensemble de la métallurgie française s'élevait à 12 millions de tonnes environ.

Voici les chiffres de la consommation en houille et en coke des trois grande régions métallurgiques françai-

ses, à deux époques entre lesquelles la production sidérurgique globale française a sensiblement triplé :

		Année 1880	Année 1912
Nord	Houille..	538.000 tonnes	1.241.000 tonnes
	Coke ...	350.000 »	903.000 »
Est	Houille..	72.000 »	546.000 »
	Coke ...	648.000 »	3.696.000 »
Centre	Houille..	844.000 »	1.122.000 »
	Coke ...	456.000 »	207.000 »
France	Houille..	2.298.000 »	4.234.000 »
	Coke ...	2.060.000 »	5.398.000 »

D'autres combustibles pouvaient être utilisés en France, comme la lignite, dont nous venons de dire précédemment que la production s'élevait à 793.000 tonnes. Le pétrole ne jouait guère de rôle, en sidérurgie. La houille blanche était utilisée jusqu'à concurrence de 469.000 chevaux-vapeur, ce qui correspond à 2 millions de tonnes de houille. On estimait que 12 % de la houille blanche française était ainsi appliquée aux besoins de l'industrie. Nous ne pouvons préciser pour quel montant en profitait la sidérurgie.

En résumé, autant la situation de la France était brillante pour les minerais, autant, pour les combustibles, elle était pleine de précarité : combustibles rares et chers ; mines pauvres ou difficiles à exploiter ; main-d'œuvre à rendement décroissant et à recrutement, chaque jour, plus problématique. En outre, l'état du marché de la houille et du coke faisait dépendre la France de pays

rivaux dans la conquête des marchés sidérurgiques et ayant tout intérêt à lui vendre des combustibles à des prix enlevant à notre pays beaucoup de ses possibilités d'exportation.

Aussi, la tonne de fonte française était-elle surchargée de :

7 fr. par rapport à la tonne de fonte Belge			
14 —	—	—	Allemande
18 —	—	—	Autrichienne
21 —	—	—	Anglaise
27 —	—	—	Américaine

§ 2 ETAT DE LA PRODUCTION ET RÉPARTITION DES CENTRES

La production en fonte et en acier avait évolué, en France, dans les conditions suivantes :

ANNÉES	FONTES	ACIER
1864.....	1.213.000 tonnes	42.000 tonnes
1873.....	1.200.000 »	105.000 »
1900.....	2.715.000 »	1.642.000 »
1913.....	5.207.000 »	4.625.000 »

La production de fonte avait ainsi plus que quadruplé, dans les cinquante dernières années, et la production d'acier plus que décuplé. Depuis le début du 20^e siècle, seulement, la production de la fonte avait sensiblement doublé, celle de l'acier presque triplé.

En ce qui concerne la production du fer, la situation était autre. Cette production avait suivi la marche ci-dessous :

1864	792.058 tonnes
1869	904.000 »
1882	1.073.000 »
1897	783.000 »
1912	525.768 »

La supériorité de l'acier sur le fer avait été admise et la production de ce dernier était en pleine décroissance.

Au contraire, l'accroissement de production se chiffrait à 87 % pour la fonte (troisième rang dans le classement mondial) et à 152 % pour l'acier (deuxième rang), pendant la période 1903-1913.

La production sidérurgique française se répartissait entre plusieurs régions : l'Est, le Nord, le Centre, le Sud-Ouest, le Sud-Est, l'Ouest.

A) RÉGION DE L'EST

En 1913, le département de Meurthe-et-Moselle produisait 2.483. 117 tonnes d'acier brut en lingots et moulages, soit 53,6 % de la production totale française d'acier (4.625.000 tonnes).

Il produisait 69,3 % des fontes ordinaires de première fusion et de moulage, soit 3.552.000 tonnes sur 5.126.000 tonnes produites en France.

La sidérurgie lorraine était une industrie sur le minerai, puisque, nous l'avons vu, le département de Meurthe-et-Moselle produisait près de 90 % des minerais extraits en France. Au contraire, au point de vue combustibles, sa situation était peu favorable. La consommation s'élevait à 4 millions de tonnes de houille envi-

ron et ne trouvait, en France, que 1.200.000 tonnes dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais ; le reste devait être importé. Le fournisseur attitré de la sidérurgie lorraine se trouvait être le Syndicat Rhénan-Westphalien des Houilles, dont les mines-usines allemandes, concurrentes des usines de Meurthe-et-Moselle, avaient la haute direction. Les maîtres de forges lorrains cherchaient à se libérer de ce joug, en créant des fours à coke, soit sur une côte propice aux importations anglaises, soit sur les bassins houillers français ou étrangers, où ils prenaient des intérêts dans les concessions. Ainsi, en était-il du bassin d'Aix-la-Chapelle, dont la situation était particulièrement favorable au point de vue des transports. Dans le bassin de la Sarre, cependant, aucune participation française n'existait.

La question de la main-d'œuvre, elle aussi, se présentait sous un jour assez précaire, car il devait être fait appel à une nombreuse population étrangère pour suppléer au déficit causé par le passage en Lorraine annexée de la presque totalité des ouvriers des forges.

La sidérurgie lorraine se caractérisait par une tendance de plus en plus nette à l'intégration, la concurrence étrangère sur les marchés d'exportation rendant de plus en plus nécessaire la dénaturation sur place.

En définitive, en 1913, en comptait dans la région de l'Est :

Hauts Fourneaux.....	} 75 actifs.
	} 19 hors feu ou hors service.

Convertisseurs Thomas.....	{	39 actifs.
Fours Martin.....	{	30 actifs.
	{	6 hors feu ou hors service.
Fours à creusets (nombre de creusets)	{	26 actifs.
Fours à puddler.....	{	157 actifs.
Convertisseurs Bessemer....	{	6 actifs.
	{	3 en construction.

B) RÉGION DU NORD

Nous y comprendrons les départements du Nord et du Pas-de-Calais.

C'était la région la plus importante pour la sidérurgie après celle de l'Est. Les progrès y étaient particulièrement rapides depuis 1910, grâce à l'accroissement de la production des mines de Briey et à la baisse du coût des transports.

Voici un tableau comparatif de la production en 1880 et en 1913 :

ANNÉES	FONTE	RAPPORT A LA	ACIER	RAPPORT A LA
		PRODUCTION FRANÇAISE		PRODUCTION FRANÇAISE
1880..	275.000 t.	15,9 %	329.000 t.	24,3 %
1913..	933.689 t.	17,6 %	1.118.340 t.	25,3 %

La tendance à la concentration était très marquée. Pour assurer la régularité des débouchés et des fournitures, des fusions d'entreprises avaient été pratiquées. Malheureusement, les efforts des usines, pour fabriquer leur

coke et obtenir des concessions houillères, avaient encore donné peu de résultats.

Les éléments de succès de la métallurgie du Nord étaient dans la souplesse de sa situation hybride, à proximité à la fois des plus riches bassins miniers français et du littoral.

Des centres importants d'industries consommatrices étaient voisins, les transports dans la région bien développés et le recrutement de la main-d'œuvre plus aisé que dans l'Est. Aussi la production des produits finis s'élevait-elle à 950.000 tonnes. En outre, la production de fer s'élevait à 217.000 tonnes, soit 41,3 % de la production totale de fer en France:

Le nombre des usines était le suivant :

Hauts Fourneaux	{ 25 actifs. 2 hors feu ou hors service. 3 en construction.
Convertisseurs Thomas	{ 12 actifs. 3 en construction.
Fours Martin	{ 43 actifs. 16 hors service.
Fours à creusets (nombre de creusets)	{ 28 actifs. 76 hors service.
Fours à puddler.....	{ 108 actifs.
Convertisseurs Bessemer....	{ 22 actifs. 4 hors service. 2 nouveaux.

C) RÉGION DU CENTRE

Nous groupons dans cette région les départements de la Loire et de Saône-et-Loire.

Entre 1860 et 1870, cette région avait occupé une place prépondérante dans la production française, puisqu'elle fournissait un quart de la production de fonte et un tiers de celle du fer. En 1876, elle avait conservé la même situation pour la fonte, mais ne produisait plus que 26 % du fer et de l'acier. Depuis lors, sa situation avait encore décliné, le minerai s'y épuisait et la découverte du procédé Thomas lui avait porté un coup très grave. La plupart du temps, les forges du Centre employaient le métal de l'Est et du Nord qu'elles élaboraient elles-mêmes. Leur production de fonte n'était que de 184.098 tonnes, soit 3,6 % de la production totale. Mais elles s'étaient spécialisées dans certaines fabrications particulières, pièces d'artillerie ou de cuirassement, dont elles avaient le monopole. D'ailleurs, leur production croissait, tant en tonnage qu'en valeur, et était passée de 140.090 tonnes d'acier, en 1885, à 516.941 tonnes en 1913, soit 11,2 % de la production totale, chiffre qui comprenait 397.000 tonnes de produits finis.

Le nombre des usines était le suivant :

Hauts Fourneaux	{	8 actifs. 4 hors feu ou hors service. 1 en construction.
Convertisseurs Thomas	{	2 actifs.

Fours Martin	{ 54 actifs. 15 hors feu ou hors service.
Fours à creusets (nombre de creusets)	{ 734 actifs. 242 hors feu ou hors service.
Fours à puddler.....	{ 109 actifs.
Convertisseurs Bessemer....	{ 2 actifs.
Fours électriques	{ 4 actifs. 1 hors feu ou hors service. 2 en construction.

Voici un tableau comparatif de la production des trois principales régions sidérurgiques :

Année		Rapport à l'en-semble de la production franç ^{se}		Rapport à l'en-semble de la production franç ^{se}
1913	Acier		Fonte	
Nord..	1.119.000 t.	25,3 %	933.000 t.	17,6 %
Est....	2.483.000 t.	53,6 %	3.552.000 t.	69,3 %
Centre.	517.000 t.	11,2 %	184.000 t.	3,6 %

La concentration de la production d'acier, dans la région de l'Est, apparaît clairement. Pour la production de la fonte, la concentration est encore plus marquée. Il existait, toutefois, une légère tendance dans la région du Nord à une augmentation de coefficient de production, très faible relativement à celui de la région de l'Est.

En second lieu, nous donnons un tableau concernant les produits finis. Il apparaît que leur production est loin de présenter le même degré de concentration que celle de l'acier brut ou de la fonte, fait très explicable puisque

l'intégration atteint plus rarement les toutes dernières étapes de la production où interviennent des facteurs d'habileté ou de tradition personnels, qui peuvent manquer dans la main-d'œuvre employée à la production des produits bruts ou demi-finis.

C'était précisément le cas pour la région de l'Est où la population salariée, en grande partie étrangère, était moins apte aux travaux de finissage.

ANNÉE 1913	PRODUITS FINIS	RAPPORT A L'ENSEMBLE DE LA PRODUCTION FRANÇAISE
Nord	950.000 tonnes	29,1 %
Est	1.026.000 »	32,2 %
Centre	397.000 »	12,4 %

D) AUTRES RÉGIONS (SUD-OUEST-SUD-EST-OUEST)

La production des autres régions s'établissait comme suit en 1913 :

1°) Fontes ordinaires de première fusion et moulages :

RÉGIONS	PRODUCTION	POURCENTAGE PAR RAPPORT A LA FRANCE
S. O.	249.739 tonnes	4,9 %
S. E.	128.782 »	2,5 %
Ouest	109.281 »	2,1 %

2°) Fontes spéciales et ferros-alliages de hauts fournaux et de fours électriques :

S. O.	11.749 tonnes	14,5 %
S. E.	30.269 »	37,2 %
Ouest	110 »	0,1 %

3°) *Acier brut en lingots et moulages :*

S. O.	158.162 tonnes	3,4 %
S. E.	115.249 »	2,5 %
Ouest	184.043 »	4,0 %

Les usines se répartissent ainsi :

	S.-O.	S.-E.	OUEST
<i>Hauts fourneaux :</i>			
Actifs	14	6	3
Hors feu ou hors service.....	6	3	—
En construction	1	—	—
<i>Convertisseurs Thomas :</i>			
Actifs	3	—	3
<i>Fours Martin :</i>			
Actifs	8	5	12
Hors feu ou hors service.....	1	3	3
<i>Fours à creusets (nombre de creusets) :</i>			
Actifs	90	20	—
Hors feu ou hors service.....	62	6	—
<i>Fours à puddler :</i>			
Actifs	32	16	5
<i>Convertisseurs Bessemer :</i>			
Actifs	2	4	5
Hors feu ou hors service.....	1	—	—
En construction	—	2	—
<i>Fours électriques (fers et aciers coulés) :</i>			
Actifs	1	12	—
Hors service	—	4	—
<i>Fours électriques (fontes synthétiques et ferro-alliages) :</i>			
Actifs	—	76	—

En résumé, la sidérurgie française était très fortement concentrée sur le minerai pour la production de la fonte, un peu moins pour celle de l'acier, des centres très importants existant au voisinage des bassins houilliers, et, enfin, relativement disséminée pour la fabrication des produits finis.

E) LA PRODUCTION ET LES MOYENS DE PRODUCTION EN 1913

L'ensemble de la production française se résumait ainsi pour l'année 1913 :

Fontes ordinaires de première fusion et moulages	5.125.981 t.
Fontes spéciales et ferros-alliages de hauts fourneaux et de fours électriques (1).....	81.326 t.
Aciers bruts en lingots et moulages.....	4.625.852 t.

Les moyens de production étaient ceux-ci :

	Hors feu ou Construction		
	Actifs	hors service	Total
Hauts fourneaux.....	131	34	170
Convertisseurs basiques ou Thomas.....	59	—	62
Fours Martin acides et basiques	152	44	196
Fours à creusets (nombre de creusets).....	898	386	1284
Fours à puddler, souder, réchauffer et cémenter..	427	—	427

(1) Pour les fontes spéciales et les ferro-alliages, il en avait été élaboré en France, au four électrique, 32.230 tonnes. Pour l'acier obtenu par les procédés électriques, la France arrivait au quatrième rang des nations productrices avec 20.014 tonnes.

Convertisseurs acides ou				
Bessemer	41	5	7	53
Fours électriques (fers et				
aciers coulés).....	17	5	4	26
Fours électriques (fonte				
synthétique et ferros-al-				
liages)	76	—	—	76

§ 3 LE COMMERCE EXTÉRIEUR ET LE RÉGIME DOUANIER

Les exportations françaises de produits sidérurgiques étaient encore de peu d'importance. En 1913, il avait été exporté 99.000 tonnes de fonte et 800.000 tonnes d'acier brut ou laminé. Mais grâce à la mise en marche d'usines nouvelles, telles que celles de Pont-à-Vendin et de Caen, et à l'augmentation de production des usines anciennes, la capacité d'absorption nationale allait être largement dépassée : une augmentation de production de un million de tonnes d'acier avait été prévue pour 1914, et la sidérurgie française était sur le point, au moment de la guerre, de s'orienter nettement vers une politique d'exportation.

Quant aux importations, elles s'élevaient à 200.000 tonnes environ.

L'ensemble du régime douanier français venait d'être soumis en 1910 à une révision. Mais, alors que certains droits avaient pu être diminués, les tarifs de 1892 avaient été conservés en ce qui concerne les importations de produits métallurgiques.

La métallurgie française avait, en effet, à se défendre contre les industriels allemands, qui, non seulement

jouaient un rôle décisif dans nos possibilités d'exportation, en nous livrant, par l'intermédiaire de syndicats où ils avaient une influence prépondérante, les houilles et les cokes à un prix très élevé, mais encore vendaient eux-mêmes à perte.

C'était, toutefois, d'un protectionnisme modéré que bénéficiait la métallurgie française en pleine période de croissance.

§ 4 L'ORGANISATION SYNDICALE DE LA SIDÉRURGIE FRANÇAISE

1°. *Le Comité des Forges de France*

Les métallurgistes français étaient groupés en un organisme d'étude et de défense professionnelles, fondé en 1864, puis placé sous le régime de la loi de 1884 sur les Syndicats professionnels : le Comité des Forges de France.

En 1914, il comprenait 238 adhérents, maîtres de forges et sociétés, possédant et exploitant des mines de fer, des hauts fourneaux et des aciéries et la majorité des transformateurs, fondeurs de première fusion, forgerons, estampeurs, etc... Le Comité était membre de l'Union des Industries Métallurgiques et Minières, créée en 1900, et son but était de développer l'industrie sur le marché intérieur, de favoriser les exportations, d'étudier les conventions commerciales dans leurs rapports avec l'industrie qu'il représentait, les questions techniques, les clauses des Cahiers des Charges dans les marchés avec les

collectivités publiques, les questions sociales et ouvrières.

Les questions commerciales demeuraient entièrement en dehors de son activité et il n'avait que la responsabilité des intérêts généraux de la profession, et non celle des actes individuels des adhérents, acte commerciaux en particulier, ou, a fortiori, des industriels non adhérents.

2° *Les autres Comités des Forges*

Trois organismes semblables existaient dans les trois principales régions métallurgiques françaises. Ils avaient avec le Comité des Forges de France des affinités, mais s'occupaient plus particulièrement des intérêts de la métallurgie locale. C'étaient le Comité des Forges de Meurthe-et-Moselle, créé en 1906, le Comité des Forges du Nord, créé en 1881 et le Comité des Forges de la Loire, créé en 1901.

3° *Les Comptoirs Métallurgiques*

A leurs côtés et présentant des caractères très différents, se trouvaient les Comptoirs Métallurgiques.

Le plus ancien d'entre eux était le Comptoir de Longwy, société en nom collectif au capital de 120.000 fr., partagé entre douze sociétés, fondé en 1876 « pour l'achat », disaient ses statuts, « aux associés et la revente, en France, dans les colonies et dans les pays soumis au Protectorat de la France, de toutes les fontes brutes de leur fabrication produites dans les hauts fourneaux, qu'ils possèdent actuellement dans le département de Meurthe-et-Moselle, ainsi que dans ceux qu'ils pourraient acquérir ou construire dans les départements de Meur-

the-et-Moselle et de la Meuse ». L'objet de la société était donc bien nettement d'assurer la vente de la production des associés et par suite de rechercher la clientèle. Pour mieux faire saisir l'importance de ce second point, il faut préciser qu'à l'époque de sa création les fontes lorraines jouissaient d'une réputation très médiocre, en raison de la composition phosphoreuse des minerais qui leur servaient de matière première. En outre, le procédé basique Thomas était de récente invention ; ses avantages et les détails de son application devaient être expliqués aux métallurgistes.

Pratiquement, le Comptoir de Longwy fonctionnait comme suit : il centralisait toutes les commandes sur le marché national et tous les six mois, établissait les prévisions, suivant lesquelles chaque membre lui devait livrer une certaine proportion de sa production de chaque espèce de fonte pour le semestre à venir, 10 ou 20 % par exemple.

Dans ces conditions, chaque entreprise conservait son entière liberté pour la fixation de sa production, puisque ce qui était déterminé par le Comptoir était non pas un tonnage, mais un quantum, variant avec l'importance des commandes centralisées et l'importance des fabrications de chaque adhérent.

Une complète liberté existait pour ce qui est des fontes dénaturées par les adhérents eux-mêmes ou exportées par eux. Il ne pouvait donc être question d'accaparement. Le Comptoir agissait comme un distributeur de commandes, un commissionnaire, vendant au mieux des intérêts de ses commettants.

Il régularisait la distribution des ordres de vente et en rémunération touchait des droits de commission constituant ses ressources.

Ce qui achève de démontrer qu'il n'était en aucune façon un organisme tyrannique, c'est qu'il était libre d'acheter ou de vendre des fontes produites par d'autres que ses adhérents.

Le but principal du Comptoir, la recherche de la clientèle, était demeuré le même jusqu'en 1914.

Son activité diminuait peu à peu, car le nombre des aciéries modestes n'ayant pas leurs hauts fourneaux, longtemps ses principaux clients, baissait en raison de l'intégration croissante. Les trois quarts des livraisons du Comptoir, environ, étaient destinés, dans les dernières années précédant l'ouverture des hostilités, aux fonderies, rarement jointes à des hauts-fourneaux. Elles portaient sur 200.000 à 300.000 tonnes de fonte de moulage. Enfin les affineurs élaborant le fer, par puddlage, constituaient une dernière catégorie de ses clients.

En 1910 les expéditions du Comptoir s'étaient distribuées comme suit :

Fontes de moulage.....	264.962 tonnes	75 %
Fontes d'affinage.....	63.885 »	18 %
Fontes Thomas	26.828 »	7 %

Ces chiffres sont peu importants, par rapport à la production métallurgique de Meurthe-et-Moselle. De 25 %, en 1898, la part de fourniture du Comptoir à sa clientèle dans la production lorraine était tombée à 10,52 %, en 1913.

Dans les dernières années précédant la guerre, le Comptoir rendait cependant des services nouveaux. La loi du 13 Juillet 1906 astreignait à la clôture hebdomadaire toutes les usines, même les aciéries intégrées à des hauts fourneaux qui, à feu continu, en étaient dispensés. Il y avait donc risque de pléthore de fonte ; grâce à l'intermédiaire du Comptoir de Longwy, les quantités produites le dimanche étaient livrées aux aciéries isolées.

Quels étaient, en définitive, les bienfaits du Comptoir de Longwy ? Dans l'intérêt général, grâce à ses prévisions et à la distribution des commandes, géographique-ment la plus avantageuse, il contribuait à abaisser les prix dans des limites raisonnables et à les y stabiliser.

Les petits producteurs, en particulier, pouvaient, grâce à lui, bénéficier des mêmes conditions de vente que les grandes entreprises et éviter des intermédiaires coûteux. En raison de la solidarité établie entre tous, ils ne risquaient plus d'être absorbés par des rivaux puissants. Toute crainte de trust se trouvait donc écartée et cela sans la moindre tyrannie.

Immédiatement après le comptoir de Longwy, il faut mentionner le Comptoir d'Exportation des Fontes de Meurthe-et-Moselle qui avait, avec le précédent, des liens intimes : identité de personnel et de locaux.

Nous avons dit que le Comptoir de Longwy laissait entièrement libres ses adhérents pour leurs exportations. Pour faciliter celles-ci, il fut créé en 1905 et renouvelé en 1909, pour une durée de vingt années, sous forme de société en nom collectif, au capital de 110.000 francs

réparti entre onze adhérents, un organisme distinct du précédent, mais comprenant les mêmes administrateurs et les mêmes adhérents : le comptoir d'exportation des fontes de Meurthe-et-Moselle. Les décisions prises par la majorité des adhérents ne liaient pas la minorité. C'est là un point intéressant à noter dans le fonctionnement de cet organisme. Toute idée de contrainte ou de tyrannie de la part de certains membres à l'endroit d'autres plus faibles doit donc être écartée. Le Comptoir fonctionnait aisément grâce à l'uniformité des produits vendus, les fontes étant classées en quatorze catégories, et grâce aussi à la concentration de l'industrie. La provenance de la fonte restait indifférente à la clientèle étrangère, puisque, dans chaque catégorie, il y avait, grosso modo, identité de produits. Par l'intermédiaire du Comptoir, l'Etranger était assuré d'obtenir la catégorie désirée, quel que fût le haut fourneau producteur.

Le Comptoir se chargeait d'ailleurs de vendre des fontes spéciales, mais le mécanisme était différent et c'est au compte individuel du producteur que l'opération se concluait.

Les résultats obtenus par le Comptoir n'étaient cependant pas considérables, et, en 1913, c'est à 81.000 tonnes seulement que se chiffraient ses exportations.

A côté de ce deux comptoirs qui se consacraient à la vente des fontes brutes, l'un sur le marché intérieur, l'autre à l'étranger, existaient des comptoirs pour les différentes spécialités métallurgiques. Les plus importants d'entre eux étaient le Comptoir des Aciers Thomas,

le Comptoir des Tôles et Larges Plats et le Comptoir des Poutrelles, qui dirigeaient leur activité vers la vente intérieure, pour compte des usines sociétaires, de ces produits. C'étaient des sociétés anonymes constituées sous le régime de la loi de 1867.

Mais, plus on approche du produit fini, plus le problème de la concentration commerciale devient difficile à résoudre, puisque le classement devient presque impossible. Aussi le Comptoir des Aciers Thomas, par exemple, devait-il limiter son activité aux produits semi-finis : lingots, blooms, billettes, largets et chutes, car, seuls, les produits simples ou de fabrication identique sont fongibles.

Les statuts des Comptoirs fixaient leur durée à 3 années, avec possibilité de renouveler le contrat. Le directeur commercial du comptoir vendait les quantités attribuées à chaque usine et réglait la production suivant les besoins de la clientèle.

Quant aux usines, elles étaient entièrement libres d'augmenter leurs moyens de production et d'exiger, au renouvellement du Comptoir, un quantum plus élevé. Dans ces conditions, la préoccupation principale des directeurs des comptoirs était d'augmenter les débouchés. Pour faciliter cette tâche, ils s'efforçaient d'unifier les types. Cette politique produisait des effets très heureux, puisqu'elle contribuait à régulariser la production, à stabiliser les prix à un niveau raisonnable et à éloigner les crises de chômage.

Prenons, par exemple, le cas du Comptoir des Poutrelles. C'était une société anonyme, achetant des poutrelles

à des actionnaires et les vendant aux clients. Ses statuts, rédigés en 1896, définissaient très nettement les poutrelles, car c'est là un produit très spécialisé et il est nécessaire de s'entendre sur les différents types. Le nombre de adhérents était important, et leur capacité de production supérieure à la consommation. Le but du Comptoir apparaissait donc être d'augmenter la clientèle. Deux moyens pouvaient être employés : la diminution des prix de revient et l'accroissement de l'emploi des poutrelles. Le premier comportait la réduction du nombre des types, c'est-à-dire l'unification des fabrications, la répartition des commandes aux usines les plus proches des clients, pour rendre les livraisons moins coûteuses. Ce programme d'économies dans les frais de fabrication et de transport fut réalisé.

L'emploi du second exigeait l'éducation de la clientèle. Il fallait lui enseigner tous les usages des poutrelles, en imaginer de nouveaux, en faire ressortir les avantages et, au besoin, disposer d'ingénieurs capables de seconder les consommateurs dans leurs travaux.

Le succès vint couronner ses efforts, et, en l'espace de vingt ans, la consommation française passa de 175.000 tonnes, en 1892, à 391.152 tonnes en 1912. Il faut toutefois dire que cette consommation n'était encore que médiocre, puisqu'elle était seulement moitié de la consommation allemande, pour une population des deux tiers environ.

Pour les ventes à l'étranger, existait, en outre, le Comptoir d'Exportation des Produits Métallurgiques,

fondé en 1904. Les ventes à l'extérieur qu'il effectuait, servaient de volant régulateur à la production française : elles portaient sur des rails, des poutrelles, des traverses métalliques de chemins de fer, tous produits interchangeables, classés par catégories. Les commandes importantes, qui avaient pu être acceptées par le Comptoir, n'auraient pu l'être par des producteurs isolés, dont la production eût été insuffisante. Son existence était donc indispensable pour nos exportations, dont le développement allait être nécessaire dans les années à venir.

Il avait obtenu des résultats intéressants, particulièrement au Brésil et en Argentine. Ses expéditions étaient passées de 40.000 tonnes, en 1904, à 220.000 tonnes environ, en 1913. En ce qui concerne les rails notamment, le Comptoir d'Exportation des Produits Métallurgiques avait participé à l'entente internationale conclue en 1904 pour répartir les différents marchés d'exportation. Le prix des rails avait souvent été assez bas pour entraîner des pertes, mais l'intérêt français commandait de maintenir les usines en activité et de faire connaître les produits nationaux. La participation française s'était élevée, grâce aux efforts des producteurs, de 5 à 9 %.

4° Valeur de cette organisation

En résumé, quelle était l'organisation de l'industrie sidérurgique française ?

A sa tête, un grand organisme d'étude et de défense professionnelles, le Comité des Forges de France, se tenait entièrement en dehors des questions commerciales, auxquelles se consacraient sous son autorité morale, sans

doute, mais en toute indépendance, des comptoirs de vente intérieure et extérieure, dont le dessin était l'augmentation des débouchés, par suite la baisse et la stabilité des prix et l'amélioration des fabrications.

Ces divers organismes n'en étaient pas moins, avant la guerre, l'objet de vives attaques. On leur reprochait, en raison de leur fonctionnement propre et des droits de douane qu'ils étaient accusés d'avoir fait maintenir inutilement, de provoquer la hausse des produits.

Que peut-on répondre à cela ?

Il semble tout d'abord que les droits de douane avaient été maintenus à juste titre. Ils compensaient le dumping de certains industriels étrangers, sans toutefois éliminer la concurrence extérieure.

En second lieu, les comptoirs n'excluaient, en aucune façon, la concurrence intérieure des usines non associées. C'étaient des organismes d'encouragement à la production, recherchant les perfectionnements techniques et la concentration, sans exercer aucune tyrannie, à l'encontre des entreprises isolées. Les économies sur le prix de revient, la découverte de clients nouveaux assuraient seulement aux entreprises adhérentes, en raison de prix de vente modérés, un bénéfice constant, croissant sûrement, mais très lentement.

La hausse des prix, évidemment indéniable, résultait, semble-t-il, de l'accroissement de la consommation, elle-même attribuable à l'augmentation de la circulation monétaire. D'ailleurs, à la hausse des prix, avait correspondu une hausse des salaires.

Prenons, par exemple, le cas de la Société de Longwy.

Entre 1896 et 1910, les salaires avaient haussé de 34 % et les bénéfices de 27 %. De 1898 à 1911, le bénéfice moyen annuel avait crû de 11 % ; le salaire moyen par ouvrier, de 26 %. Il est donc certain que les classes laborieuses étaient loin de souffrir de l'existence des comptoirs. Leur sort, une des préoccupations principales des organisations patronales de la sidérurgie, s'améliorait nettement et selon un rythme plus accéléré que les profits des actionnaires.

D'ailleurs, dans l'opinion française, traditionnellement adverse de la concentration, une évolution se produisait, pour deux raisons, en faveur de l'idée de groupement des producteurs : il était normal que les syndicats ouvriers trouvent en face d'eux des syndicats patronaux d'une part, et, d'autre part, l'exportation, commençait-on à comprendre, retirait de l'existence des comptoirs métallurgiques un grand appui. L'écoulement régulier de la production à des prix raisonnables, condition de la prospérité de l'industrie métallurgique, ne pouvait se produire si le marché était limité aux frontières. En son absence, les chômages étaient menaçants. Ce dernier raisonnement avait même été admis des partis avancés qui avaient cessé, en raison des avantages possibles pour les ouvriers, de se poser en adversaires résolus des comptoirs.

§ 5 CONCLUSION

Parvenus au terme de cette rapide étude de la sidérurgie française d'avant-guerre, demandons-nous quelles étaient ses perspectives.

Il semble que la politique poursuivie par la sidérurgie française était couronnée de succès. Son constant souci d'améliorer la technique de l'industrie, de réduire les prix de revient par une meilleure organisation, de trouver des débouchés nouveaux et d'éduquer la clientèle, en un mot, sa politique de rationalisation, suivant le terme adopté plus tard, avait amené la production française à progresser, au point de faire de notre pays, si pauvre en l'une des matières premières et si à court de main-d'œuvre, un des principaux producteurs du monde.

Prévoyant la nécessité proche pour la production française de trouver des clients à l'extérieur, les associations professionnelles avaient préparé le terrain. Au moment de la guerre, les perspectives d'exportation se présentaient dans les meilleures conditions possibles. La question des combustibles demeurait, seule, sans solution et ne paraissait guère devoir en trouver une prochainement. La combinaison logique, un accord avec l'Allemagne, semblait encore d'une réalisation lointaine. Les minerais que nous aurions pu offrir à l'Allemagne, en échange d'un adoucissement dans ses conditions de vente de charbon, ne lui étaient pas indispensables. Deux nations, où elle avait acquis une influence considérable, pouvaient lui en fournir et la Suède même lui vendait un minerai d'une teneur en fer de 60 % environ, c'est-à-dire très supérieure à la richesse des minerais français. L'Allemagne pouvait donc continuer à nous vendre le combustible à un prix qui diminuait nos possibilités d'exportation et à nous refuser les fines à cokes pour

conserver les sous-produits de la cokéfaction et entraver le développement de notre industrie chimique.

Aussi, est-il juste de dire que la sidérurgie française poursuivait, au moment de la guerre, une carrière victorieuse. Si elle n'était point encore parvenue à franchir certains obstacles, c'était non pas faute d'efforts, mais à cause de la parcimonie de la nature et de la politique ambitieuse de ses rivales.

ANNEXE

MAIN-D'ŒUVRE

DE LA SIDERURGIE FRANÇAISE (1913)

(Ouvriers et manœuvres spécialisés)

Régions	Fontes de 1 ^{re} fusion	Fers et	Aciéries	Total
	Fontes synthétiques	aciers puddlés	laminoirs	
	Ferros-Alliages	et soudés	forges	
Est	10.150	5.944	22.539	38.633
Nord	2.694	3.639	26.353	32.686
Centre ...	644	2.016	21.777	24.437
Sud-Ouest	2.204	673	2.783	5.660
Sud-Est..	1.808	553	1.987	4.348
Ouest ...	308	375	5.120	5.803
TOTAL.	17.808	13.200	80.559	111.567

CAPITAL, ACTIONS ET OBLIGATIONS,

DE LA SIDERURGIE FRANÇAISE (1913)

Valeur nominale	758.258.000 fr.
Valeur aux cours.....	1.797.870.085 fr.

SECTION II. — L'INDUSTRIE SIDERURGIQUE EN ALLEMAGNE AVANT LA GUERRE

§ I. — MATIÈRES PREMIÈRES

A) *Les Minerais*

L'Allemagne, proprement dite, est un pays très médiocrement doué en minerais de fer, puisque, pendant les sept dernières années précédant la guerre, l'extraction, en pleine progression, avait été seulement la suivante :

1907....	6.096.000 tonnes	1910....	5.795.000 tonnes
1908....	5.217.000 »	1911....	6.065.000 »
1909....	5.268.000 »	1912....	7.117.000 »
		1913....	7.472.000 »

Mais la sidérurgie allemande pouvait compter sur d'autres ressources, provenant, sinon de l'Allemagne proprement dite, du moins de territoires compris dans le Zollverein : Alsace-Lorraine et Luxembourg.

Voici les productions de ces territoires :

	ALSACE-LORRAINE	LUXEMBOURG	TOTAL
1907.....	14.108.000 t.	7.493.000 t.	21.601.000 t.
1908.....	13.282.000 t.	5.779.000 t.	19.061.000 t.
1909.....	14.443.000 t.	5.794.000 t.	20.237.000 t.
1910.....	16.652.000 t.	6.263.000 t.	22.915.000 t.
1911.....	17.754.000 t.	6.060.000 t.	23.814.000 t.
1912.....	20.000.083 t.	6.534.000 t.	26.617.000 t.
1913.....	21.136.000 t.	7.333.000 t.	28.469.000 t.

La production de l'Alsace-Lorraine avait ainsi crû de près de 50 % pendant la période envisagée, celle du

Luxembourg ayant une tendance à décroître, mais apparaissant, en 1913, sensiblement égale à ce qu'elle était en 1907.

La production des territoires du Zollverein, autres que l'Allemagne, avait par suite crû de 30 % environ. Voici la production totale du Zollverein :

1907...	27.697.000 tonnes	1910...	28.710.000 tonnes
1908...	24.278.000 »	1911...	29.879.000 »
1909...	25.505.000 »	1912...	33.734.000 »
		1913...	35.941.000 »

C'est à 32 % environ que l'on peut ainsi chiffrer, pendant la période envisagée, l'accroissement de la production totale du Zollverein qui se répartissait grosso modo comme suit :

Luxembourg	20 %
Alsace-Lorraine	60 %
Allemagne proprement dite (Hte-Silésie, etc.)	20 %

et dont la teneur en fer variait entre 13,5 % et 41 %.

Quelle avait été la consommation, pendant la même période, du Zollverein ? La voici, exprimée en milliers de tonnes, avec le pourcentage de la production à cette consommation :

1907....	32.270	85,8 %	1910....	35.574	80,7 %
1908....	28.943	83,9 %	1911....	38.117	78,4 %
1909....	31.047	82,1 %	1912....	43.544	77,5 %
			1913....	47.347	75,9 %

La consommation avait crû d'un peu moins de 50 %, en face d'un accroissement de production de 32 % envi-

ron, et le rapport de la production à la consommation avait baissé de 10 % environ pour n'être plus que des $\frac{3}{4}$ environ.

Le Zollverein dépendait donc de l'étranger pour un quart environ de ses besoins en minerai de fer.

Voici quel avait été son commerce extérieur pour le minerai de fer, pendant la période envisagée, en milliers de tonnes :

ANNÉES	IMPORTATIONS	EXPORTATIONS	EXCÉDENT D'IMPORTATIONS
1907.....	8.476	3.904	4.572
1908.....	7.733	3.068	4.665
1909.....	8.367	2.825	5.542
1910.....	9.817	2.953	6.864
1911.....	10.820	2.582	8.238
1912.....	12.120	2.310	9.810
1913.....	14.019	2.613	11.406

Les exportations allemandes étaient destinées à la France pour un million de tonnes, en moyenne, provenant en partie de concessions possédées par des Français, en partie de mines siliceuses qui nous faisaient défaut. Le reste était presque entièrement acheté par la Belgique.

Quant aux importations allemandes, elles provenaient de :

Suède	5.000.000 tonnes environ
Espagne	4.000.000 » »
France	3.000.000 » »

B) Les Combustibles

La situation de l'Allemagne, en ce qui concerne les combustibles, était très différente.

Sa production totale s'était élevée, en 1913, sensiblement à 190 millions de tonnes de houille et à 87 millions de tonnes de lignite. L'Allemagne était ainsi le troisième producteur de houille dans le Monde, avec 16,7 % de la production totale.

Le prix moyen de la tonne de houille s'y élevait à 12 fr. 67. Il était donc moindre que dans tous les autres pays du continent européen, sauf l'Autriche, et plus élevé qu'en Angleterre et qu'aux Etats-Unis.

La houille était fournie par les bassins suivants :

Ruhr.....	114.487.000 tonnes (59,8 %)
Haute-Silésie	43.434.000 »
Basse-Silésie	5.527.000 »
Sarre	13.217.000 »
Aix-la-Chapelle	3.264.000 »
Saxe	5.460.000 »
Alsace-Lorraine....	3.796.000 »
Wealden	922.000 »

La production de coke avait atteint 34,6 millions de tonnes et était plus particulièrement localisée dans la région de la Ruhr, où les cokeries étaient intégrées aux usines métallurgiques.

La consommation s'élevait, en 1913, à 179,5 millions de tonnes de houille et l'excédent des exportations s'élevait à 27.000.000 tonnes environ. Les principaux ache-

teurs étaient les pays au voisinage immédiat des régions houillères : la France, pour ses usines métallurgiques de l'est, l'Autriche, la Hongrie. L'Allemagne occupait le second rang, après l'Angleterre, pour ses exportations de houille.

Ces ressources en combustibles étaient particulièrement avantageuses à l'industrie sidérurgique allemande, car les mines de houille étaient à proximité des mines de fer et la qualité du combustible très favorable à la production du coke métallurgique. En outre, les possibilités d'exportation de houille et de coke allemands en face des besoins des sidérurgies d'autres pays, concurrents éventuels, permettaient d'exercer sur ces derniers une sorte de tutelle et de modérer l'expansion de leur exportations.

§ 2 ETAT DE LA PRODUCTION ET RÉPARTITION DES CENTRES

Voici, pour l'acier et la fonte, la moyenne de la production du Zollverein de 1909 à 1913 et la production de 1913 :

ANNÉES	Fonte	ACIER
(Moyenne) 1909-1913.....	16.081.000 t.	15.401.000 t.
1913.....	19.309.172 t.	18.935.089 t.

La production de 1913 se répartissait ainsi, en chiffres ronds :

	Fonte	ACIER
Lorraine allemande.....	3.870.000 t.	2.285.000 t.
Luxembourg	2.677.000 t.	1.336.000 t.
Sarre	1.371.000 t.	2.080.000 t.

C. N.-L.

5

Silésie	1.365.000 t.	1.750.000 t.
Rhénanie et Westphalie....	8.200.000 t.	10.100.000 t.
Divers (Allemagne du Nord, du Centre, du Sud, de l'Est, Saxe, etc...).	1.826.000 t.	1.384.000 t.

Les hauts fourneaux se distribuaient de la manière suivante :

Zollverein	376
Luxembourg	46
Lorraine	64
Sarre	28
Silésie	31
Rhénanie, Westphalie.....	207

La consommation par tête d'habitant était de 222 kilogrammes de fer.

Dans les dix dernières années, de 1903 à 1913, la production de fonte avait crû de 92 %, celle de l'acier de 118 %. Aussi l'Allemagne occupait-elle la deuxième place parmi les nations sidérurgiques, non seulement pour sa production, mais encore pour l'accroissement de sa production de fonte ; l'accroissement de sa production d'acier n'était inférieur qu'à ceux de la Belgique et de la France. Sa situation était donc non seulement très brillante, mais en pleine progression.

§ 3 LE COMMERCE EXTÉRIEUR ET LE RÉGIME DOUANIER

Le commerce extérieur du Zollverein, en ce qui concerne la fonte et les produits en fer et en acier, s'établissait ainsi :

ANNÉES	IMPORTATIONS	EXPORTATIONS
(Moyenne) 1909-1913	254.900 t.	4.486.000 t.
1913	305.000 t.	6.309.000 t.

Les exportations étaient à destination des pays suivants :

Belgique	646.000 t.	Suisse	337.000 t.
Danemark	167.000 t.	Italie	290.000 t.
France	225.111 t.	Espagne	61.000 t.
Pays-Bas	600.000 t.	Roumanie	132.000 t.
Royaume-Uni..	1.205.000 t.	Indes Anglaises	213.000 t.
Norvège	115.000 t.	Etats-Unis	54.000 t.
Suède	150.000 t.	Chine et Japon	314.000 t.
Russie-Finlande	160.000 t.	Autres Pays ..	913.000 t.
Brésil et Argentine	484.000 t.		

Qualitativement, le commerce extérieur se répartissait comme suit :

PRODUITS

	FONTE	ACIER BRUT	EN FONTE, FER, ACIER
Importations .	126.000 t.	11.000 t.	168.000 t.
Exportations .	856.000 t.	701.000 t.	4.752.000 t.

Les exportations comprenaient surtout des produits finis ou demi-finis. Voici les tonnages concernant les principaux d'entre eux :

Longuerines	447.000 tonnes
Feuillards et bandes	1.173.000 »
Rails	501.000 »
Fils	462.000 »

La métallurgie allemande, dans les dernières années précédant la guerre, avait reconnu que la vente extérieure de produits bruts, accompagnée de mesures de dumping, avait pour résultat final, bien souvent, de faciliter les débouchés dans les pays voisins, en Allemagne notamment, de certains concurrents.

L'Allemagne, en effet, n'avait pas adopté une politique douanière très protectionniste.

Les taux allemands étaient bien inférieurs aux taux français et il semble difficile de dire que la métallurgie allemande s'était développée dans une économie artificielle, à l'abri de droits supprimant toute concurrence étrangère. Son essor paraissait bien plutôt dû aux heureuses initiatives de ses chefs et à son organisation perfectionnée.

La politique d'exportations, au contraire, était très redevable de ses succès à certaines pratiques. Sans doute, la conclusion de traités de commerce et de conventions de faveur y avait-elle une part importante. Sans doute, aussi, le caractère multiple des produits destinés à l'exportation était-il intentionnellement développé par le Syndicat allemand des aciéries et réussissait-il à en faciliter la vente. La suppression de la concurrence des usines allemandes entre elles, réalisée à peu près complètement lors de la guerre, augmentait aussi la capacité de lutte sur le terrain international. Mais la véritable cause de ces succès, cependant, demeurerait peut-être moins dans l'abaissement des frais de production que dans les prix inférieurs consentis aux acheteurs étrangers et compensés sur le marché intérieur. En définitive, des primes

à l'exportation étaient payées par les cartels. Nous aurons l'occasion d'y revenir dans le paragraphe prochain à propos des syndicats de la sidérurgie allemande.

Quoi qu'il en soit, des succès couronnaient cette politique et la place conquise, en particulier sur les marchés des pays nouveaux, était chaque jour plus prééminente. C'est ainsi que, de 1912 à 1913, les exportations avaient crû de 10 %, marquant même des progrès très supérieurs en Chine et au Japon, dans les Indes Anglaises, au Brésil et en République Argentine, et réussissant, dans un pays où la métallurgie nationale était cependant de première grandeur, en Grande Bretagne, à passer de 1.020.000 tonnes à 1.205.000 tonnes.

Il s'agissait bien là d'une progression remarquable, même si l'on admet qu'elle fût encouragée artificiellement.

§ 4. L'ORGANISATION SYNDICALE DE LA SIDÉRURGIE ALLEMANDE

Le point de départ des syndicats de la métallurgie allemande a été le désir d'ajuster l'offre à la demande pour empêcher la concurrence malsaine et la surproduction. La formation de certains d'entre eux remonte à l'époque même où la métallurgie a pris son allure moderne de grande industrie. Le cartel du fer blanc, par exemple, fut fondé en 1860 ; celui des rails, en 1864. Dès 1879, il existait 14 de ces organismes, et, en 1896, 260, unissant notamment les fabricants de fil laminé, tôle fine et grosse tôle, locomotives, wagons, et traverses métalli-

ques. Mais, à partir de 1896, leur nombre a diminué parce que leur politique a nettement évolué vers l'unité d'action, au moyen de fusions opérées. Un point de ce programme fut réalisé en 1897, lorsque se créa le Syndicat Général des Fontes, groupant des syndicats secondaires, dont le plus ancien remontait à 1884.

L'histoire de la formation et du fonctionnement de chacun de ces cartels et syndicats présenterait, sans aucun doute, le plus vif intérêt, mais, pour être consciencieusement écrite, exigerait des développements très considérables. Cherchant seulement à exposer l'organisation syndicale de la métallurgie allemande au moment où se déclarèrent les hostilités, nous nous bornerons à parler de son fonctionnement d'alors, tout en ne négligeant pas de signaler les grandes lignes de son évolution.

1° Industrie de la Fonte

Tout d'abord, l'industrie allemande des hauts fourneaux était groupée, en 1913, dans l'Association de la fonte, la Roheisenverband, qui comprenait presque tous les hauts fourneaux. La totalité de la production de ses membres, exception faite des quantités transformées par les usines elles-mêmes, était vendue par son entremise.

2° Industrie de l'Acier

Pour l'industrie de l'acier, il y a lieu de faire un rapide historique de l'organisation syndicale.

Jusqu'en 1903, les conventions, cartels et syndicats, créant des engagements formels entre leurs adhérents,

étaient au nombre de 44, abstraction faite d'unions ou d'ententes plus vagues, mais nombreuses, elles aussi.

Voici quelques-unes des plus importantes de ces 44 organisations :

Le Syndicat des demi-produits, groupant 19 aciéries. situées en Rhénanie, en Westphalie, dans la Sarre, en Lorraine et au Luxembourg ;

le Syndicat des Poutrelles de Wiesbaden, auquel adhéraient 21 usines ;

le Comptoir de vente des poutrelles de Berlin ;

l'Alliance allemande des producteurs de rails ;

l'Alliance allemande des producteurs de traverses ;

le Syndicat des grosses tôles d'Essen, groupant 28 usines ;

le Syndicat des tôles minces de Cologne, en groupant 45.

Il existait, en outre, des comptoirs de vente pour les fers blancs, les bandages, les essieux, les pointes, les grillages, les feuillards, les câbles, etc...

Deux caractères étaient attachés à ces organismes : ils s'occupaient de la vente d'un seul produit, ou, tout au plus, d'une catégorie de produits ; beaucoup d'entre eux étaient d'un intérêt local ou régional et non national.

3° *Le Stahlwerksverband*

Le 29 Février 1904, à la suite de négociations très longues entre 29 sociétés métallurgiques, s'adonnant à la fabrication d'à peu près toutes les variétés sidérurgiques, qui, jusque là, avaient partagé leur activité syndicale

entre les divers groupements précités, était fondé le Syndicat des Aciéries, le Stahlwerksverband. Il était conçu dans un esprit et avec un but nouveaux : son action devait s'étendre à l'Allemagne entière pour tous les produits livrés par les aciéries et les laminoirs. Il groupait 27 sociétés, 2 entreprises ayant participé aux négociations sans apporter leur adhésion.

La production annuelle du Syndicat s'élevait à 7.472.589 tonnes ; la production totale du Zollverein étant alors de 8.820.000 tonnes. Il s'agissait donc de 83,5 % de la production allemande d'acier brut.

Les sociétés syndiquées étaient, en outre, pour la plupart, propriétaires de mines de houille et de hauts fourneaux.

On conçoit toute la puissance de ce groupement.

Il avait adopté la forme juridique d'une société par actions, au capital de 400.000 marks, chaque membre du syndicat en ayant souscrit une part proportionnelle à sa capacité de production.

Les organes sociaux de la société étaient l'Assemblée générale des actionnaires, le Conseil d'Administration, le Conseil de Surveillance, délégation du précédent, supprimé dans le nouveau contrat du 1^{er} avril 1907 et ayant assisté, jusque-là, la Direction qui assumait le pouvoir actif de l'organisme.

Le nombre des associés s'élevait à 31, dès la fin de 1904, représentant une production de 8.105.850 tonnes, soit 90,6 % de la production allemande d'acier brut ; puis, au 1^{er} janvier 1907, à 36 ; au 1^{er} mai 1907, à 37 à

la suite de l'adhésion de maîtres de forges de la Haute-Silésie. Il redescendit à 25, le 1^{er} juin 1907, par suite de fusions réalisées entre plusieurs entreprises, membres du Syndicat. En 1914, il était de 28.

A partir de l'adhésion des entreprises de Haute-Silésie, le Syndicat groupait toutes les grandes sociétés métallurgiques allemandes. Ne se trouvaient, parmi les dissidents que des aciéries ou des laminoirs de second ordre.

4° Etude des statuts du Stahlwerksverband

Nous ne saurions entrer dans les détails du fonctionnement du Syndicat. C'est à l'étude de ses grands traits seuls que nous aurons recours pour saisir l'organisation de la sidérurgie allemande sous sa direction. Nous la dégagerons des statuts entrés en vigueur le 1^{er} juillet 1912 et demeurés, dès lors, inchangés jusqu'à l'ouverture des hostilités (1).

Le but essentiel du syndicat est exprimé au § 9 de ses Statuts, où il est dit :

1° Les adhérents vendent au syndicat la totalité de leur production en produits syndiqués, y compris ceux qui présentent des défauts extérieurs, les rebuts et les chutes.

2° Le Syndicat se charge de prendre ces produits et de les vendre suivant les conditions établies.

(1) Voir *Bulletin du Comité des Forges de France*, n° 3.348, du 26 juin 1916.

Quels sont donc les produits syndiqués ? Ils sont énumérés au § 8 et classés en trois catégories :

a) Les demi-produits, c'est-à-dire les lingots et brames bruts non ébauchés, billettes et platines, larges plats et loupes de puddlage, pour autant que ces produits n'ont pas été transformés par l'adhérent lui-même dans ses propres établissements.

b) Le matériel fixe de voie, comprenant les rails pour chemins de fer, y compris les rails à gorge et les autres rails ; les traverses ; les éclisses et les selles ; les selles à crochet ; les contre-rails et pièces analogues.

c) Les profilés, c'est-à-dire, les fers en T et en U et les fers Zores.

Sont exclus de la vente au Syndicat les produits de toutes sortes que l'adhérent consomme lui-même, soit pour établir ou réparer ses propres installations, soit pour transformer les produits en question en autres produits ne tombant pas sous l'application du § 8 (§ 10, alinéa 1).

Toutefois les mêmes produits sont, au point de vue de la quantité, contrôlés par le Syndicat et imputés sur les chiffres de participation (§ 10, alinéa 2).

Les adhérents sont autorisés à exécuter eux-mêmes et pour le compte du Syndicat les demandes de spécialités en produits syndiqués, c'est-à-dire toutes espèces de produits syndiqués qui ne sont fabriqués et livrés par aucun autre adhérent (§ 10, alinéa 7).

Le Conseil d'administration a le droit de permettre aux adhérents de vendre eux-mêmes, pour le Syndicat,

des quantités allant jusqu'à dix tonnes à la fois (§ 11, alinéa 1).

Sauf ces exceptions, les adhérents s'engagent à ne faire ni offre ni vente de produits syndiqués à des tiers et sont tenus de confier immédiatement au Syndicat l'exécution de toutes les commandes qu'ils reçoivent (§ 12).

Le Conseil d'Administration est autorisé à acheter et à vendre des produits syndiqués à des aciéries et à des laminoirs ne faisant pas partie du syndicat (§ 14).

La participation des adhérents à la vente est fixée d'abord sous forme de « Participation Principale », c'est-à-dire suivant un poids d'acier brut, puis sous forme d'un poids, en acier brut également, pour chacun des différents groupes de produits syndiqués, le poids d'acier brut dans ce cas se définissant la quantité d'acier nécessaire à la fabrication directe ou indirecte du produit fini. Il est spécifié que le total des chiffres de participation, dans ces différents groupes, doit toujours être égal à la participation principale de l'adhérent.

Dans ces conditions, le tableau de participation présente l'aspect suivant :

NOMS DES				
ADHÉRENTS	DEMI-PRODUITS	MATÉRIEL DE VOIE	POUTRELLES	TOTAUX
T. %	T. %	T. %	T. %	T. %

Bien entendu, le pourcentage de participation pour chaque entreprise adhérente n'est pas le même pour sa production totale et pour sa production dans chacun des différents groupes de produits.

La répartition des commandes est basée sur la proportion des participations des adhérents dans les différents groupes et le Conseil d'Administration s'efforce de distribuer à chacun d'entre eux des commandes égales aux chiffres de participation dans ces groupes (§ 15).

Les prix et les conditions de vente sont déterminés par le Conseil d'Administration, suivant les prescriptions de l'Assemblée Générale (§ 20).

Le Syndicat est considéré comme acheteur vis-à-vis des adhérents, mais, n'étant qu'un organe d'intérêts communs, il ne réalise aucun bénéfice et verse aux adhérents le produit des marchandises vendues, déduction faite des frais et pertes. Il est couvert de toutes pertes par les adhérents (§ 21).

Lorsque les besoins d'un adhérent en produits syndiqués dépassent sa production propre, cet adhérent est obligé de se fournir exclusivement au Syndicat si celui-ci peut lui livrer les quantités nécessaires. Sinon, celles-ci peuvent être achetées ailleurs sous le contrôle du Syndicat (§ 26).

Le Syndicat vend à un adhérent les produits syndiqués aux mêmes conditions qu'à des non adhérents (§ 26).

Les statuts contiennent des précautions pour éviter la concurrence des non adhérents : il est interdit, sans autorisation de l'Assemblée, à un adhérent de leur vendre ou de leur louer des installations où il fabrique des produits syndiqués. Il est également interdit aux adhérents d'acheter ou d'exploiter les établissements appartenant à un non

adhérent, fabriquant des produits syndiqués, ou de souscrire à une communauté d'intérêt avec de telles entreprises, lorsqu'une participation ne leur a pas été accordée pour ces établissements.

Il est même interdit, sauf autorisation de l'Assemblée, à des adhérents de s'associer avec des usines non syndiquées consommant des demi-produits.

Pour éviter une augmentation de la capacité de production en dehors des prévisions du Syndicat, il est fixé que la construction de nouveaux établissements, en propre ou en participation, ne donne aux adhérents aucun droit à l'augmentation de leur chiffre de participation.

Toutes ces prescriptions sont contenues au § 28.

Un système de contrôle très étroit est prévu au § 29. Les adhérents doivent fournir, sur demande du Conseil d'Administration, tous les chiffres nécessaires au contrôle et à l'exécution du contrat.

Le Conseil peut charger des employés de contrôler toutes les fabrications et toutes les expéditions des adhérents et de prendre connaissance des livres et pièces nécessaires.

Tout un système de sanctions très sévères est établi pour contribuer à l'exécution du contrat : il est notamment fixé, au § 30, une amende de cent marks pour chaque tonne de produits syndiqués, de rebuts ou de chutes vendue par un adhérent en dehors du Syndicat.

La carence à remplir les engagements de livraisons, le refus d'accepter des commandes ou le fait de ne pas les livrer à temps font encourir des amendes fixées par l'Assemblée Générale pour chaque exercice.

Dans certaines conditions, ces mêmes faits peuvent amener la réduction du chiffre de participation pour le prochain exercice, après décision de l'Assemblée Générale (§ 16).

Chaque autre infraction au contrat fait encourir une amende de mille marks, après décision de l'Assemblée, sur proposition du Conseil. Faute de paiement à première invitation de l'amende, celle-ci est déduite du montant des factures de l'adhérent.

Outre ces amendes, le Syndicat peut toujours réclamer des dommages-intérêts.

Les différends nés d'une décision alléguée contraire au contrat, l'interprétation d'une clause, sur laquelle il y a désaccord, sont soumis à un tribunal d'arbitrage, composé de chacun des deux arbitres choisi par les deux parties, ces deux arbitres en désignant un troisième qui préside. Faute de décision dans le délai d'un mois, après la mise en demeure de statuer adressée au président, le Tribunal de Première Instance de Dusseldorf est compétent (§ 31).

Le contrat engageait les adhérents jusqu'au 30 juin 1917, les adhérents ne pouvant se retirer antérieurement qu'en cas de faillite ou de motif plausible (§ 32).

De nouveaux adhérents pouvaient être admis par décision de l'Assemblée à la majorité des deux tiers (§ 35).

Les autres modifications exigeaient l'unanimité (§ 36).

Le Syndicat pouvait être dissous avec certaines conditions de délai et de majorité, si, pendant la durée du contrat, une concurrence nouvelle naissait à l'intérieur du Zollverein pour les produits syndiqués et dépassait

une production, annuelle de 1 % du chiffre total des participations en produits syndiqués (§ 33).

Voici maintenant les paragraphes des Statuts, où est énoncée la politique poursuivie par le Syndicat dans ses visées d'organisation méthodique, de collaboration avec d'autres associations professionnelles et d'expansion internationale.

Au § 18, le premier trait de ce programme est nettement exprimé :

« On doit s'efforcer de simplifier la fabrication dans la mesure du possible ».

Pour atteindre ce but, des échanges de chiffres de participation dans les divers groupes sont prévus et autorisés sous certaines réserves, notamment l'approbation de l'Assemblée Générale.

En outre, le Conseil d'Administration peut, par des accords avec les usines productrices d'articles dont la vente est peu importante, obtenir le renoncement d'une partie de ces entreprises à la fabrication de ces produits, au profit du reste des entreprises qui s'y adonnent.

La répartition des chiffres de participation aux différents groupes peut être modifiée suivant les besoins du marché.

Des mesures très nettes sont ainsi prévues pour atteindre le but visé au 1^{er} alinéa du paragraphe : la spécialisation et la concentration de la production sont envisagées avec les mesures pratiques pour y parvenir. En même temps, aucun caractère de rigidité ne s'applique à la fabrication des différents groupes. C'est la demande qui, en définitive, doit en demeurer la régulatrice. L'adap-

tation de la production aux besoins de la clientèle, elle aussi, contribuera à une simplification, puisque, dans un cas extrême, certains produits peuvent cesser d'être fabriqués.

Dans un but analogue de défense des intérêts professionnels qui varient avec l'état du marché, le § 17 se préoccupe de la limitation dans leur production, que le Conseil d'Administration peut, d'accord avec l'Assemblée Générale, réclamer des adhérents « indépendamment des dispositions ci-dessus ».

Il semble que cette clause envisage particulièrement les cas, où, pour une raison ou une autre, les prix seraient venus à baisser dans une telle proportion que la limitation de la production serait un remède nécessaire pour éviter des manques à gagner ou des pertes.

Sans doute pourrait-elle être envisagée comme l'indication que le Syndicat se propose d'adopter, quand bon lui semblera, une politique de malthusianisme. Mais les faits ont démontré que la production du Syndicat a suivi une marche ascendante, à laquelle s'appliquaient sans cesse ses membres.

Envisageant la solidarité qui existe entre les diverses branches de l'industrie jusqu'à faire dépendre la prospérité de l'une d'entre elles de celle des autres, le § 34 décide que :

« En vue de la défense des intérêts communs, le Conseil d'Administration du Syndicat peut, sur l'ordre de l'Assemblée générale, passer avec d'autres syndicats ou associations des traités de protection, et d'autres traités ».

Il fut fait application de ces principes dans de nom-

breux cas, dans les rapports des syndicats de l'Aciérie soit avec des syndicats de spécialités métallurgiques, soit avec des syndicats existant dans d'autres industries, par exemple le Syndicat Rhénan Westphalien des Charbons.

Enfin, toujours avec la même idée d'améliorer la production et d'accroître les débouchés, le § 27 vise la politique d'exportation du Syndicat. Il y est dit :

« Pour les obligations générales à établir dans l'intérêt commun des adhérents, en particulier lorsque cela est nécessaire pour le développement des ventes à l'extérieur, l'Assemblée générale peut décider de retenir sur le prix d'achat de ses adhérents, une somme pouvant aller jusqu'à 1 % des prix de base.

L'Assemblée générale décide de l'emploi des sommes ainsi réalisées ».

Le système des primes à l'exportation est ici nettement envisagé, ainsi que la différenciation entre les prix consentis dans les ventes extérieures et dans les ventes nationales. C'est sans aucune dissimulation dans les formes que ces éléments artificiels de succès dans la lutte avec les concurrents des autres nations métallurgiques sont inscrits dans les statuts syndicaux.

Le triomphe sur le marché international était au premier plan des préoccupations du Syndicat. Grâce au développement de la population allemande, les débouchés intérieurs répondaient aux espoirs des producteurs. Mais étant données la production sans cesse croissante et la limitation, malgré tout, redoutable d'un marché purement national, le Syndicat était ardent à pousser la lutte sur les marchés des pays voisins.

Il importait de mettre hors de cause les concurrents par tous les procédés, puisque la vie de la métallurgie allemande dépendait de la continuation de ses ventes extérieures.

Tels étaient, dans leurs grandes lignes, l'organisation et le fonctionnement du Syndicat des Acières.

5° Valeur du *Stahlwerksverband*

A quels résultats avait-il abouti ? Quelle avait été son influence sur l'industrie sidérurgique de l'Allemagne ?

Succédant à des cartels partiels ou unissant ceux d'entre eux qui subsistaient, le Syndicat avait pour buts l'organisation et la coordination de la sidérurgie.

La période de son fonctionnement, dont nous nous proposons maintenant d'envisager les résultats, la période 1904-1914, a été une période difficile pour l'industrie.

Les succès obtenus par le Syndicat sont d'autant plus probants.

La sidérurgie traversait, en 1904, lors de la formation du Syndicat, une crise de dépression, suivie, en 1907, d'une grève dans les houillères de la Ruhr.

La nouvelle crise de 1908 fut traversée sans trop de difficultés, grâce à l'activité du Syndicat en 1905 et 1906.

A partir de 1909, l'atmosphère d'instabilité dans les relations internationales, accompagnée en Allemagne de difficultés financières, les conflits locaux des Balkans avaient eu des répercussions fâcheuses sur l'état du marché mondial, où les matières premières et les salaires

haussaient, et la sidérurgie allemande, dont la croissance rapide et la vie toute liée à ses ventes extérieures rendaient la prospérité précaire.

L'activité des aciéries allemandes ne leur avait pas ainsi procuré tous les bénéfices qu'en d'autres circonstances elles auraient été assurées de réaliser.

Cependant, on peut constater, avec les rapports annuels du Syndicat des Aciéries, que toutes ces perturbations avaient eu une influence restreinte sur la sidérurgie ; une vigoureuse organisation commerciale assurait à son développement toujours croissant, des débouchés nouveaux sur les marchés étrangers, pour compenser la perte en commandes des pays entraînés dans les guerres et les troubles locaux.

Voici quelques chiffres de participation (poids en lingots) à diverses époques de l'ensemble du Syndicat :

	PRODUITS A	PRODUITS B	TOTAL
5 janvier 1905....	4.164.225 t.	3.491.725 t.	7.655.950 t.
1 ^{er} avril 1907	6.054.084 t.	5.817.533 t.	10.871.617 t.
1 ^{er} avril 1912	6.283.498 t.	6.212.936 t.	12.496.434 t.
20 septembre 1913	6.459.313 t.	—	6.459.313 t.

Ainsi, dans un espace de neuf années environ, la production du Syndicat, en produits A, qui sont les produits syndiqués énumérés plus haut, avait progressé de plus de 50 %, celle des produits B ayant crû, en sept ans environ, de 90 %.

Quels étaient ces produits B ?

Jusqu'au renouvellement de 1912, le fonctionnement

du Syndicat avait été quelque peu différent de ce que nous avons exposé.

Les produits, sur lesquels portait son activité, étaient répartis en deux catégories : les produits A et les produits B, pour lesquels le monopole de vente n'était pas obligatoirement confié au Syndicat, mais sur lesquels celui-ci exerçait un contrôle en vue de l'utilisation, selon les termes du contrat, des moyens de production des diverses entreprises. Ces produits B consistaient en fer en barre, fils, tôles, tubes, essieux, roues, bandages de chemins de fer, pièces forgées ou moulées, alors que les produits A étaient, rappelons-le, l'acier brut ou les lingots d'acier, les demi-produits, le matériel fixe de voie de chemins de fer, les poutrelles (fers en T) et les fers en U.

L'accord ne put se réaliser au renouvellement de 1912 sur le maintien des produits B et les produits syndiqués ne comprirent plus que les produits A.

Ce changement dans les statuts du Syndicat n'importe pas au seul point de vue de l'historique de son fonctionnement. Il est une preuve de la plus grande difficulté de toute action syndicale, quand il s'agit de produits finis, pouvant présenter, suivant les usines, des particularités, de produits non strictement fongibles.

Voici d'autres chiffres concernant les livraisons de divers articles de la production métallurgique par le Syndicat :

DEMI-PRODUITS

Exercices	LIVRAISONS A L'INTERIEUR		LIVRAISONS A L'ETRANGER		LIVRAISONS TOTALES
	tonnes	%	tonnes	%	tonnes
1904-1905 (1)	1.275.516	71,86	499.486	28,14	1.775.002
1905-1906 (1)	1.449.861	72,61	546.918	27,39	1.996.779
1906-1907 (1)	1.464.449	81,57	330.879	18,43	1.795.328
1907-1908 (1)	1.187.585	81,54	268.860	18,46	1.456.445
1908-1909 (1)	903.597	67,73	514.255	36,27	1.417.852
1909-1910 (1)	1.038.176	66	534.801	34	1.572.977
1910-1911 (1)	982.274	63,08	574.988	36,92	1.557.262
1911-1912 (1)	1.096.829	61,31	721.672	39,69	1.818.501
1912-1913 (1)	1.149.767	61,86	708.893	38,14	1.858.660
1913 (2)	269.440	65,34	642.926	34,66	412.366
1913-1914 (3)	887.637	54,13	752.192	45,87	1.639.829

RAILS

Exercices	LIVRAISONS A L'INTERIEUR		LIVRAISONS A L'ETRANGER		LIVRAISONS TOTALES
	tonnes	%	tonnes	%	tonnes
1904-1905 (1)	1.147.904	74,42	394.564	25,28	1.542.468
1905-1906 (1)	1.157.995	66,73	577.349	33,27	1.735.344
1906-1907 (1)	1.363.488	67,06	669.749	32,94	2.133.237
1907-1908 (1)	1.424.426	68,58	744.232	31,42	2.168.658
1908-1909 (1)	1.420.811	71,75	559.414	28,25	1.980.225
1909-1910 (1)	1.149.352	65,53	604.581	34,47	1.753.933
1910-1911 (1)	1.124.490	55,92	886.402	44,08	2.010.892
1911-1912 (1)	1.329.123	62,81	786.986	37,19	2.116.119
1912-1913 (1)	1.584.905	66,03	865.376	33,97	2.450.281
1913 (2)	548.910	72,86	204.466	27,14	753.376
1913-1914 (3)	1.879.030	68,36	869.698	31,64	2.748.728

(1) Du 1^{er} avril au 31 mars.

(2) Du 1^{er} avril au 30 juin.

(3) Du 1^{er} juillet au 30 juin.

POUTRELLES

Exercices	LIVRAISONS A L'INTERIEUR		LIVRAISONS A L'ETRANGER		LIVRAISONS TOTALES
	tonnes	%	tonnes	%	tonnes
1904-1905 (1)	1.292.604	77,07	384.578	22,93	1.677.182
1905-1906 (2)	1.274.689	73,27	465.026	26,73	1.739.715
1906-1907 (2)	1.435.376	74,44	492.856	25,56	1.928.232
1907-1908 (2)	1.176.111	73,48	425.784	26,58	1.601.895
1908-1909 (2)	1.091.268	77,73	312.653	22,47	1.403.921
1909-1910 (2)	1.293.758	76,54	396.545	23,46	1.690.303
1910-1911 (2)	1.335.822	74,36	433.708	25,64	1.769.530
1911-1912 (2)	1.556.172	74,39	462.471	25,61	2.018.643
1912-1913 (2)	1.539.164	72,07	596.488	27,93	2.135.652
1913 (3)	404.733	70,61	168.462	29,39	573.195
1913-1914 (4)	1.303.030	75,07	432.724	24,93	1.735.754

L'accroissement de la production allemande apparaît très clairement dans ces tableaux. On peut néanmoins remarquer que les années de crise industrielle ou de malaise politique laissaient des traces très visibles dans cette progression ; les exercices 1908-1909 et 1909-1910 marquent un arrêt provisoire de la progression dans les trois catégories de produits envisagés.

D'autres résultats de la politique du Syndicat y paraissent encore.

On constate une augmentation sensiblement constante des ventes à l'étranger, par suite des efforts du Syndicat. Il faut y reconnaître une preuve de la grande

(1) Du 1^{er} mars 1904 au 31 mars 1905.

(2) Du 1^{er} avril au 31 mars.

(3) Du 1^{er} avril au 30 juin.

(4) Du 1^{er} juillet au 30 juin.

clairvoyance du Syndicat qui, dès la première année de son fonctionnement, s'était efforcé, avec succès, de réduire les exportations de métal brut et de demi-produits, au profit des exportations de produits manufacturés. N'importe-t-il pas, en effet, davantage à un pays de vendre à l'extérieur des biens où la main-d'œuvre a ajouté son travail et gagné son existence, plutôt que des biens susceptibles d'apporter ces mêmes avantages aux concurrents étrangers ?

Dès ses débuts, pour favoriser l'essor des aciéries allemandes, le Syndicat avait réussi à augmenter notablement la consommation intérieure des produits en cours de transformation et à en diminuer la vente à l'étranger.

En voici la preuve dans ces chiffres concernant les demi-produits :

EXERCICES	CONSOMMATION		
	INTÉRIEURE	EXPORTATIONS	TOTAL
1 ^{er} mars 1903-1 ^{er} mars 1904....	845.000 t.	605.000 t.	1.450.000 t.
1 ^{er} mars 1904-1 ^{er} février 1905..	1.018.000 t.	394.000 t.	1.412.000 t.

Malgré cette préoccupation évidente de favoriser à tous les degrés la métallurgie nationale, le Syndicat était l'objet de violents reproches de la part des établissements dissidents. Ceux-ci, sans doute, se trouvaient très dépendants du Syndicat dont les membres étaient, à la fois, fabricants de métal brut et vendeurs de produits laminés.

Il ne faut cependant pas oublier qu'en 1906, malgré l'activité des demandes en Allemagne et sur le marché international, le Syndicat avait fait preuve d'une gran-

de modération dans la fixation de ses prix de vente. Au début de 1908, alors que la nouvelle crise s'annonçait, il était venu en aide à toutes les usines allemandes consommatrices de demi-produits, en leur accordant des réductions.

Toujours dans l'intérêt général, pour régulariser la consommation intérieure, le Syndicat avait obtenu du Gouvernement que les chemins de fer nationaux apportent une certaine régularité dans les importantes commandes qu'ils passaient avec les usines sidérurgiques et poursuivent leurs achats, même en période de crise, où ils peuvent grandement aider les aciéries à traverser certaines difficultés passagères.

Mais il est bien certain que le Syndicat n'avait pas rempli entièrement les vues de ses promoteurs, puisque son action n'avait pu continuer à s'étendre à la totalité des produits fabriqués dans les usines adhérentes.

Même avant 1912, en effet, l'autonomie des producteurs, en ce qui concerne les produits B, était demeurée à peu près complète.

Jusqu'en 1912, où toute trace de contrôle du Syndicat sur ces produits B disparut, nombreuses furent les tentatives pour organiser leur production et leur vente sur le modèle de celles des produits A.

En particulier, à l'occasion du renouvellement du contrat en 1907, il en fut ainsi. Mais la situation commerciale, alors favorable, détourna certaines usines intransigeantes, de consentir des sacrifices qu'aucune nécessité pressante ne faisait apparaître inéluctables.

Lors de la crise de 1908, on aurait pu croire que les

circonstances aideraient à triompher de ces résistances, dues aux divergences d'intérêts géographiques et économiques. Il n'en fut cependant rien et aucun compromis ne put être l'objet d'un accord, tant les procédés de fabrication, les produits eux-mêmes et les débouchés de chacune des entreprises intéressées différaient. Par ailleurs, certaines ententes particulières, conclues avec des négociants, rendaient plus ardue encore la solution de ce problème.

Il semble toutefois que le Syndicat n'eût pas, ici même, fait des efforts absolument stériles, puisqu'une union des producteurs de barres (Stabeisenverband) fut constituée et fonctionna jusqu'au 31 Mars 1911, sans d'ailleurs avoir jamais lié solidement les participants, et que, pendant les années où le Syndicat contrôla la fabrication des produits B, des progrès importants furent réalisés comme le montrent les chiffres de participation indiqués ci-dessus.

§ 5 CONCLUSION

En résumé, sous l'impulsion du Syndicat des Aciéries, la consommation intérieure, la production et l'exportation des produits sidérurgiques allemands avaient progressé très notablement.

Malgré la concurrence mondiale acharnée, il avait su mener partiellement à bien le vaste travail d'organisation et de progrès entrepris en 1904.

SECTION III : L'INDUSTRIE SIDERURGIQUE EN BELGIQUE AVANT LA GUERRE

§ I. MATIÈRES PREMIÈRES

A) Les Minerais

En 1913, la production belge des minerais de fer se répartissait ainsi :

Province de Liège	28.810 t. (oligiste)
Provinces d'Anvers et de Limbourg..	48.320 t. (limonite)
Province de Luxembourg	73.320 t. (limonite)

Cette production de 150.450 tonnes était très insuffisante pour satisfaire aux besoins de la sidérurgie belge. En 1913, les importations s'élevèrent à 7.085.000 tonnes qui se répartissaient ainsi :

France	4.750.000 t.	Norvège	256.000 t.
Portugal	63.000 t.	Luxembourg .	1.578.000 t.
Divers	434.000 t.		

La Lorraine française, à elle seule, fournissait environ 70 % de ces importations, 4.697.164 tonnes en 1913. La même année, la Belgique exportait environ 725.000 tonnes de minerai, à destination de divers pays limitrophes. On peut donc chiffrer sa consommation à environ 6 millions et demi de tonnes, en face d'une production de 150.000 tonnes environ. C'était là une situation très faible.

B) Les Combustibles

La production des combustibles était autrement satisfaisante. Elle était cependant à peu près stationnaire depuis dix ans, comme le montrent les chiffres de production ci-dessous :

1904	22.761.430 t.	1909	23.517.550 t.
1905	21.775.280 t.	1910	23.916.560 t.
1906	23.569.860 t.	1911	23.053.540 t.
1907	23.705.190 t.	1912	22.972.140 t.
1908	23.557.900 t.	1913	22.841.590 t.

et se répartissait ainsi en 1913 :

Hainaut	{	Couchant de Mons ..	4.406.550 tonnes
		Centre	3.458.640 »
		Charleroi	8.148.020 »
Namur			829.900 »
Liège			5.998.480 »
Total.....			22.841.590 tonnes

On constatait, malheureusement, pour différentes causes, une hausse très accentuée du prix de la tonne de houille qui était passée de 12 fr. 59, en 1904 à 18 fr. 34, en 1913.

La production de coke était assurée par 41 fabriques, dont 37 étaient groupées dans les provinces de Hainaut et de Liège.

Elle s'était élevée à 3.523.000 tonnes en 1913, en hausse de 336.220 tonnes, ou 10,55 % sur 1912 et avait nécessité 4.101.250 tonnes de charbon, dont 39 % provenaient de l'étranger.

Le commerce extérieur belge de combustibles s'établissait ainsi en 1913 :

	IMPORTATIONS	EXPORTATIONS
Coke	1.128.095 tonnes	1.119.484 tonnes
Houille	8.856.153 »	4.943.550 »

Les exportations de coke avaient plutôt une tendance à s'élever, alors que celles de houille déclinaient.

C'est à partir de 1910 seulement que les exportations de houille avaient dépassé les importations. En effet la Belgique, en 1904, avait un excédent d'exportations de 2.536.910 tonnes de houille. Mais la consommation nationale avait beaucoup crû, passant de 20.228.577 tonnes, en 1904, à 26.046.094 tonnes en 1913.

Voici quelle était la consommation de la sidérurgie en 1913 :

	PROVENANCE BELGE	PROVENANCE ETRANGÈRE	TOTAL (EN TONNES)
Houille	960.950 t.	237.040 t.	1.197.990
Coke	2.115.610 t.	639.270 t.	2.754.880

La sidérurgie belge, au point de vue des combustibles, était donc relativement indépendante puisqu'elle consommait environ 20 % du charbon étranger et 23 % de coke étranger.

Malheureusement, la stagnation dans l'extraction de la houille, en face des progrès de la sidérurgie, faisait craindre un revirement prochain.

§ 2 ETAT DE LA PRODUCTION — RÉPARTITION DES CENTRES

En 1913, la production de la fonte était assurée par 19 établissements, possédant 54 hauts fourneaux à feu.

5.289 ouvriers avaient collaboré à cette production qui se répartissait géographiquement comme suit :

PROVINCES	NOMBRE D'USINES	NOMBRE DE HAUTS-FOURNEAUX
Hainaut	10	25
Liège	5	21
Brabant et Luxembourg..	4	8
	—	—
Royaume	19	54

Elle s'élevait à 2.484.690 tonnes, alors qu'en 1911, elle avait été seulement de 2.106.120 tonnes, et, en 1912, de 2.344.910 tonnes. Elle accusait donc une légère augmentation.

La production de l'acier était de 2.466.630 tonnes, en 1913 et les aciéries se répartissaient ainsi :

PROVINCES	NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS	NOMBRE D'OUVRIERS
Hainaut	18	9.432
Liège	7	7.699
Brabant et Luxembourg..	5	2.001
	—	—
Royaume	30	19.132

Il existait encore un certain nombre d'établissements s'adonnant au puddlage du fer et à la fabrication de

l'acier par ce procédé. Mais leur production décroissait rapidement : d'une moyenne de 196.730 tonnes de 1906 à 1910, pour le fer puddlé, elle avait baissé à 131.220 tonnes en 1913, et pour les aciers finis, de 504.000 tonnes en 1912, elle était tombée à 448.400 tonnes en 1913.

Leur répartition était la suivante :

PROVINCES	NOMBRE D'USINES	NOMBRE D'OUVRIERS
Hainaut	20	6.489
Liège	16	3.482
Brabant et Luxembourg..	2	908
	—	—
Royaume	38	10.879

Comparativement à 1912, la production de l'acier brut accusait une légère baisse, puisqu'elle avait été, en 1912, de 2.515.040 tonnes.

La Belgique était en tête de tous les pays du monde pour les progrès de sa production sidérurgique, dont l'accroissement, entre 1903 et 1913, s'élevait à 104 % pour la fonte et à 154 % pour l'acier. On juge par là quels efforts les maîtres de forges belges avaient accomplis en cet espace de dix ans.

§ 3 LE COMMERCE EXTÉRIEUR ET LE RÉGIME DOUANIER

Le commerce extérieur belge de produits sidérurgiques présentait une grande activité.

Voici tout d'abord les importations et exportations de fonte brute en 1913 :

Importations totales 578.408 tonnes

provenant principalement des pays suivants :

Allemagne et Luxembourg..... 362.474 tonnes

France 80.541 »

Grande-Bretagne 129.543 »

Exportations totales 16.760 »

A destination de la France..... 13.898 »

Pour les fontes ouvrées, les exportations, seules à considérer, étaient de 26.737 tonnes.

En ce qui concerne l'acier brut, on enregistrait 82.000 tonnes à l'importation et 159.000 à l'exportation.

Les articles en fer et en acier étaient l'objet des échanges extérieurs les plus considérables. Les importations s'en élevaient à 227.000 tonnes contre 1.355.000 tonnes exportées.

Voici les principales catégories de ces articles de fer et d'acier, avec les tonnages exportés en 1913 :

Poutrelles 95.338 tonnes

Rails 164.584 »

Tôles 196.223 »

Laminés 649.412 »

Fils et Verges 54.768 »

Clous 43.806 »

En définitive, la balance du commerce extérieur belge de produits sidérurgiques se présentait ainsi pour l'année 1913 :

	IMPORTATIONS	EXPORTATIONS
Fonte	579.000 tonnes	17.000 tonnes
Acier brut	82.000 »	159.000 »
Articles en fer, fonte et acier	227.000 »	1.399.000 »
Total....	888.000 tonnes	1.575.000 tonnes

Les nations, vendant ces produits métallurgiques à la Belgique en 1913, étaient les suivantes :

Royaume-Uni	158.000 tonnes
France	109.000 »
Allemagne	419.000 »
Luxembourg	182.000 »
Pays-Bas	6.000 »
Suède	3.000 »
Etats-Unis	9.000 »
Divers	2.000 »
TOTAL.....	888.000 tonnes

Quant aux nations clientes de la sidérurgie belge, les voici :

Royaume-Uni	434.000 tonnes
France	66.000 »
Allemagne	11.000 »
Pays-Bas	108.000 »
Italie	21.000 »
Espagne	31.000 »
Japon	57.000 »
Indes Britanniques	139.000 »
Egypte	39.000 »
Union Sud-Africaine	45.000 »

Australie	43.000	»
Chine et Hong-Kong	54.000	»
Brésil	99.000	»
Argentine	120.000	»
Chili	20.000	»
Divers	288.000	»

TOTAL..... 1.575.000 tonnes

Les importations de fonte brute, entré 1912 et 1913, avaient marqué un recul des $\frac{2}{7}$, ce qui s'expliquait par l'accroissement de la production belge de fonte, que nous avons notée précédemment. Les importations de fonte brute représentaient encore 75 % des importations totales sidérurgiques, mais la métallurgie belge avait une tendance à s'affranchir de l'étranger.

Les exportations totales marquaient seulement une très légère avance en 1913 par rapport à l'année précédente. L'explication en semble être la légère diminution de la production d'acier en 1913.

Il n'en demeure pas moins que la balance du commerce extérieur présentait nettement un solde positif et que la Belgique avait sérieuse figure d'exportatrice de produits sidérurgiques.

Il semble aussi que les pays nouveaux avaient une tendance à se fournir davantage en Belgique, alors que, sauf en ce qui concerne le Royaume-Uni, les exportations vers l'Europe, marquaient plutôt une tendance au recul. C'est la preuve tout à la fois de l'activité des Belges dans la recherche de nouveaux débouchés et de

l'accroissement de la concurrence sur les marchés de l'Europe Continentale.

Enfin, il faut noter que, pour un commerce extérieur total de 8 milliards de francs environ, les échanges de produits sidérurgiques de la Belgique représentaient 2 milliards et demi environ. L'industrie métallurgique belge réalisait très près de la moitié des exportations totales et jouait un rôle capital dans l'économie du pays.

Le ralentissement des importations métallurgiques belges n'était dû à aucun élément artificiel. La Belgique était très attachée à une politique libre-échangiste et ses tarifs douaniers étaient faibles comparativement à ceux de l'Allemagne et de la France.

Quant aux exportations, aucun système de prime ou de dumping n'était organisé pour les développer artificiellement. Il faut noter cependant que la politique du dumping, pratiquée au début du siècle par la métallurgie allemande à l'égard même des produits bruts, avait favorisé l'extension des ventes extérieures des transformateurs belges. Partant d'une matière première à très bon compte, ils avaient pu offrir leurs produits finis à des conditions avantageuses, tout en conservant une marge de bénéfice suffisante.

Mais, comme nous l'avons dit, les organisations syndicales allemandes s'efforçaient de réduire les exportations de produits bruts depuis quelques années et les exportations belges n'y trouvaient plus un adjuvant anormal. C'est donc en pleine indépendance, par ses propres efforts, que la métallurgie belge progressait à un rythme supérieur à celui de ses rivales et se ménageait

des débouchés de plus en plus considérables dans les pays nouveaux.

§ 4. — L'ORGANISATION SYNDICALE DE LA SIDERURGIE BELGE

La situation de la métallurgie belge était la suivante : son marché intérieur ne représentait que le quart de ses débouchés, sa production étant exportée pour les trois autres quarts.

Un syndicat tendant à sauvegarder le marché intérieur et à assurer des débouchés extérieurs n'était donc pas indispensable.

Néanmoins, la concurrence allemande, menaçant par ses procédés de dumping les exportations belges, aboutit à une organisation syndicale de la métallurgie que, par ailleurs, les prix très bas des poutrelles allemandes importées en Belgique commençaient quelque peu à inquiéter.

Un cartel national fut formé, malgré les exigences exagérées de certains établissements.

Il comprenait huit entreprises, se répartissant une production mensuelle de 96.000 tonnes, avec des contingents variant de 22.500 tonnes à 5.200 tonnes. Il avait été constitué pour faciliter la conclusion d'une entente internationale, mais beaucoup considéraient que, pour l'avenir de la métallurgie belge, un trust disposant de puissants moyens financiers eût favorisé davantage l'équilibre de la demande et de l'offre par la conquête de débouchés plus vastes et l'acquisition, à meilleur compte, des matières premières.

ANNEXE

MAIN-D'OEUVRE DE LA SIDERURGIE BELGE

CATÉGORIES D'ÉTABLISSEMENTS	1913
Hauts-fourneaux	5.289
Aciéries	19.132
Fabriques de fer.....	10.879
TOTAL.....	35.300

CHAPITRE II

L'industrie sidérurgique pendant la guerre

Un conflit armé, tel que celui de 1914-1918, est appelé à avoir des répercussions particulièrement importantes sur l'industrie sidérurgique.

L'élévation de l'artillerie au rang d'arme principale fait dépendre le succès pour autant, sans doute, de la capacité de production en canons et en munitions que de la valeur des chefs et de la discipline des armées.

C'est pourquoi la métallurgie fut l'objet des préoccupations des Gouvernements des nations combattantes. Lorsque, dans certains pays, les opérations militaires vinrent rendre inutilisables les usines les plus puissantes, il fut suppléé aux pertes éprouvées et par des importations et par la création ou le développement de l'industrie dans les régions abritées des coups de l'ennemi. Le premier remède, lui aussi, devait avoir pour résultat l'accroissement des forces productives, puisqu'il exigeait des nations exportatrices des fabrications supérieures à celles que leurs besoins propres et la

moyenne de leurs échanges antérieurs avaient comportées.

Dans bien des pays même, qui ne prirent pas une part directe aux hostilités, l'augmentation de la capacité de production dut être envisagée et mise à exécution pour compenser les importations que les belligérants ne pouvaient plus assurer. Des industries nouvelles se créèrent ainsi presque partout et, à la consommation passagèrement accrue de certains, correspondit une augmentation de la capacité de production de tous.

La guerre une fois terminée, les traités devaient achever de bouleverser l'ancien équilibre du marché sidérurgique en répartissant, suivant des données nouvelles, mines et usines. A la paix, en face d'une consommation que ne venaient plus activer les fabrications et les destructions de la guerre, il se devait trouver ainsi une production aux forces largement accrues et autrement distribuées. A ces causes de perturbation particulières à l'industrie sidérurgique, il faut adjoindre les conditions spéciales de toute l'économie de l'après guerre, avec ses crises de surconsommation, de dépression, avec ses troubles monétaires et son incertitude politique.

L'existence et la prospérité de la sidérurgie devinrent ainsi bien plus précaires et ses dirigeants virent, chaque jour, s'opposer à leur activité des difficultés nouvelles.

Nous nous proposons, pour l'instant, d'indiquer comment se comporta la sidérurgie pendant la guerre dans les trois pays qui nous intéressent tout spécialement.

1° *En France.* — L'envahissement du Nord et de certains départements de l'Est enleva à la France, dès le début de la guerre, la disposition de ses plus riches régions métallurgiques et minières.

On dut s'efforcer d'intensifier la production des autres régions et d'importer les matières premières, les fontes et les aciers qui manquaient.

Voici la production et la consommation des minerais de fer :

ANNÉES	PRODUCTION	CONSOMMATION
1915.....	620.000 tonnes	796.000 tonnes
1916.....	1.680.000 »	1.152.000 »
1917.....	2.034.000 »	2.415.500 »
1918.....	1.572.000 »	1.722.600 »

La consommation dépassa donc d'une manière continue, sauf en 1916, la production et il dut être fait appel aux importations.

En ce qui concerne la production de la houille et de l'anhracite, les chiffres suivants furent atteints :

1914.....	27.000.000 tonnes environ
1915.....	19.000.000 »
1916.....	21.000.000 »
1917.....	28.000.000 »
1918.....	25.000.000 »

Les importations durent suppléer à l'insuffisance de l'extraction dans les conditions suivantes :

ANNÉES	IMPORTATIONS TOTALES	IMPORTATIONS ANGLAISES	IMPORTATIONS DES ÉTATS-UNIS
1914 (1 ^{er} sem.)	12.710.940 t.	—	—
1914 (2 ^e sem.)	5.346.000 t.	4.700.000 t.	—
1915.....	19.700.000 t.	18.900.000 t.	145.000 t.
1916.....	20.420.000 t.	18.700.000 t.	53.000 t.
1917.....	17.453.000 t.	15.800.000 t.	57.000 t.
1918.....	16.830.000 t.	15.300.000 t.	17.000 t.

En ce qui concerne le coke, voici le résumé des opérations auxquelles il donna lieu :

Années	Production	Importations (en tonnes)	Exportations	Consom- mation
1914 (2 ^e sem.)	289.444	49.981	39.099	300.326
1915.....	833.808	224.917	28.715	1.030.010
1916.....	1.411.700	790.992	12.164	2.190.529
1917.....	1.534.036	670.895	19.516	2.185.415
1918.....	1.873.969	516.765	35.836	2.354.898

Dans ces conditions, la production de fonte et d'acier fut la suivante :

ANNÉES	FONTE (EN MILLIONS DE TONNES)	ACIER
1914 (2 ^e semestre).....	2,7	2,65
1915	0,5	1,08
1916	1,3	1,95
1917	1,4	2,23
1918	1,3	1,8

La production de fonte fut donc inférieure à celle de l'acier, et, pour une large part, il dut être fait appel aux achats à l'étranger. La production d'acier, elle-même, fut insuffisante, comme l'établit le bilan suivant ;

Années *	Production	Importations (en tonnes)	Exportations	Consom- mation
1914...	2.656.000	257.000	465.000	2.448.000
1915...	1.656.000	1.106.000	154.000	2.040.000
1916...	1.952.000	2.753.000	199.000	4.506.000
1917...	2.232.000	2.763.000	153.000	4.842.000
1918...	1.902.000	1.900.000	56.000	3.746.000

Le déficit crut pendant les années 1916, 1917, 1918, au point que la production atteignit seulement la moitié environ des besoins.

Par suite de l'envahissement d'une partie du territoire, la production se localisa et se concentra tout nouvellement. Cette situation très différente, nous l'indiquerons en utilisant les chiffres de 1918.

Voici la production de fonte ordinaire, de première fusion et de moulage :

Régions	Production (en tonnes)	Pourcentage par rap- port à la France	Rapport à 1913
Est	231.140	17,9	0,065
Nord	141.131	10,9	0,156
Centre.....	224.888	17,4	1,221
Sud-Ouest	324.376	25,1	1,298
Sud-Est.....	164.860	12,8	1,280
Ouest.....	206.039	15,9	1,885
TOTAL....	1.292.434		0,252

Voici les chiffres concernant la production de fontes spéciales et de ferro-alliages de hauts fourneaux et de fours électriques (1) :

(1) Les tableaux suivants sont empruntés en grande partie aux articles de M. Baraduc-Muller dans la Revue « Science et Industrie », janvier et février 1928.

Régions	Production (en tonnes)	Pourcentage par rap- port à la France	Rapport à 1913
Est	—	—	—
Nord	11.100	17,1	0,358
Centre.....	736	1,1	—
Sud-Ouest	9.785	15,1	0,833
Sud-Est.....	43.260	66,7	1,429
TOTAL.....	64.881		0,798

Sur cette production totale de 64.881 tonnes, 47.473 avaient été fabriquées au four électrique, alors qu'en 1913 la fabrication par ce procédé avait assuré seulement une production de 32.230 tonnes sur 81.326. La proportion avait donc crû de 38,8 % à 73,2 %.

La production d'acier brut en lingots et moulages s'établissait comme suit :

Régions	Production (en tonnes)	Pourcentage par rap- port à la France	Rapport à 1913
Est	262.315	13,8	0,106
Nord	219.206	11,5	0,187
Centre.....	881.181	46,4	1,705
Sud-Ouest	171.870	9,0	1,087
Sud-Est.....	134.962	7,1	1,171
Ouest.....	232.105	12,2	1,261
TOTAL.....	1.901.639		0,411

Voici maintenant des chiffres concernant les moyens de production pendant le quatrième trimestre de 1918 :

Hauts-Fourneaux	Actifs	Hors feu ou hors service	En cons- truction	Total
Est	11	20	1	32
Nord	4	7	1	12
Centre	11	2	2	15
Sud-Ouest	16	5	1	22
Sud-Est	8	1	—	9
Ouest.....	6	—	2	8
France.....	56	35	7	98

Convertisseurs basiques ou Thomas	Actifs	Hors feu ou hors service	En cons- truction	Total
Est	4	6	—	10
Nord	3	1	—	4
Centre	—	1	—	1
Sud-Ouest	2	1	—	3
Ouest	—	3	3	6
France.....	9	12	3	24

Fours à creusets (nombre de creusets)	Actifs	Hors feu ou hors service	En cons- truction	Total
Est	20	8	32	60
Nord	102	98	48	248
Centre	936	658	339	1933
Sud-Ouest	36	90	—	126
Sud-Est	—	26	—	26
Ouest	58	8	—	66
France.....	1152	888	419	2459

Fours à puddler, souder,
réchauffer et cémenter

Actifs

Est.....	50
Nord	10
Centre	43
Sud-Ouest	32
Sud-Est	11
Ouest	19

France..... 165

Convertisseurs acides ou Bessemer	Actifs	Hors feu ou hors service	En cons- truction	Total
Est	4	3	—	7
Nord	11	2	—	13
Centre	9	4	2	15
Sud-Ouest	3	—	5	8
Sud-Est	2	4	1	7
Ouest	3	—	2	5
France.....	32	13	10	55

Fours électriques
(fers et aciers coulés)

En cons-

	Actifs	Hors service	truction	Total
Est	—	1	—	1
Nord	5	2	—	7
Centre	1	6	4	11
Sud-Ouest	1	—	3	4
Sud-Est	6	10	3	19
Ouest	1	—	1	2
France.....	14	19	11	14

Fours électriques à fonte synthétique et à ferro-alliages		Actifs	Hors service	En cons- truction	Total
Centre	7	—	2	9	
Sud-Ouest	14	—	6	20	
Sud-Est	64	9	—	73	
Ouest	2	—	1	3	
France.....	87	9	9	105	

En ce qui concerne la main-d'œuvre (ouvriers et manœuvres spécialisés) de la sidérurgie française, en 1918, la situation était la suivante :

Régions	Fontes de 1 ^{re} fusion	Fers et	Aciéries	Total
	Fontes synthétiques Ferro-alliages	aciers puddlés et soudés	Laminatoires Forges	
Est	660	4.180	2.680	7.520
Nord	440	365	4.480	5.285
Centre ..	790	2.440	37.900	41.130
Sud-Ouest	2.810	1.800	3.500	8.110
Sud-Est .	2.450	305	2.840	6.595
Ouest ...	580	122	8.380	9.082
France ...	7.730	9.212	59.780	76.722

Si l'on veut bien se reporter aux chiffres de 1913, on constatera quel bouleversement la production sidérurgique avait subi par suite de l'envahissement des plus riches centres de l'avant-guerre.

L'Est et le Nord étaient passés à un rang très médiocre, alors que la production du Centre croissait en valeurs absolue et relative et que celles du Sud-Ouest, du Sud-Est et de l'Ouest s'avançaient très sensiblement.

La métallurgie française fit ainsi preuve d'une belle vigueur pour s'adapter aux conditions nouvelles et, dans toutes les régions où l'ennemi n'avait pas pénétré, l'on se mit à l'œuvre pour donner leur pleine activité aux usines et pour créer de nouveaux moyens de production.

Pour les hauts fourneaux, par exemple, par rapport à 1913, leur nombre, dans les quatre régions à l'abri des coups de l'ennemi, passait de 31 à 41 en activité, alors que le nombre de ceux hors service descendait de 13 à 8 et que 5 étaient en construction au lieu de 2.

A la fin des hostilités, 26 fours Martin étaient en voie d'édification, ainsi que trois convertisseurs Thomas dans l'Ouest, 10 convertisseurs Bessemer dans le Sud-Ouest, le Sud-Est, l'Ouest et le Centre.

Enfin, l'électro-sidérurgie avait fait preuve d'activité dans le Sud-Ouest, le Centre et l'Ouest, pour la production de la fonte et des ferro-alliages.

En même temps, la population ouvrière avait subi un déplacement de concentration vers le Centre.

On pouvait donc prévoir qu'après la réparation des usines endommagées par la lutte la puissance sidérurgique française serait accrue, en dehors même des moyens nouveaux qu'elle trouverait en Alsace-Lorraine.

2° *En Allemagne.* — Les régions minières et industrielles de l'Allemagne ne furent pas le siège d'opérations militaires. Les modifications, que nous observerons dans la production, provinrent soit des difficultés d'approvisionnement en matières premières, soit de la rareté de la main-d'œuvre.

La production de combustibles fut la suivante :

Années	Houille	Lignite (en tonnes)	Coke
1913	190.109.000	87.233.000	34.630.000
1914	161.384.000	83.695.000	28.596.000
1915	146.867.000	87.948.000	27.216.000
1916	159.169.000	94.180.000	34.201.000
1917	167.747.000	95.476.000	34.710.000
1918	158.254.000	100.662.000	33.428.000

Voici l'évolution de la production de houille dans les principaux bassins au cours des mêmes années, en milliers de tonnes :

BASSINS	1914	%	1915	%	1916	%	1917	%	1918	%
Ruhr..	98.285	60,8	86.778	59,1	94.563	59,2	99.365	59,2	96.016	60,6
Haute-Silésie.	36.996		38.106		41.723		42.751		39.547	
Basse-Silésie.	4.845		4.460		4.587		4.607		4.659	
Sarre..	10.031		8.384		8.902		10.265		9.989	
Aix-la-Chapelle	2.799		2.251		2.482		2.515		2.516	
Saxe ..	4.756		4.223		4.200		4.813		4.654	
Alsace-Lorraine	2.857		1.961		2.028		2.637		2.662	

Il se produisit donc assez peu de changements dans la répartition entre les divers bassins ; mais il faut noter un recul de la production, compensé en partie par l'accroissement de la production de lignite, en partie par la diminution des exportations qui subirent l'évolution suivante :

1913.....	44.911.000 tonnes
1914.....	33.960.000 »
1915.....	22.732.000 »
1916.....	20.946.000 »
1917.....	18.957.000 »
1918.....	14.050.000 »

Quant au coke, sa production, après avoir baissé dans les premières années des hostilités, redevint ensuite sensiblement équivalente à ce qu'elle était avant la guerre.

La production de minerai de fer, pour l'Allemagne et le Luxembourg, fut la suivante :

1913.....	35.941.275 tonnes
1914.....	25.512.760 »
1915.....	23.840.014 »
1916.....	28.122.115 »
1917.....	26.743.014 »
1918.....	21.364.131 »

et se répartit ainsi entre les principaux bassins :

Années	Lorraine	Prusse et autres	Luxembourg
		Etats (en tonnes)	
1913	21.136.265	7.471.638	7.333.372
1914	14.021.276	6.484.027	5.007.457
1915	10.755.525	6.954.065	6.130.434
1916	13.341.848	8.028.067	6.752.200
1917	13.620.391	8.846.073	4.276.550
1918	10.317.824	7.914.897	3.131.400

La décroissance provint donc surtout de la Lorraine et du Luxembourg qui eurent une extraction très ralentie.

Il faut ajouter que l'Allemagne enleva environ 14.000.000 tonnes de minette à Briey, pendant l'occupation par ses troupes de cette région, et que les importations provenant de Suède, c'est-à-dire la presque totalité des achats à l'étranger, s'élevèrent à :

4.115.000 tonnes en 1914	
5.675.000 » 1915	
4.848.500 » 1916	
5.188.700 » 1917	

Rappelons que les importations nettes avaient été de 11.406.000 tonnes en 1913. On voit donc que l'Allemagne ne put disposer que de quantités très restreintes de minerai.

Elle y remédia, en partie, en utilisant des quantités très importantes de ferrailles, propices à la production de l'acier Martin.

Dans ces conditions, la production en fonte et en acier de l'Allemagne et du Luxembourg évolua comme suit :

Années	Fonte (1)	%	Acier (1)	%
1913	19.309.172	100	18.935.089	100
1914	14.389.852	74,52	14.946.212	78,93
1915	11.789.931	61,06	13.258.054	70,02
1916	13.284.738	68,80	16.182.520	85,46
1917	13.142.247	68,07	16.587.360	87,60
1918 (10 p ^{ers} m ^s)	10.807.494	68,07	13.767.638	87,60

(1) En tonnes.

Voici les tonnages concernant les cinq grandes régions sidérurgiques :

1° ACIER (1)

Régions	1914	1915	1916	1917	1918
Rhin et Westphalie	8.420.706	7.642.122	9.165.033	9.363.006	8.681.307
Lorraine	1.510.692	1.178.230	1.456.113	1.547.107	1.223.103
Sarre et Palatinat	1.390.248	1.050.475	1.319.847	1.267.293	1.113.614
Silésie	1.173.066	1.170.263	1.402.809	1.459.526	1.344.612
Luxembourg	1.136.487	978.759	1.309.429	1.081.667	856.734

2° FONTE (1)

Régions	1914	1915	1916	1917	1918
Rhin et Westphalie	6.610.119	5.165.618	5.749.806	5.932.914	5.819.087
Lorraine	2.358.186	1.817.965	2.061.115	2.020.125	1.494.872
Sarre et Palatinat	954.738	801.597	944.730	898.350	804.234
Silésie	853.957	777.625	784.052	751.805	693.447
Luxembourg	1.909.387	1.599.981	1.957.500	1.541.748	1.183.918

Un ralentissement général, d'ailleurs assez peu important, est à constater. Mais aucune modification de l'ordre de celle subie par la métallurgie française n'apparaît dans l'étude de ces tableaux.

Le nombre des hauts fourneaux allemands, par exemple, demeura presque le même :

Années	Existant	Actifs
1914.....	380	329
1918.....	379	316

Le ralentissement de la production allemande fut quelque peu compensé par celui des exportations, qui tombèrent à peu de chose.

(1) En tonnes.

3° *En Belgique.* — La Belgique fut envahie par les armées allemandes dès le début des hostilités et demeura sous leur domination presque jusqu'à l'armistice.

Ceci explique les tonnages très inférieurs auxquels tombèrent la production de fonte et la production d'acier. Par contre, les Allemands s'efforcèrent de maintenir l'extraction des combustibles nécessaires aux besoins locaux.

Voici un tableau de la production des principaux articles intéressant la sidérurgie au cours des années de guerre. Nous avons rappelé, en même temps, les tonnages de 1913 :

1° MATIÈRES PREMIÈRES

Années	Houille	Coke (en tonnes)	Minerai de Fe
1913	22.841.590	3.523.000	150.450
1914	16.714.050	2.001.670	82.360
1915	14.177.500	514.600	4.720
1916	16.862.870	792.350	30.430
1917	14.931.340	676.040	17.000
1918	13.891.400	522.210	500

2° PRODUITS SIDERURGIQUES

Années	Fonte brute	Acier brut (lingots et moulages) (en tonnes)	Produit finis (fer et acier)
1913	2.484.690	2.466.630	2.162.210
1914	1.454.490	1.396.000	1.238.780
1915	68.150	98.820	164.370
1916	127.825	99.371	223.535
1917	7.990	9.630	75.150
1918	»	10.540	»

Voici maintenant quelques chiffres indiquant la marche de l'industrie de la fonte :

Années	Nombre de hauts fourneaux		Nombre	Nombre
	Actifs	Non actifs	d'ouvriers	d'usines
1913	54	3	5.289	19
1914	54	5	4.685	19
1915	6	51	819	4
1916	6	34	787	4
1917	21	1	441	1
1918	»	»	»	»

et d'autres concernant celle de l'industrie de l'acier et du fer :

Années	Nombre d'aciéries actives	Nombre d'ouvriers dans les aciéries	Nombre d'ouvriers dans les fabriques de fer
1913..	28	19.132	10.879
1914..	29	18.159	9.164
1915..	21	3.816	3.524
1916..	19	3.148	4.282
1917..	4	1.311	2.943
1918..	32	502	2.766

CHAPITRE III

Le Traité de Versailles et la sidérurgie européenne

§ 1. DISPOSITIONS DU TRAITÉ INFLUANT SUR LA SIDÉRURGIE EUROPÉENNE

Le Traité de Paix, signé à Versailles le 28 juin 1919, apporta des modifications profondes à l'industrie sidérurgique de l'Europe. En voici le résumé.

En premier lieu, l'article 51 consacra le retour à la France de l'Alsace et de la Lorraine. En outre, pendant une période de cinq années à dater de la mise en vigueur du traité, les produits naturels ou fabriqués, originaires ou en provenance des territoires alsaciens et lorrains réunis à la France, seraient reçus, à leur entrée sur le territoire douanier allemand, en franchise de tous droits de douane. Le gouvernement français fixerait, chaque année, la nature et la quotité des produits devant bénéficier de cette franchise. Les quantités de chaque produit ainsi envoyées annuellement en Allemagne ne pourraient dépasser la moyenne annuelle des quantités envoyées au cours des années 1911 à 1913 (article 268).

En second lieu, le territoire du bassin de la Sarre, défi-

ni à l'article 48, serait gouverné par la Société des Nations pendant une durée de 15 ans à dater de la mise en vigueur du traité ; à l'expiration de ce délai, la population serait appelée à faire connaître la souveraineté sous laquelle elle désirerait se voir placée (article 49).

En compensation de la destruction des mines de charbon dans le nord de la France, l'Allemagne cédait à la France la propriété entière et absolue, franche et quitte de toutes dettes ou charges, avec droit exclusif d'exploitation, des mines de charbon situées dans le bassin de la Sarre (article 45).

Le territoire du bassin de la Sarre serait soumis au régime douanier français.

Aucune taxe d'exportation ne serait mise sur les produits métallurgiques ou le charbon sortant du dit territoire à destination de l'Allemagne, ni sur les exportations allemandes à destination des industries du territoire du bassin de la Sarre.

Pendant cinq ans à dater de la mise en vigueur du traité, les produits originaires et en provenance du bassin jouiraient de la franchise d'importation en Allemagne et, pendant la même période, l'importation d'Allemagne sur le territoire du bassin des articles destinés à la consommation locale serait également libre de droits de douane.

Au cours de ces cinq années, pour chaque article en provenance du bassin et dans lequel seraient incorporées des matières premières ou demi-ouvrées venant d'Allemagne en franchise, le gouvernement français se réservait de limiter les quantités admises en France à la

moyenne annuelle des quantités expédiées en Alsace-Lorraine et en France au cours des années 1911-1913 (annexe aux articles 45 à 50, chapitre 2, § 31).

L'Allemagne reconnaissait que le Grand-Duché du Luxembourg avait cessé de faire partie du Zollverein allemand à dater du 1^{er} janvier 1919 (article 40) et accordait aux produits luxembourgeois une franchise analogue à celle stipulée à l'article 268 pour les produits de l'Alsace-Lorraine.

Le traité prévoyait en outre dans l'article 88 qu'un plébiscite aurait lieu en Haute-Silésie, pour savoir si les habitants désiraient être rattachés à l'Allemagne ou à la Pologne (article 87). En attendant, la zone du plébiscite serait placée sous l'autorité d'une commission internationale (annexe aux articles 87 et 88, § 2).

En fait le plébiscite eut lieu en 1921 et le territoire fut réparti entre l'Allemagne et la Pologne.

Par ailleurs, l'Allemagne livrerait à la France sept millions de tonnes de charbon par an pendant dix ans.

En outre, elle lui livrerait, chaque année, une quantité de charbon égale à la différence entre la production annuelle, avant la guerre, des mines du Nord et du Pas-de-Calais, détruites du fait de la guerre et la production du bassin couvert par les mines pendant l'année envisagée. Cette dernière fourniture serait effectuée pendant dix ans et ne dépasserait pas vingt millions de tonnes par an pendant les cinq premières années et huit millions de tonnes par an pendant les cinq années suivantes.

L'Allemagne livrerait à la Belgique huit millions de tonnes de charbon pendant dix ans,

L'Allemagne livrerait au Luxembourg, si elle en était requise, une quantité annuelle de charbon égale à la quantité annuelle de charbon allemand consommée par le Luxembourg avant la guerre.

Les gouvernements alliés et associés pourraient demander la livraison de coke métallurgique en remplacement de charbon, à raison de trois tonnes de coke pour quatre tonnes de charbon.

Si l'exécution complète de ce programme était de nature à peser d'une façon excessive sur les besoins industriels allemands, elle pourrait être différée ou annulée et des ordres de priorité fixés. Le charbon à fournir en remplacement du charbon des mines détruites serait fourni par priorité sur toutes livraisons (partie 8, annexe 5).

En ce qui concerne les clauses générales économiques du traité ayant une répercussion particulière sur la sidérurgie, il faut noter l'admission au régime de la nation la plus favorisée de tous les Etats alliés ou associés, tant à l'importation qu'à l'exportation et au transit, vis-à-vis de l'Allemagne.

§ 2. EFFETS DE CES DISPOSITIONS

Quel était l'effet de ces dispositions sur les sidérurgies des différents pays qui nous occupent ?

Les pertes de l'Allemagne s'élevèrent grosso modo, après le plébiscite de Haute-Silésie, à 80 % pour le minerai de fer, 30 % pour le charbon, les aciéries et les laminoirs.

La Pologne se trouva acquérir les pourcentages suivants de la production allemande d'avant-guerre :

Minerai de fer.....	0,3 %
Fonte	5 %
Acier brut	7 %
Fer laminé	7,5 %

et une production annuelle de charbon de 43.800.000 tonnes environ.

La production, en 1913, des autres territoires séparés du Zollverein par le traité avait été la suivante :

Luxembourg :	Minerai de fer....	7.333.000 tonnes
	Fonte	2.677.000 »
	Acier	1.336.000 »
Sarre :	Minerai de fer....	1.200.000 »
	Houille	13.000.000 »
	Fonte	1.400.000 »
	Acier	2.100.000 »
Alsace-Lorraine :	Minerai de fer....	21.136.265 »
	Houille	3.800.000 »
	Fonte	3.800.000 »
	Acier	2.300.000 »

Dans ces régions, l'industrie des hauts fourneaux présentait, en 1918, les caractères suivants :

RÉGIONS	NOMBRE DE HAUTS FOURNEAUX		
	A FEU	HORS FEU	EN CONSTRUCTION
Sarre.....	27	1	3
Lorraine	49	16	4
Luxembourg ..	40	1	—

Au cours des pages suivantes, nous verrons d'autres conséquences plus lointaines du traité. Nous nous bornons pour l'instant à insister sur un point capital pour la sidérurgie française.

§ 3. LA QUESTION DE L'ALSACE-LORRAINE

Le retour de l'Alsace et de la Lorraine à la France posait des problèmes particulièrement difficiles à résoudre.

En prenant pour bases la production et la consommation de 1913, la situation de la France en ce qui touche la sidérurgie était modifiée dans les conditions suivantes :

	PRODUCTION				DEFICIT	
	Houille	Minerai	Fonte	Acier	Houille	Coke
France	(en millions de tonnes)					
(Frontières 1913).	40	22	5,2	4,7	22	3
France						
et Alsace-Lorraine	44	43	9,1	7	30	7

Mais en raison de la cession des mines de la Sarre à la France et de l'intégration provisoire de ce territoire au régime douanier français, un équilibre différent était établi. D'après les résultats de l'année 1913, il était théoriquement le suivant :

	PRODUCTION	DÉFICIT
	en millions de tonnes	
Houille.....	57	22
Minerai.....	43	—
Fonte.....	10,5	—
Acier	9	—
Coke.....	—	7

La production de houille du bassin de la Sarre excédait, en 1913 en effet, ses besoins de huit millions de tonnes environ. Sa fabrication de coke lui suffisait.

Sur les bases de 1913, la France se trouvait ainsi disposer de quantités d'acier, de fonte et de minerai sensiblement doublées ; le déficit de houille demeurerait le même et celui de coke était un peu plus que doublé.

Les livraisons de combustibles de l'Allemagne devaient assurer pendant dix ans à la France des disponibilités plus qu'équivalentes à celles d'avant guerre. Il semblait donc que la question des combustibles, tout au moins, eût reçu une solution provisoire aussi satisfaisante que possible.

Mais en elle ne résidaient pas toutes les difficultés nées pour la sidérurgie française du traité.

En effet, les mines, les hauts fourneaux et les aciéries exploités par les Allemands en Lorraine avaient été, jusqu'alors, unies par d'étroits liens à la Westphalie pour la consommation de leurs produits.

La Lorraine allemande n'avait consommé, en 1913, que 15.038.414 tonnes des minerais produits par elle et avait expédié trois millions de tonnes environ, soit 13,5 % de la production, dans la province rhénane west-

phalienne. La presque totalité du reste des minerais disponibles avait été consommée par la Sarre, qui allait se trouver soumise aux intérêts français. Trois millions de tonnes de minerai voyaient ainsi leur placement traditionnel rendu précaire.

En ce qui concerne les produits sidérurgiques, le bilan de l'année 1913 avait été le suivant :

PRODUITS	PRODUCTION DES USINES DE		VENTE	
	LA LORRAINE ALLEMANDE		EN ALLEMAGNE	
Fente.....	3.800.000	tonnes	836.000	tonnes
Demi-produits.	432.000	»	290.000	»
Produits finis.	1.495.000	»	577.000	»

L'empire allemand, grand consommateur de fer, avait offert aux industriels lorrains un débouché vaste et stable.

L'article 268 prenait sans doute des mesures pour assurer un régime transitoire et faciliter l'envoi des produits lorrains en Allemagne. Mais la rupture des liens entre Lorraine et Westphalie n'en demeurait pas moins complète.

Aussi bien, en ce qui concerne tout d'abord le minerai, les Allemands prirent-ils à cœur de réduire leurs importations de Lorraine. Voici les achats effectués par eux au cours des années qui ont suivi la guerre :

1919....	1.134.000 tonnes	1924....	859.053 tonnes
1920....	1.030.026 »	1925....	486.165 »
1921....	1.366.000 »	1926....	570.176 »
1922....	1.757.300 »	1927....	2.000.000 tonnes
1923....	81.136 »		environ.

Pour la houille et le coke, la volonté allemande, pendant les premières années de la paix, rendit l'approvisionnement difficile. Nous aurons l'occasion de le constater à nouveau.

Aujourd'hui, où les relations internationales ont repris un aspect normal, la question est moins angoissante. Il ne faut pas oublier que les cokeries allemandes sont vendeuses et que lors même que les livraisons ne seront plus obligatoires, il n'y a pas de raison pour qu'elles refusent des fournitures à la sidérurgie lorraine. L'éventualité la plus redoutable est qu'elles tarifent à des prix élevés ; nous verrons dans quelle mesure une entente en a réduit la probabilité.

Il faut d'ailleurs dire que l'industrie du coke a acquis une extension nouvelle dans tout l'ensemble de la France et particulièrement en Lorraine. Les houilles, dont la Sarre peut disposer au profit de la France, ne sont pas si peu adaptées à la cokéfaction que le disaient volontiers les Allemands. On en obtient, actuellement, des résultats satisfaisants. En outre, les fines du Nord et les fines de l'Angleterre peuvent nous venir en aide et, grâce aux progrès techniques normalement prévisibles, le coke sera sans doute un jour produit en Lorraine en quantité suffisante pour faire cesser une dépendance gênante vis-à-vis du bassin de Westphalie. Ceci suppose, d'ailleurs, qu'au cas, où la Sarre choisirait en 1935 le rattachement à l'Allemagne, des liens économiques demeurent entre elle et la France.

En ce qui concerne maintenant les produits sidérurgiques des usines lorraines, la question fut plus délicate,

Les Allemands compensèrent la perte de leurs hauts fourneaux lorrains par de nouvelles constructions et les fontes de la Lorraine ne furent donc plus indispensables aux aciéries westphaliennes. Il n'y eut plus là de fabrications complémentaires et les relations entre les deux régions sidérurgiques les plus riches de l'Europe devinrent tout autres qu'elles ne l'avaient longtemps été.

Cette situation fut une des causes de la conclusion de l'entente internationale de l'acier. Nous verrons, en étudiant celle-ci, comment fut résolue la question.

CHAPITRE IV

La Sidérurgie Française depuis l'Armistice

SECTION I : LA PRODUCTION

§ 1. LA SITUATION EN 1919-20

Nous avons exposé, dans un chapitre précédent, la situation de l'industrie sidérurgique française au cours de la dernière année de la guerre. (Voir p. 103 et suivantes).

A la même époque, les moyens de production de l'Alsace-Lorraine, dont la paix nous assurait le retour, étaient les suivants :

69 hauts fourneaux.

11 fours Martin.

27 Convertisseurs basiques ou Thomas.

Au 1^{er} janvier 1919, les principaux moyens de production de la fonte se trouvaient composés de 87 hauts fourneaux à feu, se répartissant ainsi :

Est	11
Nord	6
Sud-Ouest	17
Ouest	5
Alsace-Lorraine	28
Centre.....	12
Sud-Est	8

et capables de produire, suivant l'estimation du Comité des Forges, 6.300.000 tonnes de fonte, soit 1 million de tonnes de plus qu'il n'en avait été produit en France en 1913.

En ce qui concerne l'acier, sans vouloir encombrer cet exposé d'une nouvelle énumération des moyens de production, disons que, selon la même appréciation, il eût été possible de réaliser une production de 5.800.000 tonnes, soit un million de tonnes environ de plus qu'en 1913.

Cependant, la production de 1919 ne s'éleva qu'à 2.412.419 tonnes de fonte et 2.186.260 tonnes d'acier.

Quelles furent les causes de cet état de choses ?

Les sources de minerai de fer étaient plus abondantes que jadis, sensiblement doubles, puisque les territoires nouvellement rattachés à la France avaient produit, en 1913, 21 millions de tonnes environ, comme aussi les territoires faisant alors partie de la République. Les difficultés ne provinrent donc pas de là. Si la production de minerai ne s'éleva qu'à 21 % de ce total, soit 9.500.000 tonnes environ, ce fut parce que l'activité sidérurgique n'en exigea pas davantage.

Au contraire, d'autres matières premières de la sidérurgie, les combustibles, firent gravement défaut.

Les mines de la région du Nord avaient été sérieusement endommagées pendant l'occupation allemande et l'extraction française atteignit seulement 21.432.000 tonnes de houille et 910.000 tonnes de lignite. Par ailleurs, il fut importé 21.500.000 tonnes dont 2.500.000 tonnes, environ, en provenance de l'Allemagne. Au total 44 millions de tonnes de houille environ furent disponibles en France en 1919, c'est-à-dire à peu près les deux tiers de la consommation de 1913.

En ce qui concerne le coke, la situation fut non moins défectueuse. La production fut de 1.600.000 tonnes environ et fut complétée par 1.700.000 tonnes environ d'importations, dont 1.002.723 furent livrées par l'Allemagne.

Telle fut la première cause des difficultés de la sidérurgie: la pénurie de combustibles. Disons, dès maintenant, qu'elle dura jusqu'aux accords de Spa de juillet 1920.

Pendant la même période, un autre facteur non moins défavorable intervint. La sidérurgie est une industrie qui dépend pour beaucoup de la marche des transports, à cause notamment des lourds tonnages dont elle a besoin pour ses approvisionnements en matières premières.

Or, l'usure du matériel fixe et roulant des compagnies ferroviaires, les mouvements de troupes, les demandes des régions dévastées, la nécessité d'avoir recours à un personnel nouveau et inexpérimenté, pour pouvoir ap-

plier la loi de huit heures, contribuèrent à rendre les transports très difficiles.

Ce furent là les deux véritables motifs de l'infériorité de la production sidérurgique.

Pendant cette période, en effet, l'état de la demande fut extrêmement satisfaisant. Les besoins étaient immenses, dus aux reconstructions dans les régions dévastées, à la nécessité de reconstituer l'outillage national, notamment les chemins de fer et la flotte.

Malgré cette disproportion entre l'offre et la demande, les prix des produits métallurgiques haussèrent à peine au cours des huit premiers mois de 1919. Le Ministère de la Reconstitution industrielle fixait, en effet, des prix de base dont on s'écartait peu. L'augmentation vint ensuite, amplifiée, semble-t-il, par l'inflation.

Cette hausse fit croire alors qu'une période de grande prospérité s'annonçait et les industriels se mirent en devoir d'agrandir leurs usines, d'en construire de nouvelles, d'acquérir des participations dans les sociétés de transformation et d'achèvement des produits. Des entreprises se groupèrent même pour procéder, en commun, à la reconstruction des usines détruites.

Grâce à la reprise partielle de l'exploitation des mines dévastées, la production de houille en 1920 s'éleva à 24.300.000 tonnes et celle de lignite à 971.000 tonnes. Il put être importé 26.294.000 tonnes, dont 6.652.000 provinrent des livraisons allemandes pour les réparations.

La cokéfaction, en légère hausse, passa à 1.796.000 ton-

nes et 4.290.000 tonnes de coke furent importées, dont 3.249.000 d'Allemagne au titre des réparations.

Les disponibilités en combustibles furent donc plus vastes. Mais il faut bien noter qu'elles ne se répartirent pas également pendant toute l'année, dont le début fut aussi difficile que 1919. Les cokeries de la Ruhr ne fournirent, en effet, régulièrement, qu'après la conclusion des accords de Spa.

L'extraction du minerai de fer atteignit 13.900.000 tonnes environ.

La production pour l'année entière 1920 ne s'éleva cependant qu'à 3.413.791 tonnes de fonte et 3.050.000 tonnes d'acier.

Le nombre des hauts fourneaux à feu, qui était tombé à 69 en Janvier 1920, passait à 82 en Juillet et à 93 en Janvier 1921. Mais, jusqu'en Juin 1920, les conditions de la production furent troublées par une certaine agitation sociale. Les grèves furent nombreuses, l'application de la loi de huit heures avait quelque peu désorganisé le travail et la main-d'œuvre ne donnait qu'un faible rendement, une véritable vague de paresse ayant succédé, chez beaucoup, à l'admirable ardeur déployée pendant les hostilités.

§ 2. LA CRISE DE 1920-21

La demande demeura supérieure à l'offre jusque vers le 3^e semestre de 1920. C'est en septembre que se dessina la crise de sous-consommation qui allait renverser l'état du marché.

Les industries consommatrices, notamment l'industrie automobile, furent touchées les premières. La diminution du pouvoir d'achat des consommateurs se manifesta et ne tarda pas à se répercuter dans toutes les industries, atteignant particulièrement l'industrie sidérurgique qui vit de la prospérité des autres.

Quels facteurs nouveaux étaient donc intervenus qui retournaient complètement l'économie nationale ?

Nous nous contenterons de les rappeler brièvement, sans y insister, car ils sont bien connus.

La source du revirement semble avoir été la modification de la situation financière.

Rompant enfin avec la politique facile d'illusions que d'aucuns, parmi leurs prédécesseurs, avaient, au moins imprudemment, fait accroire au pays en le berçant de la formule « l'Allemagne paiera », les nouveaux gouvernants eurent le courage de faire voter huit milliards d'impôts supplémentaires en 1920. Ce fut surtout une lourde charge pour l'industrie et le commerce, auxquels on n'hésita pas à demander la presque totalité de cette somme, par un vieil esprit de démagogie que les années écoulées depuis lors n'ont point entièrement effacé. Les prix furent entraînés ainsi vers une nouvelle hausse, alors que le pouvoir d'achat des consommateurs avait déjà baissé. En outre, par une convention conclue avec la Banque de France, l'Etat s'engagea dans une politique de déflation, de nature à accentuer cette disparité, si elle eût été véritablement appliquée. Mais l'on sait qu'amortissant, d'une part, le gouvernement, défiant toute logique financière, n'hésita pas à contracter,

d'autre part, de coûteux emprunts, concurrençant ceux-là mêmes sur lesquels l'industrie privée était en droit de compter.

En même temps, l'Etat réduisit ses commandes, et pour les travaux publics, et pour les régions dévastées.

Les compagnies de chemins de fer, dont l'exploitation était très déficitaire, arrêtaient leurs demandes. Les groupements industriels eux-mêmes, par suite du loyer élevé de l'argent et du coût croissant des travaux, laissèrent en suspens l'exécution de leurs plans d'amélioration et d'agrandissements.

Il est naturel de penser que l'excédent de production eût pu trouver un débouché sur les marchés d'exportation. Les sidérurgistes français ne manquèrent point d'envisager cette solution. Mais une concurrence effrénée y régnait et la protection et le dumping achevaient d'en rendre l'accès difficile et peu profitable.

Ces divers facteurs produisirent leurs effets surtout à partir de Janvier 1921. Les métallurgistes durent alors baisser leurs prix malgré tous les motifs de hausse. Ils ne tardèrent cependant pas à devoir limiter leur production pour éviter la formation de stocks grandissant. Au cours de toute l'année, les prix de vente furent rarement supérieurs aux prix de revient.

L'approvisionnement en matières premières, toutefois, se montra plus satisfaisant. La production de houille passa à 28 millions de tonnes environ, et les importations, facilitées après la conclusion des accords de Spa, vinrent la compléter. Pour le coke, la situation était moins favorable, car les cokeries n'étaient pas en-

core reconstruites et la dépendance vis-à-vis de l'Allemagne subsistait tout entière. Ce fut même une cause d'extinction pour plusieurs hauts fourneaux.

Disons qu'en juillet 1921, 72 d'entre eux seulement se trouvaient encore à feu, et, en janvier 1922, 73 seulement, sur 220 existant.

Cette modération dans l'utilisation des moyens sidérurgiques n'exigea qu'une extraction de 14 millions de tonnes de minerai environ. La production de fonte et d'acier resta stationnaire aux environs de 3 millions et demi et de 3 millions de tonnes.

La région de l'Est, cependant, enregistra une avance de quelque deux cent mille tonnes par rapport à l'année précédente et l'Alsace-Lorraine, de 37.000 tonnes, alors que les régions du Centre et du Midi marquaient un déclin de 25 à 30 %.

La sidérurgie française se réadaptait donc difficilement aux fabrications de paix. Il faut d'ailleurs spécifier, pour atténuer cette appréciation, qu'une mesure prise en 1920, l'élévation de 70 % en moyenne et l'unification des tarifs de transports, sans doute indispensables, ne facilita pas sa tâche.

Peut-être y a-t-il lieu de se demander si les sidérurgistes français, firent preuve de beaucoup de prévoyance en reconstruisant les moyens de production détruits dans l'Est et le Nord, alors qu'ils pouvaient être certains que, pour un long temps, la capacité d'absorption du marché demeurerait inférieure et les entraînerait dans des situations parfois précaires.

Il ne faut pas oublier que la loi du 17 avril 1919 fut la

première à les y inviter. Cette loi, en effet, accorda la valeur de remplacement à ceux qui reconstruiraient et attribua seulement, au cas contraire, la valeur vénale d'avant guerre. En outre, les usines détruites étaient les mieux situées, à tous égards.

§ 3. L'ANNÉE 1922

La crise s'atténua nettement en 1922 et de nombreux hauts fourneaux furent rallumés. Sur un total de 219, 116 d'entre eux, en moyenne, furent à feu pendant le courant de l'année.

L'approvisionnement en matières premières s'avéra supérieur à celui des années précédentes. La production de houille atteignit 315 millions de tonnes, environ, en même temps que 22 millions et demi de tonnes étaient importées, l'Allemagne livrant 4.247.000 d'entre elles. 5.147.000 tonnes de coke étaient expédiées de l'étranger vers la France, dont 4.340.000 tonnes livrées au titre des réparations. La France en produisait 1.026.467 tonnes, seulement.

L'extraction du minerai de fer, en très grande progression, atteignait près de 21 millions de tonnes, soit 48 % des tonnages extraits dans les mêmes territoires en 1913, ce qui permettait une exportation de 9 millions et demi de tonnes, au lieu de cinq environ, au cours des années 1920 et 1921.

Dans ces conditions, la production de fonte s'éleva à 5.228.557 tonnes, dont 43 % provinrent d'Alsace-Lorraine et 40 % de la région de l'Est. 4.534.492 tonnes

d'acier sortaient des usines françaises et une exportation de 2.800.000 tonnes de fonte et d'acier était réalisée.

L'année 1922 marqua donc un très réel progrès, quoique les résultats fussent encore bien insuffisants. On estimait, en effet, alors, la capacité de production française à 11 millions de tonnes de fonte. Peu à peu, cependant, la réadaptation aux fabrications de paix s'effectuait. Malgré le déficit sur les livraisons réduites prévues par la Commissions des Réparations, la pénurie des matières premières s'atténuait, en même temps que la crise de consommation intérieure, sans être terminée, prenait une tournure moins sérieuse.

§ 4. L'ANNÉE 1923

En 1923, la métallurgie française fut victime de la résistance passive qui suivit l'occupation de la Ruhr. L'arrêt des envois de coke vint la frapper gravement.

Sur 116 hauts fourneaux, à feu, en janvier 1923, 36 dure bientôt être bouchés, malgré l'intensification de la cokéfaction en France, malgré les contrats onéreux passés avec la Grande-Bretagne et les Etats-Unis qui permirent d'importer du premier de ces pays 18 millions de tonnes environ de houille, au lieu de douze en 1922 et 3.840.000 tonnes de coke contre 70.000 en 1922 ; du deuxième 670.823 tonnes de houille au lieu de 23.000 en 1922 et 170.000 tonnes de coke au lieu d'importations nulles en 1922 ; malgré aussi l'enlèvement des stocks existant dans la Ruhr,

L'extraction du minerai s'éleva à 23.428.000 tonnes, soit 58 % d'avant guerre.

Dans ces conditions, la production totale de fonte atteignit 5.431.787 tonnes, soit 224.000 tonnes de plus qu'en 1913. Mais, étant donnée la désannexion de l'Alsace-Lorraine, l'allure de marche se révélait seulement à 60 % de 1913, alors qu'elle atteignait 72,5 % en Grande-Bretagne, 88 % en Belgique et 129,3 % aux Etats-Unis.

C'est d'ailleurs à partir de juillet seulement que la production reprit quelque vigueur, car, en février et en mars, elle était tombée, en moyenne, à 60 % par rapport à janvier et même à 40 % dans la Moselle, particulièrement frappée par la carence allemande.

Au mois de décembre, le niveau de décembre 1922 était largement dépassé : 570.000 tonnes, contre 515.000 tonnes, et, en janvier 1924, 127 hauts fourneaux étaient à nouveau à feu.

Il faut noter, au cours de cette année, la reprise manifestée dans la région du Nord, où les hauts fourneaux reconstruits rentrèrent en service et firent passer le pourcentage de production de cette région de 3,3 % à 7,2 %, par rapport à l'ensemble de la France.

La production d'acier atteignit 5.109.517 tonnes, en augmentation de 12,6 % par rapport à 1922. C'était là un tonnage supérieur de 484.000 tonnes à celui de 1913, mais atteignant 71,7 % seulement de la production de la France et de la Lorraine, en 1913.

L'année, cependant, était beaucoup plus satisfaisante que la précédente, notamment dans la région du Nord,

dont la production d'acier était augmentée de moitié.

La production des différents pays, en 1923, s'établissait comme suit, par rapport à 1913 et 1922 :

	PRODUCTION DE 1923 EN FONCTION DE	
	1913	1922
France	71,7 %	112,6 %
Grande-Bretagne.....	110,8 %	161,0 %
Etats-Unis	138,1 %	118,6 %
Belgique	92,7 %	141,4 %
Luxembourg	90 %	85,9 %

La France se trouvait donc largement en retard dans l'œuvre de réadaptation de son industrie sidérurgique.

Le commerce extérieur s'avérait particulièrement médiocre : 1.979.000 tonnes environ d'exportation.

§ 5. L'ANNÉE 1924

En 1924, la production atteignit 7.693.018 tonnes de fonte et 6.900.310 tonnes d'acier, soit une augmentation de 41,6 % et de 35 % par rapport à 1923. Cependant, par rapport à 1913, les résultats obtenus par la France étaient de 84,8 % pour la fonte et 98,9 % pour l'acier, alors qu'en Belgique ils étaient de 113 % et 115,9 %, aux Etats-Unis de 100,4 % et 117 %. Il est vrai qu'au Luxembourg et en Grande-Bretagne ils étaient seulement de 84,6 % et 71 % pour la fonte ; par contre, pour l'acier, de 142,2 % et 107,2 %.

La progression de la production française, entre 1923 et 1924, tient à l'amélioration de la situation économique internationale, à l'élargissement des débouchés

sur le marché mondial et au changement des conditions de travail dans les établissements sidérurgiques.

Les événements de la Ruhr avaient fait perdre en 1923, par suite de l'arrêt des prestations de coke, un million de tonnes de fonte et un million de tonnes d'acier à la production nationale, alors que les dispositions prises en 1923, pour augmenter la fabrication du coke en France, produisirent leurs effets en 1924 et permirent, avec les livraisons de l'Allemagne, d'exploiter des débouchés nouveaux et de regagner du terrain.

Les principaux progrès furent accomplis dans les usines de Meurthe-et-Moselle et de Moselle qui avaient particulièrement souffert en 1923. Elles fournirent 79 % de la production française de fonte, et 69 % de celle de l'acier.

La production du Nord, qui avait fait preuve d'amélioration en 1923, consolida sa situation.

Une partie de l'accroissement de la production permit le développement des exportations. Le total en passa, entre 1923 et 1924, de 613.797 tonnes à 783.017 tonnes pour la fonte et les ferro-alliages, et de 1.365.000 à 1.825.000 tonnes pour l'acier brut et les produits métallurgiques communs. Plus de 5 millions de tonnes restèrent ainsi pour la consommation intérieure des industries de transformation.

Le courant des exportations fut actif durant toute l'année et eut son maximum entre février et mai.

Les cours des produits métallurgiques, après avoir subi une poussée dans les deux premiers mois de l'année,

décrourent par la suite. Le mouvement rétrograde des cotations se dessina particulièrement entre le printemps et le mois d'Octobre, où elles atteignirent leur minimum. Dans les six dernières semaines de 1924, les cours se relevèrent un peu. Les exportations furent possibles seulement à la suite de très grands efforts et les bénéfices attendus ne purent être réalisés. Le problème demeurait toujours aussi difficile de chercher vendre à l'exportation la moitié de la production normale.

La production de fonte, en 1924, correspond à une consommation de coke de 8.500.000 tonnes environ. Grâce aux livraisons des réparations, la marche normale des hauts fourneaux fut assurée. Mais le coke utilisé revint plus cher que celui employé par les usines concurrentes. Son prix, en effet, fut de 155 francs en France, de 145 francs en Belgique, de 47 francs 40 en Allemagne (19 marks), 94 francs 50 en Grande-Bretagne (21 shillings), 57 francs aux Etats-Unis (3 dollars).

On conçoit les graves conséquences de ces écarts sur les marchés étrangers. Il ne faut pas oublier, en outre, que beaucoup des sidérurgies étrangères jouissaient de facilités de crédit à long terme, dont ne bénéficiaient pas les usines françaises.

Une autre cause du prix de revient élevé de la fabrication française réside dans l'exportation exagérée des ferrailles, matière première de l'acier Martin, qui constitue un tiers de la production française. Ces ferrailles peuvent être utilisées aussi par les hauts fourneaux, dont elles diminuent la consommation de coke.

Sans doute le décret du 29 décembre 1922 avait-il

prohibé les exportations de ferrailles, mais en envisageant, toutefois, des dérogations en faveur de l'Italie. Aussi les exportations en passèrent-elles, à destination de ce pays, à 234.000 tonnes en 1923 et à 294.000 tonnes en 1924, contre 59.000 en 1913, soit 400 et 500 % d'accroissement. Le résultat fut une hausse de leur prix sur le marché intérieur. Il s'éleva à 5 ou 6 fois celui d'avant guerre. C'était là un fait grave par ses répercussions sur les prix de revient et de vente des produits métallurgiques et sur les possibilités d'achat des industries consommatrices. Les exportations de ferrailles, en outre, avaient pour résultat de diminuer les achats de demi-produits des aciéries étrangères.

Il faut signaler, enfin, que, le 2^e octobre 1924, des négociations s'ouvrirent entre les Français et les Allemands pour conclure un traité et déterminer les relations commerciales qui existeraient entre les deux pays après le 10 janvier 1925. Ces négociations, nous en parlerons dans un chapitre suivant. Nous nous réservons de donner alors, des explications sur leur marche et leurs résultats.

§ 6. L'ANNÉE 1925

L'année 1925 marque des progrès à tous points de vue.

En ce qui concerne les matières premières, la production de houille dépassa la production de 1913, pour atteindre 47.040.000 tonnes. Celle de coke ne fut encore que de 3 millions environ, mais il put être importé

environ 5 millions de tonnes, dont 4.115.000 d'Allemagne.

35.741.195 tonnes de minerai de fer furent extraites, soit 83 % des tonnages de 1913.

Dans ces conditions, la production totale de fonte s'éleva à 8.494.111 tonnes, dont 40.506 furent fournies par les fours électriques. Le progrès était de 10,4 % par rapport à 1924 et le déficit n'était plus que de 6,4 % par rapport à la production des mêmes territoires en 1913. Cependant, la France était loin d'occuper le premier rang pour l'allure de sa production par rapport à 1913, puisque les Etats-Unis enregistraient une marche de 117,5 %, la Belgique de 102,4 %. Il est vrai qu'elle battait l'Allemagne (93,3 %), le Luxembourg (92,1 %) et la Grande-Bretagne (60,8 %).

Un signe favorable était l'accroissement de la production mensuelle entre le début et la fin de l'année. De 669.000 tonnes en janvier 1925, elle était passée à 750.000 tonnes en décembre. De même, le nombre des hauts fourneaux à feu débutait à 133 en janvier 1925 pour s'élever à 141 en juillet et à 148 au 1^{er} janvier 1926. A cette dernière date, 29 hauts fourneaux, en outre, se trouvaient hors feu et 42 en construction ou en réparation.

La production de l'acier atteignit 7.446.463 tonnes, en augmentation de 7,9 % par rapport à 1924. Le tonnage de la France de 1913 était surpassé de 2.821.000 tonnes, et celui de la France et de la Lorraine, la même année, de 7 %. La production mensuelle avait crû, entre

le début et la fin de l'année, de 610.000 tonnes en janvier à 662.000 tonnes en décembre, après avoir touché 671.000 tonnes en Octobre.

Toutefois, les progrès réalisés par la France ne la plaçaient pas au premier rang. Voici un tableau des résultats obtenus par les divers pays :

PAYS	PRODUCTION DE 1925 EN FONCTION DE CELLE DE	
	1913	1924
Luxembourg ...	155,9 %	110,5 %
Etats-Unis	146 %	113,4 %
Allemagne	103,6 %	123,9 %
France	107 %	107,9 %
Belgique	97,8 %	83,9 %
Grande-Bretagne	96,5 %	91,2 %

Certains facteurs défavorables jouaient encore et retardaient un plus complet développement de la production.

Tout d'abord, le coke des réparations était d'un prix élevé et, sur le marché libre, la nécessité d'obtenir une autorisation préalable pour importer entravait la facilité des achats:

En second lieu, l'exportation des ferrailles conservait une trop grande extension et nuisait à la production de l'acier Martin.

Par ailleurs, les prix des produits métallurgiques n'atteignaient pas un niveau satisfaisant. Sans doute, les prix de revient étaient-ils allégés par la lenteur des salaires à suivre la dépréciation monétaire. Mais la diminution des besoins nationaux, due, notamment, à l'achèvement presque complet des reconstructions dans les

régions dévastées, obligeait à maintenir les prix à un niveau réduit.

Grâce à la dépréciation du franc, des débouchés se trouvaient beaucoup plus facilement sur les marchés extérieurs et la tendance était nettement plus grande qu'en 1924 à se tourner vers eux. De larges exportations de produits demi-finis ou finis pouvaient s'effectuer, mais on calculait que les prix consentis faisaient vendre les produits français 20 % moins cher qu'en 1913, ce qui entraînait la fameuse perte de substance, dont on a tant parlé. En définitive, la prime du change donnait un caractère quelque peu artificiel à notre commerce extérieur. Les cours en recul des valeurs métallurgiques enregistraient, d'ailleurs, ce fait.

La comparaison exacte des statistiques du commerce extérieur de produits sidérurgiques en 1924 et 1925 est à peu près impossible, parce que, à partir du 10 Janvier 1925, les statistiques comprirent les échanges de la Sarre.

On estime, toutefois, que si, pour la fonte, les exportations sont demeurées à peu près stationnaires, pour l'acier, à l'accroissement de la production, a correspondu un accroissement à peu près équivalent des ventes extérieures.

Il faut reconnaître que la base de l'économie sidérurgique était quelque peu instable. Reposant sur la prime à l'exportation, elle semblait dépendre de celle-ci.

En outre, la question des relations entre la Sarre, la France et l'Allemagne, malgré des négociations et des résultats provisoires, demeurait pendante. Nous en re-

parlerons ailleurs. Mais disons ici que les organisations de producteurs ne pouvaient se mettre d'accord avec l'étranger tant que des bases fixes de négociations manquaient. En l'absence de stabilité monétaire, le problème paraissait insoluble.

Au sein de la sidérurgie française de 1925, il faut noter une collaboration plus intime avec les industries transformatrices et quelques intégrations et communautés d'intérêts, au moyen de participations, entre diverses entreprises. C'est sans doute là un indice du plus grand intérêt porté, dès cette année, par les producteurs au marché extérieur, alors que, jusque vers 1925, le marché national les avait surtout préoccupés. On était encore loin des Comptoirs, dont un seul, celui des rails, existait. Cependant, les sidérurgistes français n'oubliaient pas la nécessité de leur existence pour la conclusion des ententes internationales souhaitées.

§ 7. L'ANNÉE 1926

En 1926, la production des matières premières fut la suivante :

HOUILLE	COKE	MINÉRAI DE FER
(en tonnes)		
51.420.000	3.767.600	39.228.400

La production de coke avait donc atteint le niveau de 1913. Les importations furent supérieures à celles de 1913, 5.554.000 tonnes contre 3 millions environ en

1913 et 5 millions environ en 1925. 4.500.000 tonnes provinrent d'Allemagne.

Suivant le régime prévu par le traité de Versailles, les livraisons indemnitaires étaient effectuées au prix intérieur allemand, supérieur à celui des houillères françaises. Sans doute le gouvernement payait-il la différence, mais c'était là rejeter la charge sur les contribuables. Lorsque les cokeries allemandes se mirent à pratiquer le dumping, celle-ci devint même intolérable. Un accord franco-allemand d'octobre 1926 vint remplacer ce système. Désormais, les livraisons de coke feraient l'objet de contrats commerciaux libres dans le cadre du régime des prestations en nature. Grâce à cette convention, les métallurgistes français devaient obtenir leur combustible à un prix rapproché de celui des pays concurrents et s'engager plus facilement dans les pourparlers internationaux dont nous parlerons.

L'allure moyenne de marche fut pour les hauts fourneaux de 98 % de celle de 1913, pour les aciéries de 177 % et, dans ces conditions, il fut produit 9.431.607 tonnes de fonte et 8.431.002 tonnes d'acier. Il faut noter aussi que la transformation d'acier brut en demi-produits et produits finis fut supérieure à celle de 1925, toutes proportions gardées. C'est là un élément qualitatif important.

Au point de vue de la répartition géographique de la production, le fait le plus remarquable fut le léger recul de la part lorraine, pour les lingots et demi-produits, par rapport à l'année précédente.

L'extension de la production fut dûe, pour une large

part, à l'amélioration du marché intérieur, qui eut tendance à se remettre. Sauf la construction navale qui traversa une crise, les industries consommatrices de produits sidérurgiques, constructions mécanique, électrique et automobile, notamment, furent prospères.

Les besoins intenses de ces industries transformatrices furent stimulés sans doute par la dépréciation du franc. Pendant les neuf premiers mois de l'année, en effet, la production crût ; elle décrût légèrement ensuite, suivant ainsi le niveau des devises étrangères. C'est surtout à partir de janvier 1927, cependant, que la métallurgie fut atteinte par la revalorisation de la devise nationale ; jusque-là, en effet, les usines exécutèrent les commandes passées pendant l'inflation. Le ralentissement postérieur vint de l'expectative d'une baisse qui, d'ailleurs, rencontra les résistances prédites.

Sur le marché extérieur, la situation était plus délicate. La France était le dernier grand pays producteur à assainir sa monnaie et la disparition du dumping du change présentait une importance exceptionnelle pour une industrie à capacité doublée, dont l'exportation est la condition de vie.

§ 8. LES ACCORDS DE 1926

Les accords passés avec l'Allemagne demeurent le fait dominant de l'année 1926.

Le détail des différents accords privés sera étudié en même temps que l'Entente internationale des producteurs d'acier, à laquelle ils sont intimement liés. Il sera

indiqué seulement, ici, le contenu de l'accord officiel franco-allemand du 6 novembre 1926, qui a permis le jeu des ententes privées.

Cet accord officiel est un annexe à l'accord commercial provisoire du 5 août 1926, qui n'avait pas réglementé la question des échanges sidérurgiques au sujet desquels une déclaration disait :

« Le gouvernement allemand et le gouvernement français ont, au cours des négociations pour l'accord provisoire, examiné la possibilité d'une action commune à l'effet de permettre l'application, dès qu'ils y auront respectivement donné leur agrément, des accords franco-allemands pour l'échange des produits sidérurgiques ainsi que des accords internationaux, auxquels les industries métallurgiques des deux pays seraient participantes.

« A cet effet les deux gouvernements décident de se concerter, dès que l'un d'eux en fera la demande, sur la suite à donner aux accords prévus des industries métallurgiques, tant en ce qui concerne les conditions douanières de leur application que toutes autres questions y afférentes ».

Dans l'accord du 6 novembre 1926, il fut convenu que l'Allemagne recevrait en franchise douanière :

1° 1.310.000 tonnes de produits contrôlés par les syndicats allemands, total pouvant être réduit suivant les coefficients de marche de ces syndicats.

2° 233.000 tonnes de produits d'acier, non contrôlés par les syndicats, mais faisant partie de l'Entente internationale pour l'acier. Ce total est donc fixe.

3° 40.000 tonnes de produits électriques ou mécaniques, en provenance de la Sarre, qui échappent au contrôle des syndicats et aux engagements de l'Entente internationale.

Par ailleurs, les droits moratoriés depuis le 10 janvier 1925, c'est-à-dire les droits de douane dus pour des marchandises importées, mais dont le paiement avait été remis, seraient annulés par l'Allemagne qui examinerait la question du remboursement des droits déjà versés.

En ce qui concerne les exportations lorraines en Allemagne, la consolidation des droits allemands, alors en vigueur, fut accordée pour tous les produits métallurgiques de Lorraine et le traitement de la nation la plus favorisée fut octroyé pour la durée de la convention arrivant à expiration le 1^{er} avril 1927.

En échange de ces diverses concessions, l'Allemagne reçut le droit de fournir à la Sarre, au tarif minimum, sous des garanties précises, des machines et pièces de rechange nécessaires à l'entretien de l'outillage, dont l'origine est surtout allemande.

Ces dispositions de l'accord du 6 novembre rendent exécutable une des plus vastes ententes industrielles conçues jusqu'ici.

En outre, il est nécessaire de signaler ici, parmi les faits saillants de 1926, l'engagement pris par la métallurgie sarroise de limiter ses expéditions, en France, Sarre comprise, à 11,25 % de la consommation intérieure de la France et de la Sarre. Le reste de la production des usines sarroises était acceptée par les syndicats

allemands, qui s'engagèrent à le vendre sur le territoire soumis à leur discipline ou à l'exporter, sous réserve que le gouvernement allemand en autoriserait l'entrée en franchise sur le territoire douanier du Reich, ce qu'il fit d'ailleurs.

Tels sont les principaux arrangements officiels qui, en 1926, accompagnèrent ou suivirent la conclusion de l'entente internationale sur la production de l'acier.

§ 9. L'ANNÉE 1927

Pendant l'année 1927, la production française demeura stationnaire, sauf pour le minerai de fer, dont l'extraction s'éleva à 45.426.060 tonnes, soit 106 % des tonnages d'avant guerre, et sauf pour le coke, dont la fabrication dépassa le niveau d'avant guerre, ce qui permit de réduire les importations par rapport à 1926 (1).

Par contre, la production de houille à 51.780.000 tonnes, la production de fonte à 9.280.700 tonnes, la production d'acier à 8.286.213 tonnes furent sensiblement égales à celles de l'année précédente.

Un essai de rationalisation timide est à signaler dans l'industrie des hauts fourneaux, dont le nombre d'appareils à feu tomba de 156 à 142 entre le début et la fin de l'année, pour une production mensuelle sensiblement constante entre 750.000 et 800.000 tonnes. L'intensité de production par appareil a donc crû, grâce à une meilleure utilisation et à une réorganisation de l'outillage.

(1) Voir Annexe, tableaux 1 à 8.

L'accord du 6 novembre 1926, en assurant aux aciéries de Lorraine un contingent d'exportations vers l'Allemagne, leur a été profitable. Les autres aciéries ont eu une production beaucoup moins régulière. On pouvait espérer que la limitation des expéditions de la Sarre à destination du restant du territoire douanier français améliorerait l'état du marché. Sans doute, cette amélioration se serait-elle produite si de nouveaux facteurs, passagèrement défavorables, n'étaient entrés en jeu. La déflation, le ralentissement des affaires produisirent leurs effets jusque vers la fin de l'année et aucune baisse du prix des combustibles ne vint jusqu'en octobre, contribuer à la réduction des prix de revient.

Un fait certain, cependant, est que les exportations ont crû (1).

Est-ce à dire que le facteur monétaire ne leur prêtait pas, contrairement à ce qui a été dit plus haut, un appui artificiel au cours de la période antérieure ? Non pas. Ce sont les conditions du marché extérieur qui ont influé favorablement sur nos échanges. D'une part, en effet, le contingent d'exportations lorrain a joué ; d'autre part, l'Allemagne s'est désintéressée plus qu'auparavant du marché extérieur, à tel point qu'elle s'est engagée à exporter à partir du deuxième trimestre de 1927, 75.000 tonnes de moins que pendant les trois derniers mois de 1926.

Un autre facteur eut aussi une grande influence : les prix subirent une baisse entre le début et la fin de

(1) Voir Annexe, tableaux 9 et 10.

l'année. Parmi eux, il faut distinguer le prix intérieur et le prix extérieur, le prix de l'acier et celui de la fonte, qui n'ont pas tous suivi la même évolution.

Les producteurs de fonte étaient unis et leur entente permit d'assurer des prix élevés à l'intérieur, 540 francs par tonne en janvier 1927 et 420 francs en décembre 1927, et de consentir des sacrifices à l'extérieur. Les cours comparés à l'intérieur et à l'extérieur furent les suivants :

	PRIX INTÉRIEUR	PRIX EXTÉRIEUR
	(par tonne de fonte)	
Mars 1927	510 fr.	415-430 fr.
Septembre 1927..	460 fr.	330-360 fr.

Le prix moyen de la tonne de fonte s'établit ainsi à des cours supérieurs à ceux de 1913, sur la base de l'or, bien entendu.

Au contraire, les cours de l'acier, par suite du défaut de cohésion entre les producteurs, suivirent, sur le marché intérieur, les cours extérieurs qui eurent une tendance à la baisse pendant les neuf premiers mois de 1927, par suite du relèvement du contingent de l'entente, de la reprise de la concurrence anglaise et du taux, avantageux pour son industrie, de la stabilisation en Belgique. Ces cours sont passés de 700 francs environ à 540 francs par tonne d'acier entre janvier et décembre 1927, s'avérant ainsi inférieurs à ceux de 1913.

Il y a lieu, toutefois, de noter une reprise des cours à partir d'octobre 1927. On a, alors, anticipé la création de comptoirs internationaux pour les demi-produits et

les poutrelles, de nature à raffermir le marché. Cependant nulle modification de ce genre ne fut apportée à l'organisation de l'entente internationale et la fin de l'année arriva sans la naissance d'aucun comptoir de vente.

Le trait dominant de la métallurgie française en 1927 fut ainsi son orientation internationale. L'entente internationale a remédié au nationalisme douanier et les barrières ont disparu entre la France et l'Allemagne. Les exportations de fonte ont pu passer de 706.936 tonnes à 835.702 tonnes et celles d'acier de 2.916.128 tonnes à 4.078.362 tonnes entre 1926 et 1927 ; pour l'acier, tout au moins, le problème des exportations a été résolu d'une manière presque satisfaisante.

Il reste à signaler, qu'en date du 17 août 1927 un traité commercial fut conclu entre la France et l'Allemagne pour entrer en vigueur en septembre.

L'arrangement du 6 novembre 1926, lié à l'entente métallurgique, subordonnée elle-même à un traité commercial définitif, reçut prolongation d'effet jusqu'aux environs de cette époque.

Le traité commercial du 17 août 1927 a accordé le tarif général allemand aux produits métallurgiques français et la franchise douanière aux importations en provenance de la Sarre à destination de l'Allemagne.

Sa conclusion annule certaines des clauses de dénonciation prévues dans les ententes privées, dont la durée est ainsi, sauf circonstances exceptionnelles, fixée à quatre ans et demi.

§ 10. L'ANNÉE 1928, ET L'ORIENTATION ACTUELLE
DE LA SIDÉRURGIE FRANÇAISE

Pendant le premier semestre de 1928, la production française a enregistré de nouveaux progrès, puisqu'elle a atteint 4.998.000 tonnes de fonte et 4.624.000 tonnes d'acier. La production des matières premières se maintient, elle aussi, à un niveau satisfaisant. Elle s'établit, d'après nos renseignements, à 19.723.000 tonnes pour le minerai de fer et à 21.198.000 tonnes pour la houille, pendant les cinq premiers mois de cette année.

Quant au commerce extérieur, dont nous ne possédons que les résultats du premier trimestre, les exportations s'établissent, provisoirement, ainsi :

	1928	1927
Minerais.....	4.159.822 tonnes	3.403.028 tonnes
Fontes brutes.....	164.543 »	217.562 »
Blooms et billettes....	711.372 »	752.135 »

Ce mouvement de légère régression semble s'être poursuivi pendant le cours de l'année toute entière.

D'après les tonnages actuellement connus, la production sidérurgique, en 1928, s'est élevée, pour l'année entière, au-dessus des tonnages de 1927. Fait nouveau, le contingent fixé par l'entente internationale a été dépassé.

Le rétablissement économique français, au cours de 1928, a contribué à développer largement les ventes intérieures et tout un programme est prévu qui accroîtra les débouchés nationaux de la sidérurgie : on envi-

sage des constructions de matériel roulant, de matériel électrique, des commandes pour la marine, etc.

Il semble, d'ailleurs, que la préoccupation dominante actuelle des milieux métallurgiques soit le développement de ce marché intérieur, afin de donner des coupées plus franches encore vis-à-vis de l'étranger.

De larges efforts de propagande sont faits en ce sens. Une très intéressante conférence sur l'accroissement nécessaire et possible de la consommation française d'acier a été faite par Monsieur Maurice FOULD, maître de forges, en mars 1928. Elle résume très clairement l'orientation actuelle et il nous paraît indiqué d'en donner les grandes lignes (1).

M. FOULD signale que la consommation d'acier en France a crû seulement de 40 % entre 1913 et 1926, alors que la production a crû de 80 %. La consommation par tête d'habitant, en France, est seulement de 149 kilogrammes par an, alors qu'elle est de 411 aux Etats-Unis, 313 en Belgique, 155 en Allemagne et 152 en Grande-Bretagne. Il lui semble qu'un accroissement de 50 à 60 kilos, par tête d'habitant, n'est pas impossible, ce qui assurerait un débouché intérieur à 2 millions de tonnes d'acier. L'agriculture, les chemins de fer, l'industrie automobile, la construction navale, le bâtiment, l'art décoratif, les industries sanitaires seraient susceptibles de passer des commandes beaucoup plus larges.

(1) Voir Maurice FOULD, *Le développement de la consommation des produits métallurgiques en France*, conférence prononcée le 21 mars 1928, 7, rue de Madrid,

Des efforts de publicité devraient être effectués auprès de ces industries, comme on le fait en Allemagne et aux Etats-Unis. L'instruction et l'éducation du public contribueraient à donner aux produits d'acier une longue série de débouchés nouveaux.

Pour terminer, M. FOULD suggérerait la création, à frais communs, par les industries intéressées, d'un organisme de propagande. Ainsi serait démontré le rôle que la métallurgie peut jouer en temps de paix et serait annihilée toute accusation de malthusianisme.

Ces efforts renouent la tradition des comptoirs d'avant guerre, dont la préoccupation, nous l'avons vu, était constante de développer la demande.

Il est certain que c'est là une solution aux problèmes de l'heure actuelle. En face des possibilités croissantes de la production, il faut, non pas songer seulement à adapter cette dernière à la demande, mais se soucier aussi de faire égalier, par les besoins, la capacité.

La poursuite de pareille politique montrerait la souplesse de la sidérurgie française et, venant se greffer aux ententes internationales, avec lesquelles elle n'est pas incompatible, achèverait d'assurer, à cette industrie, une prospérité sans cesse grandissante.

SECTION II : L'ORGANISATION PROFESSIONNELLE

I. LA PÉRIODE DES HOSTILITÉS

L'étude du rôle des organismes professionnels de la sidérurgie française pendant la guerre serait d'un très

vif intérêt, mais nous entraînerait dans des développements quelque peu en dehors de notre sujet en raison du fonctionnement, assez exceptionnel, qui fut le leur au cours de cette période. Nous nous bornerons à quelques brèves indications.

Dès août 1914, le Comptoir de Longwy avait dû cesser ses opérations commerciales, en raison de l'occupation allemande, de même que le Comptoir d'Exportation des Fontes de Meurthe-et-Moselle. Tous deux se mirent à la disposition du Gouvernement français pour la durée des hostilités et jouèrent le rôle de consortium. Le Comptoir d'Exportation, en particulier, devint l'organisme prépondérant pour l'approvisionnement, à l'étranger, en matières premières et produits nécessaires aux fabrications de guerre. Dès lors, le personnel et les bureaux de ces Comptoirs furent les auxiliaires du Ministère de l'Armement.

L'activité syndicale prit plus nettement que jamais un intérêt national et de son bon fonctionnement, dépendirent, dans une large proportion, la victoire de nos armées et l'indépendance du pays.

Les documents contenus dans le très bel ouvrage de Robert Pinot : « *Le Comité des Forges au service de la Nation* » démontrent avec quelle claire vision des intérêts supérieurs de la France et quelle admirable abnégation les chefs de l'industrie sidérurgique française, groupés sous la direction du Comité des Forges, consacrèrent leur expérience et leur inlassable dévouement au pays et contribuèrent au plus haut degré à épargner des vies humaines en hâtant le succès de nos troupes.

Quant aux Syndicats d'intérêt plus particulier, dont nous avons étudié l'existence dans la période de l'avant-guerre, ils cessèrent à peu près de fonctionner sous la pression des circonstances.

II. L'APRÈS-GUERRE

1° Les Années 1919-20

A. *Ententes diverses*

Dès 1919, l'activité propre des organismes professionnels sidérurgiques reprit.

Le Comptoir de Longwy regroupa ses anciens adhérents après avoir, sans succès, essayé d'y adjoindre les usines des territoires désannexés. La mise sous séquestre de celles-ci, d'abord, la difficulté de les remettre en marche, ensuite, l'empêchèrent de réussir.

Le Comptoir des Tubes, créé en 1906, se reforma en 1921, sous le nom de Comptoir des Tubes usinés par rapprochement ; vendeur unique à l'intérieur, continuant la production par un système de quantums, il laissa le marché extérieur libre, tout en y encourageant les ventes par un système de primes. C'est le seul de ces organismes qui devait résister à la crise de 1922. Il contrôlait alors environ 80 % de la production des tubes en France.

Le Comptoir des tôles et larges plats, dont l'existence fut signalée dans l'étude de l'organisation syndicale d'avant la guerre, se reconstitua, lui aussi, au lendemain de la cessation des hostilités. Il conserva ses caractères

antérieurs d'entente entre les fabricants de tôles et larges plats pour l'achat et la vente de leurs produits, l'acquisition, la location, la prise en régie et l'exploitation de tous établissements concernant les industries des contractants. Vendeur unique, à l'intérieur, des produits syndiqués, essentiellement fongibles, il laissait la vente à l'exportation libre comme aussi bien la vente, même à l'intérieur, des produits non syndiqués fabriqués par ses membres. Des quantums de production étaient assignés à chaque contractant, qui devait indiquer mensuellement au Comptoir ses prévisions de fabrication pour faciliter les ventes. Il faut noter que les usines, possédant 30 % au moins des capitaux d'entreprises consommatrices d'un produit syndiqué, pouvaient vendre celui-ci sous le contrôle du Comptoir, mais sans son intermédiaire, à ces entreprises. Des amendes importantes étaient prévues au cas d'infraction au contrat. Les organes sociaux du Comptoir étaient la conférence des contractants c'est-à-dire l'assemblée des adhérents, où ceux-ci avaient un nombre de voix proportionnel à leur quantum de production; des conférences spéciales pour les adhérents vendant certains produits seulement; le Conseil d'Administration chargé de convoquer la conférence des contractants. Toutes les questions importantes étaient traitées par la conférence des contractants, y compris la fixation des prix. Les adhérents eux-mêmes continuaient donc à s'occuper de leurs affaires par l'intermédiaire du Comptoir, auquel ils faisaient seulement le sacrifice, parfois, de leurs intérêts particuliers au profit de l'intérêt général.

Un autre type d'entente se trouva réalisé dans l'Entente des tubes sans soudure. Suivant les engagements souscrits par ses membres, la production de chaque usine fut limitée au prorata de son outillage. Les commandes continuaient à être reçues par chaque adhérent en particulier, mais étaient réparties par zones de ventes et selon les possibilités de production des usines. Des prix indicatifs étaient fixés par l'Entente, mais pouvaient être réduits par chaque producteur dans certaines conditions. Les dépassements de production devaient donner lieu à des amendes, servant de fonds de roulement à l'organisme. Aucun service commercial commun aux membres ne fonctionnait sous la direction de l'Entente. Ce type d'organisme professionnel comportait donc un minimum de contrainte. L'Entente contrôlait approximativement les 4/5^e de la production.

B. Le Comptoir Sidérurgique

Le Comptoir Sidérurgique se forma dès les débuts de l'année 1919, pour la vente des fers en U, des poutrelles et des fontes d'exportation, englobant dans son activité celle de l'ancien Comptoir des Poutrelles. Les conditions de sa formation sont intéressantes. Un caractère en est particulier : l'appui du Gouvernement Français. Cet appui a lieu d'étonner, sinon à cause de la législation qui prohibe seulement la coalition d'intérêts, du moins en raison de la méfiance dont font preuve les pouvoirs publics à l'égard des ententes de producteurs. Ce sont les circonstances nouvelles, où le Traité de Ver-

sailles avait placé la sidérurgie française, qui expliquent cette bienveillance officielle. En face d'une capacité de production qui serait prochainement doublée, la capacité de consommation était, relativement, restreinte et la situation apparaissait plus critique encore à cause de la crise sidérurgique mondiale.

« Dans ces conditions, laisser la concurrence se donner libre cours, c'était permettre aux établissements les plus puissants d'écraser les plus faibles, c'était condamner à mort une partie de notre industrie, sans lui permettre d'attendre le rétablissement de circonstances plus favorables, c'était, enfin, sacrifier dans une certaine mesure les fruits de la Victoire qui avait permis d'accroître le patrimoine industriel du pays. » (Supplément au Journal *l'Usine*, 27 décembre 1922).

Pour éviter le chômage et reprendre rapidement les fabrications du temps de paix, le gouvernement français désirait, au moyen de la baisse du prix des produits métallurgiques, provoquer l'accroissement des demandes et un regain d'activité dans l'industrie mécanique. Comptant atteindre ces résultats par un système de subventions aux usines les moins favorisées, il voulait pouvoir contrôler les conditions de production et de vente. Il songea, pour remplir cet office, à une entente, et c'est ainsi que se fonda le Comptoir Sidérurgique. Celui-ci devait, en outre, lors de sa création, faciliter les opérations commerciales des usines lorraines séquestrées. Il s'occupa utilement de cette tâche pendant le début de l'année 1919, mais lorsqu'il s'agit d'en vendre la production, l'Etat, maintenant ses anciennes préfé-

rences, créa un groupement gouvernemental des usines séquestrées qui fonctionna d'avril 1919 à janvier 1920, époque où furent levés les séquestres et où les usines lorraines, à l'exception de la Société de Hagondange, adhérèrent au Comptoir.

Le système de subventions envisagé par le Gouvernement ne fut pas appliqué et l'aide du Comptoir aux pouvoirs publics se borna, en définitive, à assurer à un prix raisonnable la fourniture des tôles et des profilés nécessaires à la reconstitution de la Marine Marchande, gérée par l'Etat pendant la guerre. Tel fut l'objet de la convention du 30 juillet 1919, entre le Ministère de la Reconstitution Industrielle, le Comptoir Sidérurgique et le Groupement des Producteurs de tôles et de profilés.

Pour en revenir à son activité propre, disons que le Comptoir fut fondé le 16 janvier 1919 pour une durée de 50 ans, sous forme de société anonyme, pour faciliter l'approvisionnement du marché à de bonnes conditions, aider à la renaissance de la sidérurgie, coordonner son activité pour la reprise et le développement des exportations, conformément à l'intérêt du pays.

Les actionnaires étaient les personnes ou collectivités s'adonnant à la fabrication des produits, dont le Comptoir était vendeur unique en France et à l'étranger : demi-produits, rails, poutrelles.

Un quantum de production assigné à chaque membre déterminait le nombre d'actions du Comptoir qui lui étaient attribuées et sa part dans l'ensemble des commandes reçues. Dans la limite des quantums, le Comptoir assumait la responsabilité de l'alimentation en

commandes des usines des actionnaires. Il devait s'entendre avec les organisations de consommateurs pour la réalisation des ventes à des conditions favorables et les indemniser des intérêts des capitaux immobilisés en stockant, en compensation des économies effectuées par ses adhérents assurés de travailler.

Par ces débouchés permanents, on espérait atteindre à la régularité dans la production et à l'utilisation totale du personnel et du matériel. En définitive, un abaissement du prix de revient en devait résulter. Enfin, l'égalité du prix d'achat des différents clients par la variation des prix de vente, selon la situation géographique, était réalisée.

Le Comptoir fonctionna de 1919 à 1922 ; pendant ce temps, la hausse des prix des produits métallurgiques fut seulement de 2,5 par rapport aux prix d'avant la guerre, au lieu de 3 et 4 pour les autres produits.

Le principal titre du Comptoir à la reconnaissance est d'avoir facilité l'absorption des produits des usines de la Lorraine et de la Sarre par le marché français.

On pouvait espérer qu'il obtiendrait les mêmes résultats que le Comptoir des poutrelles avant la guerre. Sa brève existence l'en empêcha. Nous distinguerons plusieurs phases de son fonctionnement :

a) Jusqu'au 17 mars 1921

Le Comptoir groupa à sa fondation, parmi les aciéries en état de produire, toutes celles existant en France en 1914 et les aciéries nouvellement acquises d'Hayange

et, en outre, toutes les aciéries sinistrées, sauf celles de Longwy, de la Société de la Providence à Rehon, de la Chiers et de Vireux. Longwy et la Providence adhèrent au Comptoir en septembre 1919 ; Knutange et Rombas en juillet 1920. En octobre 1920, le Comptoir comprenait toutes les aciéries, sauf celles de Hagondange qui étaient en activité et celles de la Chiers et de Vireux, encore inactives.

Des négociations étaient poursuivies pour obtenir des usines sarroises leur adhésion dont elles voulaient limiter l'objet aux ventes en France. La conclusion d'un accord avec la Société de Hagondange était également envisagée.

Au début de 1921, les usines de la Chiers et de Vireux demeuraient seules en dehors du Comptoir.

Ce système présentait des inconvénients capitaux. Sur le marché français, les adhérents étaient exposés à la concurrence d'usines avantagées et par la connaissance des conditions du Comptoir, que le rôle de l'organisme ne permettait pas de cacher, et par la préférence que certains clients importants leur témoignaient. Les adhérents risquaient ainsi d'avoir à payer, seuls, les avantages consentis aux transformateurs en vue de favoriser les exportations et, sur les marchés extérieurs, les dissidents pouvaient profiter d'une situation indépendante.

Aussi fut-il décidé, à une conférence générale tenue en janvier 1921, que le Comptoir ne pourrait être maintenu si les dissidents n'y adhéraient.

En cas de refus par les usines sarroises de confier leurs ventes à l'exportation au Comptoir, les adhérents repren-

draient une partie de leur liberté et resteraient groupés seulement pour les affaires concernant le marché intérieur, dans le but de subventionner plus facilement les constructeurs et de réserver la possibilité d'une entente internationale.

La décision à prendre dépendait aussi de l'acquiescement du Gouvernement, car les statuts de la Société de Hagondange, qui est entre les mains de l'Union des Consommateurs, s'opposaient à son adhésion au Comptoir.

Vers le 9 février, la situation était la suivante : Hagondange avait décidé d'adhérer, sous réserve de l'approbation du Gouvernement; la Chiers, qui appartient à une société belge retardait son adhésion jusqu'à conclusion d'une entente internationale, pour ne pas, auparavant, appuyer l'œuvre du Comptoir, qui favorisait les exportations, au détriment de la Belgique ; les usines de la Sarre, tout en consentant à entrer dans le Comptoir, entendaient demeurer libres pour leurs exportations que leur situation géographique et le Traité de Versailles facilitaient.

Dans ces conditions, tous les adhérents reprirent leur liberté en ce qui concerne les ventes à l'extérieur. Toutefois, comme le Gouvernement désirait le maintien du Comptoir, il fut décidé, le 17 mars 1921, qu'à partir du 18 mars, le Comptoir comprendrait les usines de Burbach, Dillingen, Hagondange, Neunkirchen, Voelklingen. Son action serait limitée aux marchés de la France, de la Sarre, des Colonies et Protectorats français et du Maroc. Le système des primes accordées aux usines de transformation, pour favoriser leurs exportations, était

approuvé. Le Comptoir poursuivrait ses négociations en vue de la conclusion d'une entente internationale, qui permettrait la reprise par l'organisme du service des ventes à l'étranger. Un bureau fut créé à Sarrebruck pour assurer la coopération avec les aciéries de la Sarre.

En résumé, cette première période se terminait sur les résultats suivants : le Comptoir groupait, pour les ventes sur le marché français, toutes les aciéries, sauf celle de la Chiers et un régime spécial était réservé à la société de Hagondange.

b) Du 18 mars 1921 au 1^{er} mars 1922

La concurrence de la Chiers prit une tournure plus accentuée, notamment en ce qui concerne les rails, dont les Compagnies de chemins de fer lui passèrent d'importantes commandes.

Le 4 décembre 1921, un accord put être conclu pour assurer la marche parallèle des usines adhérant au Comptoir et de la Chiers. Au début de 1922, un nouvel accord intervint entre le Comptoir et la Chiers.

Aux termes de cet accord, s'étendant à la période comprise entre le 1^{er} mars 1922 et le 31 décembre 1922, un tonnage mensuel de 4.000 tonnes serait garanti à la Chiers jusqu'à conclusion d'une entente internationale des rails, qui déterminerait ipso facto l'adhésion de cette entreprise aux conditions ordinaires. Au cas où l'entente internationale n'aurait pas été conclue au 30 septembre, l'option lui serait laissée, entre le 1^{er} et le 15 octobre, de se retirer au 31 décembre 1922. Toute-

fois, si, au 31 décembre 1922, l'entente internationale était réalisée, la dénonciation serait considérée comme nulle.

c) Du 1^{er} mars 1922 au 17 novembre 1922

Malgré les tentatives de rapprochement qui se poursuivirent pendant le courant de l'année, la discordance entre les industriels belges empêcha la conclusion de l'entente internationale.

Or, l'accord passé par le Comptoir avec la Chiens permettait à celle-ci de livrer sur le marché français des tonnages supérieurs à ceux que lui aurait assurés la règle commune ou la libre concurrence.

Les adhérents jugèrent que cet état de choses ne pouvait se poursuivre au-delà du 31 décembre 1922, et à leur invitation à se conformer à la règle commune, adressée à la Chiens, celle-ci répondit par un refus. Les adhérents du Comptoir décidèrent alors que l'organisme cesserait ses opérations à partir du 1^{er} janvier 1923.

Deux causes profondes avaient créé cette situation : le manque de cohésion belge rendait impossible la conclusion d'une union internationale; la politique des grands réseaux et des grandes administrations français favorisait la Chiens dans ses tentatives de concurrencer le Comptoir pour les fournitures de rails.

Au cours de cet exposé du fonctionnement du Comptoir Sidérurgique, nous avons empiété sur la période suivante de l'histoire de l'organisation profes-

sionnelle de la sidérurgie française depuis la guerre. Il nous a, en effet, semblé préférable de ne pas morceler l'étude de cet organisme, assez indépendant pour que les causes principales de sa disparition lui aient été propres. En ce qui concerne les autres ententes de producteurs, nous distinguerons d'autres phases que voici.

2° La crise de 1921-1922

Au cours des années 1921-1922, tous les grands Comptoirs Métallurgiques, dont vient d'être signalée la réorganisation ou la naissance au lendemain de la guerre, disparurent. Le Comptoir de Longwy, qui groupait à nouveau la plus grande partie de la production française de fonte, se heurta à des difficultés pour établir les quantums d'usines, dont les unes étaient en pleine activité et les autres, détruites par la guerre, désiraient une révision de leur quote au fur et à mesure de leur reconstruction.

Cette constante remise en jeu de la répartition de la production, les exigences des usines lorraines, une certaine impatience générale à l'égard de toute contrainte obligèrent le Comptoir à se dissoudre en 1921.

Le Comptoir des tôles et larges plats cessa, lui aussi, son activité. Une des entreprises adhérentes, la Société des Aciéries de France, avait des possibilités d'acquérir une position exceptionnelle sur le marché, grâce à ses nouveaux trains de laminoirs, situés à Isberg. Donnant une impulsion au mouvement de mécontentement qui régnait déjà dans le Comptoir, la dissidence de cette

Société entraîna la dislocation du Comptoir le 1^{er} janvier 1923.

Le mouvement devint général, et, tour à tour, le Comptoir des fontes hématites, le Comptoir des Ressorts, le Comptoir des essieux et le Comptoir de la Boulonnerie disparurent après une courte existence.

Ces faits sont d'autant plus intéressants à noter qu'ils semblaient improbables en raison des circonstances, théoriquement favorables aux ententes, puisque la crainte de la surproduction était exceptionnellement justifiée. Mais, la guerre avait fait quelque peu perdre aux métallurgistes leurs habitudes d'organisation et de groupement, si nécessaires au développement des exportations, que les clauses du Traité de Versailles rendent indispensables à la vie de la sidérurgie française.

Des voix autorisées rappelèrent alors en vain que la force de la métallurgie allemande, avant la guerre, avait été dans la forte discipline qui assurait à l'intérêt général la suprématie sur les avantages particuliers. Elles ne manquaient pas de souligner que les ententes étaient plus utiles que jamais dans cette période où étaient accrus les moyens de production des anciens belligérants et des pays qui, ne recevant plus de leurs fournisseurs habituels les produits susceptibles de satisfaire leurs besoins, avaient ou bien utilisé les matières premières se trouvant sur leur territoire, comme le Brésil, ou bien, comme les Indes et la Turquie, créé des usines de produits et de demi-produits, limitant d'autant les possibilités d'exportation. En outre, la cherté de la vie, l'instabi-

lité politique et monétaire aggravaient les tendances à la diminution de la demande.

La situation était tout particulièrement délicate en France, en raison du déséquilibre né du doublement de la capacité de production. Aussi semble-t-il paradoxal qu'à une telle époque l'esprit d'entente qui avait apporté à la sidérurgie française, avant la guerre, des bénéfices incontestables dans le domaine de l'expansion des débouchés et de la stabilité des prix, n'ait pu réussir à fondre les intérêts particuliers dans le souci unique d'assurer l'avenir de l'industrie toute entière.

3° Les groupements partiels

La dissolution des comptoirs n'a d'ailleurs marqué qu'une étape dans l'organisation de la sidérurgie française. Des accords restreints sont venus réunir, en un certain nombre d'organisations de vente, les services commerciaux de diverses entreprises plus ou moins liées financièrement. La constitution de ces groupements a été favorisée par le mouvement de concentration dessiné dans l'industrie française et c'est la situation géographique des usines qui a souvent réparti entre eux les adhérents. On s'efforça aussi d'englober dans chaque organisme toute la série des produits demandés par la clientèle. Ces groupements furent les vendeurs uniques, à l'intérieur et à l'extérieur, ou à l'extérieur seulement, des adhérents et établirent des prix par zone de vente. Ils eurent donc plus d'un trait commun avec les anciens comptoirs, sans toutefois aller jusqu'à fixer un quantum à la production. Malgré leur

existence, la concurrence n'a pas cessé de s'exercer et s'est poursuivie entre les groupes au lieu de se poursuivre entre entreprises isolées. Elle n'a cependant pas présenté le caractère d'âpreté qu'elle aurait pu avoir dans ce dernier cas. Comme il est toujours plus facile de s'entendre lorsqu'on est peu nombreux, des échanges de vues eurent lieu entre les groupements ; sans doute n'auraient-ils pas été tentés dans un système où l'isolement eût été la règle. Ces échanges de vues portèrent sur l'état du marché intérieur et extérieur et sur d'autres objets d'intérêt général.

Enfin, ce système d'ententes partielles laissait meilleures les perspectives pour la renaissance des comptoirs que ne l'eût fait un retour à l'indépendance totale de chaque entreprise.

Nous ne voudrions point encombrer cet exposé d'énumérations. Aussi indiquons-nous seulement quelques-unes des principales ententes de ce stade de l'organisation syndicale sidérurgique. Les voici :

La Longovica (compagnie industrielle et commerciale d'exportations), qui se chargeait surtout de la vente des produits des Aciéries de Longwy, et comprenait aussi parmi ses principaux adhérents la Société Electro-Métallurgique de Dives, la Société des Usines Renault, la Compagnie Générale Electrique de Nancy, la Société Métallurgique de Corcy, etc. L'objet de la Longovica était l'exportation et l'importation de toutes matières premières et produits manufacturés.

La Nortrilor, qui se chargeait des exportations du

groupe des Forges et Aciéries du Nord et de l'Est, de la Société de Pont-à-Vendin, de la Société des Forges et Aciéries du Nord et de Lorraine et des Sociétés Sarroises Neunkirchen Eisenwerk et Homburger Eisenwerk. Son activité s'étendait aux minerais de fer, aux fontes, aux aciers, aux essieux, aux bandages, aux tubes, etc.

La Compagnie de dépôts et agences de vente d'usines métallurgiques et la Sogeco (Société générale pour le commerce des produits industriels) vendaient, la première, sur le marché intérieur français, les Colonies, les Protectorats, la seconde, à l'exportation, les produits de la Compagnie des Forges de la Marine et d'Homécourt, des Aciéries de France, de Rombas, de Micheville, des Hauts Fourneaux et Forges d'Allevard, etc.

La Compagnie Commerciale Industrielle du Midi, émanation de la Compagnie des Mines, Fonderies et Forges d'Alais et de la maison Salmon, pour la vente, en France, des produits que la société d'Alais ne pouvait plus fournir.

La Columeta (Comptoir Métallurgique Luxembourgeois), organisme luxembourgeois ayant une succursale à Paris et vendant les produits de la Société de l'Arbed et de la Société Métallurgique des Terres-Rouges (1).

En même temps, un important mouvement d'intégration, horizontal et vertical, se dessinait. C'est ainsi que les Etablissements Schneider et les Aciéries de Longwy, par exemple, adjoignaient à la production métallurgi-

(1) Voir l'*Usine*, n° du 26 mai 1923.

que brute, la fabrication d'articles ouverts ou demi-ouverts, dont de vastes services commerciaux venaient faciliter la vente et que les établissements Schneider créaient des agences dans toute la France et concédaient la vente de leurs produits sur les marchés extérieurs à des sociétés telles que la Compagnie Framerican pour l'Amérique du Nord (1).

4° La réorganisation des Comptoirs depuis 1925

Cet état de choses se poursuivit en 1923 et en 1924. En 1925, les prix qui, pendant les années précédentes, étaient, malgré la hausse du coke, demeurés stationnaires, en raison de la vive concurrence due à la reprise de leur liberté par les usines, fléchirent à nouveau. En même temps, diverses circonstances favorisèrent la hausse des prix de revient : augmentation des tarifs de transports, cherté de l'argent, application plus stricte de la journée de huit heures. La consommation, eut une nouvelle tendance à se restreindre par suite du coût élevé de la vie, de l'incertitude générale résultant de la situation financière, de l'acheminement vers la reconstruction complète des régions dévastées, des difficultés de conclusion de l'accord commercial franco-allemand, entraînant la fermeture du marché allemand aux produits d'Alsace et de Lorraine (2).

Dans ces conditions, les producteurs décidèrent de

(1) Voir l'*Usine* du 26 mai 1923.

(2) Voir LAPERGUE, « *Les Syndicats de Producteurs en France* »,

confier la vente des produits à un organisme unique, nécessaire d'ailleurs à la conclusion d'une entente internationale. Ils songèrent, tout naturellement à reformer le Comptoir Sidérurgique. A vrai dire, celui-ci n'avait pas complètement disparu après la cessation de ses opérations commerciales en 1922. Il avait subsisté pour assurer l'administration des groupements occasionnels à constituer pour certaines affaires et étudier les accords nouveaux à réaliser éventuellement sur les marchés français et extérieur.

C'est ainsi que, dès la fin du mois de janvier 1923, l'occupation de la Ruhr et les grèves de la Sarre lui donnèrent l'occasion de se rendre utile. En août 1923, notamment, il assura la répartition des ferrailles et des demi-produits saisis, sans s'octroyer aucun bénéfice. Cette activité particulière avait pris fin en avril 1924.

Disons aussi que, du 3 mars 1921 au 1^{er} octobre 1925, le Comptoir assura le fonctionnement d'un office de statistique des produits métallurgiques.

Le nouvel accord, qui devait lui rendre son activité première, fut conclu le 16 mai 1925. Il comportait seulement des quantums provisoires.

Au 1^{er} janvier 1926, le Comptoir prit par à la constitution du Comptoir des rails entre producteurs français, comptoir qui devint bientôt européen.

Actuellement, le Comptoir sidérurgique comprend : le Comptoir des rails, correspondant de l'Erma ; le Comptoir du fil machine, constitué le 1^{er} juillet 1927 ; le Comptoir des produits A, constitué en janvier 1928 et entré en fonctions le 15 février 1928.

Enfin, un projet de création d'un Comptoir des tôles est en préparation.

ANNEXE

TABLEAU I

PRODUCTION DE HOUILLE ET LIGNITE DES BASSINS HOUILLERS FRANÇAIS

en 1927

Nord et Pas-de-Calais.....	33.218.620 tonnes
Moselle	5.365.800 »
Loire	3.970.540 »
Bourgogne	3.107.710 «
Graissesas	2.271.240 »
Carmaux et Aubin	2.098.510 »
St-Eloy et Brassac	1.532.160 »
Fuveau.....	1.046.170 »
Ronchamp	134.600 »
Ahun	50.620 »
Vouvant et le Maine.....	49.850 »

TOTAL..... 52.845.820 tonnes

TABLEAU II

REPARTITION DE LA PRODUCTION DU MINERAI DE FER EN FRANCE

en 1927

Lorraine	{	Metz	19.210.980 tonnes
		Briey	19.339.683 »
		Longwy	3.080.357 »
		Nancy	1.452.000 »

Normandie	1.570.940	»
Anjou et Bretagne	516.720	»
Pyrénées	190.750	»
Aveyron, Tarn, Hérault.....	6.790	»
Ardèche, Gard, Lozère.....	21.760	»
Indre	28.430	»
Sud-Ouest	7.650	»

TABLEAU III

REPARTITION DE LA PRODUCTION SIDERURGIQUE en 1927

Fonte ordinaire de première fusion et moulage

RÉGIONS	TONNAGES	% PAR RAPPORT	RAP-
		A LA FRANCE	PORT A 1913
Est	3.910.449	43,3	1,101
Alsace-Lorraine...	3.333.348	36,9	—
Nord.....	962.526	10,6	1,067
Centre	154.210	1,7	0,837
Sud-Ouest.....	133.021	1,5	0,533
Sud-Est.....	84.987	0,9	0,660
Ouest.....	464.572	5,1	4,251
TOTAL....		9.043.113	1,764

Fontes spéciales et ferro-alliages de hauts fourneaux et de fours électriques

RÉGIONS	TONNAGES	% PAR RAPPORT	RAP-
		A LA FRANCE	PORT A 1913
Est.....	43.236	18,2	5,253
Alsace-Lorraine..	55.693	23,3	—
Report...		98.929	5.253

<i>Report....</i>	98.929		5,253
Nord.....	44.617	18,8	1,441
Centre	19.243	8,1	—
Sud-Ouest.....	27.460	11,6	2,338
Sud-Est.....	36.273	15,3	1,198
Ouest.....	11.065	4,7	100,591
TOTAL....	237.587 (1)		2,921

TABLEAU IV

REPARTITION DE LA PRODUCTION SIDERURGIQUE

1927 (2) (*Suite*)

Acier brut en lingots et moulages

RÉGIONS	TONNAGES	% PAR RAPPORT	RAPPORT
		A LA FRANCE	A 1913
Est.....	3.211.580	38,8	1,293
Alsace-Lorraine.....	2.729.033	32,9	—
Nord.....	1.290.173	15,6	1,104
Centre	395.243	4,8	0,765
Sud-Ouest.....	69.612	0,8	0,440
Sud-Est.....	117.055	1,4	1,016
Ouest	473.517	5,7	2,573
TOTAL....	8.286.213		1,791

(1) Dont 32.320 tonnes fabriquées au four électrique, soit 38,8 %.

(2) Calculé sur la base des dix premiers mois.

TABLEAU V
MOYENS DE PRODUCTION

3^e trimestre 1927

1^o Fonte

Hauts Fourneaux	Hors feu ou		En	Totaux
	Actifs	hors service	construction	
Est	63	20	»	83
Alsace-Lorraine	46	22	»	68
Nord	16	4	1	21
Centre	6	7	»	13
Sud-Ouest	7	14	»	21
Sud-Est	4	3	»	7
Ouest	5	3	1	9
Totaux	147	73	2	222

Fours électriques à fonte syn- thétique et à ferro-alliages	Hors feu ou		En	Totaux
	Actifs	hors service	construction	
Est	»	»	»	»
Alsace-Lorraine	»	»	»	»
Nord	»	»	»	»
Centre	10	2	»	12
Sud-Ouest	17	2	»	19
Sud-Est	49	53	»	102
Ouest	»	1	»	1
Totaux.....	76	58	»	134

TABLEAU VI

2° Fers et aciers coulés

3° trimestre 1927

Convertisseurs acides ou Bessemer	Hors feu ou		En construction	Totaux
	Actifs	hors service		
Est	6	4	»	10
Alsace-Lorraine	»	»	»	»
Nord	42	12	2	56
Centre	9	10	»	19
Sud-Ouest	5	4	2	11
Sud-Est	1	2	»	3
Ouest	3	3	»	6
	—	—	—	—
Totaux.....	66	35	4	105

Convertisseurs basiques ou Thomas	Hors feu ou		En construction	Totaux
	Actifs	hors service		
Est	42	»	»	42
Alsace-Lorraine	24	3	»	27
Nord	15	»	1	16
Centre	»	»	»	»
Sud-Ouest	»	»	»	»
Sud-Est	»	»	»	»
Ouest	3	3	»	6
	—	—	—	—
Totaux.....	84	6	1	91

Fours Martin acides et basiques	Hors feu ou		En construction	Totaux
	Actifs	hors service		
Est	27	8	»	35
Alsace-Lorraine	9	2	»	11
Nord	35	23	»	58
Centre	27	47	»	74
Sud-Ouest	6	8	»	14
Sud-Est	3	4	»	7
Ouest	11	13	»	24
Totaux.....	118	105	»	223

Fours à creusets (Nombre de creusets)	Hors feu ou		En construction	Totaux
	Actifs	hors service		
Est	»	»	»	»
Alsace-Lorraine	»	»	»	»
Nord	40	84	»	124
Centre	364	1.088	»	1.452
Sud-Ouest	»	92	»	92
Sud-Est	»	26	»	26
Ouest	8	58	»	66
Totaux....	412	1.348	»	1.760

TABLEAU VII

2° Fers et aciers coulés (suite)

3° trimestre 1927

Fours électriques	Hors feu ou ,		En	Totaux
	Actifs	hors service	construction	
Est	3	1	»	4
Alsace-Lorraine	»	3	»	3
Nord	3	2	»	5
Centre	12	4	»	16
Sud-Ouest	2	3	»	5
Sud-Est	6	9	»	15
Ouest	1	1	»	2
	—	—	—	—
Totaux.....	27	23	»	50

3° Fers et aciers puddlés et soudés

Fours à puddler, souder, réchauffer et cémenter	Hors feu ou		En	Totaux
	Actifs	hors service	construction	
Est	53	»	»	»
Alsace-Lorraine	»	»	»	»
Nord	17	»	»	»
Centre	128	100	»	228
Sud-Ouest	14	26	»	40
Sud-Est	5	12	»	17
Ouest	4	15	»	19
	—	—	—	—
Totaux.....	221	153	»	304

TABLEAU VIII

MAIN-D'ŒUVRE DE LA SIDERURGIE FRANÇAISE

1927

(Ouvriers et manœuvres spécialisés)

Régions	Fontes 1 ^{re} fusion	Fers et aciers	Acéries	Totaux
	Fontes synthétiques	puddlés	Laminoirs	
	Ferro-Alliages	et soudés	et Forges	
Est	6.550	2.860	19.994	29.404
Alsace-Lorraine	6.013	»	12.439	18.452
Nord	1.688	1.630	26.637	29.955
Centre	1.361	1.070	20.272	22.703
Sud-Ouest	2.163	335	2.930	5.438
Sud-Est	1.857	275	2.884	5.016
Ouest	883	180	6.019	7.082
Total..	20.515	6.350	91.175	118.040

CAPITAL, ACTIONS ET OBLIGATIONS,
DE LA SIDERURGIE FRANÇAISE (1927)

Valeur nominale	3.926.569.995 fr. (1)
Valeur aux cours.....	7.109.049.634 »

TABLEAU IX

COMMERCE EXTERIEUR DE MINERAI DE FER

(France et Sarre 1927)

MINERAI DE FER	IMPORTATIONS	EXPORTATIONS
Belgique-Luxembourg..	540.289 tonnes	11.403.671 tonnes
Espagne	194.746 »	» »

(1) Francs papiers.

Algérie	84.681 tonnes	»	tonnes
Tunisie	103.244	»	»
Allemagne	»	»	2.117.412
Pays-Bas	»	»	1.013.998

Exportations du bassin de Metz-Thionville

Luxembourg	3.841.400 tonnes
Sarre	2.556.503 »
Allemagne	799.475 »
Belgique	995.341 »

Total..... 8.192.359 tonnes

TABLEAU X

PRINCIPALES EXPORTATIONS METALLURGIQUES
FRANÇAISES EN 1927

	TOTAL
Fontes brutes et spiégels.....	835.702 tonnes
Blooms, billettes, barres.....	2.831.674 »
Fil machine	185.234 »
Fil de fer.....	53.710 »
Tôles.....	300.097 »
Rails.....	388.047 »
Ferrailles	361.648 »

DESTINATION DES PRINCIPALES EXPORTATIONS
en 1927

	Blooms, billettes barres	Rails
Grande-Bretagne	887.926 tonnes	30.782 tonnes
Belgique et Luxembourg	501.143 »	15.898 »
Allemagne	723.945 »	72.502 »
Suisse	118.940 »	»
Italie	99.750 »	»

CHAPITRE V

L'industrie sidérurgique en Allemagne depuis l'Armistice

§ 1^{er}. — LA SITUATION AU LENDEMAIN DES TRAITÉS DE PAIX

Il a été exposé précédemment quelles pertes le Traité de Versailles et le plébiscite de Haute-Silésie firent subir à la sidérurgie allemande.

Quelle demeurait, suivant les résultats de 1913, sa capacité de production en combustibles, minerais de fer, fonte et acier ?

L'extraction de houille avait été, en 1913, de 140.753.158 tonnes et la fabrication de coke avait atteint 31.667.515 tonnes, dans les frontières actuelles du Reich.

L'extraction de minerais de fer avait été de sept millions et demi de tonnes environ, la production de fonte d'environ 11 millions de tonnes, celle d'acier de douze millions environ.

Ainsi se fondaient pour la sidérurgie allemande les perspectives d'avenir. Nous envisagerons trois périodes dans son histoire.

§ 2. PREMIÈRE PÉRIODE : 1919-1922

1° *Les Années 1919-1920*

Dès l'armistice de novembre 1918, l'industrie métallurgique fut troublée par divers facteurs : les fabrications de guerre cessèrent ; les prisonniers alliés, qui travaillaient dans les usines, s'en allèrent ; les chemins de fer durent se consacrer au transport des démobilisés ; les difficultés d'obtenir des matières premières furent accrues ; les relations entre la rive droite du Rhin et les territoires occupés de la rive gauche furent interrompues ; le mark s'engagea dans la voie d'une forte dépréciation ; la durée du travail fut réduite, en même temps que les salaires subissaient une hausse, au moins nominale ; enfin, l'instabilité politique fut très marquée.

Ces causes de désorganisation semblaient devoir jeter l'activité économique du pays dans des difficultés graves.

Aussi est-il surprenant de pouvoir noter, dans toutes les branches de la production, un rétablissement progressif, sous l'action des grands efforts effectués. Seules les finances de l'Etat se trouvèrent, chaque jour, dans une situation plus désespérée, malgré l'autorité que le nouveau gouvernement ne tarda pas à acquérir.

L'année 1919 fut, en effet, une année de reprise. A l'intérieur, les achats s'effectuèrent à n'importe quels prix, grâce, notamment, à l'adjuvant, constitué par les indemnités versées par le gouvernement pour l'annulation des marchés de guerre.

A l'extérieur, lorsque les relations commerciales furent rétablies, les produits allemands se vendirent à des prix souvent inférieurs de dix à quinze fois au prix mondiaux, ce qui provoqua rapidement leur hausse vers le niveau des cours étrangers.

La baisse du mark se trouva presque contrebalancée et le début de l'année 1920 fut une période de stagnation et presque même de désorganisation qui dura jusqu'en avril.

A cette date fut créée, par ordonnance du 31 mars 1920, l'Union Economique du fer, l'Eisenwirtschaftsbund, contrôlée par l'Etat. Elle succédait à la Fédération de l'Acier, le Stahlbund, constituée le 9 avril 1919. Le but de cette dernière avait été l'étude des questions générales, le développement du commerce intérieur et extérieur, la coopération au sein de l'industrie sidérurgique et avec les industries voisines, toutes activités de nature à favoriser le relèvement économique.

Les résultats obtenus par la Stahlbund avaient été jugés insuffisants.

En même temps, le gouvernement autorisait la dissolution du Syndicat des Aciéries, qui eut lieu le 30 juin 1920. Ayant des moyens de production réduits de 50 à 60 %, par suite du retrait du nombre de ses adhérents d'abord des usines lorraines et luxembourgeoises en avril 1919, puis de celles de la Sarre en juillet 1919, enfin, un peu plus tard, des usines situées à l'ouest du Rhin, le Stahlwerksverband ne subsistait que par la volonté gouvernementale.

La création de l'Eisenwirtschaftsbund fut saluée par

beaucoup d'espoirs. L'Allemagne se trouvait dans une période où la création de nouveaux organismes soumis à l'Etat semblait être la solution à toutes les difficultés économiques. Bien vite, ce système, avec sa rigidité et sa lenteur caractéristiques, devint décevant.

Quoi qu'il en soit, l'Eisenwirtschaftsbund reçut pour mission de contrôler tous les produits des hauts fourneaux et des aciéries, de déterminer les besoins intérieurs et d'en assurer la satisfaction.

Les usines devaient mettre à sa disposition une partie de leur production avant de satisfaire à leurs besoins propres ou aux commandes, sous peine d'amendes. La réquisition par l'Union était même admise, en cas de besoin urgent.

L'Eisenwirtschaftsbund fixait les prix de vente intérieurs maxima et réglementait l'importation et l'exportation au moyen d'autorisations.

Sa direction était confiée à une assemblée composée de représentants de l'Etat, des industries intéressées et des organisations ouvrières.

Le mobile de cet organisme était d'empêcher les prix de poursuivre une hausse, attribuée, dans les milieux officiels, à l'abus des exportations aux dépens des consommateurs nationaux.

Son efficacité fut à peu près inexistante et son fonctionnement coûteux.

Aussi, le fait caractéristique de l'activité allemande, en 1920, réside-t-il moins dans la constitution de l'Eisenwirtschaftsbund et dans son rôle, que dans la formation de trusts et d'ententes avec des groupements étrangers.

La difficulté de trouver des débouchés, l'incertitude du marché provoquèrent une concentration nouvelle dans l'industrie du fer.

Les combinaisons antérieures au traité de paix, unissant propriétaires de mines de fer, de houille et métallurgistes, se trouvaient, pour la plupart, caduques, par suite du changement des frontières. Le mouvement adopta une nouvelle forme.

Conçu particulièrement pour diminuer les risques inhérents à l'instabilité économique, parer à la rareté des capitaux en réduisant les frais, résister aux revendications ouvrières d'une vigueur jusqu'alors inconnue, il s'inspira en même temps de la tendance à transformer aussi loin que possible le métal.

Telle est l'origine des combinaisons formidables, comme le Rhein-Elbe, dont dépendaient 230.000 ouvriers.

L'activité put se maintenir aux environs de 60 % de la capacité de production, avec tendance à une activité supérieure dans les aciéries, grâce aux importations de fontes étrangères et de ferrailles.

Pour faire face au déficit de houille, aggravé par les livraisons aux Alliés, on accrut l'emploi du lignite et on construisit des centrales électriques.

Les ententes avec l'étranger revêtirent différentes formes : des parts d'intérêts furent accordées à des sociétés étrangères ; des sociétés allemandes se réunirent pour fonder des entreprises à l'extérieur, dans le but de faciliter l'importation des matières premières et l'exportation de produits fabriqués.

L'action des métallurgistes, toutefois, se trouvait gênée par le système rigide de licences instituées pour l'exportation et l'importation.

Devant la menace du chômage et de mouvements ouvriers, en dépit des sacrifices consentis, les importations demeuraient, en général, interdites pour les matières premières et demi-ouvrées, si l'industrie nationale était capable de satisfaire les demandes.

Dans ces conditions, la production allemande en 1919 et 1920 fut la suivante :

	1919		1920
Houille.....	88.291.600 tonnes		107.524.800 tonnes
Coke	20.959.000 »		24.877.600 »
Minerai de fer...	6.093.500 »		6.298.800 »
Fonte.....	5.337.000 »		6.003.700 »
Acier	6.392.800 »		7.700.500 »

Si les chiffres de production des années 1919 et 1920 marquent une infériorité très sensible par rapport aux estimations précédemment formulées, il faut constater, néanmoins, les progrès très remarquables accomplis entre 1919 et 1920.

Pour le commerce extérieur de 1919, nous possédons seulement des chiffres partiels, que nous ne citerons pas.

En 1920, le commerce extérieur des principaux produits sidérurgiques fut le suivant :

PRODUITS	IMPORTATIONS	EXPORTATIONS
Fontes brutes et ferro-alliages..	105.610 t.	125.922 t.
Loupes, fer ébauché, lingots et demi-produits.....	34.093 t.	20.186 t.
Poutrelles et autres profilés, fers et aciers marchands, feuillards	74.460 t.	460.277 t.
Rails, traverses, éclisses.....	16.428 t.	152.016 t.
Tôles et larges plats.....	17.329 t.	247.881 t.
Fers blancs.....	349 t.	
Fils.....	14.034 t.	83.908 t.
Tubes.....	2.221 t.	84.021 t.
Essieux, bandages et roues....	79 t.	39.469 t.
 TOTAL.....	 268.603 t.	 1.213.680 t.

2° L'Année 1921

L'année 1921 fut, comme nous l'avons déjà signalé lors de l'étude de la sidérurgie française, une année de crise générale.

Il semblait que l'industrie sidérurgique allemande, dont la situation avait été précaire l'année précédente, malgré un accroissement de production assez notable, dût en subir tous les contre-coups.

En effet, le début de l'année fut plus calme que la fin de 1920.

A l'intérieur, à cause de la révision des prix, à laquelle s'était attaché le gouvernement par l'intermédiaire de l'Union, on attendait pour passer les commandes.

A l'extérieur, une certaine hausse du mark rendait les offres des sidérurgistes allemands moins intéressantes.

Les usines durent faire des concessions et les prix baissèrent pendant le premier semestre.

Pour accélérer le rythme des commandes, le Syndicat de la fonte brute, la Roheisenverband, accorda, à partir de mars 1921, des rabais aux adhérents qui lui donnaient le monopole de leurs commandes. A la même date et jusqu'en octobre, l'Eisenwirtschaftsbund cessa de publier les cours dont ne devaient pas s'écarter les marchés, car le ralentissement des demandes écartait toute menace de hausse des prix.

Enfin, la situation politique, assez tendue, affectait défavorablement le marché.

Il semble que, précisément, l'amélioration de la situation politique, dans la seconde quinzaine de mai, déclencha le revirement.

Le gouvernement rédigea un programme de réorganisation économique, qui faisait prévoir une hausse prochaine des prix. On se hâta donc de profiter d'une baisse de courte durée pour reconstituer les stocks. A la même époque et surtout à partir du mois de juin, le mark recommença à se déprécier. Un regain d'activité, artificiel sans doute, mais passagèrement précieux, en résulta.

Au mois d'octobre, les usines de toutes les branches d'industrie se trouvaient assaillies de commandes.

Il semble que l'Allemagne ait été atteinte, alors, d'une fièvre de reconstruction.

Les chantiers navals multiplièrent leurs demandes de fournitures, les outillages furent réparés et développés ; l'industrie du bâtiment reprit une activité extraordinaire, les chemins de fer accrurent leur matériel fixe et roulant.

Les sidérurgistes allemands en tirèrent tous les avantages possibles.

La chute rapide du mark, en particulier à partir d'octobre, empêchait les facteurs économiques de faire sentir toute leur influence. Les prix eurent une tendance à s'ajuster, malgré la reprise de la publication des prix-guides (Richpreise), dont les usines ne devaient pas s'écarter.

Mais une distance demeura entre eux et les prix mondiaux : il existait encore des stocks de matières premières importées et les cours des aliments et de la main-d'œuvre suivaient avec un certain retard la dépréciation monétaire.

Un autre facteur de prospérité pour l'industrie sidérurgique allemande consista dans les subventions considérables, quoiqu'indirectes, fournies par le gouvernement.

Citons, parmi elles, le contrôle exercé sur le prix du charbon et surtout le déficit des postes et télégraphes et celui des chemins de fer. On estime ce dernier à près de 23 milliards de marks, somme encore considérable malgré la dépréciation monétaire, entre le 1^{er} mars 1921 et le 28 janvier 1922. Ces subventions entraînaient d'ailleurs une nouvelle dépréciation monétaire.

Au cours de 1921, l'Allemagne s'engagea aussi dans l'application d'un nouveau régime fiscal. Le changement dans l'assiette des impôts payés par le commerce et l'industrie permit à ceux-ci d'y échapper plus facilement.

Voici comment, dans ces conditions si complexes, s'établit la production allemande en 1921 :

Houille	113.898.000 tonnes
Coke.....	27.699.100 »
Minerai de fer.....	5.824.000 »
Fonte	7.471.700 »
Acier	9.372.800 »

Partout, sauf pour l'extraction du minerai de fer, des progrès ont donc été accomplis et la production allemande a pris un développement important en 1921.

Examinons maintenant l'évolution du commerce extérieur au cours de la même année.

Ralenties vers la fin de 1920, les ventes à l'extérieur le demeurèrent jusqu'au début de l'été 1921. A cela plusieurs causes : la crise générale, la reprise de la concurrence des producteurs voisins, la stabilité, avec une tendance légère à la hausse, du mark.

La situation politique rendait, en outre, l'exécution des commandes incertaine ; la menace de sanctions des Alliés, occupation de districts miniers et industriels notamment, troublait l'activité allemande.

Enfin, d'une manière générale, des mesures administratives et fiscales gênaient le commerce extérieur.

A partir du mois de mai, la situation s'améliora comme sur le marché intérieur.

La surveillance des prix et le contingentement des exportations devinrent moins rigides ; certaines taxes à l'exportation furent même abolies.

L'acceptation de l'ultimatum des Alliés améliora l'atmos-

phère du marché. La dépréciation monétaire permit aux forges allemandes de rendre plus intéressantes, à nouveau, leurs offres à l'étranger. Aussi, la moyenne mensuelle des exportations en 1921 marque un réel progrès sur 1920.

Il s'agit d'une activité artificielle, mais il ne faut pas oublier qu'elle permit à l'Allemagne de moderniser et de développer ses moyens de production, de reconstituer une marine, d'éviter, pour un temps, le chômage, enfin d'obtenir des devises pour les importations de matières premières.

En résumé l'année 1921 fut, suivant l'appréciation de Monsieur THELWALL, secrétaire commercial de l'Ambassade de Grande-Bretagne à Berlin, satisfaisante pour le commerce et l'industrie.

3° L'Année 1922

L'année 1922 se caractérisa par une activité très marquée.

La majorité des hauts fourneaux fut à feu, les aciéries et les laminoirs furent surchargés, le chômage nul.

Voici comment s'établit la production :

Houille	119.182.500 tonnes
Coke.....	30.225.000 »
Minerai de fer.....	5.928.200 »
Fonte	9.194.500 »
Acier	11.395.800 »

Une amélioration très sensible s'accomplit donc, notamment en ce qui concerne la fonte et l'acier.

Ce fut un résultat de la politique financière du gouvernement, qui accentua l'inflation et combattit mollement l'évasion fiscale.

Les industriels évitèrent la dépréciation de leurs avoirs en les réinvestissant aussitôt en installations et en s'intéressant aux entreprises étrangères, au moyen des devises procurées par les ventes extérieures et non rapatriées.

Ils profitèrent particulièrement des approvisionnements de matériaux, du développement de l'outillage ainsi occasionnés par la transformation des valeurs immobilières, des salaires, des réserves, des bénéfices en biens moins éphémères.

Les indemnités versées par le gouvernement en dédommagement des conséquences du Traité de Versailles furent consacrées à la reconstitution d'un nouvel outillage.

L'influence socialiste, elle-même, favorisa, cette fois au moins, l'industrie en poussant les administrations publiques à entreprendre de grands travaux pour éviter le chômage et améliorer le bien-être des masses. Le désir de déséquilibrer le budget, pour montrer l'impossibilité de payer les Alliés, y eut aussi sa part, d'ailleurs.

L'industrie métallurgique reçut des commandes pour plusieurs mois à l'avance. Obligée de livrer après de longs délais, elle exigeait, néanmoins, des conditions de paiement rigoureuses. En effet, la poussée des prix n'avait pas tardé à entraîner la gêne des trésoreries. Les fonds de roulement n'étaient plus en rapport avec les sommes à payer pour les salaires et les autres frais de production. Aussi devenait-il une nécessité de raccourcir la durée des

crédits jusqu'à exiger, parfois, des paiements au comptant. La situation des affaires à disponibilités étroites ne manquait pas d'en être atteinte et l'exécution des commandes, avec un certain ajournement, fut plus facilement acceptée.

Par ailleurs, pour l'industrie métallurgique, certains facteurs amoindrirent les conséquences de la hausse des cours : le prix du charbon et les tarifs des chemins de fer ne subirent pas une élévation aussi forte que le prix de vente des produits.

En définitive, la prospérité, au moins apparente de la sidérurgie, fut supérieure encore à celle des années précédentes.

Que fut son commerce extérieur ?

Les exportations globales de fonte et d'acier s'élevèrent à 2.255.307 tonnes, la moyenne mensuelle étant supérieure de 19 % environ à celle des huit derniers mois de 1921. Ce sont là des résultats appréciables alors que les prix avaient une tendance à croître en Allemagne et que la lutte sur le marché mondial y avait abouti à des baisses.

En outre, poursuivant des efforts entrepris, dès avant-guerre, par les syndicats, les industriels réussirent à diminuer encore les exportations de produits bruts, au profit des exportations de produits transformés.

Les principaux acheteurs de produits sidérurgiques allemands furent les Pays-Bas, l'Extrême-Orient et l'Amérique du Sud.

Les importations comprirent 96 % environ de produits bruts ou communs au lieu de 62,7 % en 1913. Elles provinrent en grande partie des anciens territoires du Zollverein, Lorraine, Luxembourg et Sarre. Pour les produits bruts, notamment, 23 % provinrent de la Sarre, 23 % du Luxembourg et 21 % de Lorraine. Les échanges entre ces territoires et l'Allemagne demeuraient, cependant, très au-dessous de ce qu'ils étaient en 1913.

Voici un tableau de ce commerce de produits sidérurgiques :

PRODUITS	IMPORTATIONS	EXPORTATIONS
Fontes brutes et ferro-alliages...	306.092 t.	172.325 t.
Loupes, fer ébauché, lingots et demi-produits.....	325.311 t.	102.115 t.
Poutrelles et autres profilés en fer et acier, feuillards....	805.600 t.	512.313 t.
Rails, traverses, éclisses, selles	146.695 t.	342.292 t.
Tôles et larges plats.....	101.434 t.	263.904 t.
Fers blancs	16.916 t.	5.820 t.
Fils	50.765 t.	173.511 t.
Tubes	12.247 t.	135.359 t.
Essieux, bandages, roues.....	2.775 t.	55.185 t.
TOTAL.....	1.767.835 t.	1.762.824 t.

Les industriels allemands annoncèrent néanmoins que la période des affaires faciles et des bénéfices importants sur le marché mondial était close et entreprirent une campagne contre le contrôle et les taxes à l'exportation.

4° L'organisation de la production

Au cours de cet exposé, relatif à la situation de l'industrie sidérurgique allemande dans les quatre années qui ont suivi l'armistice, nous avons, volontairement, très peu insisté sur le mouvement de concentration caractéristique de cette période. Nous nous proposons, maintenant, de l'envisager dans son ensemble et d'en dégager les grandes lignes.

Dès avant la guerre, sans doute, la concentration verticale, comme nous l'avons montré, existait et la métallurgie avait de larges intérêts dans les concession minières et les cokeries. Mais le fait typique de la période 1919-1922 est l'ampleur du développement vertical des ententes entre mines de fer et de houille, cokeries, hauts fourneaux, aciéries, laminoirs, entreprises de constructions mécaniques et électriques, chantiers navals.

En face des difficultés économiques, financières et ouvrières, l'intégration parut la forme la plus avantageuse.

Les pertes de la Lorraine, de la Sarre et du Luxembourg avaient créé un déséquilibre ; les activités trouvèrent une nouvelle tâche ; les capitaux, versés à titre d'indemnité, rencontrèrent un placement.

L'approvisionnement en matières premières et l'écoulement des produits étaient pénibles ; le groupement vertical sembla devoir les faciliter, en évitant les gaspillages et l'instabilité par la division des risques de crises entre toutes les branches de la production intégrée, en

assurant des moyens plus variés et plus vastes d'aborder les marchés intérieur et extérieur.

Vis-à-vis des pouvoirs publics, dont les tendances, dans les premières années suivant la conclusion de la paix, n'étaient pas toujours favorables à la grande industrie, de puissants groupements possédaient une plus grande autorité.

Au point de vue financier, nous avons indiqué précédemment la nécessité de réinvestir en biens réels toutes les disponibilités pour éviter une dépréciation instantanée. L'acquisition de parts d'entreprise en était au premier chef une application.

C'est d'ailleurs la cause la plus connue de la formation des konzerns. Nous ne nous attarderons donc pas à la décrire quoique l'inflation et la chute du mark semblent bien être les causes les plus importantes du mouvement.

A un point de vue très voisin, la gêne des trésoreries nécessitait la réduction des frais généraux et, si l'on devait faire appel aux emprunts, l'opération était simplifiée par la confiance du public dans les grands groupements.

Un facteur intervenait aussi avec une force particulière : la nécessité de se mettre d'accord sur les salaires de base des diverses industries pour faire face aux revendications des ouvriers.

Divers procédés furent employés pour parvenir à la formation des combinaisons : fusions de sociétés, rachat total ou partiel de plusieurs sociétés groupées en une seule, simple accord, avec ou sans échange d'actions, avec communauté d'intérêts ; constitution de véritables

trusts du type américain, avec création d'une société prédominante, nommée « Spitzengesellschaft », réglant les questions économiques, techniques, financières, réunissant les bénéfices des diverses sociétés et distribuant, à chacune d'entre elles, sa part dans le bénéfice global.

Le mouvement ne prit pas, dès le début, une allure aussi franche. L'intermédiaire de personnes interposées en détournait l'attention. Il atteignit ensuite jusqu'à des consortiums formidables. En voici quelques exemples.

Ainsi, au 1^{er} avril 1921, les chiffres de participation du Syndicat Rhénan-Westphalien s'établissaient comme suit:

NATURE DES ENTREPRISES ADHÉRENTES	HOUILLE %	COKE %	AGGLOMÉRÉS %
Charbonnages.....	28	32,4	35,8
Mines — Usines réunies à Fon- deries, Ateliers de construction métallique, Chantiers navals.	48	48,1	38,4
Mines — Usines.....	7	5	13,9
Mines isolées, non associées à des usines métallurgiques al- lemandes	17	14,5	11,9

A cette date, les usines sidérurgiques allemandes contrôlaient donc 55 %, 53,1 % et 52,3 % de la houille, du coke et des agglomérés du Syndicat.

Sur une production globale, fixée à 181.426.000 tonnes, il s'agissait de 108.726.700 tonnes, soit 59,8 %.

En 1920, leur production s'était élevée à 51.728.345 tonnes, soit 59,4 % de la production totale de houille, restée très au-dessous des chiffres de participation, dont il n'était atteint que 38 à 80 % suivant les mines, les mines-

usines, notamment, n'extrayant guère que 30 % de leur chiffre de participation.

En 1921, les tonnages extraits des mines contrôlées par les usines métallurgiques furent :

	TONNAGES	RAPPORT A LA PRODUCTION DU SYNDICAT
Houille	61.984.995	65,57 %
Coke.....	15.816.952	68,07 %
Agglomérés...	2.975.007	68,28 %

Leur part s'était donc accrue tant en valeur absolue qu'en valeur relative.

Aussi au 1^{er} mars 1922, leurs chiffres de participation furent-ils ainsi fixés :

	TONNAGES DE PARTICIPATION	% DE PARTICIPATION
Houille	94.311.374	66,7 %
Coke.....	5.579.200	22 %
Agglomérés...	3.805.880	67,45 %

Déterminons, par quelques autres chiffres encore, l'importance des groupements d'intérêts, des konzerns.

Nous avons choisi, à dessein, seulement les plus immenses de ces combinaisons de l'industrie allemande vers 1920.

Bien d'autres, semblables, ont existé. Il nous serait difficile de les préciser sans encombrer cet exposé de fastidieuses listes. Aussi nous bornons-nous à mettre en regard des noms usuels des principaux konzerns, leur capital évalué approximativement en marks, le nombre de hauts

fourneaux dont ils disposèrent, leur production de houille et de coke, leurs chiffres de participation au Syndicat Rhénan-Westphalien pour la houille et le coke, enfin leur chiffre de consommation propre, tels qu'ils résultent des statuts du Syndicat. Le tableau ci-dessous se rapporte à l'année 1920 et il est emprunté au Bulletin du Comité des Forges :

Groupes	Capital en millions de marks	Hauts Four- neaux	Production (1) houille coke		Chiffres de par- ticipation (1) houille coke		Consomma- tion propre (1)
Rheinelbe (Stin- nes)	8.000	28	12,6	2,9	15,0	2,6	4,9
Klockner.....	140	11	2,8	1,0	3,6	1,0	1,511
Thyssen.....	170	18	3,2	0,8	3,6	0,035	2,7
Haniel	300	11	6,2	1,5	8,7	1,7	1,6
Stumm	150	12	1,8	0,48	2,4	0,64	0,9
Phoenix.....	200	19	4,8	0,8	5,1	1,2	2,4
Eisen Hoesch....	100	7	3,8	1,1	6,1	1,08	0,9
Krupp	300	18	5,8	1,8	6,5	2,5	3,1
Rhenis Stahlwerk	86	5	4,1	0,9	6,0	1,4	1,1
Rochling	»	13	1,3	0,26	1,5	0,43	0,27

En outre, ces divers groupes avaient, pour la plupart, des intérêts dans des entreprises n'ayant pas de rapports directs avec la métallurgie. Ainsi, le groupe Stinnes possédait, non seulement des chantiers de construction navale, des sociétés d'électricité, de transports, de tramways et de navigation, des usines de produits chimiques, mais encore des hôtels, des imprimeries et des journaux.

Ce mouvement de concentration eut son maximum en 1920 et se ralentit quelque peu à partir de 1921.

(1) En millions de tonnes.

En 1922, où la prospérité de l'industrie métallurgique fut encore supérieure à celle des années précédentes, les sidérurgistes continuèrent, sans doute, à acquérir des intérêts dans des charbonnages. Le mouvement de rapprochement entre hauts fourneaux, aciéries, sociétés de constructions électrique et mécanique, chantiers navals, sociétés d'armements marqua encore une certaine activité, mais les cadres des groupements verticaux étaient constitués. Il restait à consolider leur structure intérieure, à renforcer leur autonomie, à accroître leurs moyens d'action et d'expansion. Les absorptions financières, les communautés d'intérêts, les échanges d'actions, les accords commerciaux, la constitution des services généraux de vente ou d'exploitation technique se poursuivirent. Des relations se créèrent entre adhérents de consortiums ou entre consortiums pour organiser collectivement les ventes intérieures et extérieures dans le but de diminuer les frais généraux, d'éviter les concurrences onéreuses ou d'exploiter en commun des sources de matières premières. Les organisateurs adoptèrent donc des vues d'ordre plus général, portant sur l'ensemble de l'économie nationale.

§ 3. DEUXIÈME PÉRIODE : La crise de 1923

1923 fut une année de bouleversement politique et économique.

En raison d'une nouvelle dépréciation du mark consécutive à une inflation accrue, les commandes intérieures et extérieures commençaient à affluer,

Après l'occupation de la Ruhr, les besoin en fonte augmentèrent par suite de la cessation des importations. Les stocks permettaient l'exécution des commandes et le marché demeura ferme.

Au bout de deux mois, la résistance passive se dessina, sans occasionner tout de suite de véritable crise. Mais les Alliés resserrèrent leur contrôle. Le gouvernement et les industriels refusèrent de se prêter aux nouvelles mesures. Des entraves croissantes à l'activité du travail furent établies. En même temps, les transports devenaient beaucoup plus difficiles entre zone occupée et zone non occupée. En zone occupée, les relations se bornèrent bientôt à la clientèle proche et le stockage commença.

Voici la marche de l'industrie de la fonte dans cette région :

Janvier 1923	78	hauts	fourneaux	à	feu
15 juin 1923.....	26	»	»	»	»
1 ^{er} juillet 1923.....	21	»	»	»	»
Fin juillet 1923.....	11	»	»	»	»
Octobre 1923.....	3	»	»	»	»

Le malaise s'étendit aux territoires non occupés. Les carnets de commandes des industriels y furent moins remplis et le travail décrut. La stabilité du mark, à partir de février, y eut un certain rôle. Sa nouvelle chute, au mois de mai, provoqua la hausse des cours. La situation industrielle devint chaotique. Il était difficile d'établir les salaires, par suite les prix de revient et de vente. Les crédits ne s'octroyaient plus qu'à des conditions très onéreuses. La crise prit une tournure critique en août.

Les prix étaient enflés. La fonte étrangère finit par être moins coûteuse que la fonte indigène et l'emploi du charbon étranger devint avantageux. La clientèle s'abstint et des marchés furent résiliés.

A l'exportation, la concurrence étrangère se révéla active dès le début de l'année. Les taxes à l'exportation furent supprimées, mais les ventes extérieures déclinèrent à cause de la difficulté des transports et de certaines prohibitions, nonobstant de sérieuses concessions.

En décembre, après l'assainissement financier, l'activité renaquit. Les demandes affluèrent, mais les prix demeuraient trop élevés, quoiqu'inférieurs aux prix de revient.

Il fallait comprimer ces derniers. La fin de 1923 et 1924 y furent employées. La durée du travail, notamment, fut augmentée.

La suppression de l'émission de nouveaux marks, la réduction du personnel et des dépenses des administrations et services publics provoquèrent la baisse du coût de la vie. Les indemnités de chômage furent supprimées et les salaires réduits. Ces mesures furent acceptées avec résignation dans les milieux ouvriers, tant la soif était grande de sortir d'un régime de chaos et de catastrophes.

Au début de 1924, les tarifs des transports devaient être réduits et des dégrèvements de 25 à 50 % consentis pour les expéditions à destination des ports.

Quelles furent les conséquences de cette année extraordinaire sur la sidérurgie ?

Les entreprises profitèrent de la résistance passive et du ralentissement des fabrications, non pas tant pour accroître leurs moyens de production que pour opérer des remises en état et perfectionner le rendement. Grâce aux subsides versés par l'Etat à l'industrie westphalienne, à divers titres, les usines purent améliorer leur outillage à peu de frais sans contracter de charges sérieuses.

Les rapprochements de sociétés par échanges d'actions se multiplièrent, au détriment des associations de vente et des ententes commerciales.

Voici le résumé de la production :

HOUILLE	COKE	MINERAI DE FER	FONTE	ACIER
	(en milliers de tonnes)			
62.316,1	14.070,5	5.118	4.940,5	6.313

En ce qui concerne le commerce extérieur, les importations de minerai de fer s'élevèrent à 2.377.048 tonnes de minerai de fer, dont 130.876 seulement provinrent de France et 330 d'Alsace-Lorraine, contre 11.013.733 tonnes en 1922. Par contre, les importations de combustibles furent considérables: 25.212.000 tonnes de houille et 1.504.000 tonnes de coke, c'est-à-dire le double et le quintuple des tonnages de l'année précédente.

Pour les produits sidérurgiques, il se produisit une diminution légère des importations et une diminution des exportations de un million de tonnes environ. Les importations de Lorraine, Sarre et Luxembourg décreurent au profit de celles de Grande-Bretagne, Suède, Autri-

che, Tchéco-Slovaquie. Les importations en provenance d'Alsace-Lorraine, notamment, tombèrent de 392.000 tonnes à 105.000 tonnes.

Nous donnons le tableau résumé de ce commerce extérieur pour les principaux produits sidérurgiques en 1923 en même temps que celui de 1924. Le caractère particulier qui l'affecte apparaît mieux ainsi :

§ 4. TROISIÈME PÉRIODE : 1924-1928

1° *La transition de 1924*

L'année 1924, avec la réforme financière et le règlement des incidents de la Ruhr, fut une période de transition dans l'économie allemande et en particulier dans la sidérurgie.

Les réfections accomplies avaient mis en bel état les usines. Les charges obligatoires étaient supprimées. La main-d'œuvre était disposée au travail et acceptait même l'idée de l'augmentation de sa durée quotidienne.

Dans l'industrie minière, l'extraction fut active, le tonnage atteint dans la Ruhr fut presque égal à celui de 1913.

La reprise fut moins rapide dans la sidérurgie, à cause du temps nécessaire pour régler la production des usines. Les transports n'étaient pas complètement réorganisés et le contact devait être rétabli avec la clientèle.

Au printemps, la crise monétaire, restriction des crédits et refus de toute inflation, entrava la reprise.

Le plan Dawes et l'emprunt de 800 millions de marks procurèrent un allègement de la situation économique allemande. Les grandes entreprises surtout en bénéficièrent, car, seules, grâce à leur puissante réputation, elles furent en mesure d'émettre des emprunts à l'étranger. Le problème des débouchés n'était pas réglé, néanmoins ; les industries consommatrices demeuraient gênées et le déséquilibre régnait ainsi entre moyens de production et capacité de consommation intérieure.

L'établissement d'une monnaie d'or avait eu pour résultat d'élever les prix allemands au-dessus de ceux des nations voisines, qui se débattaient encore avec le papier et l'inflation.

A l'intérieur et à l'extérieur, la situation était donc dangereuse pour la sidérurgie allemande.

Il devenait nécessaire de recréer les liens entre usines pour parer à une lutte de prix et défendre le marché national. L'Eisenwirtschaftsbund existait encore, mais n'exerçait plus guère d'action. Aussi fut-il constitué en novembre 1924, l'Union de l'acier brut, la Rostahlgemeinschaft, pour adapter l'allure de marche des aciéries aux possibilités d'absorption du marché. Elle comprit presque tous les producteurs d'acier, qui obtinrent un quantum suivant leur meilleure production de 1922 ou de 1924. Cet organisme fut la source de la réorganisation de la sidérurgie qui devait caractériser l'année 1925.

Pour résumer cet historique, voici les chiffres de la production en 1924 :

HOUILLE	COKE	MINÉRAI DE FER	Fonte	ACIER
(en milliers de tonnes)				
118.768,7	24.884,7	4.457,1	7.832,6	9.807,4

La production des matières premières fut donc en grand progrès, sauf pour le minerai de fer. Elle atteignit des chiffres voisins de ceux de 1922. La production de fonte et d'acier, tout en se relevant, ne donna cependant pas des résultats aussi favorables. Nous avons dit pourquoi.

En ce qui concerne le commerce extérieur, les importations de houille tombèrent à 13.202.000 tonnes, celles de coke à 338.000 tonnes. Les importations de minerai de fer se relevèrent à 3.076.181 tonnes, dont 13.682 tonnes provinrent d'Alsace-Lorraine, et 180.316 tonnes du reste de la France.

Pour les produits sidérurgiques, la balance demeura encore déficitaire. Mais les importations diminuèrent de près de 500.000 tonnes, alors que les exportations crurent de 170.000 tonnes environ. L'équilibre tendait ainsi à redevenir normal.

Voici le résumé des tonnages intéressant les principaux de ces produits, à l'importation et à l'exportation, en 1923 et 1924 :

	IMPORTATIONS	EXPORTATIONS
1923.....	1.721.305 tonnes	784.137 tonnes
1924.....	1.236.993 »	951.536 »

2° *L'année 1925*

Le développement d'activité de la fin de 1924 continua jusque vers le mois de juillet 1925. A cette époque, la Reichsbank limita inexorablement les crédits au niveau atteint à la fin de 1924 pour toute l'année 1925 et provoqua une nouvelle hausse du loyer de l'argent. Les prix ne suivirent pas le mouvement. On dut s'efforcer de comprimer les dépenses et, pour cela, réduire les salaires, restreindre la production, mieux organiser le travail par la rationalisation. La situation de l'économie allemande était, en somme troublée par le déséquilibre entre la capacité de production et la capacité du marché financier. Ceci explique l'état particulier de l'industrie sidérurgique.

Dans le premier semestre, l'adoption du plan Dawes et l'afflux de capitaux étrangers avaient activé sa prospérité, que la politique de la Reichsbank vint ensuite restreindre. En outre, la construction navale se ralentit, le marché des changes fut troublé à plusieurs reprises et, d'une manière générale, l'accroissement des stocks, réalisé dans la période précédente, réduisit l'activité des entreprises. Aussi le Syndicat de l'acier brut dut-il en août abaisser de 35 % le chiffre de production fixé en novembre 1924.

A cette époque, les sidérurgistes avaient achevé de reconstruire dans la Ruhr l'équivalent des moyens perdus en Lorraine et la capacité de production était sensiblement égale, dans ce territoire restreint, à celle de l'ancien empire en 1913.

Voici les tonnages réalisés par la production :

HOUILLE	COKE	MINERAI DE FER	FONTE	ACIER
(en milliers de tonnes)				
132.622,1	28.397,3	5.923	10.088,8	12.186,1

Les progrès sont donc considérables sur toute la ligne, malgré la gêne ressentie dans le second semestre.

En ce qui concerne maintenant le commerce extérieur pendant l'année 1925, il faut tout d'abord noter le rétablissement de la balance positive des combustibles :

	1924		1925	
	(en milliers de tonnes)			
	IMPORTA- TIONS	EXPORTA- TIONS	IMPORTA- TIONS	EXPORTA- TIONS
Houille..	13.202	2.795	7.608	13.646
Lignite..	2.078	31	2.295	33
Coke....	338	864	69	3.776

Les exportations de houille se sont remarquablement développées. Elles se répartirent, notamment, entre les Pays-Bas (42,9 %), la France (10,2 %), l'Union Belgo-Luxembourgeoise (9,5 %), la Tchéco-Slovaquie (6,5 %), les Pays Scandinaves (750.000 tonnes).

L'accroissement des ventes extérieures de coke fut aussi considérable. Les deux principaux clients furent le Luxembourg (1.316.567 tonnes) et la France (828.535 tonnes).

En outre, les livraisons des Réparations atteignirent 14.067.685 tonnes contre 19.735.816 en 1924. Le montant total des exportations apparaît ainsi en hausse de 10 millions de tonnes environ.

En ce qui touche le minerai de fer, il faut noter

11.540.010 tonnes d'importations, dont 64,1 % en provenant de Suède, 12 % d'Espagne, 5,8 % de France, 4,7 % d'Alsace-Lorraine.

Enfin pour les produits sidérurgiques, la situation fut la suivante :

Importations.....	1.155.709 tonnes
Exportations	2.422.215 »

soit, par rapport à 1924, une diminution de 81.824 tonnes pour les importations et une augmentation de 1.470.879 tonnes pour les exportations, c'est-à-dire tout près de 150 %.

Les expéditions de Lorraine, Luxembourg et Sarre constituèrent, comme antérieurement, une part importante des achats à l'étranger, mais demeurèrent inférieures aux tonnages envoyés en 1913 à l'intérieur des frontières actuelles du Reich.

Elles consistèrent en grande majorité en produits bruts ou demi-finis.

Les exportations portèrent au contraire surtout sur des produits finis et les Pays-Bas et la Grande-Bretagne se rangèrent parmi les plus gros acheteurs.

Dans l'ensemble, le bilan des échanges avec l'étranger est fort satisfaisant, plus encore par les progrès dont ils témoignent que par la valeur absolue des tonnages sur lesquels ils portent.

Le fait le plus caractéristique de l'année 1925 n'en demeure pas moins dans la réorganisation poursuivie par la sidérurgie allemande dès la réalisation de la réforme monétaire.

La constitution de la Rohstahlgemeinschaft fut, nous l'avons signalé, le point de départ des mesures pour adapter la production aux besoins, discipliner la vente et la fabrication des produits métallurgiques et ressusciter les organisations syndicales de jadis.

Après des pourparlers laborieux, le Stahlwerksverband se reforma le 23 avril 1925 pour la vente des demi-produits, du matériel fixe de voie et des profilés, absorbant une création éphémère, le Syndicat des demi-produits (Halbzeugverband).

Peu avant, un Syndicat des Tubes (Rohrenverband) avait été créé pour cinq ans et le 1^{er} juillet se constitua un syndicat du fil machine (Walzdrahtverband). A la fin de juillet et au début d'août, naquirent les syndicats des aciers marchands, des tôles fortes et des feuillards. A la fin de décembre, le Syndicat des fils tréfilés, le Comptoir des rivets, le Comptoir des feuillards laminés à froid apparurent à leur tour et on mit à l'étude un projet de syndicat des tôles moyennes et fines. Plusieurs de ces organismes établirent leur siège au Stahlwerksverband. C'est dire par quels liens étroits ils lui sont unis.

Par ailleurs, la Rohstahlgemeinschaft passa des accords avec la Collectivité des usines transformatrices (Avi), pour assurer à celles-ci des prix équivalents à ceux du marché mondial.

Une organisation méthodique du marché soumit tout le commerce des produits métallurgiques aux producteurs. Trois grands syndicats de vente furent organisés à Dusseldorf, à Leipzig et à Berlin. Ils comprirent les

sociétés commerciales d'usines et les marchands de fer indépendants et furent les seuls à traiter désormais avec le Stahlwerksverband et à vendre ses produits.

Aucun monopole de ce genre ne s'organisa cependant dans l'Allemagne du Sud, où les importations étaient plus particulièrement fortes. Aussi le désir y naquit-il de passer des accords avec l'étranger.

Ces mesures d'organisation commerciale ne suffisaient pas. Il fallait, en outre, de toute nécessité, comprimer les prix de revient et, pour cela, spécialiser les fabrications des usines par nature de produits, non seulement dans chaque konzern, mais encore dans de plus vastes cadres. Telle fut la cause, par exemple, de la fusion en une société, au capital de 800 millions de marks, « les Aciéries Réunies de la Ruhr » de quatre grands konzerns de cette région : Rheinelbe, Thyssen, Phœnix, Van der Zypen, Rheinstahl. Ce groupement ferma complètement certaines usines, dont l'infériorité de la consommation eût nécessité la marche à train réduit. Seules, les installations les meilleures demeurèrent pleinement actives. Les entreprises adhérentes apportèrent leurs moyens de production, leurs mines, leurs hauts fourneaux, aciéries et laminoirs à la Société. Leurs dettes et charges financières leur demeurèrent propres. Il n'y eut donc pas absorption complète. Disons, pour en terminer avec les Aciéries réunies, qu'elles représentaient, à leur constitution, 22,4 % de la production de houille du Syndicat rhénan westphalien, 18 % de sa production de coke et 41 % des participations de la Rohstahlgemeinschaft.

Divers groupements analogues furent formés : Acié-

ries réunies de la Haute-Silésie, Aciéries de l'Allemagne centrale notamment.

Sans doute peut-on reprocher à cette organisation sa complexité. N'oublions pas que l'esprit de discipline des citoyens allemands vint à son secours.

3° *La rationalisation*

A. 1926

L'année 1926 fut pour l'Allemagne l'année de la rationalisation (1).

Nous venons de signaler la naissance, au cours de l'année 1925, d'un mouvement pour parvenir à l'abaissement des prix de revient par une meilleure organisation de la production.

Le terrain était favorable en 1926 à la poursuite d'une pareille politique : la monnaie était stable, le marché était assaini par de nombreuses faillites. La grève anglaise, enfin, devait supprimer, pendant sept mois, la concurrence britannique sur les marchés mondiaux.

S'en prenant d'abord au rendement ouvrier, la rationalisation s'efforce d'appliquer les méthodes de Taylor, pour parvenir à la diminution des fonds de roulement et des frais généraux.

Passant de là à l'organisation des industries, elle cherche à pousser le plus avant possible la spécialisation des usines concentrées horizontalement. La standardisa-

(1) Voir l'article sur « *La rationalisation* », publié par M. le Professeur Truchy, membre de l'Institut, dans l'Édition économique du Capital, 9 janvier 1929.

tion est accentuée, des études techniques sont faites pour lui donner toute son efficacité. Ce deuxième point du programme de la rationalisation supprime des frais de concurrence et des intermédiaires coûteux.

La rationalisation étend enfin son domaine, non seulement à l'intérieur des frontières de chaque Etat, mais encore sur le terrain international.

Les ententes avec les concurrents étrangers, pour une meilleure adaption de la production aux besoins, est un article de ce programme mis en application dès 1926.

L'industrie sidérurgique fut particulièrement soumise à cette politique.

Au sein des diverses entreprises et dans leurs rapports entre elles, la spécialisation et la concentration furent poussées le plus avant possible.

Tous les konzerns verticaux ne disparurent pas cependant. Mais ils reprirent une étendue plus normale et plus compatible avec l'étroitesse des crédits disponibles.

Les Aciéries réunies de la Ruhr, par exemple, conservèrent leurs intérêts dans les mines ; cependant, elles cédèrent leurs ateliers de construction mécanique et limitèrent leur activité dans le domaine des industries transformatrices.

Certains konzerns, comme Krupp et Gutehoffnung, n'ont même pas été aussi loin.

Il n'en demeure pas moins vrai que la sidérurgie s'est nettement orientée vers la production en grandes masses par usines spécialisées plutôt que vers la transformation complète de la matière première en produits finis.

Par ailleurs, les comptoirs créés en 1924 se sont plus

solidement installés et imposés en 1926, après la liquidation des affaires antérieures à leur création.

Leurs efforts rencontrèrent, dans l'Allemagne du Sud, la concurrence lorraine et luxembourgeoise et, sur les marchés mondiaux, celle des usines de l'Europe Occidentale. Ce fut une des causes de l'adhésion allemande à une entente internationale de l'acier et des accords concernant les contingents d'importations lorrain et luxembourgeois en Allemagne.

Ceci étant, la production des matières premières et des produits de la sidérurgie a atteint, en 1926, les tonnages suivants :

HOUILLE	COKE	MINERAI DE FER	FONTE	ACIER
(en milliers de tonnes)				
145.295,7	27.297,4	4.793,3	9.636	12.322,8

L'extraction de la houille prit donc un développement plus considérable en raison de la grève anglaise. Par contre, le minerai de fer fut gravement concurrencé par les minerais étrangers, jusqu'à ce que des mesures de faveur aient été prises à son égard. La production est demeurée sensiblement équivalente à celle de 1925, pour la fonte et l'acier, avec une tendance à s'améliorer vers la fin de l'année.

Examinons maintenant la situation du commerce extérieur. En premier lieu, voici pour les combustibles :

	IMPORTATIONS	EXPORTATIONS
	(en milliers de tonnes)	
Houille.....	2.867	29.244
Lignite.....	2.015	79
Coke.....	51	7.380

A l'exportation, il faut noter le doublement, et au delà, des ventes de houille et de coke grâce à la grève anglaise qui permit de conquérir de nouveaux acheteurs, même à l'intérieur de la Grande-Bretagne.

En ce qui touche le minerai de fer, il faut noter que les importations sont tombées de 11.540.010 tonnes à 9.553.442 tonnes, soit de 17,2 %. Les fournisseurs principaux en ont été : la Suède avec 5.886.736 tonnes, la France de 1914 avec 984.498 tonnes, l'Alsace-Lorraine avec 570.176 tonnes, l'Espagne avec 842.094 tonnes.

Quant au commerce extérieur des produits sidérurgiques, en regard duquel nous avons mis les tonnages de 1913, il fut le suivant :

IMPORTATIONS

	1913	1926
Ferrailles, fontes, ferros.....	460.901	328.725
Demi-produits, loupes	11.017	211.789
Tubes et cylindres	9.677	48.676
Aciers marchands et profilés.....	25.669	389.786
Tôles et fils	70.539	110.267
Matériel de voie	475	150.053
Chaudières et pièces de machines..	20.009	8.240
Coutellerie	92	66
Autres produits sidérurgiques....	40.654	858.064
TOTAL.....	639.033	1.272.055

EXPORTATIONS

	1913	1926
Ferrailles, fontes, ferros.....	1.052.853	961.018
Demi-produits, loupes	779	458.756
Tubes et cylindres	392.980	392.463
Aciers marchands et profilés.....	1.620.624	1.163.758
Tôles et fils	1.127.791	1.056.424
Matériel de voie.....	657.414	459.859
Chaudières et pièces de machines..	144.866	106.518
Coutellerie	5.951	6.577
Autres produits sidérurgiques.....	858.064	785.199
TOTAL.....	6.561.322	5.390.572

L'Allemagne tend donc à reprendre une place très voisine de celle occupée par elle en 1913.

En ce qui concerne la valeur de ce commerce par rapport à celui de 1913, voici son évaluation, en millions de marks :

	IMPORTATIONS	EXPORTATIONS
1913.....	108.777	1.406.368
1926.....	181.028	1.485.997

Il faut toutefois tenir compte de la dépréciation de l'or et, sur la base des pouvoirs d'achats de 1913, on constate que les tonnages de 1913 et 1926 représentent sensiblement la même valeur.

La statistique ci-dessus ne doit pas se comparer directement avec celle que nous avons donnée pour 1925. Toutes deux ne comprennent pas, en effet, les mêmes

produits. Ramenées aux mêmes termes, elles donnent les résultats suivants :

Diminution d'importations en 1926	159.447 tonnes
Accroissement d'exportations en 1926....	1.585.150 »

L'excédent des exportations a crû, sur ces bases, de 1.290.021 tonnes, en 1925, à 3.034.598 tonnes, en 1926. Ce sont là des résultats très brillants.

Comparativement à 1925, il faut encore noter une diminution des importations de fonte de moitié, un doublement des importations d'acier marchand, profilés feuillards. Les ventes de fonte et ferro-alliages ont augmenté de 300.000 tonnes, celles de demi-produits et lingots ont presque quadruplé par suite de la grève anglaise, et, sur 458.756 tonnes, 90 % ou 417.198 tonnes ont été destinés à l'Angleterre. Les exportations de matériel de voie, au contraire, ont été vers les pays les plus divers.

En ce qui concerne, ces pays ayant effectué des échanges avec l'Allemagne, nous plaçons ci-dessous un tableau comparatif de 1913 et de 1926 :

IMPORTATIONS

	1913	1926
Grande-Bretagne	197.864 tonnes	26.340 tonnes
Suède.....	94.651 »	28.610 »
Sarre.....	» »	594.613 »
Luxembourg.....	» »	210.835 »
Alsace-Lorraine.....	» »	108.831 »

EXPORTATIONS

	1913	1926
Grande-Bretagne....	1.216.227 tonnes	1.057.043 tonnes
Pays-Bas.....	605.278 »	769.493 »
Suisse	339.053 »	85.827 »
Belgique	659.652 »	109.056 »
Italie	296.742 »	269.223 »
Roumanie.....	137.750 »	53.015 »
Suède.....	167.004 »	154.291 »
Danemark.....	168.579 »	125.422 »
Norvège.....	115.548 »	48.516 »
Japon.....	255.066 »	346.063 »
Indes Britanniques..	218.897 »	205.354 »
Indes Néerlandaises.	188.148 »	143.754 »
Chine.....	67.712 »	93.661 »
Etats-Unis.....	63.164 »	338.725 »
Argentine	225.691 »	241.772 »
Brésil.....	160.743 »	148.578 »

Il faut particulièrement noter aux exportations que l'Allemagne développe ou maintient sa place sur les marchés lointains, alors que, sur le continent européen, elle perd du terrain.

Pour les importations, la comparaison est malaisée, puisque les statistiques d'avant guerre ne mentionnent pas les ventes de Sarre, d'Alsace-Lorraine et de Luxembourg, à destination des autres territoires du Zollverein. Il est cependant connu qu'elles étaient bien supérieures à ce qu'elles sont aujourd'hui.

Les achats dans les autres pays ont également très largement diminué. Toutefois, l'année 1926 ne peut être

considérée comme un excellent terrain de comparaison vis-à-vis de la Grande-Bretagne, car la grève y restreignit à l'extrême les possibilités d'exportation.

En résumé, le commerce extérieur allemand de produits sidérurgiques en 1926 dénote une importante amélioration par rapport à 1925. Il s'achemine très nettement vers les tonnages atteints en 1913.

B. 1927

En 1927, l'amélioration très sensible du second semestre de 1926 s'est maintenue.

La grève des mineurs britanniques avait favorisé les charbonnages et leur avait permis d'améliorer ou de perfectionner leurs installations. Les constructions mécanique et métallique et l'électro-technique reçurent ainsi d'importantes commandes dont profita la sidérurgie.

L'afflux de capitaux étrangers permit de continuer l'œuvre de rationalisation et de renouvellement de la sidérurgie. Une impulsion fut donnée aux chantiers navals, à la construction, à l'industrie automobile et à la construction mécanique. Le marché se maintint ferme grâce à ces besoins intérieurs, qui compensèrent la diminution des demandes extérieures.

La production passa par des maxima :

HOUILLE	COKE	MINERAI DE FER	FONTE	ACIER
	(en milliers de tonnes)			
153.598	32.260	5.500 (environ)	13.103	16.301

Si nous rappelons les résultats de 1913 (1), d'abord dans les limites anciennes du Reich, ensuite dans ses limites actuelles, nous constaterons que la production allemande de 1927 est toute proche de la première pour le coke et l'acier. Le déficit de houille et de minerai demeure important, mais la production houillère est néanmoins très supérieure à celle de 1913 dans les limites actuelles.

Il n'existe de véritable déficit que pour le minerai. Le tonnage de la production de fonte en 1927 a été intermédiaire entre les deux tonnages de 1913. Il faut attribuer en grande partie son retard sur le tonnage d'acier au développement de la production d'acier Martin, qui utilise les ferrailles et diminue ainsi l'utilisation de la fonte.

Voici le détail de la production, par bassins, pour la houille, le coke, la fonte et l'acier, en 1927, pour le minerai, en 1926, faute de renseignements pour l'année 1927 :

(1) Production dans les limites de 1913.

HOUILLE	COKE	MINERAI DE FER	FONTE	ACIER
(en milliers de tonnes)				
190.109,4	34.630,4	28.607,9	16.763,8	17.313

Production dans les limites actuelles en 1913 :

HOUILLE	COKE	MINERAI DE FER	FONTE	ACIER
(en milliers de tonnes)				
140.753,2	31.667,5	7.308,7	10.915,7	11.923,7

HOUILLE (1927)

Ruhr	118.023.000 tonnes	(76,8 %)
Haute-Silésie	19.377.000 »	
Basse-Silésie	5.844.000 »	
Aix-la-Chapelle	5.022.000 »	
Saxe	4.025.000 »	
Divers	1.300.000 »	

Total..... 155.597.000 tonnes

COKE (1927)

Ruhr	27.416.000 tonnes
Aix-la-Chapelle	1.057.000 »
Haute-Silésie	1.239.000 »
Basse-Silésie	921.000 »
Saxe	225.000 »

MINERAI DE FER (1926)

Siegerland	1.655.842 tonnes
Peine Salzgitter	1.303.738 »
Lahn et Dill.....	534.462 »
Vogelsberg	380.627 »
Wurtemberg et Bade..	417.111 »
Taunus	221.114 »
Harz	185.941 »
Divers	94.518 »

FONTE (1927)

Rhin Westphalie	10.352.457 tonnes	79
Siegen, Lahn et Dill, Haute- Hesse	774.824 »	5,9
Silésie	311.037 »	2,4
Allemagne (Nord, Est, Cen- tre)	1.347.549 »	10,3
Allemagne du Sud	316.661 »	2,4

	ACIER (1927)	%
Rhin Westphalie	12.982.838 tonnes	79,6
Siegen, Lahn et Dill, Haute-		
Hesse	412.452 »	2,5
Silésie	585.221 »	3,6
Allemagne (Nord, Est, Cen-		
tre)	1.374.978 »	8,4
Saxe	626.132 »	3,9
Allemagne du Sud et Pala-		
tinat	329.061 »	2

En ce qui concerne le commerce extérieur, pour les combustibles, les échanges furent les suivants :

	IMPORTATIONS	EXPORTATIONS
Houille	5.334.000 tonnes	26.878.000 tonnes
Lignite	2.560.000 »	27.000 »
Coke	146.000 »	8.794.000 »
Agglomérés de houille	4.000 »	751.000 »
Agglomérés de lignite	151.000 »	1.643.000 »

Ces résultats comprennent les livraisons des réparations. Il ne faut donc pas les comparer à ceux précédemment indiqués pour 1926, mais à ceux-ci :

	IMPORTATIONS	EXPORTATIONS
Houille	2.867.000 tonnes	38.035.000 tonnes
Lignite	2.015.000 »	79.000 »
Coke	51.000 »	10.363.000 »
Agglomérés de houille	3.000 »	1.587.000 »
Agglomérés de lignite	122.000 »	2.125.000 »

Les résultats sont donc moins favorables que l'année précédente et on peut attribuer une influence décisive à la cessation de la grève anglaise. Les importations ont crû, sans être encore d'ailleurs très élevées, et les exportations se rapprochent davantage du chiffre atteint en 1925 que de celui de 1926. Voici quelques détails concernant ces échanges :

HOUILLE

IMPORTATIONS

EXPORTATIONS

(y compris les Réparations)

Sarre	1.167.979 t.	Belgique	5.423.388 t.
Grande - Breta-		France	5.642.679 t.
gne	3.267.789 t.	Italie	4.162.183 t.
		Pays-Bas	6.591.139 t.
		Tchéco-Slova-	
		quie	1.170.970 t.

COKE

EXPORTATIONS

(y compris les Réparations)

Luxembourg .	2.275.573 t.
France	3.323.462 t.
Suède	845.736 t.

En ce qui touche le minerai, les importations sont en hausse, ce qui s'explique en grande partie par le développement de la production sidérurgique. On constate que la part française a crû largement. Voici les tonnages intéressants concernant ces échanges :

Exportations totales	167.309 tonnes
dont :	
Sarre	129.498 »

Importations totales	17.408.833 tonnes
dont :	
Suède	8.682.039 »
France de 1914	1.528.302 »
Alsace-Lorraine	1.337.650 »
Espagne	3.081.058 »
Terre-Neuve	808.151 »

En ce qui concerne maintenant les produits sidérurgiques, voici les résultats que nous possédons :

	IMPORTATIONS	EXPORTATIONS
Fontes, ferro-alliages.....	288.000 t.	352.000 t.
Demi - produits, produits finis	1.832.000 t.	2.872.000 t.
Principaux produits sidérur- giques (1)	1.600.000 t.	2.337.000 t.
Totaux.....	3.720.000 t.	5.561.000 t.

Voici un tableau semblable pour 1926 :

	IMPORTATIONS	EXPORTATIONS
Fontes, ferro-alliages.....	112.000 t.	513.000 t.
Demi - produits, produits finis	870.000 t.	3.380.000 t.
Principaux produits sidérur- giques (1)	769.000 t.	2.830.000 t.
Totaux.....	1.751.000 t.	6.723.000 t.

(1) Principaux produits sidérurgiques : demi-produits pour la vente, matériel de voie, profilés au-dessus de 80 millimètres, aciers marchands et petits profilés, fil machine, tôles fortes de plus de 5 millimètres, tubes.

Il y a lieu de constater une sensible augmentation des importations qui ont plus que doublé en face d'exportations décroissantes :

Il faut attribuer en grande partie ces résultats, croyons-nous, à la réapparition sur le marché international des usines anglaises.

Il faut surtout constater combien est considérable la consommation intérieure de l'Allemagne.

Voici les pays qui ont vendu à l'Allemagne les principaux produits sidérurgiques en 1927 : Alsace-Lorraine (264.000 tonnes), Luxembourg (367.000 tonnes), Sarre (757.000 tonnes) sur un total de 1.600.000 tonnes.

Voici maintenant les pays qui ont acheté ces produits à l'Allemagne :

Danemark	76.000 t.	Grande - Breta-	
Pays-Bas	490.000 t.	gne	661.000 t.
Indes Britanni-		Suède	86.000 t.
ques	134.000 t.	Japon	152.000 t.
Indes Néerlan-		Argentine	96.000 t.
daises	72.000 t.	Etats-Unis	67.000 t.
Brésil	44.000 t.	Divers	459.000 t.

C. 1928

L'activité de 1927 persista au cours du premier trimestre de 1928.

La réduction de la durée du travail, les relèvements des salaires, les menaces de conflit dans les mines n'eurent pas d'influence. Il faut cependant noter une diminution des commandes dans la construction mécanique,

dans l'industrie textile et l'électro-technique ;

Le deuxième trimestre, au contraire, a été une période de recul. La prospérité antérieure s'est ralentie et on note un fléchissement de la production sidérurgique.

Le mouvement de régression s'est même étendu aux industries productrices de matières premières, comme le montrent les chiffres ci-dessous :

1928	HOUILLE	LIGNITE	COKE	FONTE	ACIER
	(EN MILLIERS DE TONNES)				
1 ^{er} trimestre	40.465	42.042	8.949	3.473	4.211
2 ^e trimestre	35.480	38.468	8.197	3.113	3.703

Il paraît cependant que le mouvement des exportations a repris plus de force.

A l'importation, on signale la diminution des entrées de matières premières, par rapport au dernier trimestre 1927.

D. La crise rhénane

La situation de la sidérurgie allemande a été dominée par la crise rhénane, pendant le dernier trimestre de 1928.

Le conflit entre les maîtres de forges de la Ruhr et les ouvriers métallurgistes avait semblé devoir être de brève durée (1). Après le lock-out du 1^{er} novembre, il s'étendit et, au 30 novembre, 12.000 ouvriers étaient sans travail.

(1) Voir *Le Capital*, supplément économique du 5 décembre 1928, « *Le véritable sens de la crise rhénane* » par M. Paul Maquenne.

Il semble que le pourcentage de main-d'œuvre dans les prix de revient ait atteint un taux exagéré. Il est de 60 à 70 % dans la métallurgie et de 50 à 60 % dans les mines de charbon. Les salaires ont bénéficié d'une augmentation supérieure à celle de l'indice du prix de la vie. Les barèmes de salaires sont fréquemment révisés et on cite, depuis mars 1925, dans certains districts métallurgiques, quatre révisions. Par contre, l'instabilité de la main-d'œuvre est remarquable. En outre, les assurances sociales et les allocations de chômage coûtent très cher aux industriels. Par tonne d'acier brut, elles imposent une charge de 7,65 marks et, par tonne de houille, de 2,24 marks.

Les compagnies minières paient au titre des assurances sociales 30 % du montant brut des salaires de leurs ouvriers.

Le conflit fut la suite logique des concessions qui, jusqu'au 1^{er} novembre 1928, suivirent toutes les revendications ouvrières.

§ 5. CONCLUSION

De pareils troubles sont en mesure de remettre en jeu la prospérité de l'industrie sidérurgique en Allemagne. Cette branche de production a pratiquement reconquis, nous l'avons vu, sa capacité d'avant guerre. Elle trouve en face d'elle une consommation intérieure considérable et très précieuse, vu la difficulté des exportations. Jusqu'ici, le marché national allemand s'est montré très satisfaisant grâce à l'activité de toutes les branches de

l'industrie, mais, si des conflits ouvriers, des menaces de troubles sociaux venaient supprimer l'atmosphère de paix, la stabilité politique, sans lesquelles il n'est pas de prospérité économique durable possible, il faudrait redouter que le déséquilibre ne vienne régner à nouveau entre les moyens de l'industrie sidérurgique allemande et ses débouchés.

Subordonnés à l'intérieur à une activité générale de toute la production, ceux-ci dépendent, à l'extérieur, de la possibilité d'offrir les produits à des prix avantageux pour la clientèle. Si les revendications ouvrières aboutissaient à un ralentissement dans toutes les branches de l'industrie nationale, par suite d'une hausse abusive des prix de revient, les ventes extérieures, elles aussi, seraient compromises. Les efforts remarquables des maîtres de forges allemands pour tirer parti de toutes les circonstances de l'après guerre ne les feraient plus bénéficier d'un succès légitime. Le monde du travail en serait la première victime.

Des organisations de producteurs, qui savent s'imposer une discipline parfaite, ne parviendront-elles pas à remettre de l'ordre dans leurs relations avec le monde du travail ? On ne peut le croire.

D'un autre côté, les gouvernants, mêmes socialistes, ne doivent pas oublier que, s'il est d'une facile politique pour l'Etat de faire triompher toujours les revendications des masses, il pourrait arriver un jour où leur exagération compromettrait l'édifice économique du pays. Leur faiblesse leur serait alors, à juste titre, reprochée.

CHAPITRE VI

L'industrie sidérurgique en Belgique depuis l'Armistice

§ 1. — LA REPRISE DE 1919-1920

Dès l'armistice et l'évacuation de son territoire, la Belgique se mit en devoir de procéder au relèvement de son industrie minière et sidérurgique.

Il s'agissait de remettre en état toutes les entreprises détruites ou arrêtées et, dès 1919, treize hauts fourneaux furent à feu, douze autres en voie de restauration, mais encore inactifs. 19 aciéries, employant 10.396 ouvriers, se remirent au travail, 12 autres demeurant encore inaptes à la production.

L'extraction houillère se releva à 18.482.880 tonnes. Mais la fabrication du coke demeura encore très inférieure, en ne dépassant pas 756.890 tonnes.

L'extraction des minerais de fer fut de 4.820 tonnes et, dans ces conditions, les productions de fonte brute et de lingots et moulages d'acier s'élevèrent seulement, respectivement, à 250.570 tonnes et 333.560 tonnes.

Le début de 1920 fut marqué par la continuation du mouvement de relèvement de 1919.

Il restait encore beaucoup à réparer et les commandes, affluant de l'intérieur et des régions dévastées de la France, dépassèrent la capacité de production. On se heurtait en effet à des difficultés pour l'approvisionnement en matières premières. Si la production houillère avait presque atteint à nouveau le niveau d'avant guerre, puisqu'elle se chiffrait à 22.388.770 tonnes, la production de coke demeurait encore faible : 1.835.400 tonnes, quoique plus que double de celle de 1919.

Les livraisons allemandes, imposées par le traité de Versailles, croissaient de 103.000 tonnes à 111.211 tonnes pour le coke, de 1919 à 1920, mais tombaient de 1.746.000 tonnes à 1.210.712 tonnes pour la houille.

Les inondations ralentissaient les arrivages et aggravaient encore l'insuffisance des fabrications indigènes.

L'extraction du minerai de fer restait très inférieure (17.260 tonnes) et la crise des transports entravait son arrivée de Lorraine.

Beaucoup d'aciéries et d'industries de transformation durent travailler avec des fontes ou des fers puddlés importés de France et d'Angleterre.

Cette pénurie de matières premières, le relèvement des salaires, le déséquilibre entre l'offre et la demande ne tardèrent pas à produire une hausse désordonnée des produits sidérurgiques. Les acheteurs cessèrent presque de passer des commandes.

L'accord de Spa permit à la Belgique d'obtenir des quantités de coke suffisantes. En même temps, les trans-

ports s'améliorèrent. De nouveaux hauts fourneaux ne tardèrent pas à se rallumer et la production à croître.

Toutefois, les demandes de l'étranger, par suite d'une concurrence renforcée, déclinèrent.

Dès le mois de juin, les sidérurgistes belges comprirent que, pour conserver leur courant d'exportation, il leur fallait abaisser leurs prix de vente. Précédant leurs confrères étrangers dans cette compression caractéristique de la seconde moitié de 1920, ils réussirent à obtenir de nouveau bon nombre de commandes étrangères. Ils furent favorisés dans la poursuite de cette politique par le bas prix du charbon en Belgique, le change déprécié et la facilité de débouchés du territoire belge. Mais, vers la fin de l'année, la concurrence se fit, à nouveau, plus sérieuse; les prix de vente belges durent être abaissés au niveau des prix de revient, ce qui n'empêcha pas les commandes de se faire de plus en plus rares, malgré les efforts accomplis pour reconquérir les anciens clients de l'Angleterre et de ses colonies et de l'Amérique du Sud.

Le rythme de la production dut être réduit, des hauts fourneaux éteints et des jours de chômage établis. Une campagne, qui devait aboutir au mois de février 1921, fut entreprise pour obtenir le coke à meilleur compte et des tarifs de chemins de fer privilégiés.

Pour faciliter leur tâche, les principales sociétés métallurgiques formèrent une coopérative qui vint resserrer les liens assez lâches créés entre elles par le Comptoir des aciéries. Il s'agissait d'accélérer la récupération du matériel enlevé par les Allemands et de

répartir les indemnités de guerre, d'une part, d'organiser en commun l'achat de matières premières et la vente de certains produits, d'autre part.

Dès ce moment, la question d'un accord entre la Belgique et le Luxembourg préoccupait vivement les milieux sidérurgiques belges, auxquels l'union douanière projetée des deux pays faisait craindre un redoublement de concurrence sur un marché déjà encombré.

Voici les chiffres de production afférents à l'année 1920 :

Fonte	1.116.400 tonnes
Acier	1.253.110 »

Ainsi, malgré les hauts et les bas, la production, dans son ensemble, a considérablement progressé, au point d'atteindre 50 % des tonnages d'avant guerre.

Avant de passer à l'année 1921, précisons l'évolution du commerce extérieur belge au cours des années 1919 et 1920.

Médiocre en 1919, il reprit en 1920 une activité notable.

Comme nous l'avons dit plus haut, vu la difficulté d'obtenir du coke et du minerai, des importations assez fortes de fonte, de riblons et de demi-produits, en provenance de France et d'Angleterre, furent effectuées à destination des aciéries et des usines de transformation. Grâce à elles, les exportations, si actives avant la guerre, furent à nouveau possibles.

Un facile débouché, de courte durée, fut d'abord les régions dévastées de la France. Lorsque cette source

commença à se tarir, la Belgique se tourna vers la Grande-Bretagne et ses colonies, l'Espagne, les Pays-Bas et l'Amérique du Sud.

Les bas prix belges permirent le maintien d'un courant d'exportations, malgré la crise de 1920.

Voici deux tableaux partiels du commerce extérieur en 1919 et 1920 :

IMPORTATIONS

(en tonnes)

ANNÉES	1919	1920
Houille	1.169.844	1.859.439
Coke	110.117	256.375
Minerai de fer	724.931	2.450.367
Fonte brute	232.945	336.777
Acier brut ou dégrossi.....	140.191	296.956
Poutrelles	9.511	15.745
Rails	21.633	15.385
Tôles	10.665	34.042
Laminés	35.443	52.531

EXPORTATIONS

(en tonnes)

ANNÉES	1919	1920
Houille	3.412.087	1.621.817
Coke	280.876	218.765
Minerai de fer	15.419	152.808
Fonte brute ou ouvree	14.115	69.431
Acier brut	8.710	7.541
Poutrelles	9.366	52.381
Billets et largets	»	20.569
Rails	1.732	51.367

Tôles	26.742	138.489
Laminés	74.811	417.772
Fils et verges	16.165	43.283
Clous	5.620	21.937

L'excédent d'importations de fonte fut ainsi de 286.000 tonnes environ, en 1920, soit la moitié de celui d'avant guerre. Par contre, il y eut un excédent d'importations de 261.000 tonnes et de 61.000 tonnes pour les demi-produits et les riblons ; en 1913, il y avait eu un excédent d'exportations de 153.000 tonnes et de 2.000 tonnes.

Les importations de ces catégories furent donc supérieures de 200.000 tonnes environ à ce qu'elles avaient été en 1913.

Elles provinrent principalement de France, de Grande-Bretagne et du Luxembourg. L'Allemagne, jadis principal fournisseur, ne fournit rien à la Belgique en 1920.

Les exportations de métal ouvré dépassèrent les importations.

Les acheteurs principaux furent la France avec 231.000 tonnes, les Pays-Bas avec 95.000 tonnes, la Grande-Bretagne avec 83.000 tonnes ; puis, la Suisse, l'Espagne et l'Amérique du Sud.

§ 2. — LA CRISE DE 1921

L'année 1921 marqua un temps d'arrêt et même de ralentissement dans l'œuvre de redressement poursuivie par la sidérurgie belge.

En ce qui concerne les matières premières, la production houillère fut assez satisfaisante : 21.750.410 tonnes.

Le coke fut fabriqué jusqu'à concurrence de 1.402.610 tonnes seulement, en diminution de 400.000 tonnes environ sur l'année précédente.

Le minerai de fer extrait s'éleva à 59.490 tonnes, c'est-à-dire à un tonnage trois fois et demi supérieur à celui de 1920, mais encore faible par rapport à celui de 1913.

Les commandes de produits sidérurgiques furent rares. Les consommateurs nationaux travaillaient au ralenti et l'étranger développa sa concurrence. La production pour l'année entière fut de 872.010 tonnes de fonte et 764.150 tonnes d'acier, en diminution de 250.000 tonnes environ, et de 500.000 tonnes, environ, par rapport à 1920.

Voici les tonnages de production de juillet et de décembre 1921, en regard desquels nous plaçons ceux de janvier et de décembre 1920 :

MOIS	Fonte	ACIER BRUT	PRODUITS FINIS
Janvier 1920....	40.820 t.	56.006 t.	67.651 t.
Décembre 1920..	126.850 t.	121.260 t.	97.926 t.
Juillet 1921.....	45.330 t.	27.290 t.	38.930 t.
Décembre 1921..	72.150 t.	64.260 t.	78.120 t.

La crise métallurgique s'accroît donc au début du deuxième semestre. Le nombre des hauts fourneaux actifs passa de 26 en janvier à 18 en juin, et à 11 en août. La situation demeurerait cependant plutôt meilleure qu'ailleurs, car, si le coke était cher, les exportations étaient favorisées par le coût, relativement bas, de la main-d'œuvre, par des tarifs de chemins de fer avanta-

geux et la proximité du port d'Anvers. Aussi les prix belges d'exportation demeuraient-ils inférieurs aux prix anglais et français et sensiblement égaux aux prix allemands.

Mais l'installation de nouveaux tarifs douaniers fut nuisible et la production décrut en juillet et août; en outre, la conclusion en date du 25 juillet 1921, pour entrer en vigueur en mai 1922, de la Convention de Bruxelles, établissant une union douanière économique entre la Belgique et le Luxembourg, influença défavorablement le marché sidérurgique.

Le gouvernement mit à l'étude un système de crédits à l'exportation et passa de grosses commandes, de rails notamment, et une période de reprise se dessina dans le dernier trimestre.

Les résultats de la fin de 1921 furent donc très supérieurs à ceux du milieu, mais encore très inférieurs à ceux du dernier mois de 1920. La réaction s'était dessinée vers le mois d'octobre. Les cours avaient cessé de s'effriter et les usines de se fermer. Mais la prospérité de 1920 n'était pas retrouvée.

En ce qui concerne le commerce extérieur, le fait le plus caractéristique fut l'avantage tiré de la grève anglaise.

En voici une preuve dans ce tableau comparatif des expéditions belges à destination de la Grande-Bretagne :

	ANNÉES 1920	1921
Fonte	25.265 t.	118.485 t.
Demi-produits et produits finis..	115.731 t.	206.289 t.

D'autre part, les exportations de fonte dépassèrent les importations, ce qui est exceptionnel en Belgique.

Sur l'ensemble du marché mondial, des efforts considérables accompagnés de sacrifices importants furent accomplis. Des succès partiels, peut-être dus surtout à la crise anglaise, furent remportés dans les Indes, au Japon et en Suède.

Toutefois, d'une manière générale, les chiffres d'exportation de 1921 furent inférieurs à ceux de 1920, alors que les importations de matières premières dépassèrent celles de 1920.

Voici les résultats concernant le commerce extérieur en matières premières et produits sidérurgiques pour l'année totale 1921 :

	IMPORTATIONS	EXPORTATIONS
Houille.....	5.619.942 t.	6.624.379 t.
Coke	293.213 t.	420.974 t.
Minerais de fer.....	169.005 t.	176.076 t.
Fonte brute ou ouvrée.....	143.376 t.	199.305 t.
Acier brut ou dégrossi.....	228.013 t.	—
Bramés et blooms (acier).....	—	3.706 t.
Billettes et largets	—	19.871 t.
Poutrelles	16.094 t.	30.756 t.
Rails	7.194 t.	93.574 t.
Tôles	10.668 t.	98.306 t.
Laminés	59.076 t.	361.285 t.
Fils et verges.....	9.975 t.	19.673 t.
Clous	—	19.844 t.

§ 3. LA NOUVELLE REPRISE

1°) 1922

L'amélioration dessinée au cours du dernier trimestre de 1921 se confirma au cours de l'année 1922.

En ce qui concerne les matières premières, la production de houille, légèrement inférieure à celle de 1921, s'éleva à 21.208.500 tonnes ; les cokeries retrouvèrent une très large activité qui, sans encore atteindre celle de 1913, se traduisit par une production plus que double de celle de 1921 : 2.849.884 tonnes.

Les livraisons de l'Allemagne furent, pour la houille et le coke, respectivement de 2.283.000 tonnes et 448.000 tonnes, c'est-à-dire très supérieures aux chiffres atteints antérieurement.

En ce qui concerne le minerai de fer, l'extraction fut de 63.200 tonnes, c'est à dire supérieure à celle de 1921, mais d'environ 42 % seulement du tonnage de 1913.

Dans ces conditions, la production de fonte brute s'éleva à 1.613.160 tonnes, celle d'acier brut à 1.565.140. Les progrès réalisés furent donc considérables, grâce à une baisse lente des prix qui dura jusqu'au mois d'août.

Voici un tableau comparatif montrant l'accroissement des taux mensuels accompli en l'espace d'un an :

	Décembre 1921	Décembre 1922
Fonte	74.150 tonnes	160.450 tonnes
Lingots d'acier.....	60.900 »	162.400 »

L'activité des industries transformatrices ne suivit pas un rythme aussi favorable, mais elle fut supérieure ou égale à celle de 1913. La restauration des usines était presque achevée et la capacité de production des nouvelles installations était supérieure à celle des anciennes.

En ce qui concerne le commerce extérieur, les achats de demi-produits décreurent. Notamment, il n'en fut plus importé de France que 40.000 au lieu de 183.000 en 1921.

Les exportations se maintinrent de niveau avec la production, le marché anglais ayant pu être remplacé après la cessation des grèves, malgré une lutte particulièrement âpre. Des commandes de rails importantes furent passées par les pays suivants : Finlande (15.000 tonnes), Argentine (56.000 tonnes), Japon (5.000 tonnes), Pays-Bas (21.000 tonnes), Brésil (12.500 tonnes). Dans l'ensemble, le commerce extérieur s'établit suivant les données que voici :

IMPORTATIONS

	Janvier-Avril	Mai-Décembre
Houille	2.003.251 t.	3.912.503 t.
Coke	80.259 t.	1.637.777 t.
Minerais de fer	939.088 t.	2.634.705 t.
Fonte brute et ouvrée.....	55.552 t.	184.676 t.
Acier brut ou dégrossi	68.380 t.	1.591 t.
Poutrelles	3.747 t.	4.968 t.
Rails	5.031 t.	6.478 t.
Tôles	6.693 t.	8.240 t.
Laminés	17.538 t.	16.781 t.
Fils et verges	2.270 t.	5.533 t.
Barre et blooms	»	60.915 t.
Billettes et largets	»	14.042 t.

EXPORTATIONS

	Janvier-Avril	Mai-Décembre
Houille	1.220.010 t.	1.955.649 t.
Coke	352.026 t.	557.856 t.

Minerais de fer	55.864 t.	732.064 t.
Fonte brute et ouvrée	71.606 t.	121.367 t.
Acier brut ou dégrossi	»	9.043 t.
Poutrelles	19.349 t.	133.413 t.
Rails	22.459 t.	124.644 t.
Tôles	33.127 t.	109.484 t.
Laminés	108.949 t.	603.566 t.
Fils et verges	8.806 t.	37.024 t.
Barres et blooms	28 t.	116.364 t.
Billettes et largets	1.284 t.	129.769 t.
Clous	6.398 t.	»

Les tonnages de janvier à avril et les tonnages de mai à décembre ne sont en aucune façon comparables, puisque les premiers comprennent les seuls achats et ventes de la Belgique, et les seconds ceux de l'Union Douanière Belgo-Luxembourgeoise, toute entière. Nous les avons accolés seulement pour la commodité et il est très difficile d'en tirer des conclusions.

2°) 1923

Au cours de l'année 1923, les progrès considérables de l'année précédente furent consolidés et encore développés.

La production de fonte brute fut de 2.147.950 tonnes, soit 88,1 % de celle de 1913. La production d'acier brut atteignit 92,7 % de celle de 1913, soit 2.296.890 tonnes, alors que le tonnage des produits finis dépassait de 4,6 % celui de 1913.

Seuls les événements de la Ruhr furent cause du léger déficit existant encore dans la production sidérurgique par rapport à l'avant guerre.

La production de matières premières fut, en effet, satisfaisante : 22.922.340 tonnes de houille; 117.090 tonnes de minerai de fer et 4.179.964 tonnes de coke. Ce dernier chiffre fait ressortir l'activité des cokeries à 17,9 % au-dessus de celle de 1913. La sidérurgie eut ainsi de larges disponibilités.

Il n'y eut donc pas en Belgique de crise semblable à celle qui atteignit le Luxembourg où l'on constata un déficit de 12 à 14 %, ou à celle dont souffrit la Lorraine, où le déficit fut d'environ 15 %.

En ce qui concerne les échanges extérieurs, la modification des statistiques ne permet pas de conclusions fermes. Il semble qu'ils furent de l'ordre de grandeur de ceux d'avant guerre. Les exportations eurent une tendance à croître, grâce à l'absence momentanée de la concurrence allemande et à la dépréciation du franc.

Les combustibles, dont le marché fut très favorisé par l'occupation de la Ruhr, donnèrent lieu, pour l'Union, aux échanges suivants :

	HOUILLE	COKE
	(EN TONNES)	
Importations totales	7.890.795	1.082.029
dont :		
Allemagne	1.456.762	764.458
Grande-Bretagne	4.676.225	150.968
France	1.061.919	34.197
Pays-Bas	597.894	82.700

	HOUILLE	COKE
	(EN TONNES)	
Exportations totales	2.557.090	601.187
dont :		
France	1.934.979	501.842
Pays-Bas	289.750	»
Suisse	193.574	89.120

Parmi les ventes de produits sidérurgiques, il faut signaler les ventes de rails qui s'élevèrent notamment à : 5.000 tonnes (Japon), 10.000 tonnes (Chine), 8.000 tonnes (Pays-Bas), 5.000 tonnes (Pologne), 9.000 tonnes (Chili), 6.000 tonnes (Finlande). Ces résultats intéressants furent, d'ailleurs, payés par des sacrifices.

Pour la fonte brute, qui fut l'objet des plus importants achats à l'étranger, il faut signaler les tonnages suivants à l'importation :

Importations totales	330.459 tonnes
dont :	
France	189.918 »
Allemagne	44.392 »
Grande-Bretagne	84.822 »

Dans l'ensemble, le commerce extérieur de l'Union en matières premières et produits sidérurgiques fut le suivant :

	IMPORTATIONS	EXPORTATIONS
Houille	7.890.795 t.	2.557.090 t.
Coke	1.082.029 t.	601.187 t.
Minerais de fer et scories	6.522.604 t.	728.310 t.
Fonte brute	330.459 t.	81.526 t.

Acier fondu brut	3.605 t.	10.195 t.
Acier fondu { brames et blooms.	76.196 t.	80.430 t.
dégrossi { billettes et largets	17.266 t.	343.978 t.
Poutrelles en fer battu ou laminé		
et acier en barres ou feuilles..	25.406 t.	1.530.835 t.
Rails	11.609 t.	201.580 t.
Tôles	14.357 t.	15 t.
Fils fer ou acier	21.380 t.	8.408 t.

3°) 1924

L'année 1924 fut, elle aussi, une année propice à la sidérurgie belge malgré les obstacles rencontrés.

Citons, parmi ceux-ci, les réclamations des ouvriers, qui aboutirent à un léger relèvement des salaires ; et, au début de l'année, les violentes fluctuations des changes.

Les facteurs favorables furent la marche satisfaisante des transports, la baisse du prix du coke, qui permit la réduction des prix de revient et de vente. Le marché fit preuve de faiblesse vers le milieu de l'année, mais l'activité des derniers mois, avec une reprise des commandes étrangères, en vint effacer l'effet, en grande partie.

La production fut la suivante :

Houille	23.361.910 tonnes
Coke	4.216.580 »
Minerai de fer	154.970 »
Fonte brute	2.845.920 »
Acier brut	2.875.030 »

En ce qui concerne le commerce extérieur, il faut signaler les points suivants :

Les achats de fonte à l'étranger s'élevèrent à 327.017 tonnes (pour l'Union), c'est-à-dire à un chiffre sensiblement égal à celui de 1923, et provinrent notamment de France pour 115.618 tonnes, de Grande-Bretagne pour 97.189 tonnes, d'Allemagne pour 90.905 tonnes.

Malgré la concurrence étrangère, les commandes obtenues de l'extérieur marquèrent un progrès.

Les exportations de fer et d'acier eurent pour principaux destinataires les pays suivants :

Grande-Bretagne	968.187 tonnes
Indes Anglaises	234.535 »
Allemagne	377.303 »
Pays-Bas	600.361 »
Japon	134.275 »
Chine	110.337 »
Argentine	148.154 »

Dans l'ensemble, le commerce extérieur de l'Union s'établit comme suit :

	IMPORTATIONS	EXPORTATIONS
Houille	9.319.883 t.	2.144.976 t.
Coke	2.365.756 t.	963.272 t.
Minerais de fer et scories	9.104.792 t.	1.563.564 t.
Fonte brute	327.017 t.	129.898 t.
Acier fondu brut	2.582 t.	27.511 t.
Acier fondu { brames et blooms. . .	69.864 t.	156.862 t.
} billettes et largets. . .	8.790 t.	616.012 t.
Poutrelles en fer battu ou laminé et acier en barres ou feuilles. . }	40.961 t.	1.905.097 t.

Rails	8.137 t.	250.546 t.
Tôles	14.103 t.	250 t.
Fils fer ou acier	40 068 t.	13.607 t.

4°) 1925

L'année 1925 marque un temps d'arrêt dans la progression continue de la sidérurgie belge depuis 1921, par suite de causes accidentelles.

Des grèves d'ouvriers métallurgistes dans les régions de Charleroi et du Centre, pour protester contre les tentatives de compression des salaires, vinrent ralentir la production et les exportations dans le deuxième semestre, particulièrement. Le conflit dura jusqu'à la fin de l'année.

La production se chiffra comme suit :

Houille	23.097.040 tonnes
Coke	4.111.771 »
Minerai de fer	165.650 »
Fonte brute	2.542.507 »
Acier brut	2.548.527 »

Il y eut donc un recul sur toute la ligne, sauf pour le minerai de fer, dont l'extraction dépassa tous les tonnages précédemment atteints.

Dans les échanges avec l'étranger, il faut noter, comme de juste, un ralentissement des importations de matières premières et de produits bruts, aussi bien que la décroissance des exportations de presque tous les produits.

Les ventes extérieures de fer et d'acier, notamment, tombèrent de 6 %.

Il faut d'ailleurs remarquer que la concurrence étrangère fut particulièrement forte, notamment de la part de l'Allemagne. Aussi les prix demeurèrent-ils faibles. Voici le bilan des principaux échanges avec l'étranger effectués par l'Union pendant l'année 1925 :

	IMPORTA- TIONS	EXPORTA- TIONS
Houille.....	8.674.742 t.	2.550.405 t.
Coke.....	2.370.705 t.	848.548 t.
Minerais de fer.....	8.887.193 t.	1.792.451 t.
Fonte brute	325.130 t.	96.702 t.
Acier fondu brut en lingots.....	4.327 t.	42.819 t.
Acier { Brame et blooms....	44.426 t.	112.225 t.
dégrossi } Billettes et largets....	17.549 t.	671.217 t.
Fers à profils spéciaux laminés à chaud	14.905 t.	282.893 t.
Fers battus, étirés ou laminés à chaud non dénommés ailleurs..	19.420 t.	1.029.945 t.
Rails, traverses, éclisses.....	6.264 t.	220.210 t.
Tôles	14.291 t.	283.146 t.
Fils et verges en fer ou acier....	24.410 t.	113.122 t.

5°) 1926

L'année 1926 fut une période relativement assez troublée au point de vue économique.

En janvier et en février, la grève de Charleroi fit encore sentir ses effets. Puis, au moment où la reprise s'annonçait, la chute du franc belge, stable depuis la fin de 1925, désorganisa, à nouveau, le marché. Les prix de revient intérieurs montèrent, alors que les prix de vente du marché mondial eurent une tendance à la baisse.

Dans les derniers jours de juillet, le franc se releva pour se stabiliser à la fin d'octobre.

Malgré ces circonstances nettement contraires, l'année fut bonne pour la sidérurgie belge.

A l'intérieur et à l'extérieur, on poussa les efforts d'organisation. La grève minière anglaise, en paralysant la sidérurgie britannique, provoqua un flot de commandes et le redressement des prix pendant le second trimestre. Sans doute, les tarifs des transports furent-ils relevés, mais on s'accordait à reconnaître qu'ils étaient faibles auparavant. Les salaires subirent seulement une augmentation raisonnable et les relations entre ouvriers et patrons devinrent meilleures, après la cession de la grève. Seuls l'approvisionnement en coke et le prix de celui-ci ne manquèrent pas d'être préoccupants.

En résumé, la production fut très en progrès et les tonnages ci-dessous indiquent une augmentation moyenne de 37 % environ, par rapport à 1913 :

Houille	25.830.000 tonnes
Coke	5.387.000 »
Fonte brute	3.399.000 »
Acier brut	3.380.000 »
Minerai de fer (1).....	—

Le commerce extérieur de l'Union se caractérisa par un progrès des exportations de 10 % environ, par rapport à 1924. (Voir annexe, tableaux 1, 2 et 3).

(1) Les tonnages concernant la production de minerai de fer postérieure à l'année 1925 nous font défaut.

6°) 1927

En 1927, au cours du premier trimestre, le déficit dû à la grève anglaise maintint son influence favorable et les prix ne baissèrent pas. Le facteur dominant de la vie économique fut la réforme monétaire.

Si l'opération avait incontestablement réussi, au point de vue financier, puisque la belga se maintenait au pair fixé, on pouvait cependant craindre des troubles économiques. Le taux de stabilisation choisi était assez bas ; aussi, après un certain malaise au début de 1927, la situation se rétablit-elle. La concurrence étrangère, favorisée par la hausse des prix de revient belges, et la diminution du pouvoir d'achat des consommateurs belges n'eurent que des effets passagers.

La balance du commerce extérieur s'améliora rapidement ; le chômage se réduisit et les faillites s'espacèrent. Les prix de gros ne tardèrent pas à se stabiliser et les cours des valeurs à hausser en Bourse.

L'industrie reprit une marche normale et les résultats de l'année totale furent supérieurs à ceux de l'année 1926 et pour la production et pour le commerce extérieur (1) (Voir annexe tableaux 1, 2 et 3).

Toutefois, une certaine inquiétude continuait à régner dans les milieux sidérurgiques. Sans doute, les prix de vente avaient-ils crû davantage que les prix de revient et

(1) PRODUCTION BELGE EN 1927 (en milliers de tonnes)

Houille	Coke	Fonte brute	Acier brut
27.573	5,397	3,751	3.701

dépassaient-ils, sauf pour l'exportation, ceux de 1926. Mais on avait tendance à croire que les prix intérieurs s'élèveraient au niveau des prix mondiaux, entraînant une hausse du coût de la vie. On se refusait à tenir pour définitivement acquis les progrès enregistrés. Un indice de cette atmosphère d'incertitude, de crainte de la concurrence étrangère et de difficultés intérieures apparaît dans les rapprochements réalisés entre les industriels belges, si traditionnellement individualistes. Le désir de comprimer les prix de revient, de rationaliser provoqua, en effet, des fusions de sociétés et on parla même de la création d'une entente. Mais avant de connaître le résultat de cette tentative partielle, on ne la généralisa pas et elle constitua seulement un galop d'essai. Son importance ne fut pas encore nationale. Il faut signaler, aussi, les efforts accomplis pour stimuler et développer les exportations, grâce à une active propagande à l'étranger, menée par des groupements comme l'Association des négociants exportateurs d'Anvers.

7°) 1928

L'année 1928 se signala, à ses débuts, par la réserve des acheteurs, qui escomptaient une baisse des cours. Les usines, cependant, parvinrent à remplir leurs carnets. Les cours, notamment ceux des aciers marchands, s'élevèrent.

On a attribué ce fait à l'Entente internationale de l'acier et à sa politique d'adaptation de la production aux besoins.

Mais, il ne faut pas oublier les conflits ouvriers allemands et les achats spéculatifs effectués alors en Allemagne. Un affaiblissement de la concurrence étrangère et un rafermissement des cours, accentué par la reprise du marché intérieur français, en devaient résulter naturellement.

A la fin du premier trimestre, la réserve des acheteurs se manifestait encore sans entraîner de réduction dans les prix de vente des usines.

Au cours du deuxième trimestre, aucun mouvement de régression n'est à signaler et les forges, encore pourvues de commandes anciennes, résistèrent aux acheteurs.

A partir du mois de mai, la fermeté des prix de l'acier en Allemagne permit aux usines de continuer à imposer leurs prix aux consommateurs. Ceux-ci ralentirent à nouveau leurs demandes, à l'annonce, vers la mi-juin, que l'Entente internationale de l'acier allait relever les quantums de production. Les prix marquèrent un temps d'arrêt ; mais l'Entente maintint le statu quo, ce qui arrêta les espoirs des acheteurs.

Cependant, la grève des dockers d'Anvers créa des difficultés aux usines en les obligeant à détourner leurs exportations. Quelques stocks s'accumulèrent et des concessions de prix se produisirent parfois. Aussi l'ensemble des cours marquait-il une baisse au début du mois de juillet, sans provoquer, d'ailleurs, d'inquiétude dans les milieux sidérurgiques.

Dans l'ensemble, les résultats sont satisfaisants, puisque, comme le prouvent les statistiques ci-dessous, la production d'acier, de fonte et de produits finis a haussé

du premier au deuxième trimestre et que le commerce extérieur du premier semestre n'est qu'en légère régression.

Production premier semestre 1928

	Hainaut	Liège	Autres provinces	Belgique
Houille	—	—	—	13.983
Coke	—	—	—	2.915
Fonte.....	932	706	269	1.907
Acier.....	913	793	206	1.912
Produits finis..	787	719	136	1.642

Tableau comparatif de la production des .

	1 ^{er} TRIMESTRE	2 ^e TRIMESTRE
Fonte.....	944	963
Acier.....	953	959
Produits finis	815	827

Commerce extérieur Union Belgo-Luxembourgeoise

Premier Semestre 1928

	IMPORTATIONS	EXPORTATIONS
Fonte.....	240.000 tonnes	59.000 tonnes
Fer et acier brut.....	6.000 »	15.000 »
Demi-produits	104.000 »	351.000 »
Laminés.....	48.000 »	1.632.000 »
TOTAL.....	398.000 tonnes	2.037.000 tonnes

§ 4. CONCLUSION

La sidérurgie belge poursuit à nouveau la carrière de progression qui l'avait mise à cet égard en tête du classement mondial avant la guerre.

La production de 1927 supérieure de plus d'un million de tonnes, pour la fonte et pour l'acier, à la production de 1913, prouve que les efforts des maîtres de forges de Belgique sont couronnés de succès.

L'important accroissement de l'extraction houillère, le développement de la cokéfaction permettent d'envisager en pleine confiance l'avenir.

La recherche active et fructueuse de nouveaux débouchés sur les marchés lointains évitera l'engorgement et une amélioration constante de la sidérurgie dans ce pays, où elle joue un rôle capital, doit être attendue.

ANNEXE

TABLEAU I

Commerce extérieur (Matières premières)

Union Belgo-Luxembourgeoise

Importations

	1926	1927
Houille.....	7.756.061 tonnes	9.280.188 tonnes
Coke.....	2.609.406 »	2.921.219 »
Minerais de fer.....	10.846.300 »	12.677.447 »

Exportations

	1926	1927
Houille.....	3.735.096 tonnes	2.945.496 tonnes
Coke.....	766.624 »	866.978 »
Minerais de fer.....	1.417.787 »	910.655 »

Détail du Commerce extérieur (Houille et Coke) 1927 :

1° HOUILLE	IMPORTATIONS	EXPORTATIONS
Allemagne.....	4.624.307 tonnes	—
France.....	997.806 »	2.277.872 tonnes
Grande-Bretagne....	1.770.232 »	—
Pays-Bas	1.751.414 »	291.056 »

2° COKE

Allemagne.....	2.574.627 tonnes	—
Pays-Bas.....	517.794 »	—
France.....	—	818.678 tonnes

TABLEAU II

Union Belgo-Luxembourgeoise

Importations

	1926	1927
Fonte brute.....	330.050 t.	381.173 t.
Fer brut ébauché et massiaux....	99 t.	214 t.
Acier fondu brut en lingots.....	3.391 t.	7.343 t.
Acier fondu dégrossi : Brames et Blooms.....	96.940 t.	116.461 t.
Billettes et Largets.....	19.715 t.	35.436 t.
Aciers spéciaux en barres.....	1.606 t.	2.235 t.
Fers à profils spéciaux.....	13.220 t.	9.744 t.
Fers battus, étirés, laminés à chaud	15.372 t.	14.821 t.
Fer laminé ou étiré à froid	1.995 t.	1.763 t.
Feuillards	1.601 t.	2.238 t.
Rails, traverses, éclisses.....	9.289 t.	2.678 t.
Tôles.....	14.639 t.	13.311 t.
Fer blanc	11.978 t.	18.423 t.
Tubes, tuyaux, raccords.....	10.554 t.	9.223 t.

Fils et verges.....	10.088 t.	11.041 t.
Bandages et cintres de roues.....	1.866 t.	313 t.
TOTAL.....	542.403 t.	626.417 t.

TABLEAU III

Union Belgo-Luxembourgeoise

Exportations

	1926	1927
Fonte brute	157.247 t.	136.029 t.
Fer brut ébauché et massiaux....	23.927 t.	6.588 t.
Acier fondu brut en lingots.....	41.371 t.	24.532 t.
Acier fondu dégrossi : Brame et Blooms	90.859 t.	148.464 t.
Billettes et Largets.....	687.371 t.	763.622 t.
Aciers spéciaux en barres	777 t.	3.011 t.
Fers à profils spéciaux	372.330 t.	544.139 t.
Fers battus, étirés, laminés à chaud	1.266.561 t.	1.434.914 t.
Fer laminé ou étiré à froid.....	1.611 t.	4.622 t.
Feuillards.....	53.835 t.	120.616 t.
Rails, traverses, éclisses.....	284.247 t.	332.248 t.
Tôles	336.606 t.	575.547 t.
Fer blanc	332 t.	1.372 t.
Tubes, tuyaux, raccords.....	22.553 t.	39.940 t.
Fils et verges.....	129.344 t.	215.170 t.
Bandages et cintres de roues....	7.963 t.	12.946 t.
TOTAL.....	3.476.934 t.	4.363.670 t.

CHAPITRE VII

L'Industrie sidérurgique au Luxembourg depuis l'Armistice

§ 1. RAPPEL DU PASSÉ

Jusqu'en 1919, le Luxembourg était uni à l'Allemagne par les liens du Zollverein.

C'est pourquoi, malgré son importance au point de vue de la sidérurgie, dans l'étude de cette industrie avant la guerre, nous n'avions pas réservé une place propre au Luxembourg.

Le traité de paix rendit à cet Etat son indépendance douanière.

En 1921, une union entre la Belgique et le Luxembourg, semblable au Zollverein, fut conclue. Le rôle important du Luxembourg dans la nouvelle organisation du marché sidérurgique européen nous a incliné cependant à lui réserver quelques pages.

En 1913, la production luxembourgeoise, intéressant la sidérurgie, avait été la suivante :

Minerai de fer.....	7.333.372 tonnes
Fonte	2.677.000 »
Acier brut	1.336.263 »

Au cours de la guerre, elle subit l'évolution que voici :

ANNÉES	MINERAI DE FER	Fonte	ACIER BRUT
1914.	5.007.457 tonnes	1.909.387 tonnes	1.336.263 tonnes
1915.	6.130.434 »	1.599.981 »	1.136.487 »
1916.	6.752.200 »	1.957.500 »	978.759 »
1917.	4.276.550 »	1.541.748 »	1.309.429 »
1918.	3.131.400 »	1.266.671 »	1.081.667 »

L'obtention en quantités insuffisantes des combustibles avait été la cause principale de cette décroissance. La production sidérurgique s'éleva, en 1918, seulement à 49 % des tonnages de 1913 pour la fonte, et à 72 % pour l'acier. La même année, la production de minerai apparaît avoir été inférieure à 58 % aux résultats de 1913 ; les exportations cependant furent de 575.450 tonnes, dont 92.100 à destination de la Lorraine (Thionville), 108.500 tonnes à destination de la Sarre, 374.800 à destination du Rhin et de la Westphalie.

§ 2. DEPUIS L'ARMISTICE

1°) 1919

Dès l'armistice, les liens furent rompus avec la métallurgie allemande.

Cette scission accentua les difficultés de la sidérurgie pour se procurer des combustibles, jadis fournis en grande partie par le Syndicat Rhénan-Westphalien.

La consommation locale du minerai de fer décrut, mais la demande étrangère fut satisfaisante ; en 1919, sur une production de 3.112.432 tonnes, l'exportation atteignit 1.207.510 tonnes, à destination de la France pour 94.767 tonnes, de la Belgique pour 328.041 tonnes, de la Sarre et de l'Allemagne (rive gauche du Rhin) pour 437.401 tonnes, de l'Allemagne (rive droite) pour 347.301 tonnes.

La production de la fonte et de l'acier marqua une régression importante : elle se chiffra à 617.422 tonnes pour la fonte (24 % de 1913) et à 366.231 pour l'acier (30 % de 1913). Outre le manque de combustibles, il existait plusieurs facteurs particulièrement défavorables : crise de transports, complication des formalités administratives d'échange, journée de huit heures, abandon des liens économiques avec l'Allemagne, hausse du coût de la vie. Un problème monétaire vint compliquer encore la situation : la suppression du cours du mark et la mise en circulation du franc luxembourgeois. Mais il semble bien que ce soit la cessation des envois de houille d'Allemagne qui ait le plus contrarié la sidérurgie luxembourgeoise. Le Traité de Versailles avait envisagé, pour la Commission des Réparations, la possibilité d'imposer à l'Allemagne la fourniture au Luxembourg d'une quantité de charbon égale à celle qu'elle lui livrait avant guerre. Mais cette clause n'était pas encore en vigueur en 1919. Le peu de charbon rétrocédé par la France fut seul reçu par le Luxembourg, ainsi que quelques envois de coke de Belgique.

Le fait le plus important de l'année 1919 fut la

cession à des groupes franco-belgo-luxembourgeois des intérêts considérables possédés par les sociétés allemandes dans les usines luxembourgeoises : 27 hauts fourneaux sur un total de 47 et 9 convertisseurs Thomas sur un total de 20.

2°) 1920

L'article 236 du Traité de Versailles, qui intéresse l'approvisionnement en combustibles du Luxembourg, devait entrer en vigueur le 11 janvier 1920. Au début de l'année cependant, par suite de la carence allemande et de la priorité française, il fut livré peu de chose. La France abandonna certains tonnages au Luxembourg, environ 40.000 tonnes et des combustibles durent être achetés en Sarre, Lorraine, Belgique et Angleterre. L'approvisionnement demeura insuffisant. L'accord de Spa améliora la situation en assurant, à partir du mois d'août, une fourniture de 90.000 tonnes par mois. Dans l'ensemble, le Luxembourg reçut 814.000 tonnes de coke, contre 709.500 en 1919. Le total des importations s'éleva à 40 % du chiffre atteint en 1913.

L'extraction de minerai de fer fut de 3.704.390 tonnes, soit 50,5 % de celle de 1913.

Les productions de fonte et d'acier s'élevèrent respectivement à 692.935 tonnes et 569.545 tonnes, soit en moyenne 27,3 % des tonnages de 1913.

La sidérurgie luxembourgeoise est développée hors de toute proportion avec son marché intérieur très restreint ; elle redoute par suite les barrières douanières,

puisqu'elle vit d'exportations. Le Traité de Versailles pour compenser, passagèrement au moins, la rupture du Zollverein, avait imposé à l'Allemagne, dans l'article 268 (c), de laisser entrer en franchise un contingent métallurgique luxembourgeois, égal à la moyenne des expéditions au cours des années 1911-1912-1913, du 16 septembre 1920 et 15 septembre 1921. En outre, une infériorité relative des prix luxembourgeois en 1920 favorisa les exportations, notamment à destination de la France. Le tableau des tonnages vendus à l'extérieur, en 1919 et 1920, le démontre :

	1919		1920
Fonte.....	134.978 tonnes		167.161 tonnes
Acier brut	77.569 »		124.361 »
Acier marchand	74.793 »		208.063 »
Tôles	6.113 »		21.134 »
Fils	8.717 »		27.739 »
Rails	5.995 »		20.153 »
Ferrailles et déchets.....	22.769 »		43.117 »

Les progrès sont importants sur toute la ligne.

Les exportations de minerais furent, elles aussi, très satisfaisantes, s'élevant à 2.042.889 tonnes, contre 1.207.510 tonnes en 1919. Elles se répartirent ainsi :

Allemagne occupée	475.061 tonnes
Allemagne non occupée.....	827.602 »
France	188.458 »
Belgique	551.768 »

3°) 1921

En 1921, la situation continua de s'améliorer. Les combustibles furent plus abondants grâce aux livraisons de l'Allemagne, 1.074.098 tonnes, au sujet desquelles un accord fut conclu avec la France pour assurer une marche parallèle entre les bassins français et luxembourgeois. En outre, les importations suivantes furent effectuées :

PROVENANCE	HOUILLE	COKE
Belgique.....	109.584 tonnes	248.208 tonnes
France.....	141.535 »	640 »

La consommation de coke s'éleva à 1.199.995 tonnes contre 910.011 en 1920.

L'extraction du minerai de fer fut inférieure à celle de 1920 : 3.031.626 tonnes seulement, soit 41,3 % de 1913. La crise de consommation s'accroissait par suite, notamment, de la préférence marquée des hauts fourneaux locaux pour les minettes de Briey et de Thionville plus riches. La consommation locale fut de 1.670.888 tonnes seulement, contre 1.723.189 tonnes en 1920, malgré l'accroissement considérable de la production d'acier et de fonte. Les exportations en régression n'atteignirent que 1.668.582 tonnes et se répartirent ainsi :

DESTINATION	TONNAGE
Allemagne occupée.....	444.781 tonnes
Allemagne non occupée.....	698.994 »
France	167.031 »
Belgique	357.776 »

Les productions de fonte et d'acier furent respectivement de 970.336 tonnes (38 % de 1913) et de 750.974 tonnes (56,8 % de 1913). Les progrès effectués furent donc très importants. Il faut les attribuer au plus facile approvisionnement en coke, grâce aux livraisons de l'Allemagne, et aux disponibilités des pays voisins par suite du ralentissement de leur propre production. Des efforts remarquables furent effectués pour trouver des débouchés à l'étranger; des comptoirs de vente furent créés sur les marchés lointains. Des affaires purent, ainsi, être conclues avec le Brésil, l'Argentine, les Indes Anglaises et le Japon.

L'Administration des Douanes Luxembourgeoise n'a pas publié de statistique pour le commerce extérieur des produits sidérurgiques en 1921.

Nous savons seulement que les exportations de fonte dépassèrent celles de 1920.

Le fait le plus important de l'année fut la signature, déjà signalée, en date du 25 juillet 1921, de la Convention portant conclusion de l'union douanière Belgo-Luxembourgeoise, pour prendre effet le 1^{er} mai 1922. Elle aboutit après de très longues négociations. Au point de vue de la sidérurgie, les Belges redoutaient la concurrence des puissantes usines placées sur le minerai et le retour des Allemands par la prise d'intérêts dans les usines luxembourgeoises; les Luxembourgeois alléguaient leurs charges financières plus lourdes et leurs frais de transports plus élevés, qui risquaient de leur rendre nuisible la conclusion d'une entente dou-

nière. Voulu par les deux gouvernements, l'accord fut conclu, nonobstant ces arguments.

4°) 1922

En 1922, les livraisons de l'Allemagne par suite du Traité de Versailles furent de 43.491 tonnes de houille et de 1.467.373 tonnes de coke, c'est-à-dire très supérieures à celles de 1921. En outre, 750.000 tonnes de coke furent importées de Belgique et de Grande-Bretagne, ce qui permit à la consommation des hauts fourneaux d'atteindre 2.213.332 tonnes.

L'extraction de minerai de fer fut intensifiée, grâce à la reprise d'activité des industries métallurgiques. Elle atteignit 4.488.974 tonnes, soit 61 % des tonnages de 1913. La consommation intérieure fut de 3.187.206 tonnes, contre 1.919.908 tonnes d'exportations, se répartissant comme suit :

DESTINATION	TONNAGE
Allemagne occupée.....	512.481 tonnes
Allemagne non occupée.....	469.492 »
France	190.082 »
Belgique.....	747.853 »

Les progrès furent donc sensibles par rapport à 1921.

Les productions de fonte et d'acier furent respectivement de 1.679.318 tonnes et 1.387.902 tonnes, soit environ les 2/3 des tonnages atteints en 1913, pour la fonte, et un peu plus que ces tonnages pour l'acier.

Ces résultats remarquables furent dus au meilleur

approvisionnement en combustibles et à des possibilités d'écoulement accrues, par suite, notamment, de l'accord avec la Belgique.

La situation toutefois commença à s'annoncer moins bonne à partir du mois d'octobre,

5°) 1923

L'année 1923 fut pleine d'obstacles pour la sidérurgie luxembourgeoise. En particulier, les approvisionnements en coke, par suite de l'occupation de la Ruhr, furent très difficiles. Les transports belges fonctionnèrent d'une manière défectueuse et aggravèrent cet état de choses, comme aussi les oscillations des changes.

Des contrats furent passés avec des pays pouvant disposer de quelques excédents de coke. Les sidérurgistes belges s'entendirent avec leurs confrères luxembourgeois pour leur confier des travaux à façon aboutissant à un échange coke contre fonte. Mais un tiers des hauts fourneaux dut être bouché. La situation sembla sur le point d'être améliorée au mois de mai. La grève des chemins de fer vint à nouveau l'assombrir. Un redressement se produisit bientôt; le coke arriva, quoique à des tarifs coûteux; les transports demeurèrent défectueux. Cependant, les conditions du marché, l'espoir d'y voir introduire les produits saisis en Allemagne empêchèrent les prix de vente de croître.

En définitive, la production atteignit les tonnages que voici ;

Minerai de fer.....	4.097.549 tonnes
Fonte	1.406.666 »
Acier.....	1.201.184 »

en très notable recul sur ceux de l'année 1922.

Les statistiques du commerce extérieur ne fournissent plus, par suite de l'entrée en vigueur de la convention du 25 juillet 1921, les chiffres particuliers au Luxembourg. Mais, on peut signaler le développement des comptoirs de vente à l'étranger. Les exportations, à destination de l'Allemagne, partiellement connues, marquent une régression importante, toutefois :

	1922	1923
Fonte brute	45.332 tonnes	4.351 tonnes
Demi-produits	174.818 »	44.491 »
Barres et profilés.....	278.142 »	99.991 »
Fils	13.306 »	3.902 »

Le Luxembourg était ainsi bien plus éprouvé que la Belgique par l'occupation de la Ruhr.

6°) 1924

L'année 1924 fut une année de forte reprise.

Dès son début, les difficultés d'approvisionnement cessèrent ; mais la crise du franc agita le marché et y créa l'incertitude, après avoir eu une influence plutôt favorable.

La rédaction du plan Dawes vint créer une atmosphère de confiance et les affaires reprirent de l'activité. La proximité de l'échéance du 10 janvier 1925 déter-

mina les Allemands à accroître leurs achats. Les efforts pour développer des débouchés lointains et abaisser les prix de revient, furent poursuivis. La production atteignit les tonnages suivants :

Minerai de fer.....	5.333.580 tonnes
Fonte	2.157.170 »
Acier.....	1.806.881 »

très supérieurs à ceux de toutes les années précédentes et dépassant même, pour l'acier, ceux de 1913.

Les tonnages expédiés vers l'Allemagne prirent une importance très supérieure à celle de 1923, sans encore atteindre ceux de 1922 :

Fonte brute	31.081 tonnes
Lingots et demi-produits d'acier.	215.142 »
Produits finis	178.164 »
TOTAL.....	424.387 tonnes

L'application d'un régime équivalent sur les chemins de fer belges pour le transport des produits luxembourgeois et belges, réclamé par l'industrie luxembourgeoise, ne fut encore l'objet d'aucun accord.

7°) 1925

En 1925, la vie économique du Luxembourg fut dominée par les relations avec l'Allemagne, qui étaient rentrées dans le droit commun en date du 10 janvier.

Des négociations furent poursuivies entre les représentants des sidérurgies allemande, belge, luxembourgeoise et française. On parvint à un accord de principe en juin, mais l'Allemagne en refusa l'application.

Les efforts pour organiser la production et les ventes lointaines rencontrèrent plus de succès. A eux sont dus les progrès de la production, qui s'éleva aux tonnages suivants :

Minerai de fer.....	6.672.692 tonnes
Fonte.....	2.363.253 »
Acier	2.086.241 »

Cette nouvelle progression faisait dépasser à la production de l'acier, par 750.000 tonnes, le tonnage de 1913. L'action des communautés d'intérêts, créées par exemple entre les Sociétés de Terres Rouges et de l'Arbed, paraît donc avoir été très salutaire.

8°) 1926

L'année 1926 fut mouvementée, par suite de l'échec de la réforme monétaire belge. A la fin de l'année seulement, les conditions économiques redevinrent stables.

La situation industrielle fut entièrement dominée par les variations du franc.

La grève des mineurs anglais n'eut guère de répercussions avant le mois de septembre. La fermeté du marché s'accrut alors, favorisée, d'ailleurs, par la constitution de l'Entente internationale de l'acier. En

définitive, l'année fut bonne. Voici les résultats de la production :

Minerai de fer.....	7.756.240 tonnes
Fonte	2.559.151 »
Acier	2.243.733 »

Ils marquent un progrès très net sur l'année 1925.

9°) 1927

L'année 1927 fut une période de transition et de réadaptation à un marché assaini par la nouvelle réforme monétaire belge.

Des capitaux abondants stimulèrent l'activité de la production, en augmentation par rapport à l'année précédente :

Minerai de fer.....	7.266.249 tonnes
Fonte	2.732.495 »
Acier	2.470.509 »

L'extraction du minerai marque seule un léger recul, tout en demeurant supérieure à celle de 1925. Il faut, semble-t-il, attribuer ce fait plutôt à un faible ralentissement des exportations, sans que les statistiques nous permettent de préciser davantage.

La grève anglaise eut des répercussions légères sur le prix des combustibles au cours du premier semestre. Son effet s'atténua au cours du second et les approvisionnements demeurèrent assez faciles tout le long de l'année.

Le marché allemand accrut sa consommation et les

usines luxembourgeoises purent y exporter largement. Aussi l'année financière fut-elle satisfaisante (1).

§3. CONCLUSION

Quelle est, à l'heure actuelle, la situation de la sidérurgie luxembourgeoise ?

Elle possède des installations puissantes : 47 hauts fourneaux en 1927, dont 39 à feu, employant 7.327 ouvriers et consommant 3.500.000 tonnes de coke environ ; 7 aciéries, employant 3.342 ouvriers ; 6 laminatoires employant 7.428 ouvriers et 11 fonderies avec un personnel ouvrier de 810 personnes.

Son organisation commerciale est particulièrement cohérente. Sans cesse, des efforts sont effectués pour réduire les prix de revient, développer la production, améliorer la situation en face de la concurrence mondiale et transformer le plus grand nombre de produits bruts possible.

Par ailleurs, l'adaptation à la vie économique de la Belgique s'effectue régulièrement. Les difficultés du début s'amortissent.

Toutefois, la question des tarifs de transports belges pour les produits sidérurgiques luxembourgeois n'est pas encore réglée. Mais on peut espérer une solution prochaine. Un nouveau facteur viendra alors favoriser les ventes extérieures du Luxembourg que, malgré l'absence de statisti-

(1) Des renseignements précis sur les résultats de l'année 1928 nous font défaut.

ques douanières propres, on peut estimer, dès maintenant, très satisfaisantes.

Ce n'est donc pas trop de dire que la sidérurgie luxembourgeoise, par les efforts de ses organisateurs et la justesse de leurs vues, poursuit une carrière de progression et de succès.

CHAPITRE VIII

L'organisation du marché sidérurgique et l'Entente internationale de l'acier

Dans l'introduction, consacrée aux conditions générales de la sidérurgie, nous avons réservé l'étude des ententes internationales.

Après avoir passé en revue la situation des principaux pays producteurs d'acier, le moment est venu d'aborder l'organisation du marché international.

La surproduction mondiale peut se concevoir pour des produits de grande consommation, comme ceux de la sidérurgie. Il est donc naturel de rencontrer dans cette industrie des accords entre producteurs de différents pays pour éviter une concurrence ruineuse.

Pour la clarté de l'exposé, nous distinguerons deux catégories d'ententes internationales : les unes portant sur certains produits spéciaux et les autres portant sur les produits bruts.

SECTION I

ENTENTES INTERNATIONALES PORTANT SUR DIVERS PRODUITS METALLURGIQUES SPECIAUX

1° *Le cartel international des rails*

En 1884, un cartel des rails fut organisé pour une période de trois ans entre la presque totalité des producteurs d'Allemagne, de Grande-Bretagne et de Belgique. C'était un cartel de prix, prévoyant la répartition des commandes, suivant des quotes préfixées et réservant les marchés intérieurs. Il n'eut pas de succès.

Une nouvelle tentative fut faite, en 1888, sans plus de résultat, par suite des discordes existant au sein des ententes nationales et du trop grand nombre de concurrents dissidents.

Un nouveau cartel fut organisé, vers la fin de 1904, pour trois ans et renouvelé, pour cinq ans, en 1907 ; il fonctionna jusqu'à la guerre.

Ses membres originaires furent les producteurs de Grande-Bretagne, d'Allemagne, de Belgique et de France. En juillet 1905, les producteurs des Etats-Unis apportèrent leur adhésion. Ils obtinrent que leur marché intérieur et les marchés de l'Amérique latine leur soient réservés. En échange, ils promirent leur abstention sur tous les autres marchés. En 1906, les producteurs d'Italie et d'Autriche adhérèrent, eux aussi.

Le cartel se proposait de fixer des minimum de prix, le total des exportations et la répartition des marchés.

Pour atteindre ce dernier but, les pays étaient distribués entre trois catégories : marché protégé, marché réservé, marché libre.

Le marché protégé était, pour les producteurs de chaque Etat adhérent, le marché national, dont ils étaient les seuls fournisseurs.

Le marché réservé était les colonies, attribuées exclusivement aux industriels de la métropole. L'Allemagne, pour compenser l'absence de marché colonial, reçut la priorité dans les pays scandinaves.

Les exportations à destination des marchés libres étaient permises à tous les adhérents, dans la limite du quantum assigné.

Des arrangements spéciaux furent conclus avec les producteurs austro-hongrois et italiens.

Les premiers furent assurés d'une position privilégiée dans les Balkans ; les seconds reçurent une compensation spéciale pour chaque tonne importée sur leur marché national.

Un système de ristournes, payées par les pays dépassant leur quote et versée aux pays demeurant au-dessous de leur quote, était prévu.

Les commandes étaient réparties et les prix fixés sur les marchés réservés par les cartels nationaux.

Le succès de l'organisme fut rapide et les prix minima prévus purent être relevés.

Le Cartel des rails disparut à l'ouverture de la guerre. Sa réorganisation, après l'armistice, fut retardée par le bouleversement du marché.

Elle fut accomplie à Londres, le 16 octobre 1926.

Mais le Cartel comprit désormais seulement les producteurs européens, ce qui lui valut de changer son ancien nom d'Irma (International Railway Manufacturers Association) contre celui d'Erma (European Railway Manufacturers Association). Les producteurs allemands n'adhérèrent que vers le milieu de décembre.

L'Erma est un cartel de prix. Il assigne une limitation aux exportations totales, réparties, suivant des quantum déterminés, parmi les adhérents.

Il est prévu que des rabais peuvent être consentis lorsque les adhérents se trouvent en concurrence avec des dissidents.

Le bureau du cartel a été fixé à Londres, comme avant la guerre.

En somme, sauf l'absence des producteurs américains, le Cartel actuel des rails est tout semblable à son prédécesseur.

2° *Ententes internationales diverses*

Un cartel des vis à bois fut organisé à la fin du xix^e siècle, entre producteurs allemands, anglais et français. Il existe, à nouveau, actuellement.

Vers la même époque, un cartel des tubes fut créé. En 1905, il recueillit l'adhésion des producteurs des Etats-Unis et fut réorganisé, en 1906, entre producteurs allemands, anglais, américains et austro-hongrois. Disparu à la guerre, comme le précédent, le cartel des tubes revit depuis 1926 et unit les producteurs de France, d'Allemagne, de Belgique, du Luxembourg,

de Tchéco-Slovaquie et quelques-uns d'entre ceux de Hongrie et de Pologne.

Sa reconstitution s'est heurtée à plus de difficultés que l'entente des fabricants de rails. La production est, en effet, plus disséminée et les acheteurs plus nombreux. Mais une syndicalisation intérieure, existant déjà dans certains pays, comme la Belgique et la Pologne, a facilité la tâche des négociateurs. En outre, des accords précédemment conclus entre l'Allemagne et la Tchéco-Slovaquie et, dans une certaine mesure, entre l'Allemagne et la France, contribuèrent au succès de l'entreprise.

Des quotes de production ont été attribuées aux différents pays. Les marchés intérieurs ont été réservés et les prix y sont fixés par un syndicat national. Pour les pays, où l'exportation est libre, les livraisons sont effectuées par les soins des syndicats nationaux aux prix convenus. D'importants concurrents, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, le Canada demeurent en dehors du cartel, ce qui constitue un frein à sa politique. Mais leur adhésion est espérée et une hausse des prix se produisit dès avant la formation définitive.

Les fabricants de tréfilés d'Allemagne, de Belgique, de Tchéco-Slovaquie et des Pays-Bas ont, eux aussi, pu conclure un accord, qui réglemente la production aux moyens de quotes, ainsi que les prix d'exportation. Les producteurs de France, de Luxembourg, d'Autriche, de Hongrie et de Pologne sont sur le point de se joindre à cette organisation. Mais l'adhésion de plusieurs de ces pays est rendue difficile par l'absence de cartellisation nationale.

Il faut encore signaler qu'un cartel des poutrelles, conclu entre producteurs français, belges et allemands, avait établi avant la guerre des comptoirs de vente à Paris, Bruxelles et Dusseldorf.

SECTION II

ENTENTES PORTANT SUR LES PRODUITS BRUTS

§ I. PÉRIODE D'AVANT GUERRE

Dans la catégorie des produits bruts, des négociations avaient été effectuées sans succès en 1903-1904, entre sidérurgistes allemands, belges, anglais et français, pour la constitution d'un cartel réglementant les tonnages d'exportation et les prix minimum.

L'Allemagne fut la principale inspiratrice d'une nouvelle tentative d'accord, en 1911, pour contingenter les exportations d'acier brut.

La politique de dumping rendait alors son industrie instable, car, exportant des produits demi-finis à bas prix, elle se voyait ensuite concurrencée, sur son marché intérieur, par ces mêmes produits, transformés à l'étranger à bon compte.

Les maîtres de forges allemands avaient à cœur d'obtenir sur le marché international les mêmes résultats que dans le Zollverein et de mettre fin à une concurrence désordonnée sur le marché des exportations.

Par l'adhésion qu'ils avaient donnée à l'entente internationale des rails, ils avaient montré leur désir de voir chaque Etat recevoir, dans des conditions de prix modérées, la part qui lui était due. Il concevaient clairement

que certains avantages de certitude devaient se payer par des sacrifices : éviter le trouble sur les marchés intérieurs comportait des concessions ailleurs. Malheureusement, dans les négociations, le Syndicat des Aciéries faisait preuve d'une certaine intransigeance dans la fixation des chiffres de participation, comme pour empêcher la concurrence de pays dont les progrès lui semblaient menaçants.

Malgré la faible quantité de leurs exportations nationales, les organisations patronales françaises en concevaient toute l'importance. Mais il fallait que ces exportations ne comportent pas de trop lourds sacrifices, comme ceux auxquels la politique allemande de dumping devait conduire de jour en jour davantage, en faisant baisser les prix à un niveau très bas. L'accueil aux propositions allemandes, pour s'entendre et faire cesser cette concurrence désordonnée sur les marchés extérieurs, avait été par conséquent favorable. Toute adhésion devait nécessairement comporter cependant, de la part des producteurs français, des restrictions car les usines françaises n'étaient pas arrivées à leur plein développement et ne pouvaient donc se contenter d'une consolidation définitive de leur situation. Elles devaient exiger, pour les ventes à l'exportation, une limitation de très courte durée et des quantités croissantes, au cours même de cette période, pour compenser la place qu'elles auraient conquise sous un régime de libre concurrence.

Malheureusement, les autres parties à l'accord discutaient sur des statistiques que répudiaient les sidérurgistes français, dont les progrès devaient, dans un bref dé-

lai, faire compter la France parmi les nations ayant un commerce extérieur important de produits sidérurgiques.

A un second point de vue, la sidérurgie française concevait très clairement que les prix ne devaient pas être relevés au point de réduire la consommation. L'augmentation du volume des affaires restait ici, comme toujours, le but qu'elle poursuivait.

Les sidérurgistes belges commençaient à s'inquiéter des bas prix des produits allemands importés en Belgique.

La plupart d'entre eux se trouvaient, sans doute, en état de lutter sur les marchés d'exportation avec l'Allemagne. Mais les petites entreprises n'auraient pu poursuivre le combat comme les autres. Il en serait résulté des ruines et des misères multiples que les grands industriels avaient à cœur d'éviter.

Ces deux facteurs déterminèrent les Belges à rechercher une entente avec les concurrents allemands et à constituer le cartel national dont il a été précédemment fait mention.

Les producteurs anglais très individualistes ne surent pas par contre se mettre d'accord pour adopter une ligne unique de conduite.

Dans ces conditions, les négociations n'aboutirent pas plus en 1911 qu'en 1903-1904.

Les intérêts des producteurs des différents pays étaient trop dissemblables et la nécessité de certains sacrifices n'était pas assez évidente pour qu'ils soient consentis.

Les hostilités s'ouvrirent en 1914 sans que rien ait abouti dans cette voie.

§ 2. PÉRIODE D'APRÈS GUERRE

Les circonstances se montrèrent peu propices aux ententes au cours des premières années qui suivirent la guerre.

L'inflation, la hausse des prix, l'accroissement temporaire de la consommation, la lutte contre la pénétration étrangère furent autant de facteurs contraires.

Empêchant les accords nationaux de vivre, ils rendirent impossibles, par suite, les ententes internationales.

C'est vers 1925 seulement que la situation se modifia.

1° *La situation du marché sidérurgique mondial en 1925*

Nous avons déjà étudié les bouleversements survenus depuis la guerre dans la sidérurgie de l'Europe continentale. Mais il faut dire que l'évolution de cette industrie s'est étendue au monde entier.

Ses moyens se sont partout développés.

Au cours de la guerre, en effet, les belligérants avaient dû accroître leurs possibilités de fabriquer des munitions et les neutres suppléer à la carence de leurs fournisseurs engagés dans le conflit.

Après la guerre, d'une part, les usines détruites furent reconstruites, d'autre part, deux pays augmentèrent particulièrement leurs forces productives : l'Allemagne, au cours de l'inflation, suivant le mécanisme indiqué ; les Etats-Unis, pour satisfaire aux besoins croissants et bientôt surpassés de leurs habitants.

Par contre, la consommation, après s'être développée

en harmonie avec la production au cours de la guerre, cessa ensuite de demeurer proportionnée au moyens.

Cependant, dans les premières années de l'après-guerre, il n'exista pas de déséquilibre général.

On n'avait pas encore achevé la réfection des entreprises dévastées et l'Allemagne n'avait pas terminé le remplacement des sources de production perdues par suite du traité de paix.

En outre, la production n'était pas encore adaptée à la nouvelle répartition des matières premières et était gênée par les troubles économiques, financiers et politiques.

Vers la fin de 1924, la situation politique marqua une détente. Les troubles monétaires étaient à peu près apaisés. La reconstitution ou le remplacement des usines détruites matériellement ou perdues, par suite du déplacement des frontières, pour leurs anciens détenteurs, était sensiblement finie.

Alors apparut le danger d'une surproduction imminente : en face d'une consommation, au plus stationnaire, la capacité de la production sidérurgique était largement accrue ; la production mondiale d'acier brut devait atteindre, en 1925, 89.500.000 tonnes, au lieu de 76 millions environ en 1913.

Les pays qui produisaient au-delà de leur consommation cherchèrent à placer alors leur surplus dans les pays produisant moins que leurs besoins. On en arriva à la lutte de prix, où le bénéfice disparaît devant la nécessité de conserver au matériel son activité et où chacun veut vendre moins cher que l'autre,

2° *La situation du marché sidérurgique
de l'Europe continentale en 1925*

A côté de ces causes mondiales de déséquilibre, à la même époque, des raisons particulières allaient venir troubler les relations des deux grands pays producteurs de l'Europe Continentale : l'Allemagne et la France. En effet, le 10 janvier 1925, le régime, institué par le traité de Versailles, d'admission en franchise des produits provenant des territoires séparés du Zollverein, arrivait à expiration. L'Allemagne redoutait leur concurrence sur tout son marché intérieur et dans le Sud en particulier. Elle risquait d'être troublée par un afflux d'importations favorisées par la dépréciation monétaire existant dans les Etats de l'Europe Occidentale, auxquels se rattachaient ces territoires.

Par contre, ces Etats avaient besoin du marché allemand pour y placer leurs produits et c'était une question vitale pour leur métallurgie qu'un accord soit conclu avec l'Allemagne.

Une fois accompli le rétablissement des finances du Reich, qui avait eu pour résultat d'asseoir la sidérurgie sur des bases solides, mais passagèrement moins avantageuses que l'inflation, les maîtres de forges allemands avaient donc invité leur gouvernement à conclure des accords commerciaux avec d'autres pays d'Europe.

Par ailleurs, ils désiraient qu'une entente de producteurs soit réalisée pour éviter la ruineuse guerre de prix engagée pour disposer des surplus de production. L'abais-

sement des prix intérieurs des pays producteurs pourrait être ainsi effectué et une meilleure utilisation des usines, en résulterait.

Pour les Allemands, deux problèmes se trouvaient donc liés: conclure des traités de commerce avec les pays voisins pour admettre certains contingents de leur production en Allemagne, organiser la production et la maintenir dans certaines limites en rapport avec la consommation, pour éviter une dépréciation des cours et assurer aux usines une marche régulière, sinon équivalente à la totalité de leur capacité.

Quant aux Français, ils voulaient assurer un débouché aux usines de la Lorraine et de la Sarre, qui, au 10 janvier 1925, seraient privées de la soupape de sûreté organisée par le traité de Versailles.

En outre, les hauts fourneaux et aciéries très modernes, équipés en Allemagne, lors de l'inflation, commençaient à s'intéresser à l'exportation et à menacer toutes les possibilités françaises de débouchés. Il était donc naturel pour les Français de rechercher une entente pour limiter la production et par conséquent les exportations allemandes et fortifier, en même temps, la position française sur le marché mondial.

Des négociations furent entamées sur ces bases entre Français et Allemands.

Il faut avoir soin de diviser en deux catégories leurs pourparlers.

3° *Les pourparlers franco-allemands*

A. Pourparlers officiels

Des pourparlers officiels réunirent les deux délégations commerciales d'Allemagne et de France, à Paris, en octobre 1924. Il s'agissait de résoudre toutes les questions relatives aux échanges et aux relations économiques des deux pays. Le problème métallurgique constituait l'une des questions les plus ardues et devait dominer les négociations pendant les deux années où celles-ci se poursuivirent.

La délégation française s'efforça tout d'abord d'obtenir pour les produits lorrains la prorogation de la franchise douanière que leur avait assurée, ainsi qu'aux produits de la Sarre, le traité de Versailles.

Il fut bientôt évident que ces tentatives seraient vaines. Les Allemands n'entendaient pas abandonner, sans compensation, l'avantage que leur procurait le terme d'un régime qui leur avait pesé lourdement. Le 10 janvier 1925, le problème n'était pas résolu et commença à se poser dans toute son acuité. Les armes habituelles, les tarifs douaniers, demeuraient à la disposition des deux pays. Les discussions apparurent devoir être stériles, si elles se poursuivaient de gouvernement à gouvernement.

B. Pourparlers privés

Le concours direct des intéressés sembla de nature à faciliter la solution de ce très complexe problème.

Ici, entre donc en jeu la seconde série de pourparlers, les pourparlers privés entre métallurgistes français et allemands.

Le Comité des Forges de France et le Stahlwerksverband prirent contact. Pendant toute l'année 1925, leurs conversations devaient continuer. Une solution sembla sur le point d'être atteinte en juin et en juillet.

Un accord privé fut signé à Luxembourg le 16 juin, au moment même où les délégations officielles paraissaient devoir s'entendre.

Cet accord réglait l'exportation en Allemagne des produits lorrains et sarrois de la façon suivante (1) :

1° Le Syndicat allemand des Aciéries s'engageait à acheter ferme 300.000 tonnes de produits bruts et 300.000 tonnes de produits demi-finis en Lorraine.

2° 800.000 tonnes de produits finis de Lorraine et de Sarre pourraient être importées en Allemagne. La Sarre jouissait, en apparence, de la franchise ; la Lorraine, était, en apparence, soumise aux droits de douane. Mais l'industrie de la Sarre devait ristourner à l'industrie lorraine une partie de ses droits.

Les industriels allemands subordonnèrent la mise en vigueur de cette entente à la conclusion d'un accord commercial entre les gouvernements allemand et français. Cet accord n'eut pas lieu et l'entente de Luxembourg devint caduque.

Cependant, les délégations officielles ne voulurent pas se séparer sans être arrivées à se mettre, au moins par-

(1) Voir *l'Europe Nouvelle*, n° du 20 novembre 1926.

tiellement, d'accord. Elles signèrent le 11 juillet un arrangement touchant les questions métallurgiques sarroises, aux termes duquel la franchise allemande était accordée pour 700.000 tonnes, environ, de produits de fer et d'acier.

La France subordonna son adhésion à la conclusion d'une entente entre métallurgistes sarrois et lorrains, qui compenserait pour ces derniers l'avantage que la franchise allemande assurait à l'industrie de la Sarre. Cette entente ne fut pas réalisée et, par suite, l'accord du 11 juillet, quoique ratifié par les Parlements intéressés, n'entra jamais en vigueur.

Pour bien saisir les causes de cet échec, il faut savoir que, avant d'accorder un traitement de faveur aux usines sarroises, les industriels allemands exigeaient l'adhésion de ces usines au Syndicat allemand de l'acier brut. Or, ces usines étaient déjà affiliées aux organismes commerciaux de la sidérurgie française. Elles devaient donc se soumettre à la fois aux comptoirs français et au syndicat allemand. Au premier abord, cela peut sembler paradoxal. Mais n'était-il pas normal que les industriels allemands acceptent, en franchise, les produits sarrois, les assimilant ainsi à leurs produits nationaux pour la consommation allemande, seulement si les établissements sarrois assumaient les mêmes charges que les entreprises auxquelles ils seraient assimilés ? C'était là, en tous cas, une idée juridiquement exacte, car n'aurait-ce pas été un contrat léonin si ces usines sarroises avaient bénéficié de tous les avantages des usines allemandes sans être soumises, par exemple, comme ces dernières,

aux réductions de production imposées par la Rohstahlgemeinschaft ?

Il n'en demeure pas moins que la décision à prendre était délicate, notamment pour les usines sarroises où les intérêts français étaient prépondérants. Il semble cependant qu'elle s'imposait puisque les Allemands en faisaient une condition de l'admission en Allemagne des aciers lorrains et sarrois. D'ailleurs, deux sur quatre des grandes usines sarroises (Neunkirchen et les Etablissements Roechling) étaient des sociétés possédées, en entier ou en majorité, par des Allemands. Ceux-ci, comme tous les industriels allemands, dès cette époque, considéraient que, seule, une entente générale sur la production de l'acier permettrait d'admettre, en Allemagne, à des conditions spéciales, les produits lorrains et sarrois.

Pour eux, la production de l'acier devait d'abord être stabilisée et la part de chaque pays bien déterminée. On verrait ensuite de quelles faveurs pourraient bénéficier les produits lorrains et sarrois.

C'est de cette double idée que devaient sortir l'Entente Internationale pour l'acier et les accords franco-allemands consécutifs.

En attendant, entre juillet 1925 et janvier 1926, aucun événement décisif dans la marche des négociations, poursuivies entre métallurgistes, n'est à signaler. Mais les devises belge et française continuaient à se déprécier, et les Allemands demeuraient plus que jamais désireux de parvenir à une entente, pour mettre fin à une coûteuse concurrence sur le marché allemand.

4° *Les négociations en vue d'une Entente internationale de l'Acier*

Le docteur MAYRISCH, industriel luxembourgeois, parvint à fixer une rencontre à Luxembourg en janvier 1926.

A partir de cette époque, les pourparlers prirent une tournure nouvelle.

Le docteur THYSSEN, fondateur de la Rohstahlgemeinschaft songea à créer un organisme international, semblable à sa première œuvre qui avait abouti, après trois semaines de conversations, à la coordination de la production allemande au meilleur profit de cette dernière.

Avec cette nouvelle base, il fallait obtenir le plus grand nombre possible d'adhésions à l'entente. Il n'était plus question de la limiter à la France et à l'Allemagne, puisqu'il s'agissait désormais, non seulement de régler les rapports entre les métallurgies de ces pays, mais bien de chercher à proportionner la production européenne d'acier aux besoins de la consommation.

On rencontra plus l'obstacles que l'on ne s'y attendait.

L'Allemagne présentait un front solide, grâce à la Rohstahlgemeinschaft et aux autres groupements de producteurs. Le Luxembourg avait, lui aussi, une organisation cohérente. Mais l'industrie française, par exemple, se divisait en deux groupes au début des négociations et les sidérurgistes belges n'étaient unis par aucun accord.

Les efforts furent poursuivis et une réunion, tenue à Dusseldorf, en juillet 1926, entre représentants allemands, français, belges et luxembourgeois, s'occupa de fixer des quotes de production et de réglementer les importations françaises et luxembourgeoises en Allemagne. C'était reprendre la question des accords de Luxembourg et, à nouveau, on ne parvint à rien.

Les négociations continuèrent. Un accord fixant ainsi les parts de production :

Allemagne	40 %
France et Luxembourg.....	30 %
Belgique	16 %
Tchéco-Slovaquie et Pologne.....	8 %

fut signé par les représentants d'Allemagne, de Luxembourg et d'un groupe français. Les représentants de l'autre groupe et ceux de la Belgique n'avaient pas de pouvoirs, mais se déclaraient d'accord.

On décida d'une nouvelle réunion à Paris le 17 septembre, pour recueillir toutes les signatures ou changer les quotes au cas où les Belges et les Français ne parviendraient pas à coordonner leurs opinions intérieures.

L'industrie française se mit bientôt d'accord.

La Belgique demeurait le principal obstacle. Elle manquait d'organisation et il fallait compter avec chaque industriel. Les producteurs du groupe de Charleroi soutenaient que le premier trimestre 1926, période prise comme base dans la fixation des quantum de production, avait été une période de grève et de troubles en Belgique et s'estimaient ainsi désavantagés.

Ceci fut admis et arrangé. Mais la Compagnie du Hainaut s'éleva contre le contingent belge total : elle voulait obtenir mensuellement 290.000 tonnes, au lieu de 265.000 tonnes.

On pouvait soit réviser les quotes des membres, soit réduire la part mise en réserve, pour le cas de l'adhésion de la Grande-Bretagne et des producteurs de l'Europe Centrale.

La rencontre du 17 septembre, à Paris, fut sans résultat, sauf la solution de petits détails.

La Belgique demeurait la seule dissidente, en exigeant une quote supérieure. On décida d'une nouvelle entrevue pour le 30 septembre.

5° *La conclusion de l'Entente*

L'accord fut alors signé, pour entrer en vigueur le 1^{er} octobre, par les représentants de la Belgique, de l'Allemagne, de la Sarre, de la France et du Luxembourg.

Le premier contingent annuel d'acier brut fut fixé à 29.287.000 tonnes.

Il fut convenu que les quotes pourraient varier dans certaines limites lorsque varierait le contingent annuel. Voici les variations de ces pourcentages, les contingents étant exprimés en milliers de tonnes (1) :

(1) Voir la *Journée industrielle* du 3 novembre 1926.

Entente	Allemagne		France		Belgique		Luxembourg		Sarre	
25.287	10.227	40,45%	8.066	31,89%	3.180	12,57%	2.160	8,55%	1.654	6,54%
26.287	10.712	40,75%	8.454	32,16%	3.210	12,21%	2.257	8,6 %	1.654	6,28%
27.287	11.342	41,57%	8.726	31,98%	3.240	11,87%	2.325	8,52%	1.654	6,06%
28.287	12.147	42,94%	8.850	31,29%	3.280	11,6 %	2.356	8,33%	1.654	5,84%
29.287	12.644	43,18%	9.132	31,18%	3.385	11,56%	2.431	8,3 %	1.695	5,78%
32.000	13.820	43,18%	9.980	31,18%	3.700	11,56%	2.650	8,3 %	1.850	5,78%

Au-dessus d'un contingent de 29.287.000 tonnes, les pourcentages demeurent fixes.

6° Etude des Statuts de l'Entente internationale de l'Acier

Soulignons les points essentiels qui apparaissent à l'étude des statuts de l'Entente (1).

Le but de l'Entente est l'adaptation de la production d'acier brut « aux besoins probables du marché » (article 3).

Un tonnage global est fixé trimestriellement par l'assemblée générale, à la majorité des trois quarts des voix, le nombre de voix possédées par chaque adhérent étant proportionnel à sa participation (article 4).

Pour déterminer ce tonnage, on s'inspire des productions effectives d'acier brut de chaque pays, qui sont établies chaque mois (article 5), et de prévisions concernant le marché au cours du trimestre à venir.

A proprement parler, on ne limite pas la production. La seule sanction au dépassement des contingents indiqués par le Comité Directeur, suivant les quotes adoptées une fois pour toutes, sauf modification votée à l'una-

(1) Voir Annexe, pages 319 et suivantes.

nimité, est une pénalisation de 4 dollars par tonne. L'égalité dans le prix de revient sera ainsi, approximativement, rétablie au profit des pays moins favorisés. Il faut cependant noter que, suivant l'article 8, une partie des amendes revient aux pays pénalisés et qu'une ristourne de 2 dollars par tonne est allouée, par contre, aux pays dont la production est demeurée inférieure au contingent alloué (article 7). Ceci a pour résultat d'alléger le prix de revient de ceux-ci. Mais la ristourne ne peut varier que dans certaines limites et décroît en cas de retards successifs.

A l'article 1, il est établi une taxe de un dollar par tonne de production. Quel en est le but ? Fournir des fonds de roulement au Comité Directeur, élever les prix considérés comme trop faibles. La caisse de compensation est, en effet, liquidée tous les semestres seulement et, après déduction des frais généraux, le solde est réparti. Mais comme chaque groupe national n'est pas remboursé immédiatement de l'avance de un dollar par tonne d'acier brut produit et comme le remboursement n'est pas intégral, tout pays producteur fait indirectement entrer cette taxe de un dollar dans son prix de revient, et par là, le prix de vente est automatiquement majoré.

C'est le Comité Directeur de quatre membres, un par pays participant, qui a la responsabilité de la caisse commune. Sa présidence est assurée, à tour de rôle, par un représentant des divers pays.

Sans que cela soit déterminé dans les statuts, il est connu que la gestion matérielle des fonds s'effectue en Hollande et qu'elle est contrôlée par des trustees suisses.

Quelles sont les causes de dissolution de l'Entente ?

En premier lieu, sauf renouvellement, le terme est fixé par les statuts (article 9) au 1^{er} avril 1931.

En second lieu, jusqu'au 1^{er} mai 1929, une faculté de dénonciation existe au profit de chaque groupe national. Son effet daterait du 31 octobre 1929. Tous les pays seraient alors libres d'engagement (article 10).

En troisième lieu, il est prévu que, si l'Allemagne majore ses tarifs concernant les produits sidérurgiques, l'accord pourra être dénoncé par l'une des parties pour prendre fin trois mois après (article 10).

Par ailleurs, l'opposition du gouvernement d'un des pays partie à l'Entente, à partir du 1^{er} avril 1927, date où prenait fin l'accord douanier provisoire franco-allemand, devait justifier une dénonciation de l'Entente, qui serait dissoute trois mois après. C'était lier le sort de l'Entente à la conclusion d'un traité de commerce franco-allemand définitif. Celui-ci ayant été passé, cette clause de dénonciation est caduque.

En quatrième lieu, à l'article 14, la dissolution est déclarée possible si la participation des pays devient inférieure, pendant un semestre, de 5 % à la participation au cours du trimestre de base (1^{er} semestre 1926) ou si le chiffre d'affaire global fixé pour un semestre est inférieur à 13.139.000 tonnes (contingent annuel de 26.278.000 tonnes).

Enfin, clause de l'article 12, le Luxembourg pourra dénoncer l'accord, si, au 1^{er} avril 1927, il n'a pas obtenu un contingent de 2.360.000 tonnes et, au 1^{er} avril 1929, un contingent 2.480.000 tonnes. Les autres pays

peuvent alors se retirer aussi. L'une de ces hypothèses est, aujourd'hui, caduque.

Pour les autres points, notamment ceux qui concernent les contestations (article 13), résolues par l'arbitrage, et les nouvelles admissions (article 14), nous renvoyons aux statuts. Ceux-ci sont fort clairs et la lecture de leurs termes précis en fera mieux saisir la teneur que tout commentaire.

C'est de ce qui ne figure pas aux statuts que nous voudrions dire, maintenant, quelques mots.

Il faut bien, tout d'abord, remarquer que l'Entente n'est pas un cartel de prix. A aucun moment, il n'est question de fixer ceux-ci. On espère seulement atteindre ce but indirectement et empêcher le maintien d'un taux trop bas en retenant la production dans certaines limites.

Il n'existe pas, non plus, d'organisme central de vente. Chaque syndicat de groupe adhérent conserve les bureaux par lui établis et demeure l'intermédiaire responsable entre l'Entente internationale et les producteurs.

La lutte pour l'exportation demeure ouverte aux adhérents, puisque la seule limitation porte sur la production totale de l'acier.

Tous comptes faits, la principale restriction à la surproduction demeure l'incertitude du montant définitif des amendes. Celles-ci sont, en effet, placées avec la redevance de base dans une caisse dont on déduit les ristournes pour sous-production et les frais généraux. Il y a là, en somme, une réglementation fort peu draconienne.

Un point intéressant à noter encore est que les quotes assignées varient avec le contingent global, comme le montre le tableau reproduit ci-dessus. La souplesse ainsi assurée a été un élément décisif de la conclusion de l'Entente.

La fixation du premier contingent global et celle des quotes avaient présenté en effet de grandes difficultés.

Pour prendre une longue moyenne, il eût fallu remonter à la période d'avant guerre et c'eût été désavantager les pays qui ont progressé : la France, qui, grâce à la Lorraine et à l'acroissement de son équipement, peut produire le double d'avant guerre ; l'Allemagne, dont le territoire réduit a presque la même capacité que le Reich de 1913 ; la Belgique et le Luxembourg, dont les moyens de production ont, respectivement, crû de un tiers et d'un million de tonnes environ. D'autres pays, dont l'adhésion était espérée, les Etats héritiers de l'ancienne monarchie austro-hongroise, avaient, eux aussi, une capacité supérieure à la production de cette dernière en 1913. Quant à la Grande-Bretagne, dont on pouvait envisager le concours, sa production en 1925, avait été, à peu près, la même qu'en 1913, mais, sans la grève qui bouleversa son industrie pendant sept mois, elle eût été supérieure, en 1926, la moyenne des quatre premiers mois ayant été au-dessus de la moyenne mensuelle de 1925. Enfin, l'Italie, adhérente possible, réalisait, grâce aux encouragements de son gouvernement, une production presque double de celle de 1913.

Par ailleurs, l'année 1925, avait été anormale pour

tous les pays, notamment pour la Belgique, troublée par des grèves.

Aussi l'accord était-il intervenu, en définitive, pour l'adoption du premier trimestre de 1926, comme période de base, à cette condition que les quotes de chaque pays participant varieraient, dans certaines limites, avec le chiffre du contingent global, révisé tous les trois mois pour équivaloir exactement aux besoins du moment.

Ce système, ingénieux par les corrections qu'il comporte, fut ainsi un facteur déterminant de l'adhésion de plusieurs des contractants.

L'Allemagne, par exemple, n'avait pas caché que c'était faute de mieux qu'elle s'était ralliée au projet de prendre le premier trimestre de 1926, comme période de base.

Ses industriels ne considéraient pas les progrès des pays du franc comme définitifs et normaux. Ils voyaient en eux de purs effets du change et soulignaient, en connaissance de cause, les avantages existant, pour les ventes à l'exportation, du fait de la disparité entre pouvoirs d'achat intérieur et extérieur. Pareille situation, affirmaient-ils, était toute provisoire ; déterminée par la prime à l'exportation, elle disparaîtrait avec l'excitant temporaire d'une économie d'inflation.

Par ailleurs, les mêmes industriels soulignaient que la réforme monétaire nationale avait nui à leur marché intérieur ; la place prise, grâce au dumping du franc, sur les marchés mondiaux, par les fers français, aurait fermé des débouchés extérieurs à l'Allemagne, dont la pro-

duction, dans le premier trimestre 1926, avait dû être réduite à 65 % de la capacité.

Ces arguments étaient-ils bien justes et les prix mondiaux n'avaient-ils pas, déjà, été presque atteints par les produits français lors de la baisse du franc d'octobre à décembre 1925 ? C'est là une question controversée ; sa discussion entraînerait à des digressions.

Quoi qu'il en soit, l'Allemagne voulait bien consentir à des sacrifices importants pour en éviter de plus grands dans un proche avenir : le système des quotes croissant, pour l'Allemagne, avec le contingent global et décroissant, pour les autres pays, était une compensation.

7° Accords connexes à l'Entente

A côté de l'Entente Internationale, assignant à la production sidérurgique des principaux pays de l'Europe continentale une sorte de frein, il faut signaler toute une série d'accords privés conclus entre les industriels de France, de Luxembourg et d'Allemagne, puis de France, d'Allemagne, de Luxembourg et de la Sarre.

Les industriels allemands avaient précédemment mis en échec, notamment en juillet 1925, les accords destinés à réglementer les échanges sidérurgiques entre la France et l'Allemagne. Comme nous l'avons dit, ils voulaient qu'auparavant soit conclue une Entente générale pour la production de l'acier. Lorsque celle-ci fut réalisée, leur opposition n'eut plus sa raison d'être. Aussi, en même temps que les délégations industrielles travaillaient à la rédaction du pacte de l'acier, ne négligeaient-

elles pas la détermination d'une série d'accords connexes, préparant ainsi la voie aux représentants officiels.

Les industriels français firent adopter par leurs confrères d'Allemagne le principe d'une participation des usines françaises dans la consommation intérieure du Reich.

Pour l'établissement de cette participation, on se servit des statistiques de consommation allemande, pour les années 1922, 1924 et 1925, et des statistiques d'importation française d'acier au cours des mêmes années. Sur ces bases, on rechercha une transaction.

L'industrie allemande finit par reconnaître à l'industrie française une quote-part de 3,75 % de la consommation intérieure du Reich. Le Syndicat allemand de l'acier brut s'engagea à acheter ferme à l'industrie lorraine une quantité d'acier équivalente à cette proportion, soit 268.000 tonnes environ pour l'année alors en cours.

Aucun avantage douanier ne fut stipulé, puisque l'accord, lui-même, avait pour but de substituer au régime de la franchise, rejeté par le gouvernement allemand, d'autres avantages en faveur de la sidérurgie lorraine. Aussi, le Stahlwerksverband accepta-t-il d'acheter le contingent lorrain à des prix supérieurs de 10 % environ aux prix du marché français. La charge résultant du droit de douane allemand pour les industriels français était ainsi à peu près annulée.

Le Stahlwerksverband espérait, d'ailleurs, que l'Entente Internationale ne tarderait pas à amener la péréquation des prix mondiaux et des prix intérieurs alle-

mands, défavorables aux industries de transformation, notamment à celles du Sud.

En échange de l'engagement pris par l'industrie française de ne pas dépasser, dans ses livraisons sur le territoire douanier allemand, le contingent précité, le syndicat allemand promit de laisser aux forges françaises la fourniture intégrale de leur marché national.

Ajoutons que le Luxembourg reçut, dans les mêmes conditions que la France, une participation de 1,75 % de la consommation allemande de produits laminés.

A côté de cette entente concernant les aciers, un second accord, ayant trait à la fonte, unit les industriels français, allemands et luxembourgeois en septembre 1926. Suivant ses termes, le marché national de chaque pays fut réservé à l'industrie nationale. L'Allemagne s'engagea à prendre, chaque mois, pour la consommation allemande, un contingent déterminé de fonte lorraine et luxembourgeoise, 7,895 % et 3,272 % de la consommation totale allemande en fonte.

En troisième lieu, un accord au sujet des importations sarroises en Allemagne fut conclu. Nous en avons précédemment exposé la teneur. Nous n'y reviendrons donc pas.

Ainsi, grâce à la conclusion de l'Entente Internationale de l'acier, une partie du problème des relations des sidérurgies française et allemande était résolue : le marché français, y compris les Colonies et les Protectorats, était réservé à la sidérurgie française et le trop plein de la production française trouvait un débouché certain en

Allemagne ; le marché allemand était garanti contre une aggravation de la concurrence lorraine.

Ces divers accords devaient être repris dans le traité provisoire commercial franco-allemand du 6 novembre 1926 dont nous avons indiqué, antérieurement aussi, les points principaux.

8° *L'Entente et l'opinion*

Avant de poursuivre l'étude du marché international, disons quelques mots de l'accueil reçu par l'Entente dans les divers pays.

En France, tout d'abord, où, nous l'avons dit, les sidérurgistes avaient eu le désir de voir cesser les causes d'une lutte de prix menaçant leurs bénéfices, la principale objection à l'Entente vint des industriels transformateurs.

C'est ainsi que M. le Député LOUCHEUR regrettait que les droits des industries mécaniques et de transformation n'aient pas été formellement réservés. Il exprimait l'avis qu'un Comité de producteurs, d'économistes et de consommateurs fût créé pour éviter, de la part de l'Entente, tous risques d'abus.

De son côté, l'opinion publique assimila fausement l'Entente Internationale pour la production de l'acier aux cartels et aux trusts. A dessein ou non, certains appelèrent l'Entente *Le Cartel de l'Acier*, ce qui n'était pas de nature à améliorer les sentiments français envers l'accord. De coalitions de producteurs, de spéculations

illicites, on a tant parlé en France, que, bien souvent, maintenant, on n'y pense plus à considérer les bienfaits procurés dans tous les domaines par l'organisation. Aussi, non seulement, les organes de presse collectivistes, mais encore certaines publications aux vues généralement saines, s'élevèrent-elles contre l'Entente.

En Allemagne, on avait le ferme espoir que les prix d'exportation seraient relevés au profit du marché national. L'Entente y fut donc bien accueillie. L'Avi, syndicat des industries de transformation, avait reçu de la Rohstahlgemeinschaft tous apaisements en égard à une hausse possible des prix intérieurs. Il était devenu ainsi favorable à l'Entente, qui ne devait pas gêner les exportations de machines. L'acquiescement du gouvernement allemand avait d'ailleurs été subordonné à l'obtention d'au moins la clause de la nation la plus favorisée, en faveur de l'exportation d'objets d'acier en France. Les transformateurs s'étaient dès lors engagés à ne pas réclamer la réduction des droits de douane sur l'acier et le fer.

L'adhésion belge à l'Entente avait eu lieu seulement après les efforts prolongés des Allemands et des Français. La renaissance de l'industrie allemande, avec les menaces qu'elle comportait sur les marchés d'exportation, avait eu une part prépondérante dans cette adhésion. La conclusion de l'accord fut très bien accueillie et certaines actions métallurgiques haussèrent de 30 %.

En ce qui concerne, maintenant, les pays qui n'étaient pas membres de l'Entente, il faut dire tout d'abord qu'en Grande-Bretagne les sidérurgistes avaient été favorables

à une adhésion dès l'origine des pourparlers. Mais la grève des mineurs, l'arrêt des hauts fourneaux, l'individualisme encore très fort l'avaient ajournée. Les industries de transformation, importatrices de demi-produits du continent, redoutaient cependant qu'une entente entre leurs fournisseurs étrangers et nationaux n'aboutisse à une élévation de leurs prix d'achat. L'Entente ne risquait-elle pas, en outre, d'occasionner le maintien d'établissements vieillis ?

Il ne faut pas oublier, d'ailleurs, que les aciéries anglaises trouvent pour leurs exportations un débouché particulièrement favorable dans les diverses parties de l'Empire Britannique, grâce aux tarifs préférentiels. La concurrence sur le marché mondial présente, pour elles, un aspect un peu particulier, sans même parler de la proximité des côtes et du taux réduit des frêts que contrebalancent, peut-être, des salaires élevés. Dans ces conditions, l'adhésion anglaise écartée, lors de la création de l'Entente, est plus problématique aujourd'hui où celle-ci n'est pas suspectée d'être dirigée contre la Grande-Bretagne, qui, néanmoins, réclame à son encontre une large publicité pour faciliter le contrôle international.

Aux Etats-Unis, l'Entente n'a particulièrement ému ni l'opinion publique, ni les milieux industriels. Les exportations de l'industrie américaine du fer sont, en effet, relativement faibles. Tout en désirant qu'un contrôle de l'opinion puisse s'exercer, les Américains estiment qu'au point de vue du maintien de la paix l'Entente constitue un facteur heureux.

En Italie, régnait le désir de voir s'achever le déve-

loppement de la sidérurgie nationale avant d'apporter une adhésion à un accord limitant la production (1).

À côté de ces pays, dont l'adhésion à l'Entente apparaissait lointaine ou improbable, il faut dire que, pour d'autres pays, au contraire, il était beaucoup plus sérieusement question de se joindre aux cinq membres primitifs.

9° *La première période trimestrielle de l'Entente*

Une invitation avait été envoyée en septembre à la Tchéco-Slovaquie qui n'avait pu y répondre, malgré son désir, en raison des difficultés existant à l'intérieur de son cartel national.

D'autres invitations devaient être lancées, pour la réunion de Londres du 16 octobre, à la Pologne, à l'Autriche, à la Hongrie et, de nouveau, à la Tchéco-Slovaquie. Mais ces pays n'eurent pas le temps de choisir et d'instruire des représentants. Interprétant le désir de l'Entente de voir adhérer les industries de l'Europe Centrale, la Tchéco-Slovaquie ouvrit des négociations avec la Hongrie, l'Autriche et la Pologne, en vue d'une action commune, au cas soit d'une nouvelle invitation de l'Entente, soit d'une décision de ces différents pays d'y adhérer.

1° *Adhésion du groupe de l'Europe Centrale*

Le Comité Directeur de l'Entente tint une nouvelle réunion en décembre 1926.

(1) Voir Annexe, tableau 5.

Au cours de cette réunion, le groupe dit « de l'Europe Centrale » et composé des entreprises tchéco-slovaques, du cartel autrichien, l'Alpina Montan, du cartel hongrois, la Rima Murany, donna à l'Entente son adhésion pour prendre effet en date du 1^{er} janvier 1927 (1).

Il fut attribué à ce groupe un contingent fixe annuel de 2.140.000 tonnes, lorsque celui des cinq membres originaires varierait entre 25.287.000 tonnes et 27.287.000 tonnes; un contingent de 7,272 % de celui des autres membres, lorsque ce dernier dépasserait 27.287.000 tonnes. L'Entente, dans ce dernier cas, comprendrait 107.272 parts, dont 7.272 attribuées au groupe de l'Europe Centrale.

Pour un contingent trimestriel de 535.000 tonnes (contingent annuel de 27.287.000 tonnes), la Tchéco-Slovaquie se voyait attribuer 358.000 tonnes, l'Alpina Montan 102.000 tonnes, la Rima Murany 75.000 tonnes.

En outre, autre particularité, la ristourne de 2 dollars était accordée suivant le nombre total de tonnes composant la sous-production, à condition toutefois que la production effective fût inférieure d'au moins 7,272 % au contingent fixé.

L'adhésion polonaise, par contre, ne fut pas acquise par suite des difficultés subsistant au sein du cartel polonais (2).

(1) Voir à l'Annexe la production et le commerce extérieur de la Tchéco-Slovaquie et de l'Autriche en 1927. (Tableaux 3 et 4).

(2) Voir à l'Annexe la production et le commerce extérieur de la Pologne en 1927. (Tableau 6).

11° *La réduction du contingent au cours
du second trimestre*

A la même réunion de décembre 1926, les Français et les Belges obtinrent la réduction du prochain contingent trimestriel suivant la base de 27.287.000 tonnes.

Lors de la grève anglaise, en effet, ils avaient considéré le marché britannique comme une soupape et avaient négligé leurs autres débouchés, vers lesquels l'Allemagne s'était tournée. Celle-ci avait ainsi pu faire passer sa production de 70 à 80 % de sa capacité et élever ses prix extérieurs en même temps que s'élevaient les prix belges et français. Le marché national allemand se trouvait par suite à l'abri et la situation était favorable pour les sidérurgistes du Reich.

Mais, à la fin de la grève anglaise, la France et la Belgique n'eurent plus de marché extérieur. De plus, leurs marchés intérieurs avaient ralenti leurs demandes par suite du changement de la situation monétaire. Voilà qui explique leur volonté de réduire la production allemande pour se conserver des clients autres que ceux de Grande-Bretagne. Par contre, il est normal que les producteurs allemands qui, auparavant, déjà, dépassaient leur quote (1), aient réclamé contre cette réduction.

L'Allemagne, dans son désir de voir se réaliser l'Entente, avait consenti aux autres producteurs des parts qui, à la production maxima envisagée, correspondaient

(1) Voir Annexe, tableau 1.

à leur production effective, alors que la quote allemande réduisait la production du Reich à 75 ou 80 %. Il est naturel que l'industrie allemande, seule prospère, ait désiré des parts plus libérales, pour diminuer ses chances d'être pénalisé pour excès de production.

Les réclamations allemandes prirent une tournure menaçante : les Allemands parlèrent de se retirer.

Devant le déplaisir des Belges et des Français, désireux d'arranger les choses, cette attitude se modifia.

12° *Le contingent de 29.287.000 tonnes est à nouveau adopté*

L'ancien chiffre de 29.287.000 tonnes fut repris pour le deuxième trimestre de 1927. Le motif officiel en fut l'amélioration du marché mondial, ce qui était exact, sans qu'on doive négliger, toutefois, d'attribuer une part dans cette modification à la réclamation allemande.

Les Allemands étaient si désireux de pouvoir satisfaire leur marché intérieur, sans payer d'amendes croissantes, qu'ils consentaient, en échange, à des sacrifices à l'exportation. A la réunion de Luxembourg du 4 février, ils offrirent de réduire faiblement leurs exportations. Puis il s'engagèrent, pour tout le deuxième trimestre de 1927, à les diminuer de 75.000 tonnes par mois par rapport au deuxième semestre de 1926. Aucun engagement n'était pas pris par eux au sujet de leurs prix, qui dépasseraient un peu ceux des autres membres recherchant plus que les Allemands l'exportation.

Ces décisions semblaient indiquer un changement de

politique de l'Entente, aboutissant à reconnaître une différence entre les productions destinées au marché intérieur et à l'exportation, à permettre plus facilement l'accroissement pour la vente intérieure par la réduction des amendes, à protéger davantage, par contre, l'exportation contre la surproduction.

L'Allemangne soutenait que l'accroissement de son contingent n'aurait pas pour effet de provoquer une baisse des prix sur le marché mondial, puisque son marché intérieur absorberait l'excédent nouveau. Elle commençait, d'ailleurs, à soutenir que les amendes, payées par elle, servaient de primes d'exportation à la France, qui demeurait au-dessous du contingent alloué. Elle envisageait, à cette situation, deux remèdes : la réduction des pénalisations applicables au dépassement des contingents, s'ils sont absorbés par les marchés intérieurs; la constitution de comptoirs de vente internationaux pour empêcher l'effet, favorable à certains, des amendes versées.

Il est incontestable que cette argumentation présentait une part de vérité. Au cours de la période janvier-mars 1927, en effet, ainsi qu'il apparaît au tableau 2 de l'Annexe de ce chapitre, la tonne d'acier brut allemande avait été chargée, par l'effet des amendes, de 2,62 marks, alors que la tonne d'acier brut française avait bénéficié, au contraire, d'une ristourne de 4,34 marks.

La création de comptoirs de vente internationaux se heurtait à de graves difficultés qui, jusqu'à ce jour, n'ont pu être résolues. Elle exige en effet une cartellisation interne du même ordre qui n'est pas encore réa-

lisée partout. Si la France s'est organisée à cet égard, la Belgique, au contraire, demeure toujours divisée.

La question des quotes, en outre, est, dans de semblables organisations, très difficile à résoudre.

13° Distinction entre les marchés intérieur et extérieur de l'Allemagne

Le premier remède, par contre, fut partiellement adopté à une réunion de l'Entente en juin 1927.

Suivant les vœux allemands, la production du Reich fut répartie en deux catégories : dont l'une, destinée au marché intérieur, devait être sujette à une amende réduite à 2 dollars par tonne de surproduction ; dont l'autre, destinée à l'exportation, devait être encore soumise à la pénalisation primitive de 4 dollars. La répartition entre ces deux marchés eut lieu sur la base de 72 % pour le marché intérieur et de 18 % pour le marché extérieur.

Entre la réunion de juin 1927 et celle de septembre 1927, la situation peut se résumer ainsi : la question de la constitution de comptoirs de vente, réclamés par les Allemands en juin, demeurait la principale préoccupation. Mais les dissensions belges en entravaient la solution.

Le contingentement de la production se révélait, décidément, insuffisant. Même ici, d'ailleurs, l'unanimité était irréaliste, car si, Français et Belges acceptaient une nouvelle tentative de réduction, conforme à leur

production restreinte, les Allemands ne voulaient, à aucun prix, payer des amendes plus élevées encore.

14° *La situation en septembre 1927*

Un article publié par M. Mayrisch, alors président de l'Entente, dans la « *Kolnische Zeitung* » du 11 septembre 1927, nous renseigne exactement sur l'opinion internationale concernant les résultats de l'Entente.

On s'attendait, écrivait-il, à voir l'Entente provoquer une hausse des prix, permettre un contrôle de la production, régulariser les ventes.

Or, l'amélioration des prix ne s'est pas maintenue ; la valeur du contrôle de la production ne doit pas être surestimée ; l'acier brut est un produit intermédiaire, qui n'est pas coté sur le marché.

Un organisme, poursuivait-il, qui à des outsiders aussi puissants que la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, ne peut exercer d'influence sur les prix, si ses adhérents les fixent chacun à leur gré.

Malgré une certaine adaptation, la demande n'est pas devenue supérieure à l'offre et, à chaque trimestre, les Allemands dépassent davantage leur contingent et se déclarent lésés.

Leur marché intérieur, cependant, est organisé et protégé ; la tonne de leur production a été grevée seulement de 1,61 marks, 2,62 marks et 1 mark, au cours des trois périodes écoulées. C'est là une charge supportable.

De la Belgique et du Luxembourg, l'absence de marché

intérieur rend très différentes les situations et le dépassement de production peut leur être bien plus nuisible.

Quant aux Français, dont la sous-production était constante, M. Mayrisch n'hésitait pas à les taxer de malthusianisme. Dans le Centre, en particulier, signalait-il, les prix sont trop élevés pour permettre l'exportation et on ne voit pas d'un mauvais œil les ristournes.

Il était toutefois injuste de croire que la France voulait pratiquer un dumping grâce à ces dernières, car elle-même avait proposé que les pénalités fussent réduites de moitié pour les livraisons au marché intérieur allemand si, d'autre part, les exportations du Reich étaient elles-mêmes restreintes.

D'ailleurs, M. Mayrisch voyait seulement dans ce dernier système une solution provisoire. Que se passera-t-il, en effet, disait-il, si le marché intérieur allemand décline et si les comptoirs ne sont pas organisés ? Si l'E. R. M. A. fonctionne, si l'Entente des tubes doit durer jusqu'au 31 mars 1930, par contre, l'Entente du fil machine, malgré un accord de principe, n'existe pas encore. Les comptoirs de demi-produits et de poutrelles, les plus importants, ne peuvent se former par suite des dissensions, existant au sein de chaque groupe national.

Dans ces conditions, demandait M. Mayrisch, l'Entente internationale de l'acier vivra-t-elle ?

Oui, répondait-il. Pour qu'elle cessât de poursuivre son cours, l'unanimité devrait se faire contre elle et elle ne se fera pas.

C'était sur l'esprit d'entente régnant parmi les adhé-

rents qu'il comptait, en définitive, pour arranger les choses.

15° *La réunion de septembre 1927*

Ces prévisions furent confirmées à la réunion de septembre. Le même contingent fut maintenu. L'amende fut ramenée de 2 dollars à 1 dollar pour la consommation intérieure allemande. Par contre, la question de l'adhésion polonaise, en connexion avec la conclusion d'un traité commercial germano-polonais, n'avancait guère. L'organisation des comptoirs de vente marquait quelques progrès, sans toutefois aboutir encore. La signature du cartel du fil machine, notamment, était ajournée, quoiqu'un cartel national français eût été constitué en juillet dans cette spécialité métallurgique.

16° *La réunion de décembre 1927*

A la réunion de décembre, le groupe de l'Europe Centrale demanda le relèvement du contingent qui lui était alloué.

La Tchéco-Slovaquie alléguait le développement de son marché intérieur.

Effectivement, au cours de 1927, elle dépassa le tonnage assigné de 70.000 tonnes et dut payer une somme importante.

Il ne fut, néanmoins, pas fait accueil à ses demandes, tant tout nouvel accroissement des quantum fixés faisait redouter un fléchissement des prix.

17° *La réunion de mars 1928*

A la réunion de mars 1928, la production fut fixée pour le deuxième trimestre de l'année sur la base antérieure de 29.287.000 tonnes par an.

Un mouvement de hausse s'était dessiné dans les prix, au cours des deux précédents mois, et les adhérents se montraient soucieux de ne pas l'enrayer.

Par suite, la question des comptoirs de vente internationaux ne fut pas, officiellement tout au moins, posée. La nécessité de les constituer était devenue moins pressante, depuis que la demande intérieure, chez certains membres dont la situation financière était assainie, faisait à nouveau preuve de vigueur.

Le groupe de l'Europe Centrale réitéra ses plaintes en égard des lourdes amendes que, seul, le développement de son marché intérieur l'obligeait à payer.

L'Entente décida de faire partiellement droit à ses doléances. Sans établir de distinction entre les marchés intérieur et extérieur, elle décida de réduire de 50 %, soit de 4 à 2 dollars, les amendes de suproduction du groupe. Par contre, la part de ce dernier, à la liquidation semestrielle de la caisse, fut réduite également de moitié. La nouvelle réglementation reçut effet rétroactif pour le premier trimestre de 1928.

D'un autre côté, le fléchissement du marché intérieur allemand détermina les sidérurgistes du Reich à entreprendre une campagne pour faciliter à nouveau leurs exportations.

Comme de coutume, il fut fait droit, en partie tout au moins, à leurs réclamations. La réduction de leurs exportations, fixée à 75.000 tonnes par rapport au second semestre 1926, en échange de la réduction des amendes de 4 à 2, puis à 1 dollar, fut ramené à 25.000 tonnes.

18° Réunions de juin et de juillet 1928

Avant la réunion de l'Entente du 26 juin 1928, on parlait d'augmenter le contingent annuel (29.287.000 tonnes) de un million de tonnes.

A la base de ce projet, se trouvait le dépassement, par les Français et les Belges, de leurs quotes, en raison de la tendance ferme de leurs marchés intérieurs.

Les Allemands ne voulurent point admettre cette modification qui, prétendaient-ils, risquait de leur nuire sur les marchés d'exportation. La constitution de comptoirs de vente demeura leur principale préoccupation. Seule, par la régularisation des prix qu'ils en espéraient, elle eût pu leur faire accepter une hausse du contingent global de production. Une fois de plus, cette constitution ne fut pas réalisée et, à la réunion du 26 juin, le même tonnage de 29.287.000 tonnes fut maintenu. Des modifications de quantum réclamées par les Belges et les Tchéco-Slovaques ne furent pas examinées. On se contenta d'attribuer un tonnage spécial à chacun des sous-groupes de l'Europe Centrale : Tchéco-Slovaquie, Autriche, Hongrie ; dans chacun de ces deux derniers pays, une usine d'Etat échappa, en effet, à l'Entente et ce facteur fut pris en considération pour opérer la réforme.

Le problème polonais demeurait, par contre, toujours en suspens, par suite de la non conclusion d'un accord de l'Allemagne et des sidérurgistes de Haute-Silésie.

Dans les milieux de l'Entente, en réponse aux bruits de formation d'un cartel d'exportation anglo-américain, on parlait de la création éventuelle d'un cartel analogue en Europe.

A une réunion tenue à Dusseldorf le 13 juillet, les débats furent, en partie, occupés par les demandes de relèvement des quotes tchèque, autrichienne, hongroise et belge.

Depuis le 1^{er} juillet, les trois groupes étaient distincts. Mais la production tchèque croissait et se vendait bon marché au dehors. Par suite, la préoccupation des Tchéco-Slovaques était de voir diviser leur quote globale en quotes intérieure et extérieure, de ne pas payer d'amendes pour la surproduction intérieure, d'obtenir un relèvement de leur contingent de 20 % ; en échange, ils auraient consenti à verser à nouveau, 4 dollars d'amende, à l'exportation.

Les Belges, s'appuyant sur la mise en construction et la mise à feu prochaine de cinq hauts fourneaux nouveaux, réclamaient un accroissement de leur contingent de 300.000 tonnes.

19° La réunion de septembre 1928

A la réunion de septembre, au cours de laquelle le contingent pour le dernier trimestre 1928 devait être fixé, le tonnage précédent fut encore maintenu. La question des comptoirs de vente demeura en suspens.

La situation était considérée, fait exceptionnel, comme satisfaisante et on avait souci de stabiliser.

C'était peut être là, toutefois, davantage une façade qu'une réalité. Car, à tout bien prendre, le groupe français, qui dépassait son contingent, voulait voir celui-ci augmenté, pour suivre l'état des marchés intérieur et extérieur ; les Allemands, avec 300.000 tonnes par mois d'exportations, soulevaient, néanmoins, la question des outsiders, qui ne produisaient pas en 1926, et réclamaient leur prise en considération pour la fixation des amendes.

Le problème de l'adhésion polonaise ne fut pas encore résolu. Les Polonais sont gens intransigeants. Leur acceptation des conditions de l'Entente apparaissait encore sinon problématique, du moins lointaine. Leurs ambitions sur les marchés d'exportation semblent, en réalité, quelque peu démesurées.

20° *La réunion de décembre 1928*

La réunion suivante de l'Entente eut lieu le 13 décembre, à Paris.

Nous indiquerons la position prise par les différents membres et les revendications apportées, d'après les renseignements contenus dans le supplément de *l'Usine* du 29 décembre.

En ce qui concerne la fixation du contingent du premier trimestre 1929, le groupe français désirait une augmentation sur la base de un million de tonnes par an, afin de rapprocher la production effective et le tonnage programme.

Il trouve, actuellement, que les dépassements du contingent adopté provoquent le mécontentement des groupes ayant à payer de fortes amendes de surproduction.

Il est certain que l'atmosphère d'harmonie est troublée par de semblables sentiments.

Mais c'est surtout depuis qu'il est lui-même pénalisé que le groupe français s'en préoccupe. Il ne faut, d'ailleurs, pas critiquer cette attitude très normale. Mais, si le pacte était remanié en ce sens, une orientation nouvelle lui serait donnée et achèverait de montrer le peu de fondement de toute accusation de malthusianisme.

Quoi qu'il en soit, les Allemands, les Belges et les Luxembourgeois ne furent pas du même avis que les Français. La production fut théoriquement maintenue à son tonnage de 29.287.000 tonnes.

La question de l'indemnité à accorder aux producteurs allemands, pour le déficit de leur production au cours du quatrième trimestre de 1928, par suite des événements de la Ruhr, a beaucoup préoccupé les adhérents. Ce déficit s'est élevé, en chiffres ronds, pour le mois de novembre dernier à 950.000 tonnes d'acier brut par rapport au mois d'octobre. On ne connaissait pas encore le déficit de décembre, qui doit entrer en ligne de compte pour la fixation d'une indemnité à accorder par application du dernier § de l'article 7 des statuts. Il fut donc impossible de résoudre la question.

Précisons que, si le déficit du trimestre s'élevait à 950.000 tonnes, la ristourne, accordée suivant le 1^{er} § de l'article 7, serait en rapport, non pas avec ce tonnage de 950.000 tonnes, mais avec le contingent trimestriel

(3.161.000 tonnes) ; le dixième, soit 316.100 tonnes, bénéficierait d'une ristourne de 2 dollars par tonne, soit 632.400 dollars ou quelque deux millions et demi de marks.

Les Allemands semblent ne pas devoir se contenter de cette somme modeste, mais vouloir réclamer une indemnité forfaitaire supérieure, par application du dernier paragraphe de l'article 7 (cas de force majeure).

Le fonds du débat n'a pu être abordé, faute de chiffres précis. D'ailleurs c'est l'Assemblée générale qui est compétente et non le Comité Directeur, seul alors réuni. On parlait, néanmoins, d'une solution favorable aux demandes des sidérurgistes du Reich. Un report du déficit serait fait au trimestre suivant, en tout ou en partie. La question sera sans doute tranchée à Bruxelles, en mars 1929, lors de la prochaine réunion trimestrielle.

Une question, intimement liée à la précédente, celle des exportations allemandes, a aussi retenu l'attention.

Nous avons dit qu'un contingent maximum de 300.000 tonnes est prévu pour elles. Or, ce tonnage ne fut pas atteint en novembre, à cause du lock-out. Mais ce retard enregistré ne donne lieu à aucune indemnité, alors qu'au contraire, en cas de surproduction, l'amende serait fixée à 4 dollars.

Les Allemands voudraient échapper à celle-ci, sans doute par un système de reports également. Il paraît qu'ils ont des chances d'obtenir, là encore, satisfaction. La question ne peut recevoir une solution précise tant que les chiffres exacts ne seront pas connus.

Par contre, le problème des outsiders allemands a été traité et réglé en principe. Leur charge est répartie entre les producteurs allemands, jusqu'à concurrence de 126.400 tonnes, et, entre les autres groupes de l'Entente, proportionnellement à leurs participations, pour le surplus.

Enfin, on parle, pour un prochain jour, de nouvelles demandes de modification. Les Allemands, notamment, voudraient un remaniement des participations.

ANNEXE

Statuts de l'Entente internationale pour l'Acier

ARTICLE PREMIER. — Chaque pays verse mensuellement 1 dollar à une caisse commune pour chaque tonne d'acier brut de production effective.

Par acier brut, on entend tout l'acier brut produit dans les pays par les procédés Thomas, Bessemer, Siemens, Martin, au creuset électrique ou tout autre procédé. Cette somme est portée au crédit du compte de ce pays. La première fois, elle est réglée deux mois après la mise en marche de l'accord, sous forme de traites à trois mois ; pour les mois ultérieurs, elle est réglée le 25 du mois suivant, sous forme de traites à trois mois.

Si le Gouvernement de l'un des pays, partie à l'entente, faisait opposition au transfert de tout ou partie des sommes à payer par application du présent article, le versement effectif pourrait être remplacé :

1° par la garantie d'une Banque agréée par le Comité directeur, ou

2^o par le paiement en espèces à un compte bloqué dans une banque située dans le pays correspondant et agréée par le Comité directeur.

ART. 2. — La Direction de la caisse commune est assurée par un Comité directeur de quatre membres titulaires, désignés respectivement par chacun des pays participants : Allemagne, Belgique, France et Luxembourg. Chacun de ces quatre pays participants désignera également deux membres suppléants chargés de remplacer le membre permanent en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci.

La présidence du Comité directeur est exercée, à tour de rôle, pendant une année, par chacun des pays participants.

D'une façon générale et en outre des dispositions spéciales, prévues dans les articles ci-après, le Comité directeur prend les dispositions voulues pour faire exécuter les clauses du présent contrat et pour faire effectuer les contrôles qu'il implique. Il a également tous pouvoirs pour l'administration, la gestion et la conservation des fonds versés à la caisse commune ou détenus par cette dernière. Tous les votes du Comité directeur sont émis d'après les contingents.

ART. 3. — Le Comité directeur fixe le contingent de chaque pays pour chaque trimestre conformément aux dispositions de l'article 4, au plus tard un demi-mois avant le début du trimestre correspondant, par l'application de coefficients adoptés une fois pour toutes pour chaque pays, au tonnage total représentant les besoins probables du marché.

ART. 4. — Les coefficients affectés aux différents pays ne pourront être modifiés qu'à l'unanimité.

Le tonnage total trimestriel et, par suite, les contingents de chaque pays seront fixés à la majorité des trois quarts des voix, chaque pays ayant un nombre de voix proportionnel à sa participation, étant admis, d'autre part, que l'unanimité des pays, moins un, constitue une majorité suffisante, même si ce dernier pays représente plus de un quart des voix.

La Sarre ne votera jamais individuellement ; ses voix seront partagées entre France et Allemagne, respectivement dans leur rapport de $\frac{1}{3}$ et $\frac{2}{3}$.

ART. 5. — Tous les mois on établit quelles ont été les productions effectives d'acier brut de chaque pays en regard des chiffres indiqués pour les contingents.

ART. 6. — Si la production trimestrielle d'un pays dépasse le contingent qui lui a été fixé, ce pays verse par tonne de dépassement une contribution de 4 dollars, qui est attribuée à la caisse commune, indépendamment du versement prévu à l'article 1^{er}.

ART. 7. — Si la production d'un pays a été inférieure au contingent qui lui a été fixé, ce pays reçoit de la caisse commune une indemnité de deux dollars par tonne de retard.

Toutefois, le tonnage donnant lieu à une indemnité ne peut être supérieur à 10 % du contingent fixé pour le trimestre correspondant. Si un retard de 10 % et plus sur le contingent correspondant persiste pendant plusieurs trimestres consécutifs, le tonnage donnant lieu à indemnité est diminué de 2 % pour chaque trimestre successif.

de telle sorte que pendant le deuxième trimestre où persiste ce retard de 10 % et plus, l'indemnité versée correspond au plus à 8 % ; pendant le 3^e trimestre, elle correspond au plus à 6 % et ainsi de suite.

Dans le cas de force majeure, l'assemblée générale des différents groupes décide à la majorité des voix le montant de la ristourne.

ART. 8. — Les comptes se font tous les trimestres : les pénalités et ristournes mentionnées aux articles 6 et 7 étant exigibles aussitôt après l'arrêt des comptes.

A la clôture de chaque semestre, on liquide la caisse commune après déduction des frais généraux ; le solde restant dans la caisse est réparti entre les pays :

1^o proportionnellement à la production effective de la période de décompte, jusqu'à concurrence des versements effectués suivant l'article 1^{er} ;

2^o proportionnellement aux chiffres de participation de la période de décompte pour autant qu'il existe un solde provenant du versement des amendes.

La première liquidation de la caisse commune sera faite le premier avril 1927.

ART. 9. — Le présent accord prendra fin le 1^{er} Avril 1931. Toutefois, jusqu'au 1^{er} Mai 1929, un pays aura le droit de prévenir qu'il se retire de l'accord le 31 Octobre 1929, et dans ce cas, les autres pays seront libres de tout engagement à la même date.

ART. 10. — Le présent accord a été conclu dans la pensée que, pendant toute sa durée, les tarifs applicables aux produits sidérurgiques importés en Allemagne ne pourraient être majorés. Au cas où l'Allemagne procéderait à

une majoration des dits tarifs, le présent accord pourra être dénoncé à tout moment par chacune des parties au contrat pour prendre fin trois mois après, étant entendu que chacune des parties recouvrera auprès de son gouvernement sa pleine liberté d'action en ce qui concerne les tarifs.

Le présent accord pourra, par ailleurs, être dénoncé à tout moment à partir du 1^{er} avril 1927, pour prendre fin trois mois après si le gouvernement de l'un des pays, partie à la convention, y fait opposition, en se fondant sur le régime défavorable qu'en l'absence d'une convention commerciale l'un des autres pays réserverait à l'ensemble des produits.

Si l'Allemagne ou la France dénoncent le présent accord pour l'un des deux motifs ci-dessus visés, elles pourront le dénoncer également à l'égard des autres parties au contrat, qui auront, par ailleurs, la faculté de le dénoncer inter se.

ART. 11. — L'échange sur les contingents des pays n'est admis pour une société ou un konzern qu'au cas où cette société ou ce konzern possède ou exploite, dans un autre pays, des usines productrices. La possession est réalisée par la propriété de 40 % du capital actions au moins de ces usines productrices.

Avis préalable de ce transfert doit être donné au Comité directeur. Le transfert ne peut prendre effet qu'au début de la période suivante de décompte et doit s'appliquer, au moins, à cette période.

ART. 12. — Si, à la date du 1^{er} avril 1927, la consommation totale n'a pas augmenté, de façon telle que le

groupe luxembourgeois ait obtenu un tonnage correspondant à une production annuelle minimum de 2.360.000 tonnes, et, au 1^{er} avril 1929, un tonnage correspondant à une production annuelle minimum de 2.480.000 tonnes, ce groupe aura le droit de se retirer de la présente convention avec un préavis de trois mois. Les autres pays pourront alors également se retirer du présent accord.

ART. 13. — Toute contestation, intervenant entre les parties, pour l'interprétation et l'exécution du présent accord, sera obligatoirement réglée par voie d'arbitrage.

ART. 14. — L'accès au présent accord reste ouvert aux producteurs d'acier des autres pays européens.

L'entrée est prononcée par l'assemblée générale :

1° A la majorité des voix si la participation est réglée sur la base de la production du 1^{er} trimestre de 1926.

2° A l'unanimité, si l'entrée est réglée d'après d'autres principes.

Si la participation des pays participants dans la production totale des pays européens pendant un semestre est inférieure de 5 % à la même participation durant le premier trimestre de 1926, la résiliation de l'accord peut être demandée par un quelconque des groupes participants et devenir effective après un préavis de trois mois, qui devra être donné, au plus tard, trois mois après l'expiration du semestre considéré.

L'accord pourra être également résilié par un quelconque des pays participants avec préavis de trois mois dans le cas où le chiffre global fixé pour un semestre est inférieur à 13.139.000 tonnes. Dans ce cas, l'avis de résiliation devra être donné dans le délai d'un mois.

TABLEAU I

Balance de la période Octobre-Décembre 1926

Liquidation du 15 avril 1927.

Sans déduction des frais généraux.

Base de production annuelle : 29.287.000 tonnes.

Amendes : 4 dollars par tonne ; ristournes : 2 dollars par tonne.

Répartition suivant la proportion des quotes,

En chiffres ronds.

Pays	Allemagne	France	Belgique	Luxemb.	Sarre	Total
Contingent (1).....	3.161	2.283	846	608	424	7.322
Production (1).....	3.736	2.197	937	598	454	7.922
Dépassement (1).....	575	—	31	—	30	635
Sous-production (1).....	—	86	—	10	—	96
Versements de 1 dollar....	3.736	2.197	937	598	454	7.922
Amendes de dépassement (2)	2.300	—	364	—	120	2.784
Ristournes (2).....	—	172	—	20	—	192
Encaissement total (2).....	6.036	2.025	1.301	578	574	10.514
Versements aux membres (2)	4.540	3.280	1.215	870	609	10.514
Bénéfices (2).....	—	1.255	—	292	35	1.582
Pertes (2).....	1.496	—	86	—	—	1.582
Charges (3) (4).....	1,61	—	0,77	—	—	—
Ristournes (3) (4).....	—	2,48	—	2,15	0,05	—

(1) En milliers de tonnes.

(2) En milliers de dollars.

(3) Par tonne.

(4) En marks.

TABLEAU II

Balance de la période Janvier-Mars 1927

Pays	Allemagne	France	Belgique	Luxemb.	Sarre	Total
Contingent (1)	3.021	2.155	815	577	402	6.970
Production (1)	3.958	2.005	924	583	471	7.941
Dépassement (1)	936	—	109	6	70	1.121
Sous-production (1)	—	149	—	—	—	149
Versements de 1 dollar....	3.958	2.005	924	583	471	7.941
Amendes de dépassement (2)	3.745	—	436	23	278	4.482
Ristournes (2)	—	297	—	—	—	297
Encaissement total (2).....	7.703	1.708	1.360	606	749	12.126
Charges par tonne (3).....	2,62	—	—	—	0,43	—
Ristournes par tonne (3)....	—	4,34	0,19	2,89	—	—

TABLEAU III

TCHECO-SLOVAQUIE

PRODUCTION	1913	1927
Houille	14.236 tonnes	14.670 tonnes
Lignite	23.017 »	20.028 »
Coke.....	2.500 »	2.356 »
Fonte	1.072 »	1.260 »
Acier.....	1.237 »	1.689 »

(1) En milliers de tonnes.

(2) En milliers de dollars.

(3) En marks.

Commerce extérieur 1927 (en tonnes)

HOUILLE.

Importations totales...	1.726.426	Exportations totales...	1.885.230
dont :		dont :	
Allemagne	1.187.567	Autriche	1.300.288
Pologne	537.916	Allemagne.....	305.292
		Hongrie.....	172.200

COKE.

Importations totales...	239.818	Exportations totales...	757.930
dont :		dont :	
Allemagne.....	238.342	Autriche.....	240.902
		Pologne.....	144.774

MINERAI DE FER.

Importations totales...	745.105	Exportations totales...	264.056
dont :			
Suède	488.727		
Yougo-Slavie	130.829		

FONTES et FERRAILLES.

Importations totales...	212.946	Exportations totales...	64.970
-------------------------	---------	-------------------------	--------

LAMINES.

Importations totales...	25.958	Exportations totales...	547.284
		dont :	
		Allemagne.....	85.040
		Roumanie	88.389
		Grande-Bretagne....	42.352
		Autriche.....	39.230

TABEAU IV

AUTRICHE

Production 1927

Houille	175.520 tonnes
Lignite.....	3.077.229 »
Minerais de fer.....	1.597.616 »
Fonte.....	435.404 »
Acier	560.360 »

Commerce Extérieur 1927

	IMPORTATIONS	EXPORTATIONS
Houille	4.560.810 tonnes	4.016 tonnes
Lignite.....	413.381 »	17.378 »
Coké	573.663 »	142.926 »
Briquettes.....	53.544 »	279 »
Minerais de fer.....	1.723 »	146.984 »
Ferrailles	767 »	42.188 »
Produits sidérurgiques	101.816 »	229.068 »

TABEAU V

ITALIE

Production 1927

Combustibles minéraux.....	1.092.000 tonnes
Coke (1926)	591.528 »
Minerai de fer.....	426.000 »
Fonte.....	494.500 »
Acier.....	1.586.500 »

Commerce extérieur 1297

	IMPORTATIONS	EXPORTATIONS
Combustibles.....	—	200.383 tonnes
Anthracite.....	1.379.849 tonnes	— »
Houille.....	11.536.774 »	— »
Coke.....	366.889 »	— »
Minerai de fer.....	256.883 »	102.960 »
Fonte.....	142.928 »	2.632 »
Fer et acier.....	239.960 »	16.941 »

TABLEAU VI

POLOGNE

Production 1927

Houille.....	37.912.000 tonnes
Coke.....	1.402.000 »
Minerais de fer.....	540.000 »
Fonte.....	617.000 »
Acier.....	1.246.000 »

Commerce extérieur 1297

	IMPORTATIONS	EXPORTATIONS
Houille.....	—	11.577.000 tonnes
Minerais de fer.....	709.000 tonnes	— »
Fonte.....	10.900 »	17.700 »
Principaux produits si- dérurgiques.....	27.800 »	129.300 »

CONCLUSION

Parvenu au terme de cette étude où nous avons envisagé l'industrie sidérurgique et les organisations de producteurs qui y jouent un rôle décisif, nous nous posons deux questions :

1° Quelle est la valeur des ententes de producteurs ?

2° Quelle influence l'Entente internationale de l'acier exerce-t-elle sur l'industrie sidérurgique ?

I. Un premier point est aujourd'hui évident : les ententes prennent un caractère tyrannique seulement lorsque des conditions artificielles entrent en jeu. L'abaissement des barrières douanières, précisément consécutif au développement des ententes, contribuera à prévenir ces abus. Quelle est donc leur influence ? Elles stabilisent et régularisent les prix, ne les font nullement hausser : dans les périodes de crise, elles empêchent leur avilissement, comme aussi, lorsque la tendance est à la hausse, leur élévation subite et immodérée. C'est là favoriser incontestablement travailleurs et consommateurs. A ceux-ci revient le bénéfice de l'égalité de traitement ; les mêmes conditions sont censenties aux gros et aux petits clients. A l'intérêt général et à la classe

ouvrière en particulier, est rendu le service d'une diminution de la fréquence et de la durée des chômages. Régulariser les prix, c'est régulariser la production, et, à ceux qui vivent de leur travail quotidien, c'est assurer la continuité des moyens d'existence.

Toute entente, qui suscite une élévation injustifiée des prix, provoque la concurrence. Si celle-ci ne vient plus s'opposer à la hausse, c'est qu'une partie de la puissance publique est aux mains des particuliers. Ce qu'il faut, en toute justice, blâmer alors, ce n'est pas l'entente, mais la politique.

Ceci dit, il semble néanmoins qu'un régime légal des ententes doit être institué. Il est hors de doute que beaucoup d'entre elles n'ont pas été conclues par crainte des réactions de l'opinion publique.

Dans la mesure où il sera légiféré sans parti pris, les ententes entre producteurs auront à gagner de l'existence d'un critérium qui les distingue officiellement des entreprises d'accaparement, avec lesquelles trop d'esprits confondent ces puissants facteurs de prospérité publique.

En France, l'article 419 du Code Pénal, malgré les modifications de la loi du 3 décembre 1926, laisse encore peser une suspicion sur les ententes, alors que c'est le seul accaparement que le législateur primitif voulait frapper.

Il en est de même bien souvent ailleurs.

Dans son œuvre, le législateur devrait s'attacher aux buts poursuivis par les ententes : stabilité du marché, équilibre entre la production et la consommation, régularité du

travail ; aux formes adoptées, jamais occultes et souvent celles des sociétés anonymes ; à leur caractère durable.

La distinction serait alors nette puisque l'accaparement, bien au contraire, recherche le déséquilibre du marché, qu'il est le fait souvent non de producteurs, mais de simples spéculateurs qui ne se soucient pas du sort des ouvriers ; qu'il ne peut réussir que s'il demeure secret ; que sa durée est très limitée, comme il apparaît clairement lorsqu'il s'accomplit au moyen de coups de Bourse.

Une loi sur la matière devrait encore prescrire des mesures de publicité à l'égard des constitutions et des transformations d'ententes, ce qui permettrait une facile intervention judiciaire au cas de manœuvres abusives. Ceci est partiellement prévu dans un projet de loi de 1923.

Une telle législation supprimerait les préventions injustifiées à l'égard des ententes de producteurs, dont l'équilibre économique et l'amélioration du sort des classes laborieuses constituent la préoccupation principale.

A cet égard, il est intéressant de citer un avant-projet de loi, proposé par la Confédération générale de la production française (1). Le voici :

ART. 1. — Les ententes industrielles ou commerciales, alors même qu'elles poursuivent un but licite, doivent faire l'objet d'une déclaration. Cette déclaration fait connaître :

Le but de l'entente, tel qu'il résulte du contrat ou des statuts ;

(1) Voir de Rousiers « Les grandes industries modernes », tome 5, pages 250 et suivantes.

Les noms, adresses, professions et nationalités d'origine ou acquises des adhérents ;

Et, si l'entente revêt la forme d'une association ou d'une société, le siège social.

ART. 2. — La déclaration est faite au Ministère de la Justice, dans le délai d'un mois à compter du jour de la signature du contrat établissant l'entente ou de la constitution définitive de l'Association ou Société, ayant cette entente pour objet.

Les modifications apportées au but ou à la composition de l'entente doivent être déclarées dans le même délai.

ART. 3. — Les ententes actuellement constituées devront, sous peine des sanctions prévues à l'article 6, être déclarées dans le délai de deux mois, à compter de la mise en vigueur de la présente loi.

ART. 4. — La déclaration est faite par l'adhérent désigné à cet effet dans le contrat, ou, si l'entente revêt la forme d'une société, par le représentant légal de la société.

ART. 5. — Les déclarations reçues ne peuvent être communiquées par le Ministère de la Justice qu'aux administrations publiques intéressées ; elles ne peuvent être portées à la connaissance d'un tiers.

ART. 6. — Seront punies d'une amende de 16 à 500 fr., les personnes visées à l'article 4 de la présente loi qui n'auront pas fait la déclaration prescrite dans les délais prévus par les articles 2 et 3.

Si aucun adhérent n'a été désigné pour faire la déclaration, tous les contractants seront passibles des peines établies par la paragraphe précédent.

Le Tribunal ordonnera que la déclaration soit effectuée dans un délai de quinze jours.

Si, à l'expiration de ce délai, la déclaration n'a pas été faite, les délinquants seront passibles d'une amende de 16 à 2.000 francs et d'un emprisonnement de 6 jours à 3 mois, ou d'une de ces deux peines seulement.

ART. 7. — L'article 419, 2° du Code Pénal, modifié par la Loi du 3 Décembre 1925, demeure applicable aux ententes ou associations visées par la présente loi dans le cas où elles commettraient le délit prévu par le dit article 419 précité.

Dans le domaine international, pour éviter tous risques de tyrannie ou de monopole de la part des ententes de producteurs, il a été suggéré de les soumettre à la surveillance d'un organisme international.

Une étude, prévoyant le contrôle des ententes internationales par la Société des Nations, fut présentée par M. le Professeur OUALID à la Conférence Economique Internationale, tenue à Genève en 1927, sous l'égide de la Société des Nations.

Mais la Conférence refusa d'entrer dans la voie indiquée à cause de la diversité des mesures nationales, des susceptibilités qu'éveillerait l'intervention de la Société des Nations, et aussi parce que les ententes internationales sont justiciables des Tribunaux nationaux dans le ressort desquels elle agissent (1). Cependant, elle jugea que

(1) Voir Rapport définitif adopté le 23 mai 1927 par la Conférence Economique Internationale de Genève (document C. E. I 44, page 45).

la Société des Nations devait « suivre de près les formes de coopération industrielle internationale ainsi que leurs effets au point de vue du progrès technique, du développement de la production, des conditions de la main-d'œuvre, de l'état des approvisionnements et du mouvement des prix ».

Il fut décidé qu'une documentation serait réunie par la Société des Nations et qu'une publication ferait connaître, de temps à autre, des renseignements d'un intérêt général.

Le Rapport définitif déclarait, en outre « qu'il n'est pas désirable que les législations nationales, en témoignant aux ententes une prévention a priori, fassent obstacle aux avantages qu'elles peuvent assurer ».

Il n'en demeure pas moins souhaitable que les ententes internationales puissent faire parvenir leurs projets de statuts à une institution composée de représentants de tous les intérêts appelés à entrer en jeu et s'inspirent des conseils que celle-ci leur donnerait.

Il se formerait ainsi une jurisprudence concernant les ententes internationales.

Pareil système pourrait aboutir à l'unification de la législation des différents pays en la matière et à la rédaction d'un statut de droit international favorable à la prospérité mondiale.

En ce sens, il est donc permis de dire qu'il contribuerait à l'établissement de l'harmonie économique et d'une paix durable.

II. Que faut-il penser de l'Entente internationale de l'acier et de son influence sur l'industrie sidérurgique ?

Il apparaît que l'Entente n'a pas pleinement atteint son but.

Le contingentement de la production, tout au moins suivant la conception jusqu'ici en vigueur, n'a pas permis de fixer les prix, de les maintenir à un niveau intéressant.

Le système de limitation, appuyé tout entier sur des pénalisations, dont on a allégé à plusieurs reprises la charge, s'est avéré assez inefficace. Le frein qu'il a apporté n'a jamais été suffisant pour empêcher une production nationale de dépasser les limites fixées.

Avant même que les amendes aient été réduites, le mode de répartition des fonds encaissés lui enlevait une part de son influence.

Depuis lors, il semble que la distinction des marchés intérieur et extérieur appelle un complément nécessaire : l'établissement de comptoirs internationaux de vente, sinon les prix auront sans cesse moins tendance à se maintenir à un taux intéressant, puisque l'abaissement de la pénalisation sur le marché intérieur peut permettre, en quelque sorte et dans certaines limites, un renouvellement du dumping. Mais les comptoirs internationaux arriveront-ils à se créer ? C'est là une question très délicate ; lorsque l'on se souvient des difficultés que leur formation et leur fonctionnement rencontrent au sein de certaines économies nationales, il est permis de ne pas répondre d'emblée affirmativement.

A défaut de ces comptoirs, on peut, sans doute, songer

à répartir les marchés d'exportation, suivant le modèle de l'accord conclu entre la Tchéco-Slovaquie, l'Autriche, la Hongrie et l'Allemagne pour l'Italie et les Balkans. Outre que cette répartition est elle-même sujette à créer des froissements entre adhérents, des rivalités, il ne faut pas oublier que les outsiders peuvent nuire au jeu de pareils arrangements.

A cet égard, doit-on espérer que la Grande-Bretagne viendra prochainement adhérer à l'Entente ? Nous avons dit plus haut les raisons pour lesquelles cela nous paraît improbable.

Les bruits d'une union anglo-américaine sur les marchés d'exportation confirment pareille opinion. Mais qui sait si d'autres arguments ne viendront pas montrer l'inanité de cette prévision ?

Il semble ainsi que ni la production, ni les prix ne sont absolument dominés par l'Entente. N'a-t-elle même pas, parfois, comme nous l'avons noté, exercé une influence d'instabilité sur la demande, qui, au lieu de suivre les besoins réels, a anticipé les décisions des adhérents et spéculé sur leurs effets ?

Quoi qu'il en soit, la période actuelle, sauf, peut-être, en Allemagne, où le malaise social est néfaste, est considérée comme satisfaisante. La France, la Belgique ont eu une année prospère et on est provisoirement optimiste.

Reste l'influence morale de l'Entente.

Ici, la question de porter un jugement favorable reçoit, semble-t-il, une réponse plus aisée.

L'Entente a permis la passation de tous ces divers accords commerciaux, de toutes ces ententes privées qui

peuvent contribuer, plus que tout autre facteur, à la réorganisation économique de l'Europe. Les répartitions, peut-être désordonnées et imprévoyantes, du traité de Versailles, ses dispositions à brève échéance, l'Entente les a améliorées, soit directement, soit par les arrangements connexes, dont elle a permis la réalisation. Grâce à elle, bien des effets de l'inflation, bien des rivalités hargneuses se sont émoussés ou aplanis.

Facteur moral de premier ordre, elle a une part importante dans la meilleure atmosphère des relations internationales.

A ceux qui croient que la paix dépend d'une plus profonde connaissance des différents peuples entre eux, de leur volonté de se comprendre, d'admettre certains sacrifices immédiats pour ménager l'avenir, l'Entente internationale apparaît comme une œuvre de précurseurs, dont l'exemple devrait être suivi dans le plus grand nombre de domaines possible.

Au dessus des intérêts de la sidérurgie, et plus efficacement peut-être, l'Entente internationale de l'acier protège l'avenir de l'Europe et la paix du monde.

Souhaitons-lui donc la longévité.

Vu : *Le Président de Thèse,*

AFTALION.

Vu : *Le Doyen,*

H. BERTHELEMY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Pour le Recteur de l'Université de Paris,

L'Inspecteur d'Académie,

BENAERTS.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages généraux

Les crises périodiques de surproduction, par A. AFTALION.

Les crises périodiques et générales de surproduction, par
J. LESCURE.

*Les Syndicats industriels de producteurs en France et à
l'étranger*, par P. DE ROUSIERS.

*Les ententes industrielles internationales et leurs consé-
quences sociales*, par W. OUALID (Documents Confé-
rence Economique Internationale 1926).

Les forces économiques du Monde (Publication de la So-
ciété des Nations. Conférence Economique Interna-
tionale 1926).

European currency and finance, par John PARKE YOUNG,
Washington, 1925.

Cartels internationaux, par D. H. MACGREGO (Publication
de la Société des Nations, 1927).

Cartels et trusts et leur évolution, par P. DE ROUSIERS
(Publication de la Société des Nations, 1927).

Cartels et trusts, par WIEDENFELD (Publication de la Socié-
té des Nations, 1927).

Les Ententes industrielles internationales (Publication de
de la Chambre de Commerce internationale, bro-
chure 46).

Ouvrages spéciaux

L'industrie métallurgique en 1867, par JORDAN.

Leçons de sidérurgie, par le Lieutenant-Colonel ANGLÈS
D'AURIAC.

L'acier. — Sa fabrication. — Son prix de revient, par
CARNEGIE, GLADWIN et BAZIN.

La sidérurgie française 1864-1914 (Livre du Cinquante-
naire du Comité des Forges).

Les grandes industries modernes, par P. DE ROUSIERS.

*Les possibilités économiques de la France : La Sidérur-
gie*, Conférence par A. BOMMELAER (Bibliothèque
d'Histoire contemporaine, Alcan 1927).

Mémoire sur l'industrie du fer et de l'acier (Publication
de la Société des Nations, Conférence économique
internationale, 1926).

L'industrie sidérurgique de la Lorraine désannexée, par
H. LAUFENBURGER.

Le Comité des Forges au service de la Nation, par
R. PINOT.

Les grandes industries modernes, par P. de ROUSIERS.

*Le développement de la consommation des produits
métallurgiques en France*, par Maurice FOULD.

The International Steel Entente (U. S. Department of
Commerce. Trade information Bulletin, 1927).

The International Cartel movement (U.S. Department of
Commerce. Trade information Bulletin, n° 556,
June 1928).

Thèses

Le problème des unions de producteurs devant la loi Française, par L. MAZEAUD, Lyon 1924.

Les Comptoirs métallurgiques d'après guerre (1919-1922), par H. FLU, Lyon 1924.

Les Groupements de producteurs. Etude sur les Ententes et les Fusions industrielles, par R. DUTOT, Caen 1918.

La crise de la métallurgie, par BRELET, Paris 1923.

Les Syndicats de producteurs en France, par J. LAPERGUE, Paris, 1925.

Les Ententes industrielles internationales, par M. B. CHIATI, Paris 1928.

Revue et Périodiques

Bulletin du Comité des Forges (années 1914-1928).

Revue d'Economie politique :

L'évolution du Cartel dans la grande industrie allemande de la houille et du fer, par J. LESCURE, 1906, p. 368 et ss.

Le mouvement des prix dans la métallurgie française et particulièrement dans la Lorraine française, par G. OLPHE-GALLIARD 1914, p. 623 et ss.

La métallurgie en 1923, par PEISSI, 1924, p. 320 et ss.

Les industries métallurgiques en 1924, par PEISSI, 1925, p. 456 et ss.

Les industries métallurgiques en 1925, par H. LAUFENBURGER, 1926, p. 557 et ss.

Les industries métallurgiques en 1926, par H. LAUFENBURGER, 1927, p. 600 et ss.

Les industries métallurgiques, par H. LAUFENBURGER, 1928, p. 807 et ss.

Revue politique et parlementaire :

La métallurgie pendant la guerre, par R. LA BRUYÈRE, 1919, p. 297 et ss.

Les accords de Wiesbaden et les intérêts de la Métallurgie, par A. MAURICE, 1922, p. 367, et ss.

La reconstruction économique de l'Europe, par H. TRUCHY, 1926, p. 358 et ss.

Revue des Etudes coopératives :

Les nouvelles formules de collaboration économique franco-allemande, par H. LAUFENBURGER, juillet-septembre 1927.

Les répercussions du traité de commerce franco-allemand, par H. LAUFENBURGER, octobre-décembre 1927.

Bulletin d'informations économiques et financières du Haut-Commissariat de la République française dans les Provinces du Rhin 20 mai, 20 juin, 5 juillet, 20 août, 20 septembre, 5 novembre 1927).

L'Europe nouvelle N° 458 (1926).

N° 471 (1927).

Le Capital (Edition Economique) 9 janvier 1929. *La rationalisation*, par H. TRUCHY.

L'Usine (1918-1928).

The Daily Telegraph (Special Supplement July 31, 1928, *Safeguarding of Industry*), p. 24 et 25.

Science et Industrie, janvier et février 1928.

Trois étapes du développement de la sidérurgie française, par BARADUC-MULLER.

La Journée industrielle, n° du 3 novembre 1926.

Kolnische Zeitung, n° du 11 septembre 1927.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
AVANT-PROPOS	7
INTRODUCTION : L'INDUSTRIE SIDÉRURGIQUE	8
§ 1 Définition	8
§ 2 Importance de l'industrie sidérurgique..	8
§ 3 Organisation de l'industrie sidérurgique	13
1° Etats-Unis	15
2° Grande-Bretagne	17
ANNEXE	22
Tableau I : United States Steel Corporation....	22
» II : Etats-Unis d'Amérique (production)..	24
» III : » » (commerce extérieur des produits sidérurgiques 1927)	24
» IV : Grande-Bretagne	25
CHAPITRE I : L'INDUSTRIE SIDÉRURGIQUE AVANT LA GUERRE EN FRANCE, ALLEMAGNE ET BELGIQUE	27
SECTION I : <i>L'industrie sidérurgique en France avant la guerre</i>	28

§ 1 Matières premières	28
A) Les minerais	28
B) Les Combustibles	33
§ 2. — Etat de la production et répartition des centres	37
A) Région de l'Est	38
B) » du Nord	40
C) » du Centre	42
D) Autres régions (S.-O., S.-E., O.).....	44
E) La production et les moyens de produc- tion en 1913	46
§ 3. — Le commerce extérieur et le régime douanier	47
§ 4. — L'organisation syndicale de la Sidé- rurgie française	48
1° Le Comité des Forges de France	48
2° Les autres Comités des Forges.....	49
3° Les Comptoirs métallurgiques	49
4° Valeur de cette organisation	56
§ 5. — Conclusion	58

ANNEXE 60

Main-d'œuvre et Capitaux de la Sidérur- gie française en 1913	60
--	----

SECTION II : *L'industrie sidérurgique en Allema- gne avant la guerre* 61

§ 1. — Matières premières	61
A) Les Minerais	61
B) Les Combustibles	64

§ 2. — Etat de la production et répartition des centres	65
§ 3. — Le commerce extérieur et le régime douanier	66
§ 4. — L'organisation syndicale de la Sidérur- gie allemande	69
1° Industrie de la Fonte	70
2° Industrie de l'Acier	70
3° Le Stahlwerksverband	71
4° Etude des Statuts du Stahlwerksverband	73
5° Valeur du Stahlwerksverband	82
§ 5. — Conclusion	89
SECTION III : <i>L'industrie sidérurgique en Bel- gique avant la guerre</i>	
§ 1. — Matières premières	90
A) Les Minerais	90
B) Les Combustibles	91
§ 2. — Etat de la production et répartition des centres	93
§ 3. — Le commerce extérieur et le régime douanier	94
§ 4. — L'organisation syndicale de la Sidé- rurgie belge	99

ANNEXE

Main-d'œuvre de la Sidérurgie belge 1913	100
--	-----

CHAPITRE II : L'INDUSTRIE SIDÉRURGIQUE PEN- DANT LA GUERRE	101
1° En France	103

2° En Allemagne	110
3° En Belgique	115
CHAPITRE III : LE TRAITÉ DE VERSAILLES ET LA	
SIDÉRURGIE EUROPÉENNE	116
§ 1. — Dispositions du traité influant sur la sidérurgie européenne	116
§ 2. — Effets de ces dispositions	120
§ 3. — La question de l'Alsace-Lorraine	122
CHAPITRE IV : LA SIDÉRURGIE FRANÇAISE DEPUIS	
L'ARMISTICE	127
SECTION I : <i>La production</i>	
§ 1. — La situation en 1919-20	127
§ 2. — La crise de 1920-21	131
§ 3. — L'année 1922	135
§ 4. — » 1923	136
§ 5. — » 1924	138
§ 6. — » 1925	141
§ 7. — » 1926	145
§ 8. — Les accords de 1926	147
§ 9. — L'année 1927	150
§ 10. — L'année 1928 et l'orientation actuelle de la Sidérurgie française	154
SECTION II : <i>L'organisation professionnelle</i>	
I : La période des hostilités	156
II : L'après-Guerre	158
1° Les années 1919-20	158
A. Ententes diverses	158

B. Le comptoir sidérurgique	160
2° La crise de 1921-22	168
3° Les groupements partiels	170
4° La réorganisation des Comptoirs depuis 1925	173

ANNEXE

Tableau	I : Production de houille et lignite des bassins houillers français 1927	175
»	II : Répartition de la production du mi- nerai de fer en France 1927	175
»	III : Répartition de la production sidé- rurgique en 1927	176
»	IV : d° (suite)	177
»	V : Moyens de production 1927	178
	1° Fonte	178
»	VI : 2° Fers et Aciers coulés	179
»	VII : 2° d° (suite) ...	181
	3° Fers et Aciers puddlés et soudés..	181
»	VIII : Main-d'œuvre de la Sidérurgie fran- çaise (1927)	182
»	IX : Commerce extérieur de minerai de fer (France et Sarre 1927)	182
»	X : Principales exportations métallurgi- ques françaises en 1927	183

CHAPITRE V : L'INDUSTRIE SIDÉRURGIQUE EN ALLE- MAGNE DEPUIS L'ARMISTICE	184
§ 1. — La situation au lendemain des traités de paix	184

§ 2. — Première période : 1919-1922	185
1° Les années 1919-1920	185
2° L'année 1921	190
3° L'année 1922	194
4° L'organisation de la production.....	198
§ 3. — Deuxième période : la crise de 1923..	203
§ 4. — Troisième période : 1924-1928	207
1° La transition de 1924	207
2° L'année 1925	210
3° La rationalisation	215
A. 1926	215
B. 1927	222
C. 1928	228
D. La crise rhénane	230
§ 5. — Conclusion	230

CHAPITRE VI : L'INDUSTRIE SIDÉRURGIQUE EN BEL- GIQUE DEPUIS L'ARMISTICE

§ 1. — La reprise de 1919-1920	232
§ 2. — La crise de 1921	237
§ 3. — La nouvelle reprise	240
1°) 1922	240
2°) 1923	243
3°) 1924	246
4°) 1925	248
5°) 1926	249
6°) 1927	251
7°) 1928	252
§ 4. — Conclusion	254

ANNEXE

Tableau 1 : Commerce extérieur	} 1926 et 1927	255
de matières premières		
» II : Importations de produits sidérurgiques 1926-27		256
» III : Exportations	d°	257

CHAPITRE VII : L'INDUSTRIE SIDÉRURGIQUE AU LUXEMBOURG DEPUIS L'ARMISTICE .. 528

§ 1. — Rappel du passé	258
§ 2. — Depuis l'Armistice	259
1°) 1919	259
2°) 1920	261
3°) 1921	263
4°) 1922	264
5°) 1923	266
6°) 1924	267
7°) 1925	268
8°) 1926	269
9°) 1927	270
§ 3. — Conclusion	271

CHAPITRE VIII : L'ORGANISATION DU MARCHÉ SIDÉRURGIQUE ET L'ENTENTE INTERNATIONALE DE L'ACIER 273

SECTION I : <i>Ententes internationales portant sur divers produits métallurgiques spéciaux</i>	274
1° Le cartel international des rails	274
2° Ententes internationales diverses	276

SECTION II : *Ententes portant sur les produits*

<i>bruts</i>	278
§ 1. — Période d'avant-guerre	278
§ 2. — Période d'après-guerre	281
1° La situation du marché sidérurgique mondial en 1925	281
2° La situation du marché sidérurgique de l'Europe continentale en 1925..	283
3° Les pourparlers franco-allemandes ..	285
A) Pourparlers officiels	285
B) Pourparlers privés	285
4° Les négociations en vue d'une Entente internationale de l'Acier	289
5° La conclusion de l'Entente	291
6° Etude des Statuts de l'Entente interna- tionale de l'Acier	292
7° Accords connexes à l'Entente	295
8° L'Entente et l'opinion	301
9° La première période trimestrielle de l'Entente	304
10° Adhésion du groupe de l'Europe cen- trale	304
11° La réduction du contingent au cours du second trimestre	306
12° Le contingent de 29.287.000 tonnes est à nouveau adopté	307
13° Distinction entre les marchés inté- rieur et extérieur de l'Allemagne ..	309
14° La situation en septembre 1927	310

15° La réunion de septembre 1927	312
16° La réunion de décembre 1927	312
17° La réunion de mars 1928	313
18° Réunions de juin et de juillet 1928	314
19° La réunion de septembre 1928	315
20° La réunion de décembre 1928	316

ANNEXE

Statuts de l'Entente internationale pour l'acier..	319
Tableau I : Balance de la période octobre- décembre 1926	325
» II : Balance de la période janvier- mars 1927	326
» III : Tchéco-Slovaquie	326
» IV : Autriche	328
» V : Italie	328
» VI : Pologne	329
CONCLUSION	330
I	330
II	336
BIBLIOGRAPHIE	339
TABLE DES MATIERES	344

